

مكتبة المجلد



Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16084 - 7 F SAMEDI 12 OCTOBRE 1996 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Front national s'infiltré sur des listes syndicales enseignantes

LE FN tente de prendre pied chez les enseignants, à l'occasion des élections professionnelles qui se tiendront le 12 décembre. Si son organisation satellite, le Mouvement pour un enseignement national (MEN), n'a pas présenté de listes, une cinquantaine de candidats sont présents sous l'étiquette d'autres syndicats. « Nous avons préféré l'infiltration sur des listes amies », explique le président du MEN, Olivier Pichon, conseiller régional FN en Ile-de-France. Le syndicat national des lycées et collèges (Snalc) se dit prêt à aller en justice contre cette « intolérable » attaque.

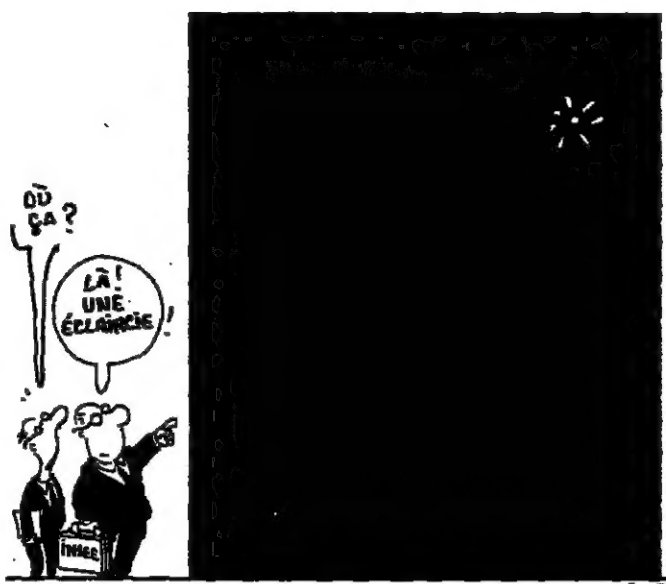
Lire page 8

L'Insee décèle les signes fragiles d'un redémarrage de la croissance

Après trois mois de baisse, les prix ont augmenté de 0,4 % en septembre

DANS UNE NOTE de prévision publiée vendredi 11 octobre, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) décèle des signes de redressement de l'économie française. Escomptant une amélioration de la conjoncture européenne, l'Institut révèle que la consommation des ménages est beaucoup plus dynamique que prévu. Alors qu'on la disait atone et que le gouvernement a pris une cascade de mesures, depuis le début de l'année, pour essayer de la soutenir, elle devrait progresser de 2,5 % en 1996, après 1,8 % en 1995 et 1,4 % en 1994.

Pourtant, la reprise devrait être fragile. En particulier, l'investissement des entreprises, que l'on prévoyait en forte hausse, devrait presque stagner. Sa progression en 1996 devrait être limitée à 0,4 %,



après une hausse de 3,9 % en 1995. Au total, l'Insee, même légèrement plus optimiste, ne modifie donc quasiment pas sa prévision de croissance. La hausse du produit intérieur brut atteindrait 1,2 % sur l'ensemble de l'année, au lieu du chiffre de 1,3 % avancé lors de la prévision du mois de juin.

D'autre part, alors que depuis plusieurs mois les économistes se disputent pour savoir si la France est entrée en déflation, l'indice provisoire de l'Institut fait apparaître que les prix à la consommation ont progressé de 0,4 % en septembre, après trois mois consécutifs de baisse.

La commission des lois de l'Assemblée nationale est revenue sur son vote supprimant l'allocation logement social pour les étudiants.

Lire page 6

La science « en fête » ouvre ses laboratoires au grand public

OBSERVATOIRES, laboratoires et centres de recherche ouvrent leurs portes au public, dans toute la France, jusqu'au dimanche soir 13 octobre. La science, pour la cinquième année consécutive, se déclare « en fête ». Des milliers de chercheurs vont accueillir les visiteurs dans leurs domaines, d'autres se rendre dans les écoles et les lycées pour participer à 2 000 animations, conférences et autres leçons de choses. Par ces actions, les scientifiques souhaitent briser l'image du « chercheur enfermé dans sa tour d'ivoire » et favoriser des vocations dans les jeunes générations.

Lire page 20

Deux Nobel de la paix

Le prix Nobel de la paix a été attribué à Mgr Carlos Belo et à José Ramos Horta. p. 30

La France perd JVC

Le japonais JVC décide, subventions à l'appui, de transférer vers l'Ecosse sa production de chaînes hi-fi. p. 16 et notre éditorial page 15

L'offensive contre les talibans

Les factions du nord de l'Afghanistan mènent une vive offensive conjointe contre les talibans. p. 3

L'Autriche face au nationalisme

Les premières élections européennes organisées en Autriche, pourraient accélérer la montée de la droite nationaliste. p. 4

Temps de travail

Alain Juppé cherche à relancer les accords d'entreprises sur la réduction du temps de travail. p. 7

Le nouveau Met

Le Metropolitan Opera de New York, prétendu temple de l'académisme, renouvelle son répertoire et ses productions. p. 24

L'argent de la Générale

L'ancien maire socialiste de la Réunion raconte comment le financement occulte par la Générale des eaux servait à des fins électorales. p. 9

Alger-Tunis, les bacheliers de la « tchi-tchi »

TUNIS de notre envoyée spéciale Vu de loin - et Dieu sait comme Alger est loin, quand on vit à Tunis ! -, le projet paraît louable. Héberger, pendant quelques jours, une poignée de lycéens algériens contraints par « les événements » d'aller dans le pays voisin passer les épreuves du baccalauréat français, quoi de plus simple ? Depuis la fermeture, en Algérie, il y a deux ans, des établissements secondaires français et du bureau des examens, plusieurs dizaines de jeunes Algériens font ainsi le voyage de Tunis. La majorité d'entre eux séjournent chez des amis ou à l'hôtel. Les autres sont logés chez Phabimac. A l'exception de quelques candidats libres, tous ces adolescents sont des élèves du lycée algérois Cheikh Bouhamama (ex-Descartes). Autant dire, la jeunesse dorée. Si certains sont moins favorisés que d'autres, tous appartiennent à la « tchi-tchi », comme on l'appelle à Alger. Chaque pays du Maghreb a la sienne. C'est « à Descartes » que la nomenklatura algérienne envoie ses rejetons. Fils de ministres, de diplomates, de généraux ou de rentiers, ils y préparent le bac avant de s'envoler vers l'Europe ou les Etats-Unis, pour suivre des études supérieures. L'Algérie avait presque fini par s'y habituer. Mais en ces temps de guerre, alors que l'école publique n'est plus que l'ombre d'elle-même, ces avantages ont pris l'allure d'inévitables privilèges.

Un exemple ? Pendant que le vulgum pecus faisait vainement la queue devant les guichets de la compagnie Air Algérie, touchée, durant tout l'été, par une grève des pilotes, les bacheliers de la « tchi-tchi » embarquaient pour Tunis dans des avions spécialement affrétés pour eux. Il est vrai que, parmi ces studieux passagers, figurait le fils du premier ministre. Pour qualifier le traitement réservé aux élèves du « lycée Descartes », l'administration algérienne a inventé le joli terme de « spécifique ». C'est ainsi qu'on a baptisé la filière francisée proposée dans cet établissement : une exclusivité, puisque dans le reste du pays les jeunes collégiens étudient en arabe. Mais, à voir les résultats enregistrés à Tunis, ces ef-

forts « spécifiques » pour encourager le français apparaissent décevants. Selon de bonnes sources, seuls 39 % des jeunes Algériens qui se sont présentés, en juin, aux épreuves du bac de français, ont réussi à décrocher le diplôme. Cette piètre performance a été ressentie avec d'autant plus d'amertume à Tunis que, sur les 116 candidats algériens inscrits, le taux d'absentéisme a atteint les 40 %. Rebelote au mois de septembre : alors qu'une soixantaine de bacheliers algériens étaient attendus pour la session de rattrapage, six seulement se sont déplacés. Quant aux familles d'accueil, qui pensaient avoir à couvrir de jeunes potaches stressées, elles ont rapidement compris leur erreur. L'un d'eux, se rappelle-t-on encore avec un brin d'effroi, « a exigé d'être logé avec sa petite amie ». Et tous, ou presque, semblent préférer les boîtes de nuit aux séances de bachotage, donnant des sueurs froides à leurs hôtes et un surplus de travail aux policiers tunisiens.

Catherine Simon

Lire page 16

POINT DE VUE

Non, monsieur Séguin, il n'y a pas d'autre politique

par Karl Lamers

DANS un point de vue paru le 19 septembre dans *Le Monde*, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, prend ses distances avec certains « malentendus et arrière-pensées » autour de la monnaie unique. On aura trop tendance à penser, selon lui, qu'avec l'euro « l'Allemagne tente de faire payer à la France ses réticences devant sa réunification », et

que « la France tente de se rembourser d'avoir financé cette même réunification par l'affaiblissement de l'activité et de l'emploi ». Je ne peux ni ne veux croire qu'un grand nombre de Français partagent ces curieuses pensées. Je m'étonne même qu'on les évoque.

Est-ce pour se « rembourser » des coûts de l'unification que la France désire absolument participer à l'union monétaire, afin de mettre un terme à ce qu'on ressent comme la « domination de la Bundesbank » ? Il est important, ici, de se pencher sur la raison profonde de l'union économique et monétaire : avant tout un programme de modernisation et d'assainissement de nos économies.

En reconnaissant la nécessité d'une politique de stabilité stricte, les Etats membres de l'Union européenne se sont engagés à ne plus camoufler les faiblesses de leurs économies comme ils le faisaient dans le passé : au moyen de l'endettement, de la course à la dévaluation et des subventions. Ces moyens ont trop longtemps permis de négliger les adaptations imposées par les mutations de plus en plus rapides de l'économie. Nous avons enfin la volonté de faire face à la réalité et d'engager les réformes qui s'imposent. Si ce processus d'économies et de réformes est douloureux, c'est surtout à cause des erreurs commises dans le passé. La responsabilité en revient aux gouvernements nationaux.

Si les chiffres retenus pour les critères d'entrée dans l'union monétaire n'avaient pas été fixés de manière précise, il n'aurait pas été possible d'obtenir une incitation suffisante pour les atteindre. Grâce à cet effet d'incitation, nous constatons une évolution extraordinairement positive dans toute l'Union européenne. Un ensemble de pays, dont la France et l'Allemagne, connaissent un développement stable et convergent de leurs parts, de leurs taux d'intérêt et de leurs taux d'inflation.

Lire la suite page 14, ainsi que les points de vue d'Elisabeth Gailgon et de quatre dirigeants d'entreprise

Karl Lamers est porte-parole pour les affaires étrangères du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag.

Framatome, les mystères d'une fusion

LES SYNDICATS de Framatome s'inquiètent du projet de fusion du fabricant français de chaudières nucléaires avec le groupe franco-britannique GEC-Alsthom. Ils ont rencontré, jeudi 10 octobre, les représentants du ministre de l'Industrie, et ont déclenché une procédure afin d'obtenir de plus amples renseignements sur cette fusion, annoncée il y a un mois et qui depuis a fait l'objet d'un grand silence. Au moment où les négociations officielles sur ce projet vont débiter, les interrogations subsistent sur ses objectifs et ses liens avec la privatisation de Thomson.

Lire page 16

Un « Bill Gates nippon »



MASAYOSHI SON

C'EST l'un des rares entrepreneurs japonais à avoir connu un parcours à l'américaine. A trente-neuf ans, Masayoshi Son est souvent surnommé le « Bill Gates nippon ». Diplômé de Berkeley (Etats-Unis), il a mis son pays à l'heure de la micro-informatique et d'Internet. Du multimédia à l'édition informatique, en passant par la distribution de logiciels et la télévision numérique, son groupe affiche un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de francs. Belle revanche pour ce fils d'émigré coréen, désormais chef de file de la nouvelle génération industrielle japonaise.

Lire page 17

International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Jour	22
Société	1	Agenda	23
Régions	11	Abonnements	25
Carnet	12	Météorologie	25
Horaires	13	Culture	26
Entreprises	16	Communication	28
Finances	18	Radio-Télévision	28

SONIA RYKIEL

Les Lèvres rouges

roman

SONIA RYKIEL

Grasset

Abonnements : 3 DM ; Annonces : 9 F ; Autriche : 20 AT ; Belgique : 40 BF ; Canada : 2,25 F CAN ; Côte d'Ivoire : 200 F CFA ; Danemark : 14 DKK ; Espagne : 220 Ptas ; Grande-Bretagne : 1 £ ; Grèce : 200 Dr ; Irlande : 1,40 F ; Italie : 2000 L ; Luxembourg : 40 FL ; Maroc : 10 DH ; Norvège : 14 NOK ; Pays-Bas : 3 Fl. ; Portugal : 200 Esc ; République : 8 F ; Suède : 200 F CFA ; Suisse : 15 SFRS ; Suisse : 2,30 F ; Tunisie : 1,2 Dir ; USA (NY) : 2 \$; USA (autres) : 2,50 \$

M 0147 - 1012 - 7,00 F

JAPON La campagne est ouverte au Japon en vue des élections législatives du 20 octobre. Les électeurs vont se prononcer en fonction d'un nouveau système électoral. Ce

mode de scrutin - un mixage du système uninominal et de la représentation proportionnelle - a été introduit en 1994, pour lutter contre le clientélisme. ● CES DERNIÈRES

ANNÉES, le fossé s'était creusé entre la société japonaise et son monde politique : les sénatoriales de 1995 avaient ainsi connu un taux d'abstention de 44 %. Plus qu'une

simple démission du citoyen, ce résultat représente un rejet des politiciens traditionnels. ● MALGRÉ LA NAISSANCE d'une nouvelle formation - le Parti démocrate - et le ra-

jeunissement de la classe politique, ce scrutin ne semble guère éveiller un grand intérêt. ● LE PLD pourrait se maintenir comme la principale force politique.

M. Hashimoto pourrait rester premier ministre à l'issue des élections

La consultation du 20 octobre, marquée par un nouveau mode de scrutin, ne devrait pas modifier fondamentalement les données politiques du pays. En dépit du lancement d'un nouveau parti, le Parti démocrate, qui se propose notamment de rajeunir la démocratie japonaise

TOKYO

de notre correspondant

Au vu de l'histoire politique récente, les élections du 20 octobre, qui pourraient se solder par le maintien de Ryutaro Hashimoto à la tête de l'exécutif, semblent cruciales. Ce sont les premières à se dérouler en fonction du nouveau système électoral introduit en 1994 et les premières depuis que, l'année précédente, le Parti libéral-démocrate (PLD), qui avait dominé la scène politique pendant trente-huit ans, a perdu la majorité.

Ces élections sont en outre marquées par l'apparition d'une nouvelle formation, le Parti démocrate (PD), qui rassemble une centaine de transfuges du Parti pionnier et de l'extrême droite socialiste et cherche à apparaître comme un troisième « pôle » d'une galaxie politique dominée par le PLD - qui domine la coalition au pouvoir - et le Nouveau Parti du progrès (NPP), qui anime l'opposition.

Alors que pendant soixante-dix

ans ont prévalu au Japon le système uninominal à un tour et les grandes circonscriptions avec plusieurs sièges à pourvoir, les électeurs vont se prononcer le 20 octobre en fonction d'un mode de scrutin qui est un mixage du système uninominal et de la représentation proportionnelle : 300 sièges sont à pourvoir dans des circonscriptions à un seul élu et 200 sont répartis en onze régions, en fonction de leur population. Chaque électeur votera donc deux fois, et parfois pour des candidats figurant sur les deux listes.

Ce nouveau mode de scrutin est destiné à remédier aux maux endémiques de la politique japonaise : le jeu des clientèles et des achats de voix favorisés par des circonscriptions où plusieurs candidats d'un même parti étaient en compétition pour le même siège.

L'apparition du Parti démocrate (PD) semble d'autre part un élément qui pourrait contribuer à rendre une certaine fluidité à une vie politique enlisée dans une phase de transition, en attirant à lui un électoral flottant, jeune, et las du jeu des politiciens traditionnels. Depuis que le PLD a perdu la majorité, quatre premiers ministres et cinq cabinets de coalition se sont succédés, et le PLD est revenu au pouvoir en juin 1994 avec le cabinet du socialiste Murayama. Quant aux « réformateurs » de 1993, ils se sont enfin vus révélés être de la « même cuve » que ceux dont ils dénonçaient les travers.

ÉLECTORAT FLOTTANT

Si les éléments pour un renouveau attendu de la vie politique japonaise semblent réunis, il est cependant loin d'être certain que les élections du 20 octobre constitueront un pas décisif dans cette direction. Tout d'abord, il reste à voir en quoi le nouveau mode de scrutin, largement édulcoré par rapport au projet initial, palliera les travers traditionnels du jeu électoral : l'argent semble appelé à jouer pratiquement le même rôle qu'auparavant et les petites circonscriptions pourraient renforcer le provincialisme de la campagne au lieu d'élargir l'horizon (en mettant l'accent sur les programmes plus que sur les personnalités). Le PD est en outre porteur de bonnes intentions, mais reste ambigu quant



à sa position sur l'échiquier politique.

A la suite de l'éclatement de la « bulle spéculative » au début des années 90, la société japonaise a changé plus vite que son monde politique. Et aujourd'hui, le hiatus est évident entre la société civile et ses représentants. La chute du taux de participation aux élections sénatoriales de juillet 1995 (44 % d'abstention) témoigne de ce désintérêt pour la politique - nationale du moins, car ce rejet des politiciens traditionnels ne signifie pas une démission du citoyen qui, au contraire, s'exprime au niveau local à travers un pulvélement de mouvements que les partis traditionnels ne parviennent pas à récupérer.

C'est les votes de cet électoral flottant, sans appartenance parti-

total des électeurs, qui seront déterminants le 20 octobre. Ledit électoral sera-t-il mobilisé par un rajeunissement de la classe politique - seul fait vraiment nouveau de ce scrutin ? Une trentaine de « vétérans » de la politique ont annoncé qu'ils se retireraient. Pour l'instant, selon les sondages, ce scrutin ne semble guère éveiller un grand intérêt.

Si, toutes tendances confondues, les six partis en lice ont fait de la réforme administrative, et en particulier d'une réduction du poids de la bureaucratie dans la vie nationale, le cheval de bataille de leur campagne, c'est parce que l'opinion est « remontée » contre les fonctionnaires. Les scandales (contamination des hémophilés par le virus du sida, débacle des organismes de crédit (jusen) et mal-

versations bancaires) témoignent du laxisme des instances étatiques de contrôle, voire des connivences coupables avec les intérêts privés.

ENGAGEMENTS POPULISTES

La réforme administrative et le relèvement de 3 % à 5 % de la taxe sur la valeur ajoutée sont les deux grands thèmes d'une campagne où les questions internationales sont largement ignorées. Ces deux problèmes sont liés, dans la mesure où l'assainissement des finances publiques (22 % du budget de 1997 sera consacré au service de la dette) passe à la fois par une réduction du coût de fonctionnement de la machine étatique et un accroissement des ressources.

Le PLD a promis de réduire de moitié les vingt-deux ministères existants et de diminuer le nombre

des fonctionnaires gravitant autour du cabinet. Le NPP a été plus spécifique en proposant dans ses « cinq contrats avec le pays » de ramener à dix le nombre des ministères et de réduire d'un quart le nombre des fonctionnaires au cours des quatre prochaines années, ce qui permettrait de substantielles économies et de réduire les impôts sur le revenu et les taxes de résidence. Des engagements plus populistes que réalistes.

Dans leur quête des voix de l'électorat flottant, les politiciens se heurtent à un écueil : le scepticisme. Les électeurs sont échaudés sinon vaccinés contre les promesses de réformes. Les espoirs suscités par la perte de majorité du PLD ont été plus que déçus et les réformateurs d'hier (les anciens premiers ministres Hosokawa ou Hata) font figure de « chevaux de retour ». Si le maintien du PLD comme principale force politique et, vraisemblablement, la reconduction de M. Hashimoto dans son mandat de premier ministre ne paraissent guère faire de doute, le choix des électeurs peut ménager des surprises.

Tout d'abord, comment réagissent-ils au message ambigu du PD ? Quel sort réserveront-ils à ce qui reste du Parti socialiste (devenu le Parti social-démocrate) après le ralliement de son aile droite au PD ? Autre inconnue : l'avenir du Parti communiste (PC). Dans la valse des étiquettes, les regroupements et les éclatements et les promesses non tenues de la vie politique japonaise depuis 1993, le PC apparaît comme la seule véritable force d'opposition. La cohérence de ses positions, sa modération, conjuguées à une plus grande transparence et à une action en profondeur pour remédier aux problèmes concrets, ont valu ces derniers mois aux communistes, qui n'ont que quatorze sièges à la Chambre basse, une série de succès dans des consultations locales.

Il est peu probable que ces élections, dont l'enjeu est difficile à cerner et les solutions de rechange proposées peu claires, mettent fin à la phase de transition que traverse le Japon. Elles marqueront simplement une nouvelle étape dans le laborieux réajustement des forces.

Philippe Pons

Le poids électoral de la secte Soka gakkai

La principale formation d'opposition au Japon, issue d'une dissidence libérale-démocrate, est en difficulté. Secrétaire général du Nouveau parti du progrès, Ichiro Ozawa, en qui les observateurs étrangers avaient cru discerner le futur homme fort du Japon, a en effet vu son étoile pâlir. Son parti est en proie à des querelles intestines et affaibli par le jeu de la secte Soka gakkai, qui, avec ses 10 millions de membres votant comme un seul homme pour les candidats désignés, est la principale force électorale d'une formation qu'on rejoint en 1994 les membres de son ex-bras séculier (le parti Komei). Or la secte cherche à se rapprocher du Parti libéral-démocrate qui demeure vraisemblablement la principale force du prochain cabinet de coalition (aucun parti ne semble en mesure d'obtenir la majorité) : soucieuse des effets de la loi votée récemment sur les organisations religieuses, la secte entend se ménager des appuis au gouvernement.

Les étapes d'un retour des conservateurs

● 1992 : le Parti libéral-démocrate (PLD) est miné par des dissidences, alors que le thème de la « réforme politique » devient le slogan à la mode. En mai, des contestataires énumérés par Morihiro Hosokawa créent le Nouveau Parti du Japon (NPP).
● 1993 : débacle du PLD. En juin, deux poids lourds du parti, Tsutomu Hata et Ichiro Ozawa, passent à l'opposition. Affaibli, le

PLD perd la majorité à la Chambre des représentants lors des élections du 18 juillet, qui produisent l'effet d'un séisme politique.
M. Hosokawa est nommé à la tête d'un gouvernement de coalition anti-PLD.

● 1994 : en juin, nouvelle redistribution des cartes. Le PLD revient partiellement aux affaires, au sein d'une coalition avec le Parti socialiste et les centristes de

Sakigake (Parti pionnier). Mais la tête de l'exécutif lui échappe toujours, puisque c'est le socialiste Tomiichi Murayama qui est premier ministre.
● 1996 : en janvier, M. Murayama cède la place à Ryutaro Hashimoto, qui vient d'être élu à la présidence du PLD. Les libéraux-démocrates franchissent ainsi une étape supplémentaire dans leur retour au pouvoir.

La « brise » de changement du Parti démocrate

TOKYO

de notre correspondant

Le Parti démocrate (PD), qui se présente comme une formation différente des partis traditionnels, sera-t-il porteur d'un vent de changement ? Pour l'instant, il s'annonce moins comme un typhon purifiant le ciel politique nippon que comme une brise. Dans la grisaille de la vie politique, marquée, depuis la perte de la majorité par le Parti libéral-démocrate (PLD), en 1993, par une valse des étiquettes et une suite de désillusions sur les chances de restructuration des forces politiques, le PD voudrait apparaître comme un troisième pôle, à côté du PLD et du Nouveau Parti du progrès (NPP), formé de transfuges du premier et de forces centristes.

Le PD a été bien accueilli par la population, puisqu'il arrive en troisième position dans les sondages, après le PLD et le NPP, mais certains estiment qu'il pourrait bien se « liquéfier » à l'épreuve du feu électoral.

Fondé, le 29 septembre, autour des personnalités, jeunes pour la vie politique, qui en assument la présidence, Yukio Hatoyama et Naoto Kan, populaire ministre de la santé, le PD rassemble une soixantaine de parlementaires provenant du Parti pionnier (PP), de l'ex-Parti socialiste (aujourd'hui rebaptisé « social démocrate », PSD) et du NPP. Son programme met en avant trois thèmes : fin de la domi-

nation de la bureaucratie, suprématie de la société civile et création d'une société conviviale de bien-être.

Sans doute le PD incarne-t-il plus que d'autres un renouvellement de la génération politique, mais ce nouveau parti semble un peu inconsistant. Son programme est pavé de bonnes intentions mais manque de propositions concrètes pour mettre en œuvre la défense de l'« individu citoyen » qu'il prône. Il tarde aussi à préciser sa place sur l'échiquier politique, et en particulier par rapport au PLD.

UNE AFFAIRE DE FAMILLE

Le nouveau parti bénéficie de la forte popularité de Naoto Kan, qui, ministre de la santé dans le cabinet Hashimoto, a dévoilé le scandale de la contamination des hémophilés par le virus du sida. Son autre président, Yukio Hatoyama, présente moins de consistance politique. C'est avant tout, avec son frère Kunio, qui a aussi rejoint le PD, l'héritier d'une dynastie politique que l'on compare parfois à celle des Kennedys.

L'histoire de la famille Hatoyama est un raccourci de la vie politique japonaise depuis un siècle : de l'ancêtre Kazuo Hatoyama, parlementaire de l'époque Meiji (1868-1911), à Ichiro, le père de Yukio et Kunio, qui fut ministre des affaires étrangères, en passant par Ichiro, le grand-père, qui participa à plusieurs cabinets avant-guerre, fut

écarté par McArthur puis réhabilité en 1951, et revint sur le devant de la scène grâce aux solides soutiens financiers du fondateur du groupe Bridgestone. Premier ministre de 1954 à 1956, Ichiro fut l'un des artisans de la fusion de l'ancien Parti démocrate, qu'il dirigeait, avec le Parti libéral qui donna naissance, en 1955, au PLD, appelé à conserver le pouvoir sans discontinuer jusqu'en 1993.

Les deux frères Hatoyama ont fait leur carrière politique dans les rangs du PLD et ont appartenu au clan Takeshita, héritier de celui du premier ministre Tanaka, l'une des plus puissantes machines de pouvoir du camp conservateur, mêlé à la plupart des scandales de ces vingt dernières années. Puis Yukio rallia le PP et son frère le NPP. Ils se retrouvent aujourd'hui unis à la tête d'une formation qui semble une affaire de famille.

La famille Hatoyama aurait largement financé la naissance du nouveau parti, qui compte dépenser 3 000 milliards de yens dans la campagne électorale. La « nouvelle cuve » Hatoyama séduira-t-elle une jeune génération d'électeurs en quête de « new-look plus » ? C'est vraisemblable. Il restera aux deux frères à ne pas égarer le sort d'étoile filante de l'ex-premier ministre Hosokawa, porteur, lui aussi, il y a trois ans, des mêmes espoirs de changement.

Ph. P.

La « morphine cérébrale » contre le stress et la sénilité

TOKYO

de notre correspondant

Peut-on vivre mieux et se prémunir contre la maladie ? Oui, pense le docteur Shigeo Haruyama, dont le livre *Révolution du cerveau* (Nonai kakumei) a été vendu à trois millions d'exemplaires, depuis sa parution en 1995. Un succès qui a entraîné une avalanche d'ouvrages sur ce que les médias nomment la « science du cerveau », allant du laborieux traité aux recettes de santé cérébrale par l'activité sexuelle.

Né dans une famille de praticiens de médecine traditionnelle de Kyoto et ayant étudié la médecine occidentale, le docteur Haruyama joue des deux registres. Il ne propose pas de remèdes miracles mais des méthodes simples pour prévenir la maladie en stimulant la sécrétion d'une hormone cérébrale qu'il baptise « morphine du cerveau » et qui accroît les capacités du système immunitaire.

« CONSCIENCE DORMANTE »

« Il y a un paradoxe dans la société moderne, estime-t-il : le développement de la technologie aurait dû nous donner des modes de vie moins stressants, mais c'est le contraire qui s'est produit. Or le stress entame notre système immunitaire, laissant la maladie gagner du terrain. » L'effet, reconnu par la science occidentale, des traumatismes psychiques dans le développement de certaines maladies, dites psychosomatiques, est une découverte millénaire de la médecine chinoise. Mais selon le docteur Haruyama, si la science a permis de vérifier certaines « intuitions » de la médecine traditionnelle, « elle n'en tire pas toujours les leçons ».

« La médecine occidentale a par exemple identifié les fonctions des deux hémisphères cérébraux. Mais elle oublie de cultiver la conscience potentielle dont le siège est l'hémisphère droit. C'est là qu'est secrétée la « morphine cérébrale » et que réside une conscience dormante, héritée de l'expérience des

centaines de milliers d'ancêtres qu'à chaque être humain. » L'hémisphère gauche est, lui, le siège de l'expérience « immédiate » accumulée au cours d'une vie. « Si nous jugeons par ces seuls critères, le champ de référence est limité et nous nous enfonçons dans une conception du monde étroite. Il faut au contraire élargir le champ de notre réflexion en écoutant ce que nous murmure la partie droite de notre cerveau », dit M. Haruyama. Pour atteindre cet état de libération du contingent et renouer avec une sagesse transcendante les âges, il préconise méditations, diète de type zen, exercices musculaires et massages.

Si le livre du docteur Haruyama connaît un tel succès, c'est qu'il contient des embryons de réponse à des préoccupations de la société japonaise : par exemple, le vieillissement rapide de la population. Selon le docteur, la « morphine cérébrale » serait un antidote à la sénilité : « Depuis qu'elle est devenue une célébrité et qu'ainsi son activité cérébrale a été stimulée, l'une des deux jumelles centenaires du Japon a recouvré son énergie. » La bénévoles, poursuit-il, populaire parmi les jeunes depuis le séisme de Kôbe, stimulerait également la « morphine cérébrale » par l'élan vers autrui qu'il suppose.

La société japonaise est-elle plus « stressante » que d'autres ? En tout-cas, conséquence peut-être de l'attention accordée à l'équilibre entre psychisme et corps, l'enseignement de la médecine traditionnelle, l'industrie du « stressage » est florissante et les centres de relaxation déclinent les innovations. Tel que celui au nom prometteur de régression, Mother, où l'on choisit son environnement acoustique (bruit des vagues ou chants d'oiseaux) et les parfums qui seront dispensés sous une coupole de verre, tandis que des appareils enregistrent les ondes cérébrales et le rythme de la respiration du « relaxant ».

Ph. P.

Les talibans doivent faire face à la contre-offensive d'autres factions armées afghanes

Les forces du commandant Massoud ont attaqué l'aéroport de Bagram

Alors que les « étudiants en religion » durcissent leur politique à Kaboul, ils doivent maintenant lutter militairement contre les autres

factions armées du pays qui se sont unies contre eux. Une ligne de front semble maintenant se dessiner au nord de la capitale. Devant

la détérioration de la situation en Afghanistan, les Nations unies ont commencé à évacuer leur personnel.

KABOUL

Les talibans ont fini par faire l'unité contre eux parmi les factions armées du nord de l'Afghanistan, dans ces provinces septentrionales que les « étudiants en religion » ne contrôlent pas encore : les provinces de l'est-président Burhanuddin Rabbani, le chef ouzbek Rachid Dostom, et le leader de l'ethnie hazara, chiffe, Karim Khalil, ont annoncé, jeudi 10 octobre, la formation d'une alliance « de défense nationale » destinée à contrecarrer la poussée des talibans.

Ces derniers restent farouchement opposés à toute idée de négociation avec l'opposition à leur régime : pour eux, il est crucial de s'emparer du reste de l'Afghanistan, dont les deux tiers sont passés entre leurs mains en deux ans. Mais la contre-offensive lancée depuis plusieurs jours par les hommes d'Ahmed Shah Massoud, chef militaire du gouvernement renversé par les talibans, vient de briser l'indivisible élan de victoire des milices intégristes.

En repoussant l'offensive des talibans dans la vallée du Panjshir, et en bloquant les soldats de Kaboul au pied de la passe du Salang, Massoud a prouvé qu'il existait encore. Une opération commandée appuyée par un groupe armé local

a même attaqué, jeudi, les abords de la base aérienne de Bagram, à une cinquantaine de kilomètres de Kaboul. La situation reste par ailleurs confuse dans cette région où des informations encore non confirmées faisaient état, dans la soirée, de la chute de cet aéroport

ont commencé à évacuer leur personnel, alors que le Comité international de la Croix-Rouge et les différentes ONG de la capitale devaient se réunir vendredi, pour préparer un éventuel plan d'évacuation.

De plus en plus sur la défensive,

et de la culture, dans sa dernière conférence de presse. Selon lui, les journalistes sont obsédés par des « détails », une référence à l'hostilité des Occidentaux à l'égard de la politique des talibans sur la question des femmes. « On ne peut pas s'attendre à ce que les règles applicables à l'Ouest le soient aussi en Afghanistan », a-t-il ajouté.

Le ministre a également nié que son gouvernement ait fait un millier de prisonniers politiques. Selon lui, il n'y aurait pas plus de soixante-dix à quatre-vingts personnes détenues depuis la chute de Kaboul et le début des combats dans le Nord. Quant aux rumeurs de conscriptions forcées, elles seraient inexistantes, puisque « partout les Afghans sont prêts à se lever pour défendre leur pays ».

« Nous sommes très inquiets depuis deux jours : dans le faubourg de Khalkhama, on a vu des talibans entrer dans une maison et distribuer des armes à trois jeunes pour les emmener au front », nous a pourtant confié un étudiant francophone. Des informations confirmées par d'autres sources, faisant état de l'enlèvement forcé d'une quarantaine de personnes, jeudi, dans Kaboul, notamment autour d'une mosquée de ce même faubourg nord de la capitale.

Bruno Philip

Viande trop chère : deux doigts coupés

Une quinzaine d'intérêts plus ou moins officiels ont été imposés par le nouveau pouvoir. Outre l'interdiction pour les femmes de travailler et d'étudier, l'obligation du port de la barbe et du turban ou d'un calot, les rassemblements de plus de cinq personnes sont interdits, ainsi que les jeux de cartes. Les fonctionnaires ne devraient pas fumer au bureau. Les voleurs auront une main amputée, les coupables d'adultères et de crimes seront lapidés dans la rue ainsi que ceux qui boivent de l'alcool ou prennent de la drogue. Les incidents se multiplient : un boucher aurait en deux doigts coupés pour avoir vendu de la viande à un prix supérieur à celui imposé par les talibans. Un couple marié qui se promenait à bicyclette a été frappé parce que l'homme et la femme étaient trop proches sur le vélo. Dernière mesure imposée : ouvrir les cages des oiseaux, dont les Kabouli raffolent. Leur chant, étant associé à la musique, devient anathème selon la loi coranique.

aux mains des hommes de Massoud. Il semble en tout cas qu'une ligne de front mouvante mais bien réelle soit en train de se dessiner au nord de la capitale, avec sans doute l'appui de groupes qui ont fait allégeance à l'opposition antitalibane. Devant la détérioration de la situation, les Nations unies

le régime durcit ses positions et s'en prend à la presse occidentale, accusant les journalistes étrangers de commettre un « crime moral » en multipliant les critiques contre lui. « Nous vous recommandons de cesser de publier des informations sans fondement », a prévenu le mollah Moutaqi, ministre de l'Information

Hussein de Jordanie s'estime trahi par Benyamin Nétanyahou

AMMAN

de notre correspondant au Proche-Orient

Pour la première fois depuis la signature du traité de paix en octobre 1994, les relations jordanaises traversent une crise sévère et le roi Hussein ne cache plus son mécontentement quant à la politique suivie par Benyamin Nétanyahou. « Dans la situation actuelle, si nous n'avons pas très vite pour instaurer la paix, tout est impossible, y compris - et je ne le souhaite pas - de revoir M. Nétanyahou enfilant un masque à gaz », a-t-il ainsi déclaré, dans une allusion à la guerre du Golfe. « Israël désire-t-il revenir à sa mentalité d'assiégé et à l'arrogance du pouvoir ? », s'est-il interrogé lors d'un entretien accordé au journal saoudien *El Charq el Awaiz*.

La colère du monarque s'explique d'autant mieux que, au sujet de Jérusalem, il s'est senti trahi par un partenaire israélien qu'il avait été le seul, parmi ses pairs arabes, à défendre, au lendemain de son élection. Pour la Jordanie, la crise actuelle est, en effet, à la fois bilatérale et arabo-israélienne. Amman considère comme une violation du traité de paix l'ouverture par l'Etat juif du tunnel controversé, alors que le traité reconnaît « un rôle spécial » à la Jordanie sur tout ce qui touche aux lieux saints musulmans de Jérusalem. L'affaire est d'autant plus grave que le souverain avait reçu, à Amman, la veille de cette ouverture, le conseiller de M. Nétanyahou, Dore Gold, et que celui-ci n'avait pas soulevé mot de cette décision, ce que le roi a pris comme un affront personnel. Une lettre officielle de protestation a été remise dès le 30 septembre par le premier ministre jordanien, Abdel Karim Kabarti, à l'ambassadeur

d'Israël en Jordanie, Shimon Shamir, à qui le roi avait déjà demandé « si Israël avait bien lu les clauses du traité de paix jordanien-israélien ».

Ce mécontentement réaffirme aussi l'exigence de la Jordanie de voir Israël respecter les accords signés avec les Palestiniens. « Les accords de paix israélo-jordanien et israélo-égyptien conclus jusqu'à présent seraient sans aucun doute mis en question en l'absence d'un scrupuleux respect de tous les accords passés avec Israël et de leurs résultats », a averti le roi dans son entretien à El Charq el Awaiz. Le net durcissement de son attitude s'explique aussi par la crainte de voir se dégrader davantage la situation interne en Jordanie. Opposés à la normalisation avec Israël, que le roi tentait d'imposer, les partis politiques et les syndicats réclament la suspension du traité de paix et, au minimum, un gel des relations diplomatiques et commerciales avec l'Etat juif.

DURCISSEMENT

L'opinion publique a, d'autre part, mal compris la participation du roi au sommet de Washington, loutant, en revanche, l'attitude du président égyptien, Hosni Moubarak, qui avait refusé de s'y rendre. Le durcissement égyptien inquiète particulièrement la Jordanie, qui craint de voir croître son isolement. Dans cette optique, on confirme de bonne source, à Amman, les propos très sévères tenus par le roi Hussein à M. Nétanyahou, lors du sommet de Washington. Prenant la parole devant le président américain, Bill Clinton, et le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, lors d'un déjeuner de clôture du sommet, le roi a reproché à M. Nétanyahou son « arrogance ». « Ce dont nous avons besoin, monsieur, a-t-il déclaré, ce n'est

pas de l'arrogance du pouvoir mais de la vision de l'avenir qu'avait Izzhak Rabin. Vous l'aurez peut-être un jour, mais aujourd'hui, les extrémistes et les vent-en-guerre ont gagné ».

Laisant éclater sa déception du peu de résultat de cette rencontre, le souverain hachémite a encore dit : « Je parle en mon nom et au nom d'Izzhak Rabin, un homme que j'ai eu l'honneur d'appeler mon ami. Nous sommes au bord de l'abîme et, quels que soient nos efforts, nous sommes peut-être sur le point d'y tomber. Monsieur le premier ministre, a conclu le roi, je suis inquiet pour vous. Vous dirigez Israël. Sauriez-vous saisir l'occasion ? Parce que si vous ne le faites pas, nous tous, dans cette pièce, en subirons les conséquences ».

Pour la Jordanie, Israël doit maintenant agir et ne plus se contenter de bonnes paroles pour accorder sa volonté de paix. Le roi Hussein, qui a fondé toute sa politique depuis plus de deux ans sur la paix avec Israël, mesure aujourd'hui les risques pris par son pays, dont la position serait intenable en cas d'échec du processus de paix.

Françoise Chipaux

Le roi Hussein a invité, jeudi 10 octobre, le président de l'Etat d'Israël, Ezer Weizman, à lui rendre visite à Amman, a rapporté la radio publique israélienne. Lors d'un entretien téléphonique, le roi a proposé que cette visite ait lieu après celle que M. Weizman doit faire lundi 14 octobre en Egypte, à l'invitation du président Hosni Moubarak. Mardi, M. Weizman avait reçu dans sa résidence privée de Césarée, sur le littoral de la méditerranée, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. - (AFP)

Le Parti communiste chinois exalte les valeurs nationales

PÉKIN

de notre correspondant Dans un effort pour reprendre en main un pays qui lui échappe, le Parti communiste chinois (PCC) s'est doté d'un comité spécial pour « la promotion du progrès ethnique et culturel » qui devra étendre ses tentacules à travers tout le pays en vue de « faire de la Chine un pays socialiste moderne plus puissant, prospère, démocratique et civilisé ». C'est là le principal résultat d'une session plénière du comité central qui s'est tenue à Pékin du 7 au 10 octobre.

Selon les participants à cette session, la modernisation matérielle rapide intervenue depuis 1978 s'est accompagnée d'une désaffection idéologique, par endroits « assez sérieuse », dans les organes de l'appareil dirigeant. Tout en persistant à considérer l'édification économique comme sa « tâche centrale », le parti est appelé à se ressaisir au plan idéologique et à forger un esprit civique « aux idéaux élevés, d'intégrité morale, de bonne éducation et de

sens développé de la discipline ». Cet appel aux accents de « réarmement moral » à la sauce maoïste-léniniste est l'œuvre du chef du parti et de l'Etat, Jiang Zemin, qui a marqué à cette occasion son ambition d'apparaître comme le patron incontesté du régime post-Deng Xiaoping. Il a, en particulier, fait admettre à l'historiographie officielle l'idée que, depuis sa propre nomination, en 1989, à la tête du parti, celui-ci s'est concentré sur un effort garantissant « la réforme, le développement et la stabilité ». Au passage, sont totalement oubliés ses deux prédécesseurs libéraux, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, limogés.

Le discours actuel insistait sur la « civilisation spirituelle » à laquelle la Chine doit parvenir vite à réactiver le nerf politique du système et paraît laisser peu de place à une institutionnalisation de la vie publique du pays. M. Jiang a insisté sur le rôle prééminent du parti dans l'effort national et occulté la nécessité de progresser vers l'Etat de droit. Ce silence contraste avec

les propos tenus récemment par d'autres hauts dirigeants, dont Qiao Guh, président de l'Assemblée nationale populaire (ANP), bras légiférant du pouvoir, qui s'efforçaient d'accréditer l'idée d'un nécessaire assouplissement des organes de direction à la loi. M. Jiang a cherché de manière assez visible à voler la vedette à ses collègues moins ardents que lui à brandir l'arme idéologique en multipliant les interventions conservatrices.

EDUCATION PATRIOTIQUE

Le comité central, dont c'était le sixième plénum depuis le quatorzième congrès du parti en 1992, a confirmé, comme l'y obligent ses statuts, la convocation du quinzième congrès pour la seconde moitié de 1997. Le plénum lance ainsi la mécanique considérable du recrutement à travers le pays des délégués du parti qui seront choisis en fonction des impératifs fortement nationalistes énoncés par le plénum : s'il est question de Marx, de Lénine, de Mao et de

Deng Xiaoping dans le communiqué publié jeudi, il est aussi fait plusieurs fois lourde référence à « l'éducation patriotique », à « l'esprit national de respect de soi-même », à « la remarquable culture de la nation chinoise » comme source d'inspiration venant, dans les priorités, avant même « la tradition révolutionnaire ». Ce « socialisme national » qui ne dit pas son nom comporte toutefois ses contradictions philosophiques : le but, indique le communiqué du comité central, demeure bien sûr de « réaliser le communisme ». Rappel incongru qu'a souligné la tenue récente d'un séminaire officiel à la mémoire de la centaine de Chinois qui s'étaient enrôlés en 1936, durant la guerre d'Espagne, dans les Brigades internationales de ce qui était encore le mouvement communiste d'inspiration moscovite. La plupart, apprend-on aujourd'hui, y ont trouvé la mort. On n'avait jamais beaucoup parlé d'eux officiellement à Pékin.

Francis Deron

Motion de censure déposée contre le gouvernement turc

ANKARA. Le Parlement turc doit entamer, mercredi 16 octobre, un débat sur une motion de censure déposée par l'opposition contre le premier ministre Necmettin Erbakan. Le chef du gouvernement, qui ne dispose que d'une majorité de cinq sièges au Parlement, est en butte aux critiques après un voyage controversé en Libye. Des députés du Parti de la juste voie (DYP, droite), partenaire de la coalition gouvernementale à dominante islamiste et que dirige le ministre des affaires étrangères Tansu Ciller, réclament la fin de cette alliance. - (AFP)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : Bonn prépare le retour forcé de 135 000 réfugiés originaires de République yougoslave (Serbie et Monténégro). Un accord a été signé, jeudi 10 octobre, par le ministre de l'Intérieur allemand et son homologue de Belgrade. Le renvoi des réfugiés débutera le 1^{er} décembre et s'étalera sur trois ans. Des organisations humanitaires ont protesté contre ce projet en soulignant que ces réfugiés sont en majorité des Albanais du Kosovo. - (Corresp.)

■ BOSNIE : les Serbes de Bosnie se sont déclarés prêts, jeudi 10 octobre, à participer à une réunion de la présidence collégiale bosniaque « le plus tôt possible ». Le 5 octobre, ils avaient boycotté la séance inaugurale. - (AFP)

■ ESPAGNE : la police a annoncé, jeudi 10 octobre, qu'elle venait de mettre au jour un trafic international de pornographie infantile, utilisant le réseau d'Internet pour sa distribution. - (Corresp.)

■ GRANDE-BRETAGNE : à la veille de la clôture de la conférence annuelle du Parti conservateur, les principaux ministres, Michael Heseltine, Kenneth Clarke, et Michael Portillo, ont appelé, jeudi 10 octobre, les militants à s'unir autour de la position du gouvernement concernant l'Union monétaire européenne. - (Corresp.)

■ IRLANDE : les policiers chargés de l'enquête sur l'attentat commis par l'Armée républicaine irlandaise contre le quartier général des forces britanniques en Ulster ont annoncé, jeudi 10 octobre, qu'un suspect avait été arrêté. - (AFP)

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : des élections présidentielle et législatives seront organisées en Tchécoslovaquie deux ou trois mois après le retrait des forces russes, ont annoncé, jeudi 10 octobre, les responsables tchécoslovaques. Le même jour, le ministre de l'Intérieur russe a demandé la tenue d'un référendum dans toute la Russie pour déterminer le statut de la Tchécoslovaquie. - (AFP)

AFRIQUE

■ MAROC : un avocat de Casablanca, M. Abderrahim Berrada, a échappé de peu, mardi 8 octobre, à une descente de police effectuée à son domicile, ont indiqué ses proches. Ancien défenseur d'Abraham Serfaty, M. Berrada est l'avocat de deux professeurs de médecine qui ont récemment porté plainte en diffamation contre le ministre de la santé, un geste inédit au Maroc.

PROCHE-ORIENT

■ EGYPTÉ : le président Hosni Moubarak a déclaré, jeudi 10 octobre, avoir invité le ministre israélien des Infrastructures nationales, Ariel Sharon, à venir en Egypte pour « discuter des moyens de promouvoir la paix ». M. Sharon est le chef de file des « faucons » du Likoud. - (AFP)

■ ISRAËL : le gouvernement autorisera les fidèles musulmans à utiliser de nouveau une antique mosquée, la mosquée Al Marwani, datant du VII^e siècle, qui vient d'être restaurée sous l'égide des Mosquées, a annoncé, jeudi 10 octobre, le ministre de la sécurité intérieure. La mosquée devrait ouvrir ses portes dimanche. - (AFP)

ÉCONOMIE

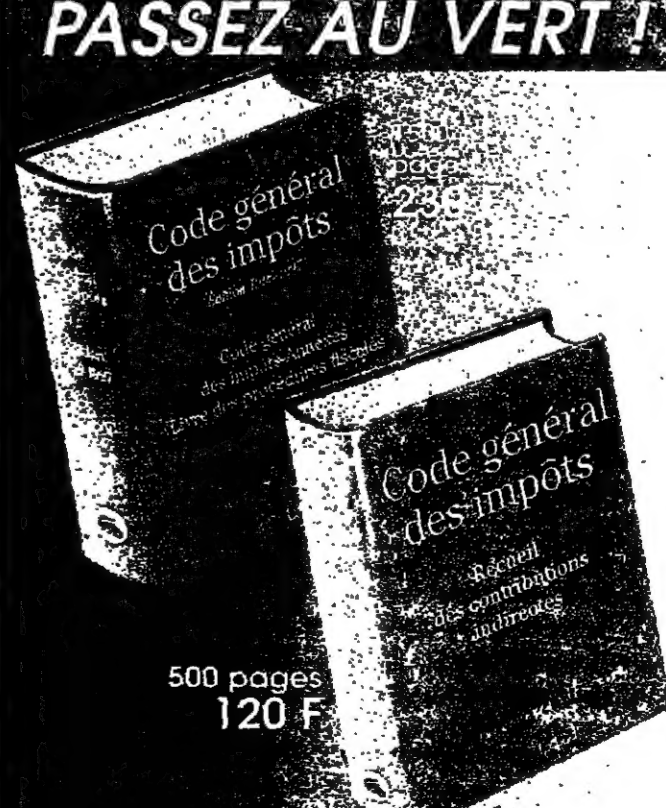
■ AFRIQUE : treize pays africains, dont le Burundi, le Libéria, la Somalie, font face à des pénuries alimentaires chroniques, malgré une amélioration des récoltes dans la plupart des pays situés au sud du Sahara, indique un rapport publié le 9 octobre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. - (AFP)

■ ALLEMAGNE : les prix à la consommation ont diminué de 0,1 % en septembre par rapport à août, et augmenté de 1,4 % par rapport à septembre 1995. - (AFP)

■ BRÉSIL : le président Fernando Henrique Cardoso a présenté jeudi 10 octobre aux députés et aux sénateurs un amendement constitutionnel prohibant « définitivement » le travail des enfants de moins de quatorze ans. - (Reuters)

■ ÉTATS-UNIS : le déficit budgétaire pour l'année fiscale 1996, close le 30 septembre, devrait tomber à 109 milliards de dollars, en forte recrudescence par rapport aux 164 milliards de dollars de 1995, selon les estimations publiées, jeudi 10 octobre, par les commissions budgétaires du Sénat et de la Chambre des représentants. - (AFP)

PASSEZ AU VERT !



500 pages
120 F

L'édition de référence 96/97

IMPRIMERIE NATIONALE Éditions L.G.D.J.

Renseignements (01) 44 41 43 10

La déclaration de réconciliation tchéco-allemande est toujours en suspens

A Prague, les partis élaborent une position commune

PRAGUE
de notre correspondant
La déclaration de réconciliation tchéco-allemande, qui fait l'objet de longues et difficiles tractations entre Bonn et Prague, depuis le printemps 1995, sera-t-elle un jour signée ? Cette question à laquelle le chancelier Helmut Kohl avait semblé répondre, le mois dernier, en annonçant aux députés allemands un probable accord entre les deux parties avant la fin de l'année, est revenue à l'ordre du jour après la réunion, jeudi 10 octobre à Prague, des chefs des partis de la coalition gouvernementale tchèque et de l'opposition social-démocrate avec le président de la République, Václav Havel.

Refusant de dévoiler la teneur de leurs trois heures de discussions, les participants à cette rencontre organisée à l'initiative du chef de l'Etat se sont contentés

des deux pays seront consultés

d'un bref communiqué officiel lu à la presse par M. Havel. Mais, selon la chaîne de télévision privée TV Nova, la longueur des discussions - qui ont duré plus longtemps que prévu - montre bien que les débats ont été serrés et difficiles.

Admettant implicitement que le document n'était pas encore tout à fait prêt, le président de la République a souligné « l'importance historique » de la déclaration tchéco-allemande et indiqué que ses hôtes avaient « exprimé leur opinion sur la manière de mener les conversations finales sur le texte ».

« Le processus d'élaboration de la déclaration s'achèvera au moment de l'adoption par les Parlements des deux pays du texte présenté par leurs gouvernements respectifs », a-t-il, d'autre part, précisé. Cette information, la première concrète depuis de nombreux mois, devrait satisfaire les députés tchèques et allemands qui ont été tenus à l'écart, sans ménagements, des négociations depuis leur démarrage en juin 1995.

Les diplomates des deux pays devraient donc se retrouver prochainement pour revoir leur co-

pie. Le ministre pragois des affaires étrangères, Josef Zelenka, qui a présenté à la réunion un « rapport sur le déroulement des négociations », a toutefois gardé le silence sur l'éventuel calendrier de rencontres avec son homologue allemand, Klaus Kinkel, en charge du dossier à Bonn. Leurs derniers pourparlers sur ce sujet, en janvier dernier, s'étaient terminés bel et bien sur un constat d'échec.

Le chef de file des sociaux-démocrates et président du Parlement tchèque, Miloš Zeman, s'est montré un peu plus loquace après avoir quitté le château de Prague, le palais présidentiel. Sous la pression d'une base et d'un électoral très sensibles à la question allemande, il s'est empressé de préciser que la déclaration ne comportait que des « regrets sincères » de Prague pour « les excès commis lors de l'expulsion » des Allemands des Sudètes en 1945. « Il n'y a pas de raison de s'excuser pour l'expulsion elle-même, prévue dans les accords de Potsdam - juillet-août 1945 », a-t-il ajouté dans un entretien à la radio tchèque en précisant qu'« aucune réconciliation des Allemands des Sudètes » ne figurait dans le texte.

Un consensus général règne, d'ailleurs, à Prague pour refuser les demandes de la puissante organisation des Sudètes (Landsmannschaft), qui bénéficie du soutien de la Bavière et de relais dans l'entourage du chancelier allemand. « S'il y avait des choses comme le droit à des restitutions (des biens confisqués par l'Etat après l'expulsion des Allemands, NDLR), à la double nationalité ou le droit à s'installer en République tchèque, je serais le dernier à soutenir la déclaration », a catégoriquement affirmé M. Zeman.

Plus discret, mais résolument optimiste, le premier ministre, Václav Klaus, a estimé que « la déclaration constituera un pas positif et qu'elle sera très bien accueillie par le public tchèque ».

Toutefois, une inconnue persiste : on ne sait pas comment les conclusions de la réunion de Prague seront reçues à Bonn et à Munich, où les électeurs sudètes de la CSU-CDU de M. Kohl attendent davantage de concessions et de repentir de la part des Tchèques.

Martin Plichta

Les premières élections européennes en Autriche pourraient renforcer la droite nationaliste

L'intégration à l'Union est associée à la fin de l'Etat-providence

Pour la première fois depuis l'intégration de leur pays à l'Union européenne, le 1^{er} janvier 1995, les Autrichiens sont appelés à élire leurs repré-

sentants au Parlement européen. Ce vote devrait être l'occasion pour les électeurs d'exprimer leurs frustrations devant les promesses non

tenues des deux grands partis de la coalition au gouvernement, menacés par la montée de la droite nationaliste.

VIENNE

« Que pouvez-vous faire comme député européen ? » Cette question, fréquemment posée lors de leur tournée électorale aux candidats pour les premières élections européennes, qui ont lieu dimanche 13 octobre, en Autriche, témoigne à la fois de la désillusion et de l'ignorance de l'opinion publique à l'égard de l'Union européenne, à laquelle le pays a adhéré il y a deux ans à peine, le 1^{er} janvier 1995, en même temps que la Suède et la Finlande. A la veille du scrutin, 84 % des Autrichiens, selon les sondages, ignorent ce qu'est le Parlement européen et la moitié des personnes interrogées pensent que leur vote « ne changera rien » à la politique de Bruxelles. Par contre, 63 % avouent leur désenchantement et voient plus d'inconvénients que d'avantages dans l'appartenance au club européen après le « oui » massif de 66 % en juin 1994.

Coincidence fâcheuse, depuis son entrée dans l'Union européenne (UE), l'Autriche vit à l'heure de l'austérité. La politique de rigueur pour enrayer le déficit budgétaire (6,2 % du produit intérieur brut en 1995) et la dette de l'Etat (70 % en 1995 avec tendance à la hausse) a brutalement mis fin à l'Etat-providence. La baisse des prix alimentaires (-11 % en 1995),

due à l'adhésion, a été avalée par la suppression de prestations sociales et de privilèges fiscaux.

Le gouvernement de coalition, composé des sociaux-démocrates et des conservateurs, se voit accusé par l'opposition (droite nationaliste et écologistes) et par les syndicats de sacrifier la paix sociale sur l'autel de Maastricht.

A BOULETS ROUGES SUR L'EURO

Habités à leur prospérité, les Autrichiens se sentent aujourd'hui menacés par la concurrence européenne au lieu de voir les nouvelles possibilités qu'offre le grand marché européen. Plongés dans le doute par les divergences de vue profondes de leurs dirigeants en matière de sécurité, ils s'accrochent, en outre, à une neutralité incompatible avec la politique européenne de sécurité commune. Favorables à l'adhésion de l'Autriche à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), les conservateurs restent froids dans leur discours public par crainte de choquer les électeurs.

L'enjeu concret du scrutin, l'élection des vingt et un députés autrichiens au Parlement de Strasbourg, est passé à l'arrière-plan dans la campagne. La droite nationaliste de Jörg Haider et les Verts, qui avaient fait campagne contre

l'adhésion, ont tout fait pour transformer ces élections en vote de protestation contre le gouvernement et l'UE. Les deux partis de la coalition, actuellement représentés au Parlement européen par huit députés sociaux-démocrates et six conservateurs (désignés en proportion de la représentation des partis au parlement national) risquent d'essuyer une cuisante défaite. Ils avaient trop fait miroiter un paradis européen avec la promesse d'une baisse sensible des prix, la création de dizaines de milliers d'emplois et une croissance économique garantie par le grand marché européen.

Sur le plan politique, les « ingérences » de Bruxelles sont mal supportées à Vienne et le conflit couve sur l'anonymat des livrets d'épargne et les droits de péage sur la route du Brenner. L'Autriche n'a pourtant pas trop mal tiré son épingle du jeu ces deux dernières années, à en croire les investissements importants de grandes sociétés multinationales en Autriche (Siemens, Philips, BMW), l'implantation d'une cinquantaine de firmes suisses dans le Vorarlberg, province limitrophe de la Suisse, et la hausse des exportations vers l'UE.

Jörg Haider, le leader de la droite nationaliste, dont le Parti libéral dispose de cinq députés sortants, tire à boulets rouges contre

l'introduction de l'euro, contre le montant de la contribution de Vienne à l'UE qu'il souhaite renégocier et il défend l'idée d'une Europe des patries. Pour lui, qui vise le fauteuil de chancelier à la prochaine échéance électorale en 1999, ce 13 octobre pourrait être un jour décisif : crédit de 25 % des intentions de vote, il talonne de près les conservateurs (28 %), selon les sondages. Ces derniers ont fait un choix de candidats vedettes. Ils présentent comme tête de liste une ancienne présentatrice du journal télévisé et, à ses côtés, Karl Habsbourg, petit-fils du dernier empereur d'Autriche, qui vient de défrayer la chronique des gazettes populaires par son mariage avec la riche héritière Francesca de Thyssen-Bornemisza. Son père est Otto Habsbourg, député européen allemand, élu sur les listes de la CSU bavaroise.

Les sociaux-démocrates sont crédités de 31 % des intentions de vote. Mais ils risquent un camouflet dimanche dans leur fief de Vienne : les européennes y coïncident avec les élections municipales et les sondages prévoient qu'ils perdront la majorité absolue qu'ils détenaient au conseil municipal de la capitale autrichienne depuis l'avant-guerre.

Waltraud Baryll

Deux cents chefs religieux lancent à Rome un appel à la tolérance

ROME

de notre envoyé spécial
« Il n'y a pas de guerre sainte. La paix seule est sainte... La paix a le nom de Dieu. Qu'aucune haine ne trouve dans la religion un prétexte. » Après avoir lancé cet appel commun, jeudi 10 octobre à Rome, sur le parvis de l'église Sainte-Marie-de-Trastevere, des rabbins israéliens, italiens et français, vêtus de leur taït, fort accolés à des musulmans d'Al Azhar ou de Ryad. Des orthodoxes, de Moscou ou de Belgrade, échangeant un baiser de paix avec des catholiques, des pasteurs luthériens ou méthodistes. Mains jointes, des bouddhistes, cambodgiens ou japonais, s'inclinent devant des dignitaires sikhs, hindouistes ou shintoïstes.

Une insolite liturgie de la paix déroule ses rites sous le regard bienveillant de personnalités politiques italiennes, européennes, intellectuelles, croyantes ou agnostiques. La France était représentée, entre autres, par René-Samuel Sirat, ancien grand rabbin, Jacques Stewart, président de la Fédération

protestante, et Daili Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris. Il ne manquait que le pape, retenu à l'hôpital. Or, cette assemblée de deux cents chefs religieux était précisément destinée à célébrer le 10^e anniversaire de la rencontre d'Assise. Le 27 octobre 1986, autour de Jean Paul II, deux cents responsables de toutes les confessions, chrétiennes ou non, avaient prié pour la paix et même réussi ce tour de force, pendant vingt-quatre heures, d'imposer une trêve dans des pays en guerre comme le Liban et le Nicaragua.

RENCONTRE

Le promoteur de cet anniversaire romain était la communauté de Sant'Egidio, qui regroupe plusieurs milliers de laïcs catholiques. Elle s'est spécialisée dans la médiation des conflits, avec des réussites incontestables comme l'accord de paix au Mozambique, ratifié à Rome en 1992, et des échecs comme celui de la plate-forme signée par l'opposition algérienne en janvier 1995. Ces « pompiers » de la paix sont aussi pré-

sents au Burundi, au Kosovo, ou au Guatemala. Leur diplomatie parallèle n'est guère appréciée des professionnels du Vatican, mais le pape a des faiblesses pour cette communauté.

Les chefs religieux présents pendant trois jours de débats et de prières à Rome n'ont pas revêtu d'une « ONU des religions ». Ils se promettent, au contraire, d'approfondir leur propre tradition pour en écarter les germes de fondamentalisme. Tout vrai dialogue interreligieux commence, ont-ils répété, par un réenracinement et une meilleure connaissance de sa propre identité. « De nouvelles énergies de paix ont jailli depuis l'événement d'Assise », a déclaré Jean Paul II dans un message. La réunion de la capitale italienne a eu le mérite de rappeler que la religion n'est pas fatalement synonyme d'obscurantisme et d'intolérance. Mais la perspective d'un déplacement de Rome à Jérusalem reste encore très lointaine.

Henri Tincq

Les monastères roumains sont redevenus « le poumon de l'orthodoxie »

BUCAREST

de notre correspondant
Alexandre a vingt et un ans, mais il semble appartenir à un autre siècle, vêtu d'une longue robe noire de grosse étoffe descendant jusqu'aux chevilles, le visage envahi par une barbe grise et en bataille, une petite toque coiffant sa longue chevelure retenue en queue de cheval. Frère

Alexandre consacre sa vie à la prière et au travail.

Accessoirement, il fait mentir l'une de ces images d'Épinal qui colloquent déjà à la courte histoire postcommuniste de l'Europe centrale et orientale et qui représentent les jeunes de ces pays en nouveaux riches, téléphone portable à la ceinture et carte de crédit à la main.

A l'instar de nombreux jeunes Roumains, depuis 1989, Alexandre a fui une société roumaine désarticulée pour devenir moine à Poutna. Il a intégré une communauté retirée dans un coin de Bucovine, « le pays des hêtres », région septentrionale de Roumanie à cheval sur l'Ukraine où se trouvent les plus beaux des deux cents

monastères ou ermitages de Roumanie.

« La renaissance de la vie monacale, dans notre pays, est devenue un phénomène de société dont l'ampleur est sans doute unique dans le monde orthodoxe », affirme Teodor Bacovsky, jeune anthropologue et théologien brillant. La Roumanie compte, ainsi, plus de six mille moines ou moniales, et le nombre de facultés de théologie a été multiplié par dix, à tel point qu'on en trouve dans les bourgades les plus reculées. « Il ne s'agit pas de la conversion d'athées vers le christianisme, analyse M. Bacovsky, mais de chrétiens qui se rapprochent aujourd'hui de ne pas avoir suffisamment fait pour leur foi pendant le communisme. Ils éprouvent le besoin de se repentir parce que le pouvoir politique n'assume pas le poids du traumatisme communiste. »

ORCHESTRES FOLKLORIQUES

Contrairement à ce que semblerait prouver ce flot de nouvelles vocations, le clergé orthodoxe n'a pas mieux digéré ce passé récent. Le patriarche Theoctist, le chef de l'Eglise orthodoxe roumaine, largement compromis avec Ceausescu, est toujours à la tête de l'Eglise et n'a jamais exprimé le moindre regret. « Mais les monastères, tempère M. Bacovsky, ont toujours eu une image de pureté morale, alors que, tout au long des siècles, le synode orthodoxe s'est compromis avec le pouvoir en place. » Cette tradition

a été réactualisée après 1989. Lieu de culture, ouverture sur le monde extérieur, témoin de l'histoire et centre religieux, Poutna est le sanctuaire le plus vénéré de Roumanie. Un buste du grand poète roumain Mihai Eminescu, qui qualifiait le monastère de « Jérusalem orthodoxe », trône à l'ombre de l'église où repose le corps d'Etienne le Grand, bâtisseur des lieux, « prince de Moldavie, symbole de la lutte du peuple roumain pour l'indépendance, la liberté et la dignité nationale », comme le décrivent les livres d'Histoire. Guerrier chrétien contre les infidèles ottomans et tatars, peu après la chute de Constantinople, « avec l'aide du Christ », il construisait une église après chacune de ses victoires militaires. Il y en eut quarante-quatre pendant son règne (1457-1604).

Pour les Roumains, Poutna est la preuve d'une identité si longtemps contestée par les empires environnants, qu'ils fussent ottoman, austro-hongrois ou soviétique. Chaque année au 15 août, le jour de l'envoi de la Vierge Marie, la sainte protectrice des lieux, les rues de ce village de quatre mille habitants sont ainsi envahies par plusieurs centaines de milliers de personnes, parfois venues de loin en carrosse à chevaux, à vélo, à pied ou en voiture. Des paysans en habits traditionnels, des mendiantes tziganes aux robes colorées ou des citadins en pèlerinage se recueillent aux côtés des officiers de la Répu-

blique sur la tombe d'Etienne le Grand. Ils dansent aux sons d'orchestres folkloriques autant qu'ils prient. Mélange de kermesse laïque et de rites religieux, dans un pays où, selon le dernier recensement de 1992, près de neuf habitants sur dix se déclarent de religion orthodoxe.

Il s'en fut pourtant de peu que Poutna, comme tous les autres monastères, ne ferme ses portes. « Par un décret de 1952, les communistes expulsèrent la plupart des moines, les plus jeunes furent dirigés vers les usines, des moniales furent poussées au mariage », raconte le père Justin.

TRAVAIL DE LA TERRE
Lorsque la liberté religieuse fut restaurée en 1990, Poutna ne comptait plus qu'une poignée de moines vieillissants. Aujourd'hui, soixante-dix ascètes consacrent leurs journées aux lectures bibliques, à la prière, au travail de la terre ou à l'artisanat.

Les intellectuels roumains ont redécouvert les cloîtres comme des havres de réflexion. Les touristes sont également de retour. A Poutna comme, à quelques kilomètres de là, à Voroneț ou à Moldovita, ils viennent admirer les remarquables peintures byzantines qui ornent les murs extérieurs de ces églises lovées au creux des collines.

« Les monastères, se félicite M. Bacovsky, sont redevenus le poumon de l'orthodoxie. »

Christophe Chatelot

Week-end enchanteur à Stockholm, à partir de 2 130 F*

Forfait de trois jours et deux nuits, comprenant le transport aérien sur les lignes régulières de SAS-Scandinavian Airlines, deux nuits d'hôtel, petits déjeuners buffet scandinave. (* Par personne)

Je souhaite recevoir une documentation gratuite sur les week-ends à Stockholm.

Nom : _____

Adresse : _____



SCANDITOURS

140, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS



SCANDITOURS
Tél. 01 45 61 65 00

Office du Tourisme Suédois, tél. 01 42 72 58 77 ou 3615 Fly SAS (2,23 F/min)

مركز التجميل

utriche
liste

Des colons péruviens repeuplent des terres laissées au Sentier lumineux

Les Ashaninkas sentent leur territoire menacé

PUERTO OCOPA
de notre envoyé spécial
Le convoi de huit barcasses s'éloigne de Puerto Ocopa avec, à leur bord, des paysans de l'Altiplano et des cols blancs juchés sur des brouteurs, des tonneaux ou des amas de sacs. Des soldats en tenue de combat et des miliciens des groupes d'autodéfense les escortent, armes pointées à l'aveugle vers la végétation luxuriante qui couvre les berges du fleuve Ene. Comme si une attaque était imminente.

Le convoi se dirige vers Santo Domingo, située dans la forêt vierge, à l'est de la capitale, là où doivent s'installer les passages des barcasses, colons revenus prendre possession d'un territoire laissé jadis à l'ennemi : les guérilleros marxistes du Sentier lumineux. Après huit heures de traversée, l'expédition arrivera à bon port. Commentaire du sous-préfet, Flavio Espinoza : « Belle balade ! Mais c'était risqué... Les attaques du Sentier lumineux sont en recrudescence, bien qu'en haut lieu on ne veuille pas le reconnaître. Les colons seront un bon paravent, mais il faut les surveiller car la majorité sont des subversifs repentis. »

Il y a huit ans, ces « repentis », des planteurs de la rive gauche de l'Ene, s'étaient enfuis pour échapper à la sale guerre menée par le Sentier lumineux (PCP-SL). Au-



Bientôt, la communauté des Ashaninkas, rebaptisée « masa » (la masse), fut parquée au plus profond de l'enfer vert, dans de véritables camps de concentration. « Mon père y est mort de chagrin, ma sœur aînée d'anémie, raconte Bernardita, vingt-deux ans. Mon frère, forcé à combattre pour le Sentier, a été assassiné par mon oncle. Moi, je me suis échappée avec ma petite sœur pour me cacher à la mission. » Pendant un an, des centaines d'Ashaninkas campèrent dans la cour du pensionnat des franciscains, au milieu du choléra et des chèvres-sourds.

A Cutivireni, la mission fut incendiée. Moisés, le directeur de l'école, fut crucifié et émasculé, six Indiens furent exécutés. La communauté se dispersa. C'est alors que le Père Mariano Gagnon, métre de Français et d'Iroquois, organisa un repli de cinq jours à travers la jungle pour installer ses trois cents Ashaninkas à Tamboshian, nouvelle Terre promise dans le département de Cuzco. A Poyeni, la communauté était située sur une « espérance » qui domine le fleuve Tambo, où débarquaient des centaines de réfugiés, familles et rongés par les maladies. Avec pour seules armes leurs flèches empoisonnées et leurs pièges, les guerriers ashaninkas repoussèrent les assauts du Sentier lumineux.

« ENFANTS DU PARADIS »

« Avant la guerre, il y avait 27 000 habitants dans le district. En 1994, on n'en comptait plus que 9 000 », résume Pedro Gomez, le maire de Tambo. Aujourd'hui, on est remonté à 17 000. 4 000 Ashaninkas ont été tués, 5 000 ont disparu. Depuis deux ans, la vie reprend lentement, mais l'insouciance de ceux que les missionnaires surnommaient « les enfants du paradis » a fait place à la méfiance et à la peur. Nuit et jour, les hommes sont mobilisés par les rondes d'autodéfense et par la garde, la présence du Sentier lumineux empêchant les Indiens de s'éloigner de leurs palloles pour chasser, pêcher et cultiver la terre.

Pourquoi le gouvernement aide-t-il les colons en priorité ? Le sous-préfet affirme : « Les colons sont travailleurs, les Indiens mangent les semences qu'on leur donne au lieu de les planter. Leurs revendications sont de type ethnique. Ils réclament leur territoire, mais le pays est à tout le monde. » Pour lui, comme pour les Péruviens venus des Andes, les Ashaninkas sont des « chunchos » (sauvages) ou des « campes » (campesins).

« A Poyeni, à Puerto Ocopa, à Cutivireni, les militaires ont violé nos femmes et volé nos volailles, raconte le maire Pedro Gomez. On les a obligés à installer leurs garnisons plus loin. Maintenant, ils veulent nous reprendre nos carabines de peur qu'on leur tire dessus. Ils oublient que, sans nos rondes, ils n'auraient jamais gagné cette guerre. »

Le CAAAP, une institution créée par les évêques de l'Amazonie pour améliorer les conditions de vie de la population indigène, a organisé une rencontre entre les représentants des Ashaninkas et l'avocat Jorge Santistevan, le médiateur péruvien. Pendant des heures, il a écouté, ébahi, les réquisitoires contre l'état de ces Indiens déplaçés, puis leur a promis de s'occuper d'eux en priorité. Afin, dit-il, qu'ils soient enfin reconnus comme « citoyens à part entière ».

Nicole Bonnet

Des restes humains découverts dans le parc du frère de l'ancien président mexicain Salinas

L'affaire relance l'enquête sur l'assassinat du secrétaire général du PRI

En mettant au jour une dépouille humaine, dans le parc d'un ranch appartenant au frère de l'ancien président mexicain Carlos Salinas, la police croit

avoir de nouveaux éléments pour élucider le meurtre du secrétaire général du Parti révolutionnaire institutionnel. Les élections locales qui

viennent d'avoir lieu dans l'Etat de Guerrero ont, par ailleurs, permis à l'opposition d'augmenter sensiblement le nombre de ses suffrages.

MEXICO

de notre correspondant
La découverte, mercredi 9 octobre, d'un cadavre enterré dans le parc d'une des résidences de Raul Salinas, frère aîné de l'ancien chef de l'Etat Carlos Salinas, relance la polémique sur son éventuelle implication dans le meurtre, le 28 septembre 1994, du secrétaire général du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), José Ruiz Massieu. Ce dernier avait été assassiné en pleine année électorale, six mois après le candidat officiel du PRI, Luis Donaldo Colosio. Les accusés n'avaient pas épargné Carlos Salinas, qui, depuis son départ du pouvoir en décembre 1994, vit prudemment à l'étranger, entouré de rumeurs de corruption.

Les autorités judiciaires, à deux reprises déjà, avaient fait procéder à des fouilles dans la propriété de Raul Salinas. Elles sont convaincues d'avoir enfin trouvé les restes de l'ancien député du PRI Manuel Munoz. Ce dernier, selon la version officielle, aurait organisé l'assassinat de Ruiz Massieu à l'instigation

de Raul Salinas, emprisonné depuis mars 1995. Manuel Munoz n'avait plus été revu vivant depuis l'assassinat de José Ruiz Massieu.

RECUL ELECTORAL

Selon les enquêteurs, il aurait en fait été éliminé pour ne pas laisser de traces. La découverte d'un crâne, d'os et de cheveux, qui devaient être analysés pour vérifier qu'il s'agit bien des restes de Manuel Munoz, pourrait donner une base matérielle à ce qui, jusqu'ici, n'était qu'une hypothèse. Les avocats de Raul Salinas ont aussitôt démenti cette nouvelle « manœuvre » des responsables de l'enquête, qu'ils soupçonnent d'avoir fait enterrer le cadavre dans la propriété de leur client dans le cadre d'un règlement de comptes avec la famille Salinas.

Cette relance d'une enquête explosive intervient alors que le PRI connaît, avec les élections locales organisées, dimanche 6 octobre, dans l'Etat de Guerrero, un recul électoral que l'opposition juge prometteur. Le Parti de la révolution

démocratique (PRD), opposition de gauche, y a considérablement amélioré ses positions. Selon les résultats officiels portant sur la presque totalité des suffrages, le PRD a obtenu 35,4 % des voix contre 52 % pour le PRI, et à peine 9 % pour les conservateurs du Parti d'action nationale (PAN).

Le PRD a remporté une vingtaine de municipalités sur soixante-seize, soit trois fois plus que lors des élections antérieures, en 1993. Il est également assuré d'avoir trois sièges de député sur vingt-huit, alors qu'il n'en avait obtenu aucun il y a trois ans. Acapulco, la grande station balnéaire qui concentre 25 % de l'électorat et fournit 80 % des recettes fiscales du Guerrero, sera toujours administrée par le PRI, bien que le PRD y ait fait un score remarquable et attribue la victoire de son adversaire à la fraude et à « l'achat de votes ».

Au-delà des chiffres, qui confirment tout à la fois le recul du PRI à l'échelle nationale et sa capacité à conserver le pouvoir dans la

plupart des Etats, le scrutin de dimanche démontre la volonté des partis politiques de recourir à la voie électorale pour barrer la route à la guérilla.

L'Armée populaire révolutionnaire (EPR), qui a lancé une série d'opérations violentes au Guerrero et dans plusieurs Etats du centre du Mexique depuis son apparition fin juin, avait néanmoins décrété une trêve pour la période électorale, appelant même la population à exercer son droit de vote et à se défendre contre la fraude. Le taux d'abstention a malgré tout atteint 51 %.

L'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) s'est par ailleurs engagée à reprendre les négociations de paix qu'elle avait suspendues avec le gouvernement de Mexico, début septembre. Cette nouvelle position est la contrepartie de l'autorisation d'envoyer un représentant zapatiste au Congrès national indigène, qui est réuni, cette semaine, dans la capitale.

Bertrand de la Grange

La guérilla toujours active

La semaine dernière, dans la forêt de Satipo, à l'ouest du fleuve Ene, où la compagnie ELF-Aguilera recherche du pétrole, une colonne de soldats est tombée dans une embuscade du Sentier lumineux. Trois guides ashaninkas ont été tués. Déjà, la semaine précédente, une centaine de sentinelles avaient attaqué simultanément trois communautés indigènes. Les chefs des communautés, ainsi que deux instituteurs et un nombre indéterminé d'Indiens, auraient été kidnappés. Les Ashaninkas qui ont refusé de collaborer avec les sentinelles auraient été assassinés. (Corresp.)

Jour'hui, ils reviennent, à l'instigation du programme de repeuplement du ministère de la présidence, qui inaugure ici ses activités. Dans un premier temps, les chefs de famille remettront en état cases, plantations de cacao et cultures vivrières ; après, femmes et enfants les rejoindront. Un millier de colons devraient se réinstaller à Santo Domingo.

Tout cela ne fait pas l'affaire des Indiens ashaninkas, qui sentent leur territoire menacé. Eux aussi ont subi le Sentier lumineux et ses exactions, mais, contrairement aux colons qui aujourd'hui reviennent, ils ne bénéficient d'aucun aide de la part du gouvernement de Lima. L'un des leurs, Santiago Contador, adjoint au maire du district de Tambo, sur la rive droite de l'Ene, se plaint : « Les colons ont envahi nos terres il y a vingt ans. Ils se sont alliés aux trafiquants de cocaïne puis aux sentinelles. Lorsque l'armée a débarqué, ils ont déguerpé. Maintenant, ils se disent repentis, reviennent avec les soldats et se font transporter par les barcasses des narcos. Ils peuvent nous assurer que l'histoire ne va pas se répéter ? »

L'histoire, ici, tout le monde la connaît. En 1979, de jeunes universitaires originaires du département d'Ayacucho s'installèrent sur la rive gauche de l'Ene. Ce sont eux qui devaient former le PCP-SL. Cinq ans plus tard, les plantations de coca avaient remplacé le cacao et le café, tandis que les premières « zones libérées » du PCP-SL se formaient dans l'arrière-pays. En 1987, les sentinelles contrôlaient le fleuve, unique voie de communication pour les vingt-cinq mille Indiens Ashaninkas du district de Tambo, et imposaient leur régime polpotiste.

NOUVELLE OPEL VECTRA



MOTEUR ECOTEC En art comme en science, tous ceux qui cherchent le savent : il n'y a rien de plus difficile que d'arriver à quelque chose de plus pur. Opel travaille depuis de nombreuses années sur la gamme de moteurs ECOTEC. Objectif : des moteurs multisoupapes plus précis et plus efficaces. Résultat : plus de performances avec moins

de carburant et moins d'émissions polluantes. Même un moteur peut être inspiré. Votre concessionnaire Opel vous dira encore beaucoup de choses sur la Nouvelle Opel Vectra (ou tapez 3615 Opel 1,29F/mn) - Disponible à partir de 109900F (hors options) en 4 ou 5 portes. Tarif au 12/07/96. AM 97. Cons. CE 93/116 (2,5iV6) : 14,1/7,8/10,1.

NOUVELLE OPEL VECTRA. L'ART DU MOUVEMENT.



OPEL

CONJONCTURE La hausse des prix à la consommation a été de 0,4 % en septembre, selon les chiffres publiés vendredi 11 octobre par l'Institut national de la statis-

tique et des études économiques (Insee). Après trois mois consécutifs de baisse des prix, qui avaient fait dire à certains que l'économie était entrée en déflation, ce retour à la normale

satisfait le gouvernement. ● LES PRÉVISIONS publiées, d'autre part, par l'Insee, montrent que la consommation aura été, en 1996, moins mauvaise qu'il ne paraissait, mais que

l'investissement des entreprises s'est dégradé. Ces deux données font espérer, selon l'Institut, un début de reprise au dernier trimestre. ● LE PROJET DE BUDGET pour 1997 continue à

susciter le débat entre le RPR et l'UDF, tandis que la commission des finances de l'Assemblée nationale a renoncé à supprimer l'avantage fiscal pour le logement des étudiants.

Les prix ont retrouvé un rythme normal de hausse en septembre

Une augmentation de 0,4 %, niveau habituel pour le début de l'automne, vient démentir les analyses qui, se fondant sur la baisse des trois mois précédents, évoquaient le spectre de la récession. L'Insee relève, aussi, les signes d'un possible début de reprise en fin d'année

ALORS QUE les économistes se divisent depuis quelques mois pour savoir si la France est entrée ou non en déflation, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié, vendredi 11 octobre, un indicateur particulièrement attendu : celui de la hausse des prix à la consommation en septembre. Il fait apparaître, selon l'estimation provisoire de l'Institut, que la hausse a atteint 0,4 % au cours de ce dernier mois, ce qui porte à 1,6 % le glissement des prix au cours des douze derniers mois.

Le mois de septembre marque donc une spectaculaire inversion de tendance, car, depuis trois mois, les prix baissaient. Une première fois, en juin, ils avaient ainsi reculé de 0,1 %, puis une deuxième fois en juillet de 0,2 % et enfin une troi-

sième fois en août de 0,3 %. Dans ce même laps de temps, le glissement annuel des prix avait reculé de 2,3 % fin juin à seulement 1,6 % fin août, soit l'un des niveaux d'inflation les plus bas enregistrés par l'économie française depuis 1956 (1,2 %).

Cette hausse des prix en septembre n'est pas, à proprement parler, surprenante. Tous les ans, à la même période, les prix repartent légèrement à la hausse. Le chiffre du mois de septembre 1996 est donc très proche de l'indice constaté en septembre 1995 (+0,4 %), en septembre 1994 (+0,3 %) ou encore en septembre 1993 (+0,4 %). La comparaison est partiellement trompeuse, cependant, car l'année 1996 est marquée par une appréciation sensible des prix pétroliers.

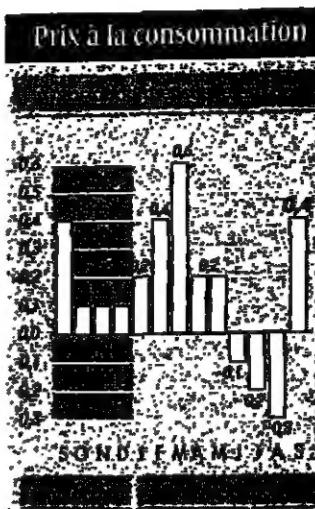
Pour le seul mois de septembre, les prix de l'énergie ont ainsi progressé de 1,4 %, dont 2,4 % pour les produits pétroliers. Sur un an, ces mêmes produits pétroliers enregistrent donc une hausse spectaculaire de 8,1 %.

INVERSION DURABLE ?

Pour mesurer la réalité de l'inflation - c'est-à-dire l'inflation « sous-jacente », pour reprendre le vocable des experts - mieux vaut donc prendre en compte le glissement des prix hors énergie. Or, celui-ci n'accuse qu'une hausse très modeste : 0,2 % en septembre et 1,2 % sur un an. Si l'inflation reste donc très faible, il n'en est pas moins vrai que certains secteurs, comme ceux de l'industrie - que l'on disait particulièrement affectés

par des tensions déflationnistes - bénéficient, eux aussi, du retournement de tendance de septembre. En recul de 0,1 % en avril, en stagnation (0 %) en mai et juin, de nouveau en chute libre (0,7 %) en juillet, les prix des produits manufacturés ont ainsi progressé de 0,2 % en août et de 0,5 % en septembre. La courbe tend donc, là aussi, à s'inverser, même si la sortie de la période des soldes y a traditionnellement contribué. La hausse de 0,5 % des prix des produits manufacturés est due à l'augmentation de 2,4 % des prix de l'habillement et des chaussures. Les prix des autres produits manufacturés, quant à eux, connaissent au contraire une baisse de 0,1 % en septembre.

Le mois de septembre constitue-



مكتبة المرحوم

Alain Juppé estime qu'une réduction uniforme du temps de travail serait la « pire des solutions »

En visite dans une PME rémoise, le premier ministre plaide pour des accords « sur mesure »

Alain Juppé a visité, jeudi 10 octobre, à Reims, une PME qui a signé un accord sur la semaine de 32 heures. Après avoir menacé le patronat de lé-

gifier si les négociations de branches n'avancent pas assez vite, le premier ministre a écar-

té toute réduction uniforme de la durée du travail. Il a lancé un appel à la mobilisation afin de « mettre dans le circuit » 300 000 jeunes sup-

REIMS
de notre envoyé spécial

Le « social » a aussi besoin de symboles forts. Deux mois après son élection, Jacques Chirac avait fait de l'entreprise Biocides Pasquier, numéro un français de la viennaise, un modèle possible de la réduction du temps de travail. Alain Juppé a accroché, jeudi 10 octobre, un nouvel exemple au tableau de l'innovation sociale : l'entreprise Remafer, qu'il a visitée. Cette PME rémoise de 226 salariés, spécialisée dans la construction et la réparation de wagons, a signé, le 21 juin, un accord prévoyant le passage à la semaine de 32 heures (sans réduction des salaires) et l'embauche progressive d'une soixantaine de salariés. Le premier ministre a décidé de faire un déplacement de ce type tous les dix jours environ, le prochain étant prévu le 21 octobre, à Lyon, sur l'emploi des jeunes.

Après avoir menacé un patronat majoritairement hostile à la réduction du temps de travail de légiférer, le premier ministre a fina-

lement conclu qu'une mesure générale et uniforme serait « la pire des solutions ». Comme le président de la République à l'occasion du cinquantième anniversaire du CNPF, M. Juppé a donc plaidé pour des accords « sur mesure ». Accompagné du ministre du travail, Jacques Barrot, il a débattu de sa politique de l'emploi avec les élus de la région Champagne-Ardenne, puis avec une trentaine de chefs d'entreprise.

EMBAUCHER 300 000 JEUNES

Le chef du gouvernement leur a lancé un appel à la « remobilisation » contre le chômage, tout particulièrement celui des jeunes. « Ou bien dans les six mois à venir nous parvenons à mettre dans le circuit 300 000 jeunes supplémentaires, et cela changera radicalement le moral des Français et les anticipations. Ou bien, nous n'y parvenons pas, et on continuera à parler de pessimisme et de morosité », a-t-il souligné. Il s'agit d'une « échéance capitale », a-t-il ajouté, alors que l'Insee avait publié, le

matin même, des indicateurs montrant l'atonie de l'activité économique et la baisse du moral des Français (Le Monde du 11 octobre).

Sans cacher l'agacement que suscitent en lui les patrons qui critiquent sa politique de baisse des charges sociales, M. Juppé s'est montré plus sévère envers ceux qui licencient sans raison impérieuse. « Je comprends parfaitement que les entreprises en difficulté soient amenées par la force des choses à adapter leurs effectifs, mais je comprends un peu moins bien comment des entreprises en bonne santé financière se mettent à supprimer des emplois, sans tambour ni trompette et sans précaution ni ménagement », a-t-il déclaré, ajoutant qu'« une grande partie de la solution est entre les mains » des chefs d'entreprise.

Le PDG de Remafer, Pascal Piel, a fourni à M. Juppé un bon exemple de ce qu'il attend des patrons : le sens de l'innovation, même quand leur entreprise connaît des difficultés. Il lui a aussi

donné l'occasion de plaider pour un usage offensif de la loi qui Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a fait adopter en juin, et qui permet d'aider les entreprises à sauver ou créer des emplois par la réduction des horaires.

Ce n'était pas le moindre intérêt de cette journée de voir réunis autour d'une même table M. Juppé, le PDG de Remafer et André Zimmermann, le responsable de la CGT, seul syndicat de l'entreprise (85 % des voix). Ni de voir ce dernier reconnaître les mérites de la « loi de Robien » et remercier chaleureusement le maire de Reims, Jean Palala (RPR), de son appui au projet de réduction du temps de travail. Trop chaleureusement, au goût du responsable de l'Union départementale de la CGT, qui, une fois M. Juppé parti, a demandé à M. Zimmermann de rectifier le tir devant micros et caméras et de dénoncer la politique « antisociale » du gouvernement.

Jean-Michel Bezat

Bernard Kouchner seul défenseur de Maastricht à Gardanne

L'ancien ministre fait face au PCF, à la droite villiérisse et à l'extrême droite

MARSEILLE

Devant un gymnase surchauffé, Sami Joshua, de la Ligue communiste révolutionnaire, appelle, mercredi 9 octobre, à continuer l'action commune. Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement, Edmond Charles-Roux et les 1 200 personnes présentes applaudissent, avant que l'orateur ne se lance dans un hommage appuyé au candidat communiste, Roger Meil. « On n'a pas vu ça depuis... », cherche un vieux communiste, avant de conclure : « On n'a jamais vu ça ! »

Et ce n'est pas fini, puisque les représentants des Verts et de l'Alternative rouge et verte prennent encore la parole avant le discours de l'ancien ministre de la défense et du secrétaire national du PCF. La salle est majoritairement gardannaise et communiste, mais l'ambiance unitaire est là, et l'espoir de la victoire est manifeste. Les thèmes développés par tous les orateurs sont clairs : le refus de Maastricht - « Tout découle de là ! », lance M. Hue - ; la lutte contre le libéralisme ; la bataille contre l'extrême droite ; et la volonté de travailler ensemble, qui traduit une « autre façon de faire de la politique », pour citer encore M. Hue. Ce que M. Meil, qui s'entend prudemment à un discours d'élu local, dit ainsi : « Il faut dire aux appareils parisiens que ce n'est pas comme ça qu'il faut pratiquer pour ne pas recommencer 1981 et ses déceptions. » A gauche toute, donc, pour le grand meeting de la campagne du maire de Gardanne.

Il n'est pas cruel de dire que la réunion publique tenue le lendemain par Martine Aubry et Bernard Kouchner à Allauch était moins chaude. La faute aux orateurs, peut-être, et au public sage-ment assis, tandis qu'à Gardanne on était debout, à l'ancienne. Indéniablement on redoute, de ce côté-ci, un revers, dont on éloigne la pensée en parlant volontiers du second tour. Et l'on craint que

d'être un rempart contre la montée du Front national : les militants les plus convaincus de l'importance de ce combat sont souvent du côté de M. Meil. Quand ils ne regrettent pas les méthodes brutales de leur ancien député, Bernard Tapie...

On saura dimanche si la liquidation apparente du candidat de la droite classique était aussi grande que la fin de campagne en

Le lapsus de Lucien Weygand

Jeudi 10 octobre, à Allauch, Lucien Weygand (PS), venu soutenir Bernard Kouchner, commence : « Investi par le Parti radical-socialiste, le Parti socialiste, Ecologie Solidarité, Bernard Tapie s'est lancé avec sa fougue habituelle dans la bataille... » La salle retient son souffle et ses titres avant que quelque signal à l'orateur ne l'apaise. « Heureusement que nous sommes entre amis ! », reprend le président du conseil général des Bouches-du-Rhône.

D'autre part, à la mi-journée, à Gardanne, une bagarre entre cotillons d'affiches du PCF et du FN a fait plusieurs blessés légers. Les deux partis se sont renvoyé la responsabilité de l'incident.

L'abstention ne favorise les troupes et les électeurs, mieux mobilisés, du PCF et de ses soutiens. M. Kouchner est pourtant bien accueilli et, sur les marchés, les gens ont l'air de l'écouter, mais sa posture politique est restée fragile : son parachutage ressemble aux combinaisons dont une partie du « peuple de gauche » est lasse. Ses soutiens locaux, mesurés, ne manifestent pas le renouvellement de la classe politique qu'il appelle de ses vœux. De surcroît, son discours optimiste et maastrichtien a du mal à passer, et plus grand monde ne le suppose capable

a donné l'impression. Hervé Fabre-Aubrespy aura, en effet, accumulé toutes les malchances ou toutes les maladresses. Le meeting de Philippe de Villiers a été annulé car un accident mortel avait frappé un élu local devant la salle prévue pour la réunion. Celui de Charles Pasqua l'a été pour des raisons si obscures qu'elles en devenaient claires : l'insistance avec laquelle le candidat villiérisse, soutenu officiellement par l'UDF et par le RPR, refusait de cautionner le gouvernement Juppé à fin par excéder le RPR et mis l'ancien ministre de l'intérieur dans l'im-

possibilité de venir s'exprimer. M. Fabre-Aubrespy affichait pourtant, jeudi, une « grande sérénité ».

La droite régionale ayant aussi déserté le terrain, Damien Bariller a pu mener sa campagne sur les thèmes les plus brillants du Front national. Sans opposition de ce côté-là. Bruno Mégret s'est même offert le luxe de brocarder « l'état de décomposition avancée de l'actuelle majorité dans la dixième circonscription » et « l'incertitude » de la candidature de M. Fabre-Aubrespy, avant que Jean-Marie Le Pen ne vienne, vendredi, jeter son poids dans la balance.

Les candidats ont répété à satiété que c'est la venue de M. Kouchner qui a « médiatisé » cette élection législative. C'est en partie vrai, mais l'essentiel est ailleurs, car cette partielle paradoxale traduit un climat qui n'est certainement pas propice à la victoire. La campagne a mis en lumière une impopularité telle du gouvernement que personne ne s'est senti capable d'en défendre, ici, la politique. Elle a aussi montré que le rejet de Maastricht est devenu un argument électoral puissant. M. Kouchner faisait remarquer, à juste titre, que cet anti-européisme est un moyen commode de masquer les divergences entre nouveaux alliés. Il n'empêche qu'il a été le seul - alors même que trois candidats ou suppléants sont députés européens - à prendre la défense du traité. Sous le regard souvent désapprobateur de ses propres amis.

Michel Samson

Alain Orsoni (MPA) appelle au dialogue entre Corses

A L'APPROCHE de l'échéance théorique de la trêve du FLNC-canal historique, samedi 12 octobre, Alain Orsoni, secrétaire général du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine légale du FLNC-canal habituel, a stigmatisé, jeudi 10 octobre, l'attentat du 5 octobre contre la mairie de Bordeaux - revendiqué par le FLNC-canal historique - et lancé un appel au dialogue entre Corses pour parvenir à une solution politique. « L'attentat de Bordeaux n'est que l'expression d'une violence-spectacle à l'usage exclusif des médias. Il n'a aucun sens politique », a déclaré M. Orsoni en dénonçant l'attitude d'Alain Juppé, « qui ne manque pas d'audace lorsqu'il réclame un consensus populaire contre la violence, alors que la culpabilité de certains ministres ne fait aucun doute ».

Accord entre les ambulanciers et les caisses d'assurance-maladie

LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE-MALADIE (CNAM) et les ambulanciers sont parvenus, jeudi 10 octobre, à un accord. Les transports en ambulance seront bien réservés à l'entrée et à la sortie de l'hôpital, comme le prévoyait une circulaire contestée de la CNAM. L'activité des ambulanciers sera encadrée par un « objectif quantifié » d'évolution des dépenses. En 1997, celles-ci devront être de 7,5 % inférieures aux dépenses de 1996. Une revalorisation tarifaire (+ 1,7 %) sera accordée aux ambulanciers le 1^{er} janvier 1997.

PARLEMENT

■ **NÉGOCIATION COLLECTIVE** : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a saisi, jeudi 10 octobre, le Conseil constitutionnel de la loi relative à l'information et à la consultation des salariés dans les entreprises, définitivement adoptée par le Parlement le même jour. La majorité RPR et UDF avait voté pour, le PS et le PCF s'étaient prononcés contre. Ce texte, qui autorise notamment les entreprises dépourvues de représentants syndicaux à conclure des accords avec des salariés non syndiqués, constitue, selon les parlementaires socialistes, une « remise en cause du monopole syndical et la rupture du principe d'égalité ».

■ **FACTÉ POUR LA VILLE** : le Sénat a adopté, jeudi 10 octobre, le projet de loi concernant le pacte de relance pour la ville, en le modifiant avec l'aval du gouvernement. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PCF contre. A l'unanimité, le Sénat a exonéré de cotisations sociales personnelles, pour une durée de cinq ans, les commerçants et artisans installés dans les zones franches urbaines.

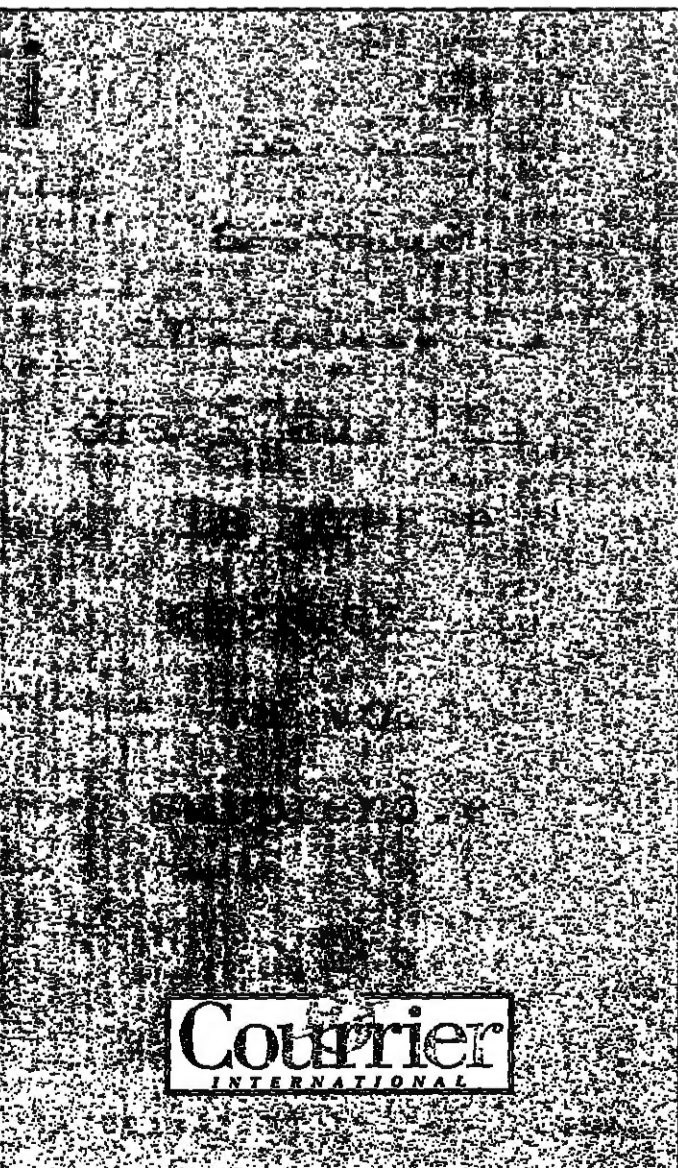
DÉPÊCHES

■ **ÉLYSÉE** : Jacques Chirac a reçu, jeudi 10 octobre, François Léotard, président de l'UDF. L'entretien ne figurait pas à l'agenda officiel du chef de l'Etat. « J'ai fait part de la situation de l'UDF, que je trouve très satisfaisante. Je voulais en informer le président », a indiqué l'ancien ministre de la défense. Le chef de l'Etat s'était déjà entretenu, le 7 octobre, avec Alain Madelin, et avait déjeuné, le 9 octobre, avec le bureau de l'Assemblée nationale, et, jeudi, avec celui du Sénat.

■ **DÉCHÉANCE** : Bernard Tapie a été reçu, jeudi 10 octobre, par le directeur des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères, auquel il a présenté des « observations à propos de [son] mandat de député européen ». L'ancien député (RL) des Bouches-du-Rhône, déchu de son mandat, multiplie les procédures pour conserver son titre de parlementaire européen (Le Monde du 10 octobre).

■ **SOLIDARITÉ** : un chèque de 3 millions de francs a été remis, jeudi 10 octobre, en présence de Jacques Chirac, par la Fédération nationale des clubs d'amis ruraux à la Fondation de France, à l'occasion du vingtième anniversaire de ces clubs, qui regroupent plus de 900 000 adhérents. L'argent ira à la construction de logements sociaux en Seine-Saint-Denis pour des familles en difficulté.

■ **SYNDICATS** : des délégations du PS et de FO se sont rencontrées, jeudi 10 octobre. Lionel Jospin a souhaité « livrer » les propositions économiques du PS « à une sorte de banc d'essai » syndical. Marc Blondel a relevé que les discussions avaient porté sur « l'ensemble des problèmes qui se posent au monde du travail, le souci principal étant le chômage ». Le PS rencontrera la CFDT le 22 octobre, la CGT le 12 novembre et la CFTC le 19 novembre.



Militaires et civils conçoivent différemment le service national volontaire

VOLONTARIAT ou bénévolat ? Le gouvernement hésite encore sur la formule du futur service national, qui doit faire l'objet d'un projet de loi (Le Monde du 4 octobre). Grosso modo, les armées sont en faveur d'un volontariat suffisamment rémunéré pour être le plus attractif possible, alors que les administrations et les associations civiles, qui devront accueillir des jeunes, souhaitent plutôt un quasi-bénévolat. Le désaccord entre les uns et les autres porte sur la conception même de la nouvelle formule et sur la manière d'en organiser l'application. Après un conseil interministériel, mardi 8 octobre, il semble que l'option souhaitée par les « civils » soit en passe de s'imposer.

A l'issue du « rendez-vous citoyen » obligatoire, de cinq jours, les jeunes de dix-huit à trente ans qui le voudront auront le choix entre trois formes de service national, dont la durée évoluera de neuf à vingt-quatre mois : un ser-

vice de défense, sécurité et prévention ; un service de cohésion sociale et de solidarité ; un service de coopération internationale et d'aide humanitaire. La première formule concerne majoritairement les forces armées, la sécurité civile, la police, les douanes et les services de protection de l'environnement. Les deux autres sont sous la houlette d'organismes civils dans un cadre public ou associatif.

Pour la défense, l'objectif est de parvenir à attirer quelque 27 200 volontaires en 2002 (201 500 appelés servent en 1996 dans les trois armées et la gendarmerie). Sur ce total, la seule gendarmerie recevrait 16 000 volontaires, auxquels elle propose un service de deux ans. Les besoins des services civils sont difficilement évaluable, en raison de la diversité et de la spécificité des formules offertes et des conditions financières et matérielles de leur encadrement. Selon un rap-

port parlementaire, le coût estimé d'un volontaire pourrait atteindre 70 000 francs par an, quand le coût annuel d'une recrue, dans le cadre actuel du service national, est de 20 000 francs.

FIN DE L'EFFET REPOUSSOIR

Les armées font remarquer que le volontariat requiert une rémunération intéressante, pour attirer suffisamment de candidats de la qualité souhaitée. Aussi, elles ont plaidé pour une solde supérieure au RMI (actuellement de 2 374,50 francs par mois pour un célibataire) et dont le montant progresserait selon la durée du service, alors que l'avant-projet de loi prévoit une indemnité mensuelle identique quels que soient le temps et la forme du service. De même, les armées ne sont pas favorables à la perspective d'un volontariat dont la durée pourrait être fractionnée, des expériences de service obligatoire fractionné ayant été un échec.

Les administrations et les associations civiles concernées par les deux autres formes de service raisonnablement autrement, en particulier sur la rémunération. Le plus fréquemment, elles avancent l'idée d'un bénévolat, même si certains organismes sont prêts à encourager par une indemnité qui serait, au maximum, du triple de ce que touche un actuel appelé du service national (550 francs).

Jusqu'à présent, le service civil, qui aura accueilli environ 27 000 jeunes en 1996, si l'on inclut les objectifs de conscience, a plus de candidats qu'il n'offre de places parce qu'il profite de « l'effet repoussoir » du service militaire. Les administrations et les associations ont ainsi pris l'habitude de bénéficier de ressources humaines quasi gratuitement, mais la suppression de l'obligation du service pourrait induire des changements de comportement.

Jacques Isnard

ÉDUCATION Le Mouvement pour un enseignement national (MEN), satellite du Front national, n'a finalement pas déposé de listes aux élections professionnelles des

enseignants, qui se dérouleront le 12 décembre. Mais, selon son président, Olivier Pichon, une cinquantaine de candidats seraient infiltrés sur des listes académiques et natio-

nales, notamment sous l'étiquette du SNALC. **CHEZ LES PARENTS D'ÉLÈVES**, dont les élections auront lieu les 11 et 12 octobre, le MEN a suscité la création de listes « auto-

nomes ». Pénétrer le « continent enseignant », considéré comme une « terre de mission », telle est la stratégie définie par le président du MEN. **À TOULON**, la municipalité

FN a repris en gestion directe la Maison de l'étudiant. La MNEF, qui y dispose de locaux, lance une campagne pour l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers.

Le Front national tente de prendre pied chez les enseignants

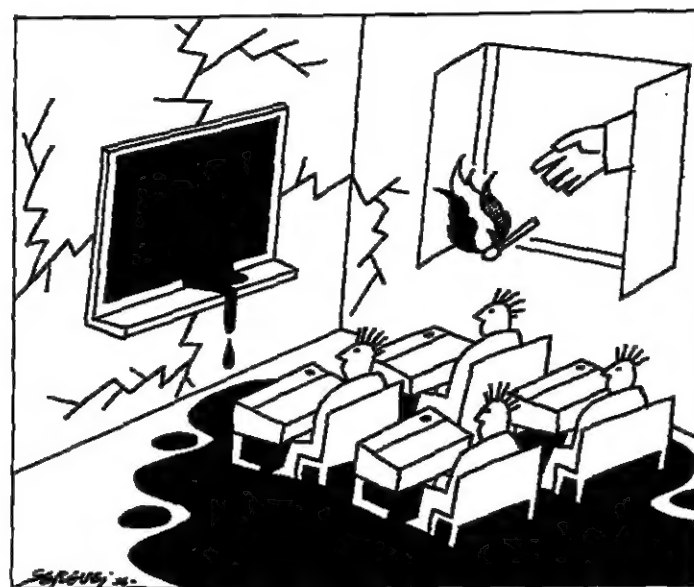
Si le Mouvement pour un enseignement national ne se présente pas en tant que tel aux prochaines élections professionnelles, des candidats d'extrême droite ont été infiltrés sur d'autres listes. Les syndicats s'interrogent sur les moyens de contrer cette offensive

LA QUESTION courait depuis quelques mois dans les rangs syndicaux. Le Mouvement pour un enseignement national (MEN), directement lié au Front national, présenterait-il des listes aux élections professionnelles des enseignants, qui doivent se dérouler le 12 octobre au soir, date limite de dépôt des candidatures : nulle trace visible du MEN. Et pour cause. Simple association d'enseignants selon la loi de 1901, ce mouvement n'était pas fondé à présenter de listes, faute de s'être transformé en syndicat. Michel Deschamps, secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), s'en félicite, pour constater que le mouvement « ne prend pas dans l'éducation ». Mais il ajoute aussitôt qu'« aucun milieu professionnel n'est à l'abri » de l'offensive militante que mène désormais à découvert le Front national.

De fait, le MEN, qui utilise singulièrement le même acronyme que le ministère de l'éducation nationale, ne cache pas qu'il a « préféré l'infiltration sur des listes amies », pour ces élections, à une transformation syndicale « encore prématurée ». Selon Olivier Pichon, président du mouvement,

conseiller régional du Front national en Ile-de-France et professeur dans une classe préparatoire parisienne, une cinquantaine de candidats seraient dissimulés parmi plusieurs centaines de noms, sur des listes académiques et nationales. Impossibles à vérifier au cas par cas, ses dires trouvent un début de confirmation avec, par exemple, la présence, sur une liste du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC, droite modérée), d'un professeur qui fut candidat du FN dans la Vienne aux législatives de 1993 et aux cantonales l'année suivante.

« BAISER QUI TUE » clandestin avec le SNALC, qualifié par Olivier Pichon de « baiser qui tue », n'est pas du goût de Françoise Angoulvant, présidente du syndicat et nouvelle secrétaire générale de l'Union syndicale indépendante (USI). « Nos candidats ont signé un engagement à en-tête du SNALC. Je ne peux pas connaître les convictions politiques de chacun et je n'ai pas à les demander », fait-elle valoir. Mais, surtout, M^{me} Angoulvant s'élève contre cette tentative de déstabilisation, qu'elle se dit prête à attaquer en justice. « Je ne



laisserai pas faire main basse sur le SNALC, c'est intolérable », proteste-t-elle.

La plupart des syndicats éprouvent, de fait, quelque embarras vis-à-vis de ce mouvement, dont l'existence eût paru incongrue voilà quelques années. La tradition idéologique et historique

du corps enseignant devait former, pensaient-ils, une carapace inviolable par l'extrême droite. Parmi les premiers, le Comité national d'action laïque (CNAL), qui, largement composé de syndicalistes, s'est ému de cette question. Certains chiffres, bien que modestes, ne lui avaient pas échappé : selon

un sondage IFOP sorti des urnes, à l'issue du premier tour de la présidentielle de 1995, 4 % des enseignants auraient voté Le Pen. C'est moins que dans toutes les autres catégories socioprofessionnelles ; mais, sur un corps enseignant qui se compte en centaines de milliers, le nombre n'est pas négligeable. Autre indicateur : 17 % des sympathisants de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) auraient voté pour le président du Front national (sortie des urnes CSA).

Le 11 mai, le CNAL organisait donc un colloque, au cours duquel Pierre-André Taguieff, directeur de recherche au CNRS, et Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), eurent l'occasion d'expliquer l'évolution de l'électorat du Front national devant deux cent cinquante enseignants, des parents d'élèves et des membres de la Ligue de l'enseignement. « Nombre d'enseignants ont découvert à cette occasion que le Front national avait prospéré dans un vide d'idées, peut-être y compris chez eux ; que l'extrême droite n'est pas une idéologie ; que l'extrême droite et le modèle républicain sont compatibles », explique Patrick Gontier, secrétaire général du CNAL et membre du Syndicat des enseignants (SE-FEN). Ils ont également saisi qu'il ne s'agissait plus « d'anciens baroudeurs, mais d'un parti dominé notamment par des énarques, c'est-à-dire des intellectuels formés à l'analyse politique », selon la définition de Pierre-André Taguieff.

PRISE DE CONSCIENCE TARDIVE Cette prise de conscience n'a cependant pas atteint tout le monde. Sur le terrain, si chacun connaît les quelques leaders du MEN qui avancent à visage découvert et signent des articles dans l'Enseignement national, la revue trimestrielle du mouvement, bien peu estiment qu'ils ont vraiment fait des émules. « Il y a ce professeur au lycée Langevin, à La Seyne, mais c'est un épiphénomène dans la masse des enseignants. Cela ne sert à rien de réagir, ce serait y donner trop d'importance », juge la responsable du SE-FEN dans le Var. Elle ajoute néanmoins : « Peut-être que les autres ne se dévotent pas, je ne sais pas ».

Alors que le MEN revendique 1 000 adhérents et 1 500 sympathisants, seuls les noms de quelques cadres ont été rendus publics. Une dizaine en tout, à Paris, dans le Val-d'Oise, les Alpes-Maritimes, le Var, le Calvados. M. Pichon ne fait pas mystère de son goût du secret : « Je n'ai pas envie qu'on me

les finge des qu'ils vont sortir du bois ». En face, les stratégies divergent. A Toulon, Robert Gaia, ancien enseignant et conseiller municipal (PS), qui a vu arriver comme adjoints au maire un directeur d'école et un principal de collège à la retraite frontistes pour s'occuper des affaires éducatives et culturelles, a forgé sa doctrine : ni débauchage ni banalisation. « Le tort profond est que l'on a trop longtemps mis sous le boisseau certains sujets comme la violence à l'école : il faut parler de tous les sujets tabous », estime-t-il.

Au niveau national, certains syndicalistes s'émouvent : « Il faut

Des listes « autonomes » chez les parents d'élèves

Infiltré sur des listes pour les élections professionnelles des enseignants, le Mouvement pour un enseignement national (MEN) a également suscité la création de listes « autonomes » de parents d'élèves, pour les élections qui doivent se dérouler vendredi 11 et samedi 12 octobre. Il entend les fédérer d'ici un an ou deux. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) s'est alarmé de cette manœuvre et s'indigne, dans un communiqué publié jeudi 10 octobre, que le FN utilise « les inégalités sociales légitimes des parents concernant l'avenir de leurs enfants pour tenter d'imposer ses idées ». Le mouvement dénonce la méthode qui consiste à s'abriter derrière le sigle MEN qui « peut sembler officiel et semer la confusion ». Pour le MRAP, qui a saisi le ministre de l'éducation nationale, l'affirmation de l'« inégalité des races » est incompatible avec les valeurs qui fondent l'école de la République.

réactiver le combat civique, comme les enseignants l'ont toujours fait », estime Hervé Baro, secrétaire général du SE-FEN, qui se dit « prêt à interpeller le ministre sur ce sujet. Dans un milieu souvent déboussolé, où l'isolement dans la classe est la règle - même si la profession reste très syndiquée - la pénétration d'idées d'extrême droite n'est plus une aberration. La période actuelle, riche en élections (parents d'élèves les 11 et 12 octobre, professionnelles mi-décembre, législatives dans un an et demi), est aussi favorable à tous les prosélytismes.

Béatrice Gurrey

Dans une permanence du MEN, où l'on fustige l'école pour tous

TOUS LES MERCREDIS, Olivier Pichon réunit rue Monsieur, dans le septième arrondissement de Paris, quelques enseignants à sa permanence du conseil régional Ile-de-France, où il est élu Front national. Le président du Mouvement pour un enseignement national (MEN) fait mine de s'alarmer : « Il va falloir mobiliser le ban et l'arrière-ban, nous avons au moins cinq mille exemplaires du bulletin à envoyer la semaine prochaine ». La réponse fuse : « Au Front, il y a les machines à adresser le courrier qu'il faut. En deux heures ce sera fait ».

Puis l'assemblée se gausse de l'initiative de Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, qui veut faire voter par les élus, vendredi 11 octobre, l'interdiction de la présence de conseillers régionaux Front national dans les conseils d'administration des lycées. « Le RPR et l'UDF l'avaient fait en Ile-de-France, et je me suis vu interdire les lycées ; ils n'avaient pas attendu M^{me} Blandin », ironise Olivier Pichon. Quant à renier les déclarations du président du parti d'extrême droite sur l'« inégalité des races », « il n'en est pas question ». « Je ne vois pas pourquoi nous renierions des propos dont nous faisons tous les jours l'expérience dans nos établissements », lance un participant. Le président du MEN propose une petite mise au point théorique : « Nous devons tenir compte de l'évolution de la société dans notre action. Un jour nous aurons des responsabilités, et il nous faut être sur tous les champs de la famille et de l'école ».

Ecole, terre de mission. C'est bien ainsi que le MEN entend définir le continent enseignant, « le plus difficile à pénétrer ». M. Pichon ne se fait guère prier pour expliquer la stratégie, schéma à l'appui. Fondé en 1995 dans la continuité des cercles de l'enseignement, le MEN s'est assigné trois objectifs : élaborer une doctrine, faire de la « propagande », créer à terme une organisation syndicale enseignante ainsi qu'une fédération de parents d'élèves. Depuis six mois, le mouvement a multiplié les réunions en province et l'envoi de tracts dans les écoles. Jusqu'à tomber sur un bec, en septembre dernier, avec les enseignants de Loire-Atlantique. La FSU locale a réagi aussitôt à ce document, qui propose le rétablissement de l'examen d'entrée en sixième, le retour de classes de niveau homogènes ou la création d'un statut d'intervenant temporaire pour les enseignants étrangers.

« COLOSSALE HYPOCRISIE »

Pour le reste de la doctrine, le MEN assure que le système éducatif délivre « de la fausse monnaie avec les diplômes » et qu'il faut « cesser de mentir aux Français en leur disant qu'ils auront le bac pour rien ». Parlant des bacheliers, M. Pichon déclare qu'ils sont « juste assez formés pour constater la société mais pas assez pour lui être utiles ». Bref, la « culture pour le plus grand nombre est sans doute une exception historique », martèle le président du MEN. « On a voulu brouiller les lycées et les collèges, c'est une erreur. Il faut faire sortir les

jeunes plus tôt du système si c'est nécessaire et faire sauter le verrou de la scolarité obligatoire à seize ans », affirme-t-il.

S'appuyant sur la détresse des enseignants victimes des phénomènes de violence, sur le malaise qui règne dans certains établissements ghettos, le MEN offre des solutions minimalistes. L'école pour un nombre restreint d'élèves, avec un positionnement sur les savoirs purs et durs : « La pédagogie n'est qu'un corps étranger introduit dans la machine pour la détruire », explique M. Pichon. Se gardant d'afficher des propos trop ouvertement racistes ou xénophobes, les tracts insistent sur « le modèle républicain en miettes ». Le président du MEN dénonce « la colossale hypocrisie du système ». Parallèlement, comme le fait observer Pascal Perrineau, directeur du Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), « le discours vis-à-vis des fonctionnaires a viré de bord. On est très loin du slogan "fonctionnaires-pontionnaires" ».

Peu étonné que « quarante-cinq enseignants aient laissé leur nom au stand du MEN lors des journées bleu-blanc-rouge », M. Pichon dit surtout avoir eu une « divine surprise » en analysant les résultats de l'élection présidentielle. « Au début, nous avons ramassé les enseignants qui étaient cassés par la machine et déstabilisés par la société. Maintenant, nous voyons arriver le noyau dur de ceux qui se sentent bien et qui voudraient que cela change », assure-t-il.

B. G.

A Toulon, la municipalité FN reprend la Maison de l'étudiant

LE BUREAU de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) installé dans la Maison de l'étudiant de Toulon est resté fermé. Jeudi 10 octobre, jour de l'inauguration de cet équipement récemment « municipalisé » par Jean-Marie Le Chevallier, le maire Front national de cette ville. En guise d'explication, un manifeste a été placé sur les murs. Il invite à signer un appel « pour l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers » et à s'associer à une campagne nationale « pour le droit à l'avortement et à la contraception, à l'accompagnement et au soin des malades du sida et à l'accès aux soins de tous, sans distinction sociale, de sexe ou de nationalité ».

Parade ou provocation, cette décision traduit l'embarras des dirigeants de la MNEF. A l'issue d'une réunion de tous les responsables régionaux, lundi 7 octobre, ils ont confirmé la présence de la Mutuelle dans ces locaux mis gratuitement à sa disposition par la ville après la signature d'une nouvelle convention. « Nous avons choisi de rester pour des raisons de service

public. Ce local appartient à tous les Toulonnais, pas au maire », affirme Matthieu Séguela, trésorier national. Mais, en adoptant un manifeste rappelant les « valeurs » de cet organisme créé en 1948 par des étudiants de l'UNEF, ils ont tenté de se démarquer d'une initiative municipale qui continue de choquer un certain nombre de ses adhérents.

A l'origine, la Maison de l'étudiant est une réalisation de la précédente municipalité (PR) qui, dès 1992, en a confié la gestion à une association, Telo-Campus. Jusque-là, elle hébergeait un certain nombre d'associations de la fédération des étudiants du Var, le service social du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous), ainsi que les antennes des deux mutuelles, la MNEF et la Mutuelle des étudiants de Provence (MEP).

Au printemps dernier, M. Le Chevallier a décidé de récupérer ce local « municipal ». Cette volonté s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie plus globale de reprise en main du réseau associatif. La pre-

mière décision du maire fut de supprimer la subvention de 500 000 francs jusque-là allouée par la ville au fonctionnement de la Maison de l'étudiant, dans l'incapacité de poursuivre avec les seuls 150 000 francs accordés par le conseil général et les 10 000 francs du conseil régional.

REPRISE EN MAIN

Au terme de tractations administratives, la convention liant l'association à la précédente municipalité a été dénoncée. Eric Campion, président de Telo-Campus, par ailleurs candidat aux municipales sur la liste du maire sortant, François Trucy, ainsi que ses collaborateurs ont été congédiés. Dans la précipitation du déménagement, la ville tenta également de récupérer le matériel informatique contenant les noms des douze mille étudiants de l'agglomération.

Pour Eric Campion, cette reprise en main s'inscrit « dans la volonté exprimée par Cendrine Le Chevallier, [épouse du maire et adjointe à l'enfance] de récupérer les struc-

tures s'occupant des jeunes de zéro à vingt-cinq ans ». Cette accusation est vivement rejetée par M. Le Chevallier, qui invoque « de simples dispositions d'économies budgétaires. Je refuse que la municipalité soit un pompiers sur lequel prospère le gui ».

Ainsi évacuée, l'association Telo-Campus a trouvé refuge, non loin de là, dans des locaux de la Fédération des œuvres laïques (FOL) aussitôt baptisés Espace de vie étudiant, dont les objectifs sont en tous points communs avec ses activités passées. Toujours membres du conseil d'administration de Telo-campus, le Crous, la MNEF et la MEP, dont les logos ont été associés à une campagne de promotion municipale, ont été vivement incités à exprimer une attitude moins passive à l'égard des thèses du Front national. Avec son appel national, la MNEF s'y est engagée. Mais elle s'est bien gardée de condamner l'initiative du maire de la ville qui, à ce jour, n'a pas réagi.

Michel Delberghe avec José Lenzini à Toulon

Avec entre autres invités :

Pierre ASSOULINE,
René de CECCATY,
Raphaël CONFIAIT,
Nadine DIAMANT,
Claude GUTMAN,
Hervé JAUQUEN,
Julia KRISTEVA,
Pascal LAINE,
Gilles LAPOUGE,
Eduardo MANET,
Pierre MICHON,
Jean-Bernard POUY,
Vincent RAVALECK,
Maud TABACHNICK,
Olivier TODD,
Roland TOPOR,
Fred VARGAS,
Wanna VLADY...

XIX^{ème} édition
24 HEURES DU LIVRE
12 & 13 OCTOBRE 1996
LE MANS (PLUS JACOBINS)
CONTACT : 24 HEURES DU LIVRE 10 43 24 00 00

Association 24 heures du livre
100, Grande Rue - 72000 Le Mans
Tel (14) 43 24 00 68 / Fax (14) 43 24 02 06

Un million de salariés du secteur privé sont exposés à des produits cancérigènes

77 % des ouvriers de l'industrie sont susceptibles d'être en contact avec des substances toxiques

Rendue publique jeudi 10 octobre, lors de la célébration des cinquante ans de la médecine du travail à Paris, une étude effectuée auprès d'en-

viron 50 000 personnes représentant 12 millions de salariés du secteur privé, révèle que « 8,5 % des salariés sont exposés à des produits re-

connus cancérigènes pour l'homme ». 51 % d'entre eux sont exposés à des huiles minérales, 18 % à des poussières de bois et 9 % à l'amiante.

UNE ENQUÊTE sans précédent, effectuée auprès de 1 205 médecins du travail sur environ 50 000 personnes représentant 12 millions de salariés, révèle que « 8,5 % de l'ensemble des salariés, soit 1 million de personnes, sont exposés à des produits reconnus cancérigènes pour l'homme ». Présentée jeudi 10 octobre, dans le cadre du cinquantième anniversaire de la médecine du travail à Paris, l'étude, baptisée « Sumer 94 », précise que 71 % de ces expositions à risques concernent les huiles minérales, 18 % les poussières de bois, 9 % l'amiante, 6 % les goudrons et brais de houille, 6 % le benzène, 5 % le chrome et 3 % les amines aromatiques et les hydrocarbures polycycliques aromatiques.

46 % des salariés travaillant sur ces postes exposés sont concentrés dans l'industrie des équipements mécaniques, dans la métallurgie, dans l'industrie du bois et du papier, dans la chimie, le caoutchouc et les plastiques, et dans l'industrie automobile. 17 % des ouvriers sont exposés à des agents cancérigènes et cette catégorie socio-professionnelle représente au total 77 % des salariés exposés à des substances toxiques.

« Un peu plus de 1,2 million de salariés sont exposés en France à des

agents biologiques », ces micro-organismes « susceptibles de provoquer une infection, une allergie ou une intoxication », précise l'étude. Les expositions à des agents biologiques concernent pour la moitié des salariés travaillant en milieu de soins ou en laboratoire. 4 millions de personnes, soit « un tiers de la population salariée », sont en outre exposées à des agents chimiques dans leur quotidien professionnel. L'exposition à des produits chimiques touche un salarié sur deux dans les secteurs de la construction, de la chimie, dans la métallurgie, la réparation automobile, l'industrie des produits minéraux, des équipements mécaniques,

du bois et du papier, l'agriculture et les professions de santé. Le degré d'exposition à ces produits varie fortement selon les catégories socio-professionnelles et concerne 54 % des ouvriers, 27 % des employés, « essentiellement des agents de service hospitalier », et seulement 8 % des cadres supérieurs. Les agents chimiques en question « appartiennent majoritairement à la famille des solvants ». Dans 20 % des situations à risques, les salariés sont au contact des ciments, des poussières de bois, des poussières végétales ou animales, des fumées, des goudrons et brais de houille, des carbonyles métal-

liques et des isocyanates et prépolymères.

1 % des salariés, soit 121 000 personnes, dont 85 % d'hommes, sont par ailleurs exposés au plomb, les médecins du travail estimant qu'il existe « un risque de pathologie pour un tiers » d'entre eux. Le même pourcentage de travailleurs est exposé aux résines époxydiques (qui servent de liant dans des plastiques, des colles ou des peintures) et un risque pathologique est redouté pour « près de la moitié » d'entre eux.

Inquiétante à bien des égards, l'enquête Sumer 94 évoque aussi les conditions de travail des salariés français. 61 % d'entre eux sont soumis à des contraintes posturales (debout, à genoux, accroupi, etc.), 42 % à des contraintes visuelles (travail sur écran notamment), 38 % font de la manutention manuelle de charge, 28 %, subissent des contraintes articulaires (répétition d'un même geste à cadence élevée), 27 % sont exposés au bruit, dont 55 % à un niveau supérieur à 85 décibels. Les contraintes horaires (postes en alternance, travail de nuit, etc.) concernent près de la moitié des salariés du secteur privé.

Laurence Folléa

Un Observatoire de la santé

La Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (Fnath) s'est déclarée « satisfaite » de l'annonce faite par Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, samedi 5 octobre, lors du 75^e anniversaire de la FNATH, de « doter la France, dans le courant de l'année 1997, d'un Observatoire des risques de santé dans lequel il faudra prévoir une section spécialisée dans les risques professionnels et les nouvelles maladies professionnelles ». M. Barrot a précisé que « la maladie de la "voche folle" et l'amiante » ont largement contribué à la convocation de la « nécessité pour la France de se doter d'un outil qui lui permette d'être en pointe dans ce domaine ». Le ministre s'est par ailleurs engagé à améliorer l'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de leurs ayants-droits.

Quand les juges d'instruction se mettent à table...

LE TEMPS d'une soirée, ils sont sortis de leur silence pour donner leur sentiment sur les soubresauts du débat politico-judiciaire français. Le contrat était clair : ils parleraient du secret de l'instruction, du rapport de Michel-Louis Rasmont et de la réforme des abus de biens sociaux, mais ils ne diraient pas un mot sur les dossiers sensibles qui figurent dans les archives de leurs cabinets. Pour ce premier dîner-débat avec la presse, Jean-Pierre Zanotto, chargé de l'affaire de l'ARC, Eric Halphen, qui enquête sur les fausses factures des HLM de la région parisienne, et Jean-François Ricard, juge antiterroriste à Paris, se sont donc exprimés, jeudi 10 octobre, en tant que membres de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI).

Autour de la grande table blanche, le rapport de M. Rasmont sur la procédure pénale n'a suscité que consternation. « Il est confus, incompréhensible et souvent réactionnaire », a résumé Jean-Michel Gentil, le président de l'AFMI, qui affirme regrouper 150 des 550 juges d'instruction français. « Ses propositions sont à la fois inefficaces et dangereuses », a ajouté le secrétaire général, Jean-

Michel Albert. Lassée par les outrances des parlementaires - le député RPR Jacques Lormouy estimait, mardi, que le juge d'instruction « pouvait mettre des menottes aux poignets, aux pieds même », et n'était « contrôlé par personne », l'AFMI a regretté que les hommes politiques soient « si stressés ». « Nous ne recherchons pas les infractions », a souligné Eric Halphen. Elles viennent malheureusement à nous.

En matière d'abus de biens sociaux (ABS), les juges d'instruction se sont étonnés, dans un sourire, de la fièvre qui s'empare aujourd'hui de certains chefs d'entreprise et de certains élus. « Il a suffi de quelques mises en examen spectaculaires pour que l'on remette en cause un délit créé en 1935 », a souligné Jean-Pierre Zanotto. Si l'on retient la définition proposée par le rapport Marini (récent rapport parlementaire qui proposait de restreindre la définition de l'ABS), fondée sur la notion d'enrichissement personnel, un dirigeant d'entreprise qui aura versé un salaire fictif à un ami ne pourra plus être mis en examen. Si la prescription commence au moment des faits sans que les contre-pouvoirs, au sein

de l'entreprise, soient renforcés, il n'y aura plus beaucoup d'abus de biens sociaux à poursuivre car la justice arrivera trop tard. Il faut donc mieux être prudents avant de réformer. Il faut également que les juges veillent à être rigoureux dans la qualification des faits.

A la fin du repas, l'AFMI a distribué un petit dossier vert consacré à la détention provisoire, qui souligne que sur les 20 700 prévenus, plus de 5 000 attendent que leur procès soit audiencé ou que leur recours soit examiné. « Les juges d'instruction sont donc responsables non pas de 20 000, mais de 15 000 détentions », a remarqué M. Gentil. C'est trop peut-être, mais c'est déjà beaucoup moins que ces dernières années. Dans les dossiers financiers, les juges d'instruction ont d'ailleurs peu recours. A Paris, sur les 130 dossiers du juge d'instruction Jean-Claude Kross, qui instruit des dossiers de délinquance ordinaire, il y a 60 détenus. En revanche, dans le cabinet spécialisé de Jean-Pierre Zanotto, ses 65 dossiers financiers n'ont donné lieu qu'à deux placements sous mandat de dépôt.

Anne Chemin

Essonne : enquête préliminaire sur le rapport de M^{me} Tiberi

LE PARQUET d'Evry a ordonné jeudi 10 octobre, l'ouverture d'une enquête préliminaire sur l'étude que Xavier Dugoin (RPR), président du conseil général de l'Essonne, avait confiée en 1994 à Xavier Tiberi, l'épouse du maire de Paris. M. Dugoin venait d'affirmer en séance publique de l'Assemblée départementale que les « affaires » politico-judiciaires du département « n'en sont pas ». Menée par la section financière de la police judiciaire de Versailles, cette enquête devra déterminer la réalité du travail effectué par M^{me} Tiberi, dont les déclarations, sur les conditions de la réalisation de cette prestation, divergent de celles de M. Dugoin.

M^{me} Tiberi a été payée

200 000 francs pour ce rapport de 36 pages sur la coopération décentralisée des collectivités locales en matière de francophonie. L'existence du document avait été découverte en juin, lors d'une perquisition effectuée au domicile du maire de Paris par Eric Halphen, juge d'instruction à Créteil, en charge du dossier des HLM de Paris. Entendue le 18 juillet, M^{me} Tiberi avait déclaré au magistrat que son « travail au conseil général [de l'Essonne] consistait uniquement dans [la rédaction du] rapport ». « Je ne me suis pas rendu sur place », avait-elle précisé.

Or, M. Dugoin a déclaré avoir embauché la femme du maire de Paris en mars 1994 à son cabinet, et ne lui avoir confié la rédaction

du rapport que le 18 octobre de la même année, en confirmation de sa mission de conseil sur la coopération décentralisée. Jean Tiberi avait pour sa part indiqué que « ce contrat de travail » avec le conseil général de l'Essonne concernait « une activité professionnelle exercée dans des conditions parfaitement régulières ».

SALAIRE DE COMPLAISANCE

Ces déclarations, tout comme la médiocre qualité du rapport, dont la seule proposition a été l'édiction d'un annuaire des entreprises de l'Essonne exportant dans le tiers-monde, avaient conduit les opposants de M. Dugoin à dénoncer une rémunération de complaisance, dans un département où

ces pratiques semblent courantes, aussi bien à droite qu'à gauche : M. Dugoin est visé par une information contre X... pour des salaires supposés fictifs qu'il aurait versés à son épouse.

Le 19 septembre, le juge Halphen avait transmis une ordonnance de soit-communié au procureur de la République de Créteil, qui, début octobre, a remis le dossier à son collègue d'Evry, Laurent Davenas, dont la compétence paraissait mieux établie. Celui-ci a préféré ouvrir une enquête préliminaire plutôt que confier directement l'affaire, par l'ouverture d'une information, à un juge d'instruction d'Evry.

Pascale Sauvage

Oise : feu vert de la chancellerie dans le dossier Mancel

LA CHANCELLERIE a donné son feu vert au parquet de Beauvais pour qu'il ouvre une enquête préliminaire sur certains aspects de la gestion du conseil général de l'Oise, contenus dans une lettre d'observations de la chambre régionale des comptes de Picardie. Ce rapport provisoire, révélé par Le Canard enchaîné, met en cause Jean-François Mancel, président de l'Assemblée départementale et secrétaire général du RPR (Le Monde du 19 septembre).

Cette autorisation du ministère de la justice fait suite à une demande formulée par le parquet de Beauvais avant l'été. La chancellerie subordonne l'ouverture de

cette enquête préliminaire à la clôture de la procédure engagée par la chambre des comptes de Picardie dont le rapport a été remis le 3 juin au procureur de Beauvais.

Selon ce document, le conseil général de l'Oise aurait réglé, entre 1989 et 1992, pour 1,4 million de francs de dépenses, alimentaires notamment, effectuées dans des grandes surfaces. Les factures concernant ce secteur de consommation auraient triplé de 1990 à 1992 et le rapport aurait relevé l'attribution gratuite par le conseil général de logements à « des directeurs de services et des agents territoriaux ». M. Mancel avait déploré, le 17 septembre, la publication

d'informations « incomplètes, inexactes et déformées » au sujet d'une « procédure qui n'est pas publique ». Interrogé par Le Monde, le lendemain, le secrétaire général du RPR avait indiqué qu'il s'apprêtait à transmettre sa réponse à la chambre des comptes.

Dans un entretien publié par Le Parisien, le 26 septembre, M. Mancel confirmait qu'il avait « répondu point par point à tous les arguments de la chambre régionale », en déplorant, une nouvelle fois, que « ce rapport ait été rendu public », et il assurait : « Pour moi, il n'y a pas d'affaire ».

Olivier Biffaud

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

A la Réunion, le PS faisait de l'« aide sociale » avec l'argent de la corruption

M. Annette reconnaît un financement parallèle

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre envoyé spécial « Jeune et inexpérimentée », selon le député Gilbert Annette, élu en 1989 maire (PS) de Saint-Denis

de la Réunion, son équipe municipale a vite appris à faire ses gammes financières pour obtenir de la Compagnie

générale des eaux le versement de plusieurs millions de francs. Le tribunal correctionnel de Saint-Denis a examiné, jeudi 10 octobre,

l'usage de la manne financière apportée au PS réunionnais par la CGE. Pour la seule année 1991, la société-écran du faux-facturier de la mairie, René Gastaldi, a reçu plus de 2 millions de francs en argent liquide. La Générale a fourni 1 million de francs. Ses filiales spécialisées (Sade, CGEA, CTSP, Sogea) ont complété.

A quoi ont servi les fonds en espèces ainsi déversés ? Aucune comptabilité n'ayant été saisie, le procès de Saint-Denis ne pourra pas totalement répondre à la question. « On m'avait déconseillé de tenir des comptes », a commenté Jules Raux, collecteur de fonds, quatrième adjoint du maire et trésorier du PS, sans mettre de nom sur ce « on ». « Il ne fallait surtout pas laisser de traces, car il y avait eu l'affaire Urba et la découverte des cahiers Delcroix », a-t-il ajouté. Accusé de corruption, le élu municipal n'a néanmoins démenti une série d'opérations financées par la « caisse noire » de la mairie.

Invokant les émeutes du quartier du Chaudron en 1989 (neuf morts) puis en 1992, M. Annette a affirmé qu'il avait dû « mettre en place un financement parallèle social d'urgence ». Le hall de l'hôtel de ville avait été occupé, des élus avaient été séquestrés dans leur mairie. « J'ai dû remettre des espèces, allant de 5 000 à 10 000 francs, à des meneurs du mouvement », a plaidé l'élus, évaluant le total de ces versements « à 100 000 francs ».

Désigné par le maire pour « rétablir la paix sociale au Chaudron », le conseiller municipal Gabriel Armoudom a alors été doté d'un million de francs en bons de caisse remis par M. Raux et provenant d'un

versement de la CGE en janvier 1992. Bien qu'avocat, M. Armoudom ne s'est pas inquiété de savoir si ces bons anonymes étaient « de l'argent propre ou de l'argent douteux ». Le million n'a pas été uniquement consacré au Chaudron, a reconnu l'avocat. « J'ai remis des sommes en billets à d'autres élus, à la demande de M. Annette », a-t-il seulement noté. Le million a été dépensé en quatorze mois.

« Nous avons investi dans le monde associatif, et nous avons fourni des aides d'urgence, selon M. Annette. Chaque semaine, je recevais une centaine de personnes à la mairie annexe du Chaudron. Pour les cas d'urgence, les plus désespérés, je demandais à Jules Raux d'intervenir. » Alors le « vieux Jules » a dressé un inventaire : « Payer le loyer, les factures d'eau ou de téléphone des gens qui nous demandaient. Reprendre les murs de la maison d'Untel pour la première communion de sa fille. Aider un taximan à réparer sa voiture. Dépanner ceux qui ont fait notre sécurité pendant les campagnes. »

Les fonds secrets ont également financé les campagnes aux élections régionales de 1992 et 1993, ainsi que les dettes des précédentes campagnes. Les besoins étaient tels, à en croire les élus, que les circuits légaux n'y suffisaient pas. Ni le million de francs apporté par la CGEA pour sponsoriser des associations sportives ni la loi de 1990 sur le financement de la vie politique, qui a rapporté plus de 1,5 million de francs au PS réunionnais, de 1990 à 1992.

« Le financement parallèle nous a permis de rétablir la paix sociale, même s'il était illégal et condamnable », a conclu M. Annette. « J'ai décidé d'arrêter ce système à la fin de 1992 ». Le député, aujourd'hui apparenté socialiste, a nié avoir reçu des versements de 4 millions de francs de la CGE, entre 1991 et 1993. Les dénégations de M. Annette ont provoqué la colère de M. Raux : « Je ne veux pas porter le chapeau pour un maire, député, conseiller général, conseiller régional, qui se débène pour tout mettre sur les épaules de Jules, s'est emporté le collecteur de fonds. Je commence à me demander si une partie des sommes collectées ne sont pas parties vers l'Hexagone. »

Erich Inciyan

Nouvelle crise à la FASP et plainte pour « escroquerie »

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, gauche), Jean-Louis Arajol, a annoncé, jeudi 10 octobre, la création d'une nouvelle organisation, baptisée Centrale unitaire de la police (CUP). M. Arajol a, de plus, annoncé son intention de déposer une plainte contre X... pour « vol, escroquerie, faux et usage de faux », après qu'un audit des comptes de la Fédération eût, selon lui, mis en évidence, outre une dette de 24 millions de francs, certaines « irrégularités ».

Cette double initiative a semé la confusion au sein de la FASP qui représentait encore 42,43 % des policiers en tenue lors des dernières élections professionnelles. Six des neuf syndicats de la Fédération - dont le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT) et le Syndicat national indépendant de la police (SNIR) organisation de CRS - ont dénoncé un « véritable coup d'Etat » et contesté « la pseudo-décision de dissolution de la FASP », dont ils souhaitent une réunion rapide des instances dirigeantes.

DÉPÊCHES

■ IMMIGRATION : trente-huit Roumains en situation irrégulière ou ayant troublé l'ordre public ont été reconduits, jeudi 10 octobre, par un charter de la compagnie roumaine Tarom arrêté par le ministère de l'Intérieur. Il s'agit de la vingt-huitième opération de « reconduite groupée » depuis la décision de Jean-Louis Debré de banaliser ce type de reconduites à la frontière.

■ FEMMES : Anne-Marie Couderc, ministre délégué à l'Emploi et chargée du droit des femmes, a présidé, jeudi 10 octobre, le Conseil supérieur de l'éducation sexuelle, structure créée au début des années 70, dont l'activité avait progressivement décliné. Une commission permanente a été chargée d'élaborer des propositions sur l'information des jeunes en matière de sexualité, la lutte contre les violences sexuelles et le soutien des parents dans leur tâche éducative.

■ EXCLUSION : huit dirigeants d'un réseau de ramoneurs non déclarés ont été condamnés, mercredi 9 octobre, par la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, à des peines de douze à dix-huit mois de prison, assorties de 200 000 francs d'amende. Les ramoneurs étaient une cinquantaine de SDF qui rapportaient, par équipes de deux, chaque jour de 2 000 à 4 000 francs à leurs employeurs. En échange de ce travail, six jours sur sept, ils étaient logés sur des matelas, jusqu'à onze dans des caravanes, avaient droit à un petit déjeuner et un dîner, et recevaient une prime hebdomadaire de 50 à 100 francs.

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET TERRITORIALES

Cadres Territoriaux



LA VILLE DE NEUILLY-SUR-SEINE
recherche un

ATTACHE JURISTE

Au sein du service juridique, vous aurez en charge la gestion du secteur des assurances et aurez à exercer des missions contentieuses ou de conseil dans les domaines suivants :

- rédaction et contrôle de légalité des contrats passés par la Ville,
- copropriété, AFUL,
- référés préventifs,
- contentieux à caractère pénal.

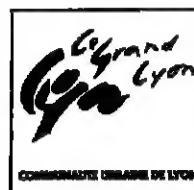
Vous devrez veiller à la mise à jour des connaissances des agents du service par l'organisation du suivi de la réglementation et de la documentation interne. Enfin, vous pourrez être amené à assister le Directeur de l'Administration Générale et des Affaires Juridiques dans d'autres domaines juridiques (délégations de service public, marchés forains, etc.).

Profil souhaité :

De formation juridique supérieure (bac + 5) en droit public, vous disposez également de bonnes connaissances en droit immobilier, le droit des assurances vous étant familier. Doté de solides capacités rédactionnelles, vous avez un esprit de synthèse. Disponible, dynamique, vous aimez le travail en équipe et disposez de votre autonomie bureautique. Une expérience similaire est fortement souhaitée pour ce poste évolutif.

Référence du poste : A.J.96/10

Les candidatures (lettre de motivation manuscrite + C.V. + photo) précisant la référence du poste, seront adressées à Monsieur le Député Maire - Hôtel de Ville - Direction des Ressources Humaines - 96, avenue Achille Peretti - 92252 NEUILLY-SUR-SEINE Cédex.



un Directeur Territorial ou un Attaché Principal

remplissant les conditions statutaires d'avancement à ce grade pour occuper les fonctions de Chef du Service Conseil et Réglementation, membre de l'équipe de direction de la DRI

Vos missions :

encadrer un service composé de 4 unités (30 agents) :

- pôle : actes réglementaires : régimes de protection sociale, retraite, droit disciplinaire, positions statutaires...
- gestion administrative des dossiers
- médecine de contrôle
- suivre l'évolution de la législation et de la réglementation relatives au statut FPT, assurer une mission de "veille statutaire" et de conseil en matière de réglementation auprès des différentes directions communautaires (services urbains et services centraux)
- superviser l'action des différentes instances disciplinaires
- gérer les contentieux en liaison avec le service juridique de la Communauté Urbaine
- assurer la responsabilité de la maintenance et du suivi de l'évolution du logiciel de GP et de pôle pour ce qui concerne le volet fonctionnel (projet ZADIS). Ce travail est effectué en étroite collaboration avec les responsables informatiques (service informatique, société de service, maîtrise d'ouvrage informatique) et les utilisateurs.

Vos compétences :

- connaissance approfondie du statut de la fonction publique territoriale
- bonne maîtrise des règles relatives à la paie des différentes catégories de personnel
- connaissance des applications informatiques de gestion du personnel et de paie.

Vos qualités :

- une aptitude à l'encadrement « relations avec des partenaires internes et externes » des capacités pour l'animation et la conduite de réunions « le sens de l'organisation et de la planification » une expertise statutaire « disponibilité ».

Merci d'adresser votre candidature avant le 18 octobre 1996 à la
COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON - Direction des Ressources Humaines
Service Carrière - Unité Recrutement - 20 rue du Lac - BP 3103 - 69399 LYON cedex 03.

AVIS DE CONCOURS

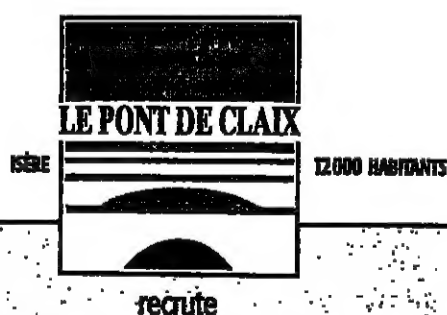
Les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, du Doubs et de la Meuse organisent par voie de convention un

CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES DE CONSEILLER TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF.

- Le nombre des postes mis au concours est de 17
- Les épreuves se dérouleront entre le 16 janvier et le 15 février 1997
- Les dossiers d'inscription pourront être retirés ou demandés par écrit (joindre une enveloppe de format A4 affranchie à 6,70 frs et libellée aux nom et adresse du candidat) du 15 novembre 1996 au 16 décembre 1996 :
- soit auprès du Centre de Gestion du Bas-Rhin, 12, avenue Robert Schuman - B.P. 24 - 67381 LINGOLSHEIM Cedex,
- soit auprès du Centre de Gestion du Doubs, 21, rue de l'Etrave - B.P. 416 - 25208 MONTBELIARD Cedex,
- soit auprès du Centre de Gestion de la Meuse, 55, Centre d'Activités des Rois - 55202 COMMERCE Cedex,
- soit auprès du Centre de Gestion du Haut-Rhin, 22 rue Wilson - 68000 COLMAR.

Les dossiers d'inscription dûment complétés devront être renvoyés ou déposés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin pour le :

23 décembre 1996, date limite de dépôt des dossiers, le cachet de la poste faisant foi.



recrute

son directeur administratif du service des sports (homme/femme)

- **Missions** : Ce directeur devra, sous la responsabilité hiérarchique directe du coordonnateur du secteur socio-éducatif, et avec le concours de l'encadrement existant assurer la mise en œuvre et le développement de la politique municipale d'accès du plus grand nombre aux activités physiques et sportives. Il devra gérer un service d'environ 40 personnes et le budget correspondant.
- **Profil** : Cadre A de la fonction publique territoriale, de la filière administrative (attaché ou attaché principal) ou sportive (conseiller des APS) - Licence ou maîtrise STAPS appréciée. Maîtrise de la législation et de la réglementation relatives au contrôle des associations, aux installations et à la pratique des activités sportives.

Les candidatures motivées avec CV doivent être adressées à M. le maire, Hôtel de Ville, Place du 8 mai 1945, 38800 Pont de Claix avant le 20 novembre 1996 (dernier délai)
Tél. 76 29 80 00, service du personnel.

AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin organise :

- Un examen professionnel d'EDUCATEUR TERRITORIAL Chef de Jeunes Enfants,
- Un examen professionnel de PUERICULTRICE TERRITORIALE Hors Classe,
- Un examen professionnel d'INFIRMIER TERRITORIAL Hors classe.

Les épreuves se dérouleront entre le 16 janvier 1997 et le 15 février 1997.

- Les dossiers d'inscription pourront être retirés ou demandés par écrit (joindre une enveloppe de format A4 affranchie à 6,70 frs et libellée aux nom et adresse du candidat) du 15 novembre 1996 au 16 décembre 1996 auprès du :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Bas-Rhin
12, avenue Schuman - B.P. 24 - 67381 LINGOLSHEIM Cedex.

Ils devront y être renvoyés ou déposés pour le :

AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de l'Yonne

organise un CONCOURS sur titres

D'ASSISTANT TERRITORIAL SOCIO-EDUCATIF (4 postes)

Spécialité "Conseil en Economie Sociale et Familiale" dont 2 par convention avec la Ville de Sens.

Titre requis : Diplôme d'Etat de Conseiller en Economie Sociale et Familiale.

Epreuve : le 29 janvier 1997 à AUXERRE.

Retrait des dossiers d'inscription : du 28/10/96 au 09/12/96 au C.D.G. (sur place ou expédiés sur demande écrite avec enveloppe grand format affranchie à 4,50 F).

Date limite de dépôt des dossiers : 17/12/96 (minut cachet de la poste faisant foi) au
CENTRE DE GESTION FPT 89
18, bd Lyautey - BP 86 - 89011 AUXERRE Cedex.

La Commune d'Objat (3 242 habitants)

Recrute

immédiatement selon conditions statutaires

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Cadre d'emplois des Attachés

MISSIONS :

- Collaborateur direct du Maire.
- Préparation, mise en œuvre et suivi des dossiers municipaux.
- Secrétaire d'un S.I.V.O.M. de 20 communes.
- Direction et coordination des services.
- Elaboration et suivi du budget.

PROFIL :

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Expérience dans la fonction souhaitée.
- Qualité de communication.
- Connaissance informatique.

RÉMUNÉRATION : Conditions statutaires + régime indemnitaire + indemnités secrétaire S.I.V.O.M.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à :
Mr le Maire d'Objat, Place Jules Ferry, 91300 OBJAT.

METZ

recrute

SON DIRECTEUR DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES

- Vos missions :
- assurer la gestion administrative du personnel, des carrières et de la mobilité interne, de la formation, ainsi que la gestion prévisionnelle des effectifs,
- participer au développement de l'information et de la communication dans la collectivité (bilan social, journal interne...),
- mettre en place les procédures de recrutements et de concours,
- gestion des relations sociales.

Fort d'une expérience réussie dans le domaine des ressources humaines, vous maîtrisez le statut de la Fonction Publique Territoriale.

Recrutement statutaire dans le cadre d'emploi des attachés (attaché principal ou directeur) et des administrateurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'un CV, d'une photo d'identité et d'une copie certifiée conforme des diplômes, avant le 15/11/1996 à Monsieur le Secrétaire Général de la Ville de Metz, Service du Personnel, Hôtel de Ville, BP 1825, 57055 Metz cedex 01.

Pour tous renseignements concernant cette rubrique,
contactez Sacha LAUZANNE au 01.44.43.77.34

مكتبة النخيل

ENVIRONNEMENT Le premier ministre a décidé de geler l'application de la directive européenne Habitat qui prévoit d'instaurer des zones de protection spéciale sur les

milieux naturels fragiles en Europe. ● LA FRANCE est le seul pays à refuser cette disposition qui, en 1992, avait été votée à l'unanimité par le conseil des ministres européens.

Quelque 1 300 sites, soit environ 15 % du territoire français, avaient été sélectionnés. ● PLUSIEURS SECTEURS professionnels s'opposent à cette volonté de Bruxelles, appuyée

par les associations écologistes, de mettre en œuvre une gestion douce d'une partie du territoire. Agriculteurs, forestiers, chasseurs et industriels se sont mobilisés pour

convaincre le chef du gouvernement. ● C'EST À BORDEAUX, dans l'estuaire de la Gironde, que la levée de bouilliers a commencé et s'avère la plus déterminée.

La protection de 15 % du territoire provoque de vives oppositions

La directive européenne Habitat implique des mesures réglementaires sur 1 300 sites fragiles en France. Face à la colère des chasseurs, des agriculteurs, des forestiers et des industriels, très forte dans la région bordelaise, le premier ministre a décidé de geler son application

BORDEAUX

de notre envoyé spécial. Les marais s'étendent sur des kilomètres dans ce Médoc sauvage. Le fleuve, mêlant des eaux saumâtres, gonfle au gré des marées, noyant pour quelques heures les terres alentour. A perte de vue, des roseaux où nichent hérons cendrés et alouettes. Ici et là se dressent des restes de chartraises, vestiges de la splendeur passée des vignobles abandonnés. Et soudain, ces fumées blanches : les usines chimiques du bec d'Ambès émergent comme des verrues sur des berges sauvages. La moitié des sites classés Seveso, c'est-à-dire dangereux. On se croirait en plein film de science-fiction écologique dénonçant les méfaits industriels sur la nature sauvage. Or la presque totalité d'Ambès est un des sites retenus dans le cadre du réseau Natura 2000.

C'est d'ici que la foudre contre l'ambition européenne de créer, dans chaque pays, un ensemble de sites protégés est partie. Contre une directive « technocratique qui spolie le droit de propriété et le droit d'exploiter ses terres », les chasseurs et forestiers bordelais sont, les premiers en France, entrés en croisade dès février 1995. Le 19 juillet, Alain Juppé décidait de geler l'application de la directive Habitat, qui institue le réseau Natura 2000. Cela ne suffit pas à calmer les esprits. La dernière assemblée générale des syndicats d'Aquitaine, samedi 28 septembre à Bordeaux, s'est opposée une fois de plus violemment à la directive européenne. Les chasseurs, très nombreux, ont assuré qu'ils continueront à mobiliser. « Il n'est pas question qu'on lâche un seul morceau de territoire, et nous allons raviver la flamme dès maintenant », assure Jean Semlary, président de la Fédération des chasseurs de la Gironde - qui regroupe 200 000 adhérents - et élu Chasse, pêche, nature et tradition (CPNT) au conseil régional d'Aquitaine.

UN RIFUS MASSIF

Plus d'une centaine de sites à préserver ont été retenus en Aquitaine, dont une quarantaine en Gironde. L'estuaire de la Gironde, « site de zone humide d'importance internationale » selon les termes de la directive européenne de l'environnement (Diren), demeure un des lieux de migration majeurs pour les oiseaux. Les abords du fleuve et les marais environnants constituent un lieu privilégié pour les animaux de rivière et la flore.

La forêt landaise, bien que très exploitée, abrite encore bon nombre d'animaux protégés, comme la loutre, le vison d'Europe, la tortue d'Europe et les chauves-souris. La région semble donc bien répondre aux enjeux définis dans la directive Habitat. « C'était une vraie chance pour mettre en place une gestion pérenne du territoire rural



avec l'ensemble des partenaires concernés », explique Pierre Davant, secrétaire général de la Sepanso (Fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest).

Mais certains acteurs ruraux - forestiers, chasseurs et agriculteurs -

y ont vu une remise en cause de leur gestion et un empiètement sur leurs terres. « Qui va faire croire que la forêt landaise est menacée ? Prenez l'exemple du vison d'Europe, qui est considéré comme une espèce rare, alors qu'il y a des ruisseaux où ils pullulent. Pas besoin de 4 000 hectares pour les protéger ! », tonne

Christian Pinaudeau, secrétaire général du syndicat desylviculteurs du Sud-Ouest. Les opposants dénoncent l'absence de concertation dans le choix des sites.

« On ne gèle pas 15 % du territoire sur un recensement fait par des bénévoles et écologistes du week-end pour associer les acteurs ruraux. Nous

voulons que ces sites soient gérés par nous et pas avec les associations écologistes », assure M. Pinaudeau. En réalité, le ministère de l'environnement a confié le choix des sites à un conseil scientifique départemental dont les membres ont été désignés par le préfet. En Gironde, le directeur de la fédération départementale des chasseurs en faisait même partie, fait remarquer la direction régionale de l'environnement.

Sur le fond, le problème paraît insoluble. Les manifestes des opposants insistent sur une revendication incompatible avec l'esprit de la directive : « L'innocuité juridique des zones territoriales au titre de la protection de la faune et de la flore ». En d'autres termes, c'est un refus franc et massif d'intégrer tout critère environnemental qui impliquerait une modification des comportements : moins de « productivisme » agricole ou forestier, plus de protection du gibier et de réglementation des constructions.

Les ruraux ne sont pas seuls dans leur croisade. Acteur majeur de la région, le Port autonome de Bordeaux est propriétaire de vastes terrains vierges et voit d'un mauvais oeil l'instauration de zones de protection. Le choix de la presque totalité d'Ambès, cette langue de terre marécageuse, semble particulièrement indisposer les responsables du port.

PROCES D'INTENTION

Les associations dénoncent depuis plusieurs années la politique d'aménagement sauvage sacrifiant les zones écologiques fragiles. Le Port autonome vend des terrains au rabais pour attirer des industries à risque indésirables ailleurs. Avec, à chaque fois, force remblaiements pour les mettre au sec lors des inondations, menaçant ainsi l'écoulement naturel des eaux », explique Daniel Galy, président de l'association Pierres d'Ambès.

Une future zone spéciale de conservation Natura 2000 (ZSC), dite du marais du bec d'Ambès, y a été tracée. Un choix que contestent les autorités portuaires : « C'est gênant si le site est transformé en ZSC, car il empiète sur la zone industrielle-portuaire. Si le projet est maintenu, il y aura conflit, et nous nous battons pour maintenir nos vies », prévient Yves Gauthier, directeur général du port. Les choix de l'inventaire pour les marais du Haut Médoc, où le port espère développer le terminal du Verdon, sont tout autant contestés. « On ne me fera pas croire qu'il faut geler 15 000 hectares pour proté-

ger un milieu sensible. Dès que cette zone sera transformée en ZSC, on ne pourra plus rien entreprendre », assure Alain Féral, chef du département des études d'environnement au port autonome. « C'est un procès d'intention redoutable qu'ils font à Natura 2000, s'indigne Pierre Davant. La directive Habitat ne définit rien à l'avance : les sites seront ceux que les acteurs locaux en feront en définissant les plans de gestion. »

Les détracteurs de Natura 2000

Le réseau européen Natura 2000

La directive Habitat, adoptée en mai 1992 par le conseil des ministres de la Communauté européenne, constitue un cadre global de protection de la nature et de la biodiversité en Europe. Elle implique la création dans chaque pays d'un réseau, appelé Natura 2000, de sites abritant des habitats naturels et des espèces menacées. Chaque État membre devait communiquer à Bruxelles une liste de sites où nichent des espèces animales à protéger ou dans lesquels se trouve un milieu naturel devenu représentatif ou rare (tourbières, dunes...).

1 300 sites ont été présélectionnés, en France, soit une surface totale d'environ 15 % du territoire. Après acceptation par la Commission européenne, ces sites devaient être classés en zones spéciales de conservation (ZSC) avant 2006 et être l'objet de mesures réglementaires afin d'assurer « le maintien ou le rétablissement [des sites] dans un état de conservation favorable ».

ont visiblement su se faire entendre du premier ministre. D'ailleurs, plusieurs élus chasseurs se vantent d'avoir, à maintes reprises, rencontré le maire de Bordeaux sur le sujet. « M. Juppé ne restera pas indéfiniment premier ministre, mais il demeurera maire de Bordeaux, et sa carrière politique passera par le conseil régional, où les chasseurs pèsent sur les choix politiques », observe Pierre Davant. Jacques Valade, président RPR de la région, ne conserve en effet sa majorité au conseil régional que grâce aux voix des élus CPNT.

Sylvia Zapfi

Le conflit entre Alain Juppé et Bruxelles

LA FRANCE sera-t-elle la dernière rouge de l'Europe pour la protection de l'environnement ? La question peut paraître incongrue, tant le visage qu'offre l'espace national semble encore relativement préservé et divers. Pourtant, après la décision d'Alain Juppé de geler l'application de la directive Habitat et de la mise en œuvre du réseau Natura 2000, la France est le seul pays, avec le Luxembourg, à s'opposer ouvertement au processus entamé en 1992 avec le vote unanime de la directive par le conseil des ministres européens. Celui-ci devait conduire à instaurer sur le territoire européen la protection des sites sensibles.

Sept pays ont déjà communiqué leur liste des lieux à protéger (Italie, Suède, Finlande, Grande-Bretagne, Autriche, Danemark, Grèce) ; deux doivent compléter la leur (Espagne, Portugal) ; cinq n'ont encore rien communiqué, mais, parmi eux, l'Irlande et les Pays-Bas ont annoncé leur liste d'ici à la fin de l'année et l'Allemagne attend le vote d'une loi fédérale imminente. La Commission a donc bon espoir de boucler cette première étape d'ici à la fin

1996. Sauf pour la France : « La plupart des pays accusent un retard dans le calendrier, mais seule la France a clairement indiqué qu'elle n'allait pas communiquer sa liste de sites », explique un fonctionnaire de la Commission. Dès la fin juillet, Rolf Bjerregaard, commissaire européen chargé de l'environnement, avait protesté auprès de Paris en écrivant que « rien n'empêchait le gouvernement français de mettre en œuvre la directive Habitat ».

UN GÂCHIS

Alain Juppé avait justifié alors sa décision en invoquant l'absence de « précisions sur les modalités exactes de gestion des sites du réseau Natura 2000, sur les activités qui pourront s'exercer dans ces sites et sur les moyens financiers que la Commission entend déployer pour la mise en œuvre de ce dispositif ». Une réunion de conciliation, le 30 septembre, s'est à nouveau soldée par un constat de désaccord. « Il nous faut la liste nationale des sites français maintenant », réaffirme Rolf Bjerregaard, la Commission n'a ni les pouvoirs ni l'intention d'ac-

corder de dérogation à cette obligation. » Ce rappel à l'ordre met mal à l'aise le ministre de l'environnement. « Mme Lepage est coincée, car c'est Juppé qui a tranché. Elle n'a aucune marge de manœuvre », remarque un observateur européen. Le ministre a sous-estimé la capacité de résistance des opposants à Natura 2000.

Chasseurs, forestiers, agriculteurs de la FNSEA, industriels du bâtiment, soutenus par leurs ministères respectifs, ont eu gain de cause auprès du premier ministre. « C'est un véritable gâchis », s'insurge Lionel Brard, président de France nature environnement, l'association qui fédère l'ensemble des organisations de protection de l'environnement. « Natura 2000 est un projet ambitieux qui mettrait au cœur la protection de l'environnement sans exclusion de l'activité humaine. On a besoin que 10-15 % du territoire soient gérés intelligemment. » En tout cas, si le gouvernement français s'entête, Bruxelles menace de décider unilatéralement des sites à protéger.

S. Z.

La « jurisprudence Quetigny » contre les enseignes publicitaires dans les villes

PAR LES GRÂCES conjuguées de l'obstination de son maire et du travail de la plus haute juridiction administrative du pays, une petite commune de Côte-d'Or, Quetigny, 9 230 habitants, va sans doute accéder à la célébrité, sous la forme de la « jurisprudence Quetigny ». Cette jurisprudence, en effet, fixée par un récent arrêt du Conseil d'Etat rendu public mardi 8 octobre, intéresse à la fois l'ensemble des maires des 36 761 communes de France et tout le secteur de la publicité.

L'histoire est simple : soucieux de préserver l'harmonie visuelle du cadre de vie de ses administrés, le maire a institué, par un arrêté du 16 juillet 1991, des « zones de publicité restreinte », notion définie par une loi du 29 décembre 1979. Attaqué devant le tribunal administratif par l'Union des chambres syndicales de la publicité extérieure, l'arrêté est annulé. Mais le maire ne lâche pas prise et se pourvoit devant le Conseil d'Etat, qui vient de désavouer le tribunal administratif.

L'intérêt de l'affaire est que les considérations sont de portée plus large que le jugement. De l'avis d'un expert, il en résulte que les maires

ont « pas mal de pouvoirs » - plus en tout cas qu'ils ne le croyaient - pour limiter l'implantation d'enseignes publicitaires, jugées agressives par leurs dimensions, leur nombre ou leur localisation.

Le Conseil d'Etat précise en effet, ce qui auparavant n'était pas clair, qu'un maire peut instituer une zone de publicité restreinte y compris « dans une agglomération ne présentant aucun caractère particulier ». Bref, il n'est pas nécessaire de diriger un splendide village classé pour avoir le droit de réglementer l'implantation de panneaux publicitaires en centre-ville ou dans un faubourg résidentiel.

LE MAIRE « MAÎTRE CHEZ LUI »

Dans son interprétation de la loi de 1979, le Conseil d'Etat ne fixe à l'autorité du maire que des bornes qui relèvent du bon sens. D'abord, conformément aux principes de la police administrative, l'éventuelle interdiction d'implantation ne doit pas s'exercer « de manière générale et absolue ». Autrement dit, il est interdit d'interdire sur l'ensemble du territoire d'une commune. Le maire doit aussi éviter toute « en-

neur manifeste d'appréciation » sur l'étendue des mesures nécessaires pour protéger l'environnement de ses administrés. Pour le reste, du moment que les restrictions sont précises et motivées, il peut choisir de préserver un espace vert aussi bien qu'une zone pavillonnaire.

Enfin, le maire a tout intérêt à rédiger l'arrêté le plus précis possible. Le Conseil d'Etat souligne en effet que le décret du 24 février 1982, texte de base qui fixe les normes de l'affichage publicitaire, s'efface devant un arrêté municipal. Autrement dit, faute de précisions dans l'arrêté du maire, c'est le droit commun qui s'applique. Mais l'élu peut fort bien édicter ses propres normes, plus contraignantes, dès lors qu'il a pris soin de les détailler.

En somme, dans la lutte permanente qui oppose élus et associations aux grandes enseignes commerciales pour préserver les entrées de villes, souvent encombrées par une succession d'immenses panneaux publicitaires, le Conseil d'Etat a tranché : le maire est - très largement - maître chez lui.

Jean-Louis Andreani

Samedi 12 octobre à 13 h 20

France 3 Paris Ile-de-France

TÉMOINS
Le magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Pierre FOURCADE
vice-président du conseil régional d'Ile-de-France

sera interrogé par
Jean-Jacques CROS (France 3)
et
Pascale SAUVAGE (Le Monde)

France 3 Paris Ile-de-France **Le Monde**

DISPARITIONS

JEAN MUSELET, maire (divers droite) de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), est décédé, mercredi 9 octobre, à l'âge de soixante-quatre ans, d'un malaise cardiaque. Ce chef d'entreprise atypique, qui affichait son refus de tout attachement politique, avait été élu maire de Boulogne-sur-Mer en 1989, en écartant de ce vieux fief socialiste l'ancien ministre Guy Lemaigre. Malgré une crise municipale larvée durant tout son premier mandat, Jean Muselet avait été réélu en juin 1995. Cette élection avait été annulée en décembre 1995, pour dépenses de campagne excessives et Jean Muselet avait été frappé d'un an d'inéligibilité, mais un recours avait été déposé devant le Conseil d'Etat. Il était également, depuis 1992, conseiller général du canton du Portel.

NOMINATIONS

ÉPISCOPAT
Monsieur Georges Soubrier a été nommé par Jean-Paul II, le 10 octobre, évêque de Nantes (Loire-Atlantique). Il était évêque auxiliaire du cardinal Lustiger, archevêque de Paris. Il succède à M^{re} Emile Marcus, archevêque coadjuteur de Toulouse depuis mai 1996.
[Né le 20 novembre 1933 à Thérondels (Aveyron), Georges Soubrier a fait ses études au grand séminaire de Rodez, au séminaire universitaire de Toulouse et à l'Institut catholique de Paris. Titulaire d'une maîtrise de théologie et de philosophie, il a été ordonné prêtre le 29 juin 1960 à Rodez. Membre de la compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, Georges Soubrier a été, de 1966 à 1972, supérieur du séminaire interdiocésain de Midi-Pyrénées à Toulouse, de 1972 à 1983, supérieur du séminaire Saint-Sulpice à Issy-les-Moulineaux puis, de 1983 à 1988, supérieur du séminaire des Carmes à l'Institut catholique de Paris. Il a été nommé, en 1988, évêque auxiliaire de Paris. Au sein de la conférence des évêques de France, Georges Soubrier est membre de la commission du monde scolaire et universitaire et de la commission doctrinale.]

DIPLOMATIE

Jacques Manent a été nommé ambassadeur en Mongolie, par décret paru au *Journal officiel* du 9 octobre.
[Né le 11 juillet 1947, Jacques Manent est diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Djakarta (1977-1980) et à Prague (1980-1983). Conseiller technique au cabinet de Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale (1984-1986), Jacques Manent a été ensuite deuxième conseiller à Pétion (1986-1989), délégué dans les fonctions de sous-directeur du Pacifique à la direction d'Asie et d'Océanie au ministère des Affaires étrangères (1989-1991), puis représentant permanent adjoint auprès de l'ONU à Genève (1991-1994).]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M^{re} Yvonne SÉE a la joie d'annoncer la naissance de ses arrière-petits-enfants :

Cécile,

chez

Catherine MAZODIER et Pascal REGIS (19 avril 1996),

Nicolas,

chez

Frédérique et Eric THERVET (15 octobre 1996).

Dominique BOYER

Arnaud LOUCHET sont heureux d'annoncer la naissance de

Ysé,

la petite sœur de Julie, le 18 septembre 1996.

6, rue Charlot,

75003 Paris.

Anniversaires de naissance

- Pour

Jean-Pierre CABIRO.

Les trois « L »

se souhaitent un heureux anniversaire.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{re} Maurice AYDALOT, premier président honoraire de la Cour de cassation, grand-croix de la Légion d'honneur,

survenu en son domicile, à Paris, le 8 octobre 1996.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière d'Autouil, a eu lieu dans l'intimité familiale.

De la part de

M^{re} Maurice Aydalot, son épouse, ses enfants, et ses petits-enfants.

165, avenue de Wagram, 75017 Paris.

- Le journal *Week-end* a la tristesse de faire part du décès de son collaborateur

Benjamin BARRA,

survenu le 9 octobre 1996, à Avignon, dans sa soixante-douzième année.

Samedi 12 octobre, levée du corps à 9 heures à l'hôpital d'Avignon, incinération à 10 h 45, au crématorium d'Alès. Samedi 19 octobre, à 15 heures, dépôt des cendres au cimetière de Graveyron (13690).

- Benha, Seyja et Marc Bronsztejn, ont la douleur de faire part du décès de

Henri BRONSTEJN,

dirigeant de société. Les obsèques auront lieu le lundi 14 octobre 1996, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux.

75, rue Compans, 75019 Paris, 2, place de la Porte-d'Autouil, 75016 Paris.

- Jean et Monique Gaulier, Laurence Gaulier, ses enfants et sa petite-fille, ont la tristesse de faire part du décès de

Rachel DESSOIT,

née LEVINSPIHL, survenue le 9 octobre 1996, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques seront célébrées dans la stricte intimité familiale. 16, avenue du Général-de-Gaulle, 94160 Saint-Mandé.

M^{re} Robert FOUQUET-LAPAR, née Denise BIED-CHARRETON, de la Fraternité Saint-Dominique,

est entrée dans la paix de Dieu le 10 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 14 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, à Paris-8.

De la part de : M^{re} Philippe Fouquet-Lapar, M^{re} et M^{re} Denys Clavey, M^{re} et M^{re} Jean Fouquet-Lapar, M^{re} et M^{re} Pierre Brault, M^{re} et M^{re} Gilles Fouquet-Lapar, M^{re} et M^{re} Bruno Fouquet-Lapar, ses enfants,

Ses petits-enfants, Et ses arrière-petits-enfants, M^{re} Louis Fleury, M^{re} Monique Bied-Charreton, ses sœurs,

M^{re} et M^{re} Pierre Plumet, ses beau-frère et belle-sœur, 27, avenue du 11-Novembre, 92190 Meudon.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- Marc Tarasoff et Zool Fleischer, Catherine Tarasoff et Patricia Nagara, Zig et Puce, ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline FLEISCHER-TARASOFF,

survenue, dans son sommeil, le 6 octobre 1996.

La cérémonie d'incinération aura lieu le lundi 14 octobre, à 9 heures, au crématorium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Boulogne-sur-Mer, Condette.

M^{re} Jean Muselet, son épouse,

M^{re} Dominique Muselet et ses enfants,

M^{re} Marie Marchand, M^{re} Yves Marie et leurs enfants,

M^{re} et M^{re} Gérard Deman et leurs enfants,

M^{re} et M^{re} Jean-Patrick Muselet et leurs enfants,

M^{re} Luc Muselet, Josiane et Phanie,

M^{re} et M^{re} Alain Muselet, M^{re} et M^{re} Christophe Delasau et leurs enfants,

M^{re} Douchka Ricklin et ses enfants,

M^{re} et M^{re} Claude Muselet et leurs enfants,

M^{re} Marcel Holvoet, M^{re} et M^{re} Jean-Pierre Holvoet,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Jean MUSELET,

maire de Boulogne-sur-Mer, fondateur des Supersarabes PG,

survenue subitement à Boulogne-sur-Mer, le 9 octobre 1996, dans sa soixante-quatrième année.

Ses obsèques seront célébrées le samedi 12 octobre, à 10 h 30, en la basilique Notre-Dame-et-Saint-Joseph de Boulogne-sur-Mer, où l'on se réunira.

L'inhumation se fera au cimetière de Condette, dans le caveau de famille, dans l'intimité familiale.

Un hommage pourra être rendu au défunt en mairie de Boulogne-sur-Mer, à partir du vendredi 11 octobre, à 14 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Résidence La Claire-Eau, 62360 Condette.

(Lire ci-contre.)

- Boulogne-sur-Mer.

M^{re} et M^{re} les adjoints et le conseil municipal, Le personnel de la ville de Boulogne-sur-Mer et des Enseignements publics municipaux,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Jean MUSELET,

maire de Boulogne-sur-Mer, conseiller général, président du district de Boulogne-sur-Mer,

survenue subitement à Boulogne-sur-Mer, le 9 octobre 1996, dans sa soixante-quatrième année.

Ses obsèques seront célébrées le samedi 12 octobre, à 10 h 30, en la basilique Notre-Dame-et-Saint-Joseph de Boulogne-sur-Mer, où l'on se réunira.

Un hommage pourra être rendu en mairie de Boulogne-sur-Mer, à partir du vendredi 11 octobre, à 14 heures.

Respectant les convictions de M. Muselet, vous pouvez remplacer les fleurs par un don au profit de l'Association boulognaise d'aide alimentaire.

Un tronc sera déposé à cet effet à la mairie de Boulogne-sur-Mer, et une quête sera effectuée pendant l'office religieux.

- Nice.

Les familles Reboul, à Paris, Lescaze, à Paris,

Monnet, à Paris, Reboul, à Nice,

Cubertfont, à Paris, Fournier, à Paris,

ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} le docteur DENISE REBOUL-JOUBERT,

appelée à Dieu le 8 octobre 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu au temple de l'Eglise réformée, 21, boulevard Victor-Buge, à Nice, le mardi 15 octobre, à 14 h 30.

« Pourquoi serais-je loin de votre cœur si je suis loin de vos yeux »

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa Kallist, 58, corniche Sainte-Rosalie, 06000 Nice.

- Toute sa famille. Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques SCHWARZ,

survenu le 5 octobre 1996.

Conseiller du commerce extérieur de la France, fondateur et PDG des Enseignements Schwarz et de la CFPA, cofondateur et secrétaire de la FBO, secrétaire, dernièrement, de l'association Entrée de la Fondation de France, il a, conformément à la dédicace d'un de ses professeurs, toujours cherché à « travailler pour ce qui est vrai, beau et bien ».

Il a été inhumé dans l'intimité.

Remerciements

- L'UFR d'histoire de l'université de Caen remercie toutes les personnes qui, par leur présence à Nijac (Aveyron), le 8 octobre dernier, par leurs offrandes de fleurs, leur envoi de messages, se sont unies autour du souvenir de

M^{re} André DEROD, professeur émérite d'histoire médiévale, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, lauréat de l'Institut, ancien directeur de l'UFR.

Anniversaires de décès

- Il y a cinq ans, le 11 octobre 1991,

Robert HÉRICHÉ, litige,

nous quitte.

Une pensée affectueuse est destinée à tous ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé.

- Le 12 octobre 1976, disparaissait

Pierre LÉON, fondateur du Centre Pierre-Léon à l'université de Lyon, professeur d'histoire économique à la Sorbonne.

M^{re} Pierre Léon, Ses enfants et petits-enfants, évoquent son souvenir.

Hommage

- Il y a dix ans,

Jacques MURGIER

nous quitte.

L'homme, l'ami, le père nous manque.

Le compositeur est vivant.

Un concert-hommage sera donné à l'auditorium du CNR de Reims, le 10 novembre 1996, à 17 heures.

Débats

- L'association MÉMOIRE ET ESPÉRAnces DE LA RÉSISTANCE

organise un débat, le 24 octobre 1996 (19 h 45-22 heures), sur le thème « De Nuremberg à La Haye, 1946-1996 ».

Venez une justice internationale ?

Avec

M^{re} Claude JORDA, juge au Tribunal pénal international de La Haye,

M^{re} Pierre TRUCHE, premier président de la Cour de cassation,

M^{re} Anne WIEVORKA, directeur de recherche au CNRS.

Amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, 9, rue Victor-Cousin.

Prix pour inscription : 01-45-66-92-32.

Soutenances de thèse

- Mireille Dotin-Ostail soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat : « Les représentations de la femme à la fin du XIX^e siècle : la figure de Salomé et le dialogue entre la littérature et les arts (1870-1914) » à l'université de Paris-IV, Sorbonne, salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin, le samedi 19 octobre, à 14 heures.

Commandez vos CD et CD Rom

3615 LEMONDE

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

PROFESSEUR
GRISCELLI

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
JEAN-YVES NAU (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Ré Générations
ART SOCIÉTÉ POLITIQUE

Parmi les 200 intervenants présents :

Éric Albert, Pouria Aminshahi, Christophe Bataille, Michel Bauer, Bernard Beuret, Daniel Bougnoux, Sylvain Bourmeau, Rony Brauman, Anton Brender, Malik Chitane, Jean-Marie Colombani, Catherine Cusset, Arnaud Desplechin, Michel Destor, Alain Ehrenberg, Thomas Ferenczi, Pascale Ferran, Alain Finkelkraut, Jean-Paul Fitoussi, Antoine Garapon, Laurent Garver, Claude Habib, Michel Houellebecq, Isabelle Jarry, Thierry Jousse, Paul Keller, Guillaume Le Touze, Alain Lebaube, Frédéric Martel, Abdelwahab Meddeb, Jean-Louis Missika, Olivier Mongin, Aquilino Morelle, Olivier Nora, Henri Oberdorff, Denis Olivennes, Thierry Paquot, Bernard Perret, Lucian Pintilie, Jean Pisani-Ferry, Bruno Podalydès, Christian de Portcamparc, Jacques Rigaudiat, Joël Roman, Pierre Rosanvallon, Irène Théry, Georges Vigarello, Patrick Viveret

LA GÉNÉRATION DES 20-35 ANS PEUT-ELLE PERMETTRE UNE RÉGÉNÉRATION DE L'ESPACE DÉMOCRATIQUE ?

FORUM GRENOBLE
18, 19 et 20 octobre 1996

ESRIT Fondation Saint-Simon
VILLE DE GRENOBLE **Le Monde**

Programme complet sur : www.vtcom.fr/reg

Pour vous inscrire, contactez :

Delphine Gorges,
Ré Générations,
91 bis, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris
Téléphone : 42 22 38 52
Télécopie : 42 22 95 33
Françoise Dessertine/Grenoble : 76 26 33 99

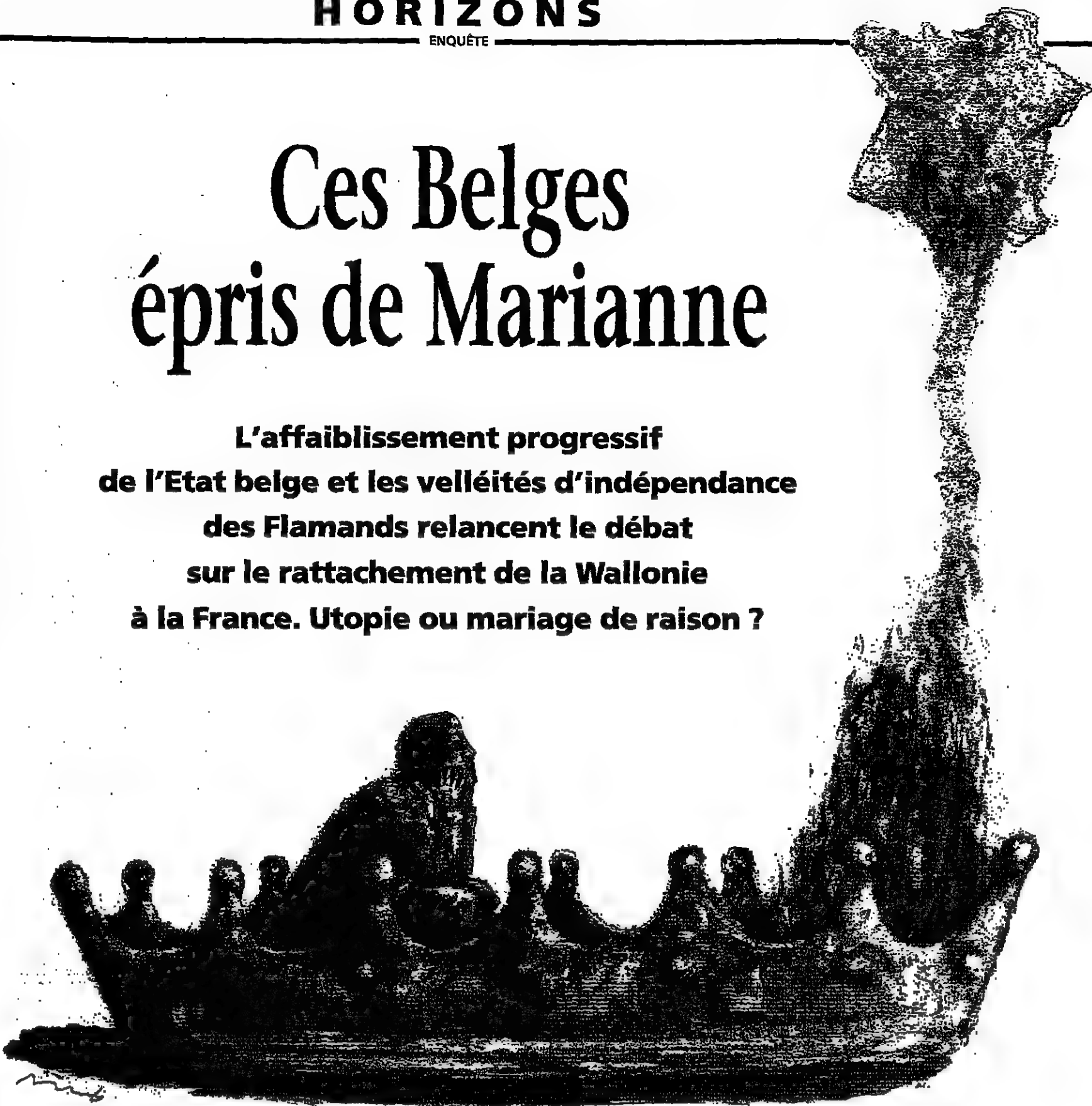
arte Arthaud GRENETTE Livre France Telecom

HORIZONS

ENQUÊTE

Ces Belges épris de Marianne

L'affaiblissement progressif de l'Etat belge et les velléités d'indépendance des Flamands relancent le débat sur le rattachement de la Wallonie à la France. Utopie ou mariage de raison ?



POUR meubler ses pages de Pété dernier, le quotidien *Le Soir* avait cru trouver un excellent « feuilleton ». Sous le titre « Belgique-Requiem », il s'agissait d'un débat étalé sur toute la deuxième quinzaine d'août et consacré à la possibilité de « la survie du royaume » au-delà de l'an 2000, dans l'hypothèse où les Flamands accentueraient leurs pressions pour obtenir soit l'indépendance, soit une très large autonomie dans un cadre confédéral. L'affaire Dutroux a ravi la vedette à ce « coup » médiatique. Mais, avec l'étalage des carences des services de police face aux activités du ravisseur d'adolescentes, ou ne sortait pas tellement du sujet initialement programmé pour faire la « une » du quotidien bruxellois : l'affaiblissement progressif de l'Etat belge.

Le « Belgique-Requiem » du *Soir* est en fait emprunté au titre – sans point d'interrogation – d'un essai paru en 1980 chez Julliard sous la signature de René Swennen, un avocat liégeois, romancier Gallimard à ses heures, et longtemps considéré par les « Belges » unitaristes comme un « farfelu nullement représentatif ». Que disait le « quatrième de couverture » de ce livre sorti de l'oubli par le plus grand journal francophone du pays ? « La plupart des Etats d'Europe occidentale – France, Italie, Espagne, Grande-Bretagne – souffrent à des degrés divers du régionalisme. La Belgique, elle, en meurt. » Résultat de ce « constat » : puisque l'écèlement du royaume est inéluctable, la Wallonie doit se préparer à l'événement en se rapprochant d'une France dont elle redeviendrait un jour de nouveaux départements, comme sous le Directoire, puis l'Empire.

Avec l'ancien ministre François Perin, René Swennen était présent au palais des Congrès de Lille, le 30 novembre 1991, quand le Mouvement wallon pour le retour à la France (MWRF) tint sa première réunion plénière dans l'Hexagone. Il fallait voir la tête des Lillois lorsque le drapeau tricolore fut déployé par ces drôles de Belges débarquant des autocars qui les avaient cueillis à l'aube à Liège, Verviers ou Namur. De façon savamment ambiguë, les lettres RF ornent parfois la prose du MWRF, par exemple le manifeste distribué ce jour-là : « L'heure est venue d'affirmer notre véritable nationalité. Même origine, même langue, même sensibilité : tous ces traits essentiels d'une nation montrent que nous sommes une branche du peuple français séparée du tronc par des accidents de l'Histoire. »

Parce que, disent ses animateurs, « nous n'avons pas vocation à remplacer l'Etat belge, le MWRF refuse de se constituer en parti politique, ce qui, soulignent leurs adversaires, permet aux « rattachistes », de ne pas avoir à se compter. Néanmoins, aux élections régionales de mai 1995, Henri Mordant, journaliste connu, présente une liste « France » ayant les sympathies, sinon le soutien déclaré, du MWRF. L'échec relatif de cette liste, après une campagne sans moyens financiers, ne découragea personne. « Ce lancement modeste n'appelle pas de succès immédiat, mais brise un tabou en soumettant enfin à l'opinion publique une option importante pour l'avenir », avait prévenu M. Mordant. L'expérience eut évidemment lieu à Liège, la ville où, le 14 juillet, on tire un feu d'artifice, après que tout le gratin de la région eut tenu à se montrer à la réception offerte par le consul général de France.

Maurice Lebeau, président du MWRF, est invité à cette réception. Mais, à Bruxelles, l'ambassade se garde de tout contact officiel avec les « rattachistes », ces « amis excessifs ». Comme il le raconte dans ses récents souvenirs (*Le Secret des jours*, Lattès 1995), Philippe de Saint-Robert, conseiller culturel au début des années 90, fut le seul à les recevoir dans son bureau et à s'intéresser à leurs activités. Une vieille « lubie ». Dès 1970, Roger Vaux, alors ambassadeur, l'avait mis en garde : « Surtout, ne leur donnez pas d'idée ! » Philippe de Saint-Robert est l'un des Français dont

les propos et écrits sont souvent cités par *Wallonie française*, l'organe trimestriel de M. Lebeau.

Extraits des nombreuses citations d'une édition spéciale de *Wallonie française*, distribuée sur la grand-place de plusieurs villes wallonnes les jours de marché, cet été : « Si les Flamands souhaitent répudier la Belgique, et pour peu que les Wallons le souhaitent, ce serait évidemment le devoir de la France d'accepter la Wallonie en son sein. » (Jean-Pierre Chevènement, déclaration au journal télévisé de RTL, le 11 juillet 1996) ; « Quoi de plus naturel que d'aller vers votre Mouvement, mémoire et action en faveur des liens exceptionnels qui joignent les Wallons au pays qu'ils n'ont cessé d'honorer d'une indéfectible confiance. » (Michel Jobert, lettre à Maurice Lebeau du 24 octobre 1995) ; « Quand on voit les évolutions qui ont cours actuellement en Europe, on ne peut considérer a priori comme une aberration ou une monstruosité que des gens aussi proches l'un de l'autre qu'un Wallon de Mons et un Français de Valenciennes se retrouvent un jour dans un même ensemble. » (Jacques Legendre, sénateur du Nord, au journal *Le Soir*, le 16 juillet 1996.)

La référence suprême, celle qui revient dans tous les écrits « rattachistes », est évidemment la déclaration de Charles de Gaulle à Robert Liénard, un émissaire wallon venu le visiter à l'Elysée en 1968 : « La politique traditionnelle de la France a toujours tendu à rassembler dans son sein les Français de l'extérieur. La Wallonie a été exclue de ce rassemblement par un accident de l'Histoire [...] Rien n'est jamais définitivement perdu dans la vie des peuples si leurs dirigeants ne s'abandonnent pas aux faux fatalismes de l'Histoire [...] Si un jour une autorité politique représentative de la Wallonie s'adressait officiellement à la France, ce jour-là, de grand cœur, nous répondrions

favorablement à une demande qui aurait toutes les apparences de la légitimité. » Parce qu'ils gênent ceux des responsables français qui, comme Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères, considéraient les amis parisiens des « rattachistes » comme des « cons », ces propos, tenus sans témoin, sont parfois mis en doute. Mais les « rattachistes » ont une caution de poids en la personne d'Alain Peyrefitte : « La déclaration du général de Gaulle au professeur Liénard ressemble à peu près textuellement à des entretiens que

est de mettre en évidence l'identité française des Wallons et de leur proposer en conséquence un projet politique crédible face à l'écèlement prévisible de la Belgique. »

Sans doute exagérée par les médias belges eux-mêmes, l'affaire Dutroux a donné des arguments aux « rattachistes », dans la mesure où elle a été présentée comme la faillite de la puissance publique en Belgique fédérale. Le drame de Charleroi avait été précédé par une autre « affaire », sans aucun lien avec ce fait divers retentissant, mais dont l'existence

Charles de Gaulle : « La politique traditionnelle de la France a toujours tendu à rassembler dans son sein les Français de l'extérieur. La Wallonie a été exclue de ce rassemblement par un accident de l'Histoire... »

J'avais eu avec lui à ce sujet. Je suis donc prêt, s'il en était besoin, à en garantir l'authenticité. » (Lettre à Lucien Outers, alors délégué général de Wallonie-Bruxelles à Paris, le 18 novembre 1986.)

AU nombre de mille cent membres à jour de leur cotisation, les militants du MWRF ne contestent pas son caractère groupusculaire, mais ils prétendent « dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas sans pouvoir le proclamer sur les toits ». Réalisé en novembre 1992 par l'hebdomadaire *Le Vif*, édition belge de *L'Express*, un sondage les a beaucoup frappés : il montrait que, dès cette époque, un Belge sur dix souhaitait secrètement le rattachement à la France si la Flandre devenait indépendante. « Il faut faire pousser le grain, dit-on au MWRF. Notre but principal

est de créer un effet cumulatif. Il s'agit de la déclaration de Claude Eerdé, chef du groupe des socialistes francophones à la Chambre des représentants, le 10 juillet. Face aux provocations de divers orateurs flamands en séance publique, M. Eerdé finit par exploser et évoqua pour la première fois au cours d'un débat parlementaire l'hypothèse d'un rattachement de la Wallonie à « un grand pays comme la France. »

Cela a été un électrochoc pour la population, jubile M. Lebeau. On a l'impression que la presse n'attendait que ça pour se lancer dans le débat. Outre la série d'articles estivaux du *Soir*, le président du MWRF se fait un plaisir d'adresser à qui le lui demande les réactions des journaux régionaux de Wallonie. « Du séparatisme (flamand) au rattachisme », titrait *La Meuse* de Liège, dès le 13 juillet,

avec une série de réactions des hommes politiques. Telle celle d'Yvan Ylief, ministre socialiste dans l'actuel gouvernement Dehaene : « Où aller, si ce n'est vers la France ? Les Français voudraient de nous sans aucun doute ! De manière informelle, j'ai déjà eu l'occasion de m'entretenir de cela avec des responsables français de niveau ministériel. Ils manifestent beaucoup de considération pour la Wallonie, tout en réaffirmant qu'il appartient à chaque peuple de se déterminer. »

Cette allusion à des entretiens « de niveau ministériel » à Paris, quelle revanche pour M. Lebeau, simple photocompositeur à La Meuse, homme de conviction mais rugueux et peu rompu aux subtilités du dialogue avec les grands médias, encore tenu pour un « excité » à la tête d'un mouvement « folklorique » par la bonne société bruxelloise, quand elle consent à déclarer que son nom lui dit quelque chose ! Le « rattachisme », on en parlait entre quatre yeux avec quelques responsables francophones du PS quand, poussés dans leurs derniers retranchements, ils avouaient en confidence qu'ils seraient heureux de laisser s'exprimer enfin leur fibre républicaine au cas où les Flamands feraient d'Aubert II le dernier roi des Belges. De là à alimenter les éditoriaux avec des propos officiels, il y avait un pas qui semblait encore inimaginable il y a quelques mois.

Tous les Belges francophones, tant s'en faut, ne sont pas épris de Marianne, mais ils sont un nombre croissant à s'interroger sur l'éventualité d'un mariage de raison, même parmi les Bruxellois, jusqu'à présent à l'écart des activités « rattachistes ». En septembre, Bernard Remiche, Christian Franck et André Frognier, professeurs à l'Université catholique de Louvain (celle des francophones de Bruxelles), et l'historien Vincent Vagman ont lancé un ma-

nifeste. Choisir l'avenir, dont certains passages paraissent apporter de l'eau au moulin des « rattachistes » : « Avant la fin de ce siècle, l'avenir de la Belgique sera sans doute scellé. Le risque d'une partition à la Tchécoslovaquie est réel [...] Diverses propositions ont déjà été formulées dans le débat politique de ces derniers mois, allant de la confédération avec le Grand-Duché (du Luxembourg) au rattachement à la France [...] La dissolution de l'Etat belge aura certainement eu pour effet de rapprocher les francophones de la France, ce qui impliquera, au minimum, le développement de liens de coopération particuliers. »

FACE aux « rattachistes » et à leurs sympathisants secrets ou déclarés, il y a des Belges, en grand nombre, très décidés à conserver en l'état un pays où ils se trouvent bien. Beaucoup expriment leurs sentiments avec des autocollants sur la lunette arrière de leur voiture : « Belgique unie », « Touche pas à ma Belgique », etc. Parfois, les sentiments des conducteurs sont plus difficiles à interpréter. Le directeur général du Sofitel de la porte de Sèvres à Paris est un Belge, Jean-Henri Antoine, par ailleurs président de « La Wallonie », une association (non rattachiste) qui réunit les Belges de langue française vivant dans la capitale. Sur l'autoroute de Liège, il a lu récemment à l'arrière d'une voiture un « avis » qui l'a laissé perplexe : « Que le dernier qui quitte la Belgique, n'oublie pas d'éteindre la lumière ! » « Rattachiste » à l'humour froid ? Ou « Belge » tenant à rappeler à ses compatriotes inconscients de leur bonheur que, contrairement aux autoroutes françaises, celles du royaume sont entièrement éclairées la nuit ?

Jean de la Guérivière
Dessin : Manuel Geerincx

Commander
CD et CD
3615 LEMO
LES PUBLICATIONS
DU MONDE
3615 LEMO

L'illusionniste du Palais-Bourbon

par Elisabeth Guigou

PHILIPPE SÉGUIN s'est livré dans ces colonnes, le 19 septembre, à l'un de ces numéros de prestidigitateur dont il a le secret. Premier tour de passe-passe : il prétend que Laurent Fabius et les socialistes ont changé lorsqu'ils demandent que l'Union européenne mette l'emploi au cœur de ses priorités et que la monnaie unique ne serve pas de prétexte à une politique déflationniste. Mais ce ne sont pas les socialistes qui ont changé. C'est l'actuel président de l'Assemblée nationale, qui dit oui aujourd'hui à cette monnaie unique qu'il vilipendait hier dans son principe même. Quant aux socialistes, ils n'ont cessé de demander que la monnaie unique soit équilibrée par ce que Pierre Bérégovoy appelle un « gouvernement économique européen », afin de ne pas laisser le pilotage de l'économie aux banques centrales.

Le traité d'union européenne permet que ce gouvernement économique existe. Il prévoit que lorsque l'euro existera, c'est le Conseil européen au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement qui fixera chaque année les orientations économiques à l'intérieur desquelles la banque centrale gèrera la monnaie. Et que c'est le conseil des ministres, et non la banque centrale, qui fixera le niveau de l'euro par rapport aux autres monnaies mondiales. Le traité offre la possibilité à un gouvernement économique d'exister et de mettre la monnaie à sa juste place : celle d'un instrument au service d'une politique dont la priorité serait la croissance et l'emploi. La vraie question est donc : comment faire émerger la volonté politique de ne pas laisser aux banques centrales le monopole du pilotage des économies européennes ?

Il est vrai que la façon dont la France et l'Allemagne ont conduit depuis 1991 leurs relations économiques nourrit les inquiétudes. Le choc économique produit par l'unification allemande n'a pas été géré de façon coordonnée, alors même que l'imbrication des économies européennes rendait inévitables les répercussions dé-

flationnistes de la hausse des taux d'intérêt allemands. Le refus, en 1992, d'anticiper la crise monétaire de septembre par un réalignement à froid des monnaies du SME aurait au minimum atténué les dévaluations compétitives de la livre, de la lire et de la peseta, et aurait permis à la France de baisser ses taux d'intérêt sans attendre que l'Allemagne puisse le faire. Voilà pour la responsabilité des gouvernements de gauche.

Mais à partir de 1993 ce sont les gouvernements Balladur puis Juppé qui ont aggravé la récession et asphyxié la croissance en opérant des prélèvements considérables sur les ménages, alors qu'il aurait fallu soutenir la consommation pour remplir les carnets de commandes des entreprises, dimi-

nuer le chômage et, ce faisant, faire rentrer de la TVA dans les caisses de l'Etat et des cotisations dans celles de la Sécurité sociale. Ce n'est pas la monnaie unique qui a imposé les mauvais choix des gouvernements Balladur et Juppé. Au contraire, c'est cette politique qui nous éloigne de la monnaie unique. Il faut donc cesser de confondre monnaie unique et déflation. Philippe Séguin et Laurent Fabius sont d'accord pour réclamer une initiative franco-allemande en ce sens à la conférence intergouvernementale, mais c'est là qu'intervient le second tour de passe-passe de Philippe Séguin : celui-ci se garde bien de souligner que, si cette initiative n'existe pas, c'est parce que Jacques Chirac ne le veut pas.

Pourquoi Jacques Chirac ne met-il pas enfin ses actes européens en accord avec son discours ? Parce qu'il ne veut pas encourir les foudres de Philippe Séguin et de ses amis

La France s'oppose en effet à ce que l'on ajoute au traité un chapitre nouveau qui mettrait l'emploi au cœur des priorités et des politiques européennes et prévoirait des mécanismes obligés les nuer le chômage et, ce faisant, faire rentrer de la TVA dans les caisses de l'Etat et des cotisations dans celles de la Sécurité sociale. Ce n'est pas la monnaie unique qui a imposé les mauvais choix des gouvernements Balladur et Juppé. Au contraire, c'est cette politique qui nous éloigne de la monnaie unique. Il faut donc cesser de confondre monnaie unique et déflation. Philippe Séguin et Laurent Fabius sont d'accord pour réclamer une initiative franco-allemande en ce sens à la conférence intergouvernementale, mais c'est là qu'intervient le second tour de passe-passe de Philippe Séguin : celui-ci se garde bien de souligner que, si cette initiative n'existe pas, c'est parce que Jacques Chirac ne le veut pas.

Je ne dis pas qu'il serait facile de convaincre M. Kohl. Je dis que ce serait possible, mais à une condition : que la France accepte une plus grande intégration politique européenne et que ce soit Jacques Chirac qui le demande personnellement à Helmut Kohl.

Pourquoi Jacques Chirac ne se met-il pas, enfin, ses actes européens en accord avec son discours ? Parce qu'il ne veut pas encourir les foudres de Philippe Séguin et de ses amis

La France s'oppose en effet à ce que l'on ajoute au traité un chapitre nouveau qui mettrait l'emploi au cœur des priorités et des politiques européennes et prévoirait des mécanismes obligés les nuer le chômage et, ce faisant, faire rentrer de la TVA dans les caisses de l'Etat et des cotisations dans celles de la Sécurité sociale. Ce n'est pas la monnaie unique qui a imposé les mauvais choix des gouvernements Balladur et Juppé. Au contraire, c'est cette politique qui nous éloigne de la monnaie unique. Il faut donc cesser de confondre monnaie unique et déflation. Philippe Séguin et Laurent Fabius sont d'accord pour réclamer une initiative franco-allemande en ce sens à la conférence intergouvernementale, mais c'est là qu'intervient le second tour de passe-passe de Philippe Séguin : celui-ci se garde bien de souligner que, si cette initiative n'existe pas, c'est parce que Jacques Chirac ne le veut pas.

Je ne dis pas qu'il serait facile de convaincre M. Kohl. Je dis que ce serait possible, mais à une condition : que la France accepte une plus grande intégration politique européenne et que ce soit Jacques Chirac qui le demande personnellement à Helmut Kohl.

Pourquoi Jacques Chirac ne se met-il pas, enfin, ses actes européens en accord avec son discours ? Parce qu'il ne veut pas encourir les foudres de Philippe Séguin et de ses amis

La France s'oppose en effet à ce que l'on ajoute au traité un chapitre nouveau qui mettrait l'emploi au cœur des priorités et des politiques européennes et prévoirait des mécanismes obligés les nuer le chômage et, ce faisant, faire rentrer de la TVA dans les caisses de l'Etat et des cotisations dans celles de la Sécurité sociale. Ce n'est pas la monnaie unique qui a imposé les mauvais choix des gouvernements Balladur et Juppé. Au contraire, c'est cette politique qui nous éloigne de la monnaie unique. Il faut donc cesser de confondre monnaie unique et déflation. Philippe Séguin et Laurent Fabius sont d'accord pour réclamer une initiative franco-allemande en ce sens à la conférence intergouvernementale, mais c'est là qu'intervient le second tour de passe-passe de Philippe Séguin : celui-ci se garde bien de souligner que, si cette initiative n'existe pas, c'est parce que Jacques Chirac ne le veut pas.

Je ne dis pas qu'il serait facile de convaincre M. Kohl. Je dis que ce serait possible, mais à une condition : que la France accepte une plus grande intégration politique européenne et que ce soit Jacques Chirac qui le demande personnellement à Helmut Kohl.

Pourquoi Jacques Chirac ne se met-il pas, enfin, ses actes européens en accord avec son discours ? Parce qu'il ne veut pas encourir les foudres de Philippe Séguin et de ses amis

La France s'oppose en effet à ce que l'on ajoute au traité un chapitre nouveau qui mettrait l'emploi au cœur des priorités et des politiques européennes et prévoirait des mécanismes obligés les nuer le chômage et, ce faisant, faire rentrer de la TVA dans les caisses de l'Etat et des cotisations dans celles de la Sécurité sociale. Ce n'est pas la monnaie unique qui a imposé les mauvais choix des gouvernements Balladur et Juppé. Au contraire, c'est cette politique qui nous éloigne de la monnaie unique. Il faut donc cesser de confondre monnaie unique et déflation. Philippe Séguin et Laurent Fabius sont d'accord pour réclamer une initiative franco-allemande en ce sens à la conférence intergouvernementale, mais c'est là qu'intervient le second tour de passe-passe de Philippe Séguin : celui-ci se garde bien de souligner que, si cette initiative n'existe pas, c'est parce que Jacques Chirac ne le veut pas.

Je ne dis pas qu'il serait facile de convaincre M. Kohl. Je dis que ce serait possible, mais à une condition : que la France accepte une plus grande intégration politique européenne et que ce soit Jacques Chirac qui le demande personnellement à Helmut Kohl.

Non, monsieur Séguin, il n'y a pas d'autre politique

Suite de la première page

Depuis que le gouvernement français a prouvé, en présentant ses programmes de réformes et d'économies, qu'il était clairement déterminé à mener une politique de stabilité conséquente, la France ne paye plus de taux d'intérêt plus élevés que ceux de l'Allemagne pour rembourser ses dettes d'Etat à long terme. Cela permet au ministre des finances d'économiser plusieurs milliards de francs dans le budget. Depuis lors, la relation du franc au deutschemark est également stable.

Mais la moindre incertitude sur la ligne politique suivie par le gouvernement porte atteinte à cette stabilité. Rappelons combien il a été fréquent, dans le passé, de reconnaître sur les marchés boursiers et des devises l'influence de propos politiques peu réfléchis prononcés la veille. Cela vaut également pour la France, sans parler de l'Italie.

Si la proposition de Philippe Séguin en faveur d'une interprétation souple des critères et d'une renégociation du traité de Maastricht était retenue par le gouvernement français – hypothèse heureusement fort peu probable – les conséquences en seraient catastrophiques.

Il n'y a pas de recette prédéfinie pour surmonter le fléau du chômage. Mais l'expérience prouve que la politique de stabilité et les réformes qu'elle entraîne sont une condition indispensable pour garantir la compétitivité, la croissance, et donc aussi la création d'emplois nouveaux. Sur cette voie, il n'y a pas de raccourcis : nous ne devons plus jamais l'abandonner, même si elle en-

core momentanément difficile. Si nous assouplissons notre interprétation du critère « déficit », nous remettrons en cause les succès déjà obtenus. C'est moins une question de logique que de psychologie, parce que les marchés s'orientent davantage par rapport à leurs attentes que par rapport à la réalité présente. Je reconnais que nous n'avons pas assez expliqué la fonction des critères de convergence, notamment en Allemagne. Nous avons fait comme

Si cette proposition en faveur d'une interprétation souple des critères et d'une renégociation du traité de Maastricht était retenue par le gouvernement français – hypothèse heureusement fort peu probable – les conséquences en seraient catastrophiques

s'il s'agissait d'une équation mathématique, dans laquelle les chiffres s'inscriraient comme prévu en 1998 afin d'obtenir le résultat escompté. C'est pourquoi l'ancien président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger, a eu parfaitement raison, dans un récent article, de qualifier d'« étroit » le débat allemand autour des conditions d'entrée dans l'union monétaire.

Souvent, je me demande pourquoi on nous ressort toujours les mêmes vieilles recettes, alors qu'on peut prouver qu'elles ont en définitive affaibli notre économie. Si encore il y avait une seule idée nouvelle ! La politique de l'endettement n'est pas seulement inefficace – au mieux, elle pro-

voque un feu de paille. Elle est aussi immorale. Elle favorise la satisfaction des besoins présents aux dépens des générations futures. Elle touche les plus faibles et favorise les plus riches.

Pourquoi donc, en dépit de ces faits et de ces expéditions indubitables, vante-t-on encore en France les vieilles recettes dont je viens de parler ? Sans doute le chemin que nous devons nous parcourir est-il encore plus difficile à prendre pour la France que pour l'Allemagne. Une telle politique signifie une révolution mentale encore plus grande en France que chez nous. Apparemment, les Français ont plus de difficultés que les Allemands à comprendre que l'Etat doit se contenter de définir le cadre général du développement économique et du bien-

être des nations. Le service public n'est pas une garantie de justice et n'est pas financable dans l'état où il se trouve. La politique doit être orientée par rapport à la réalité supranationale. Les attentes des marchés financiers internationaux en sont une expression. Tout cela porte atteinte en profondeur à la façon dont l'Etat-nation, voire la civilisation française, se perçoit, beaucoup plus que ne l'imaginent la plupart des Allemands.

En outre, les règles de l'union monétaire européenne, telles qu'elles ont été formulées dans le traité de Maastricht, sont inspirées du modèle allemand, et apparaissent ainsi à de nombreux Français comme l'expression d'un diktat allemand. Mais il ne s'agit

pas de cela. C'est le diktat de la réalité supranationale, celle de la concurrence globale. Cette réalité ne nous offre pas d'autre solution. Engageons un dialogue public sur l'Europe – je suis d'accord là-dessus avec Philippe Séguin. Mais pour ce faire, nous n'avons pas besoin de renégocier le traité de Maastricht. Et puis, vouloir la « participation des peuples » à ce débat, ce n'est pas chercher à leur épargner les difficultés qu'ils imposent, à leur faire miroiter les mirages d'une « autre politique » qui n'existe pas, ou utiliser leur mécontentement pour imposer un changement de politique. En faisant cela, on tire profit de notre propre faiblesse pour éviter de dire la vérité. Et la vérité est que nous devons faire des efforts !

Si nous parvenons au cours des prochains mois à assainir nos finances publiques mais aussi à réformer les structures de notre économie, si nous parvenons à renforcer la confiance des marchés – et des citoyens ! – grâce à la continuité de notre politique, alors nous aurons bientôt atteint le « point de non-retour ». D'ici là, nous aurons à traverser des mois difficiles, qui mettront à l'épreuve notre résistance, nerveuse surtout.

Au cours du débat que nous menons en ce moment, l'identité sociale et spirituelle de l'Europe. Du travail pour tous : telle est notre volonté commune. Nous autres Allemands, nous pensons que nous ne pouvons atteindre cet objectif que si nous faisons plus d'efforts que dans le passé et si nous cessons de vivre au-dessus de nos moyens. Tel est le nœud du sujet. L'Europe est avant tout un grand travail sur soi ! Mais le jeu en vaut la chandelle. Si nous parvenons à atteindre le but qui est le nôtre : une Europe prospère et solidaire grâce à l'intégration et à la coopération de nos peuples, alors nous serons, encore plus qu'aujourd'hui, un modèle pour le reste du monde.

Elisabeth Guigou, ancienne ministre, est députée (socialiste) européenne.

Le boulet des taux d'intérêt réels

L'EUROPE – tout particulièrement l'Allemagne et la France – souffre actuellement d'un large déficit de croissance et de perspectives. Allemands ou Français, nous faisons, en tant que chefs d'entreprise, le même constat : le retour à la croissance et à la confiance, sans cesse attendu, est sans cesse reporté. Cette langueur gagne la grande majorité des autres économies européennes, tandis que l'Amérique, en revitalisation permanente, crée des centaines de milliers de nouveaux emplois et que l'Asie, inexorablement, devient le centre de gravité de l'économie mondiale.

Nous ne pouvons accepter que l'Europe s'engluie dans la croissance zéro et se vide peu à peu de sa substance industrielle. Car tel est bien le risque que nous encourons : non seulement notre situation actuelle est frustrante, mais les perspectives des dix prochaines années aussi. La monnaie unique donnera-t-elle à l'Europe le grand souffle nouveau dont elle a si cruellement besoin ? Nous souhaitons vivement qu'elle voie le jour, et à l'heure prévue, ou même plus tôt. Mais nous avons une vive inquiétude : quelle sera la parité de l'euro face aux autres monnaies ?

Nous le disons clairement : si l'euro naît aux parités actuelles du couple deutschemark/franc par rapport au dollar, au yen et aux monnaies européennes du Sud, il aura raté sa venue au monde. L'Europe – et plus particulièrement l'Allemagne et la France – portera longtemps le poids de ce handicap.

Le couple deutschemark/franc est aujourd'hui significativement surévalué par rapport aux principales monnaies mondiales, celles qui font le commerce, et nos emplois. Nous en mesurons chaque jour les conséquences.

Au travers de cette surévaluation, nous subventionnons la reprise américaine et japonaise et entretenons le niveau anormal de chômage en Europe. Cette « inégalité » monétaire constitue une incitation permanente à la délocalisation de nos moyens de production hors de nos pays et décourage l'esprit d'entreprise.

Ne commettons pas, à la naissance de la monnaie unique, une erreur historique, qui, par péché d'orgueil, nous sera amèrement reprochée par la génération future. Ne reportons pas sur nos jeunes nos propres turpitudes. Ne gâchons pas la grande ambition européenne, en confondant la fin et les moyens : l'union économique de nos pays n'a de sens que si, ensemble, nous devenons plus forts, et si elle redonne à notre « Vieux Continent » une dynamique nouvelle.

La monnaie est un symbole, elle est aussi un instrument. Utilisons-la à sa juste mesure. Comment s'assurer que la parité future de l'euro soit la bonne ? Le retour à une parité pertinente du couple deutschemark/franc par rapport au dollar suppose inévitablement une nouvelle baisse des taux d'intérêt, forte et conjuguée entre la France et l'Allemagne. Elle est le seul message compréhensible.

Cette forte baisse coordonnée est rendue possible par la disparition des menaces inflationnistes, qui, des années durant, ont légitimement motivé l'essentiel des politiques économiques de nos deux pays. Nous constatons jour après jour dans nos entreprises, sur nos marchés, que les réflexes inflationnistes ont été durablement cassés.

Certes, tant en Allemagne qu'en

France, les taux d'intérêt ont reculé depuis un an. Cette baisse a d'ailleurs été, pratiquement, le seul carburant qui nous ait permis d'avancer un peu. Mais elle doit être située dans le contexte général : un même taux nominal n'a pas la même signification selon que l'inflation est vivace ou non, selon que l'activité économique est vivace ou non, et selon que l'activité économique est alerte ou non.

La Bundesbank et la Banque de France affichent des taux nominaux historiquement bas. Mais l'inflation est, elle aussi, revenue – et c'est un bien – à des niveaux historiquement bas ! Ce sont donc les taux d'intérêt réels qu'il convient de prendre en compte.

Que constate-t-on alors ? Aujourd'hui, une entreprise française ou allemande ne peut guère emprunter à moins de 6 % à 7 %, soit environ 5 % en termes réels. Dans une économie où la croissance dépasse à peine 1 %, où la confiance a disparu, à cause du défilé du chômage, où trouver les investissements qui laissent espérer une rentabilité supérieure à ce coût réel du crédit ?

Nous avons une vive inquiétude : quelle sera la parité de l'euro face aux autres monnaies ?

La croissance n'est pas une conséquence exclusive de la conjoncture. Nous, entrepreneurs allemands et français, avons très clairement une responsabilité de croissance à assumer. La conquête de nouveaux marchés, la création de nouveaux produits, reposent d'abord sur notre compétitivité, exprimée en termes de produits, de services et de prix. Nous avons aussi la responsabilité de faire en sorte que la composante « emploi » de la croissance soit la plus élevée possible. C'est en renforçant notre compétitivité, en gagnant des parts de marché, en créant de nouveaux produits que nous développerons l'emploi. L'emploi est la résultante de la compétitivité des entreprises, et non l'inverse. Encore faut-il que notre compétitivité ne soit pas lourdement handicapée par des monnaies surévaluées. Les entreprises allemandes et les entreprises françaises ne pourront pas faire la course en tête et conquérir les marchés internationaux avec un tel boulet au pied.

Regardons au-delà de nos frontières : tout à tour, les autorités monétaires des Etats-Unis et du Japon ont pratiqué des taux réels nuls, voire négatifs. C'est à ce prix qu'ils sont parvenus, avec un calendrier et un succès certes différents, à relancer leur économie, à donner à leur monnaie un niveau compétitif voire « offensif ». Voilà ce dont l'Europe aussi a besoin.

Jean-Marie Messier est président de la Compagnie générale des eaux.

Henri Lachmann est PDG de Strafor Faxon.

Edzard Reuter est ancien président de Daimler-Benz.

Michael Rogowski est président de Voith GmbH et de l'Association allemande de la machine-outil.

DESTINATIONS ULTIMES
Spécial Toussaint
 (du samedi 26 octobre au lundi 4 novembre 1996)

TOMBOUCTOU (avion + 4x4 + bateau, en pension complète)	4 820 F
PAYS DOGON (avion + transport, en pension complète)	4 440 F
PARIS/GAO (Mail)/PARIS à partir de	1 660 F

POINT AFRIQUE
 immeuble Litwin - 10, rue Jean-Jaures - 92800 Puteaux
 Tél. : 01 47 73 62 64 - Fax 01 47 73 61 05

Karl Lamers

Le Monde

EDITORIAL

Les incohérences de la Commission de Bruxelles

APRÈS Hoover, JVC ? Début 1993, l'entreprise d'électroménager Hoover avait décidé de transférer en Bourgogne parce que les coûts salariaux outre-Manche étaient élevés. Cette « délocalisation » avait provoqué un véritable choc dans l'opinion française.

Aujourd'hui, l'histoire semble se répéter. L'entreprise japonaise JVC vient d'annoncer la fermeture de son usine en Meurthe-et-Moselle, qui emploie 249 personnes, et le transfert de sa production de chaînes hi-fi en Ecosse en raison du coût moins élevé de la main d'œuvre et, selon les syndicats, d'une prime européenne d'installation de 2,5 millions de francs. Au moment où la Commission européenne refuse les aides françaises au textile et à l'habillement, deux secteurs directement menacés par la délocalisation de la filière italienne en 1992 et 1993, elle participerait ainsi directement à la suppression d'emplois en France et à leur transfert vers la Grande-Bretagne.

Ce n'est pas la première fois que la politique des aides communautaires paraît contestable. Refuser qu'un Land allemand aide Volkswagen et, dans le même temps, accorder des aides à un constructeur automobile ita-

lique en Grande-Bretagne pour la formation de ses salariés, selon des critères de plus en plus incohérents, n'est pas très logique.

Cette politique apparaît d'autant plus choquante que la Grande-Bretagne refuse d'adhérer au volet social du traité de Maastricht. Alors qu'elles doivent, en principe, renforcer la solidarité et la cohésion entre les territoires à l'intérieur de l'Union européenne, certaines aides contribuent en fait à creuser les écarts et à renforcer la compétitivité de régions qui fondent leur attractivité sur le bas coût de leur main d'œuvre et le « moins disant social ». Cette politique est de nature à renforcer le front des eurosceptiques.

Heureusement, les aides européennes ne sont pas toujours un élément déterminant de

compétitivité. Dans un récent entretien au Monde, Louis Schweitzer, PDG de Renault, expliquait qu'en raison des subventions de Bruxelles et du bas coût de la main d'œuvre le Portugal apparaissait comme une des régions européennes les plus attractives. Pourtant, Renault vient d'y fermer son usine de Seuhail. En raison des frais de logistique, de la faible productivité des Portugais et des problèmes de qualité, le Portugal est moins compétitif qu'il n'y paraît.

En matière d'investissements internationaux, la France n'est pas mal placée. En 1995, la Datar a recensé 264 projets d'investissement (240 en 1994), dont quarante dans le secteur de l'électronique, des télécommunications et de l'informatique. Selon le cabinet d'audit KPMG, la France constitue le quatrième pays d'accueil pour les investissements internationaux, derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Chine. Qui investit en France ? Essentiellement les Américains, juste devant les Britanniques. La compétitivité d'un pays ne se mesure donc pas seulement aux aides qui y sont accordées. Sony vient d'annoncer que Paris accueillerait son laboratoire de recherche fondamentale européen. Mais cela n'exonère pas la Commission de ses responsabilités.

Diplomatie : l'Europe impuissante

LES GRAVES INCIDENTS qui ont eu lieu à Jérusalem et dans les territoires occupés, fin septembre, à quelques jours du mini-conseil européen de Dublin, sont venus à point nommé pour relativiser la portée des travaux entrepris par les Quinze, dans le cadre de la Conférence intergouvernementale (CIG), afin de se doter d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

En dépit du souci manifesté par Yasser Arafat de voir l'Europe participer activement à la tentative de relance du processus de paix, celle-ci a été absente tant du sommet de Washington que de la phase suivante de négociation. Les Américains et les Israéliens ne veulent pas d'elle et l'ont dit avec une insolence que personne n'a voulu relever.

L'Union européenne, malgré son désir affiché de participer activement au processus de paix, s'est donc trouvée une fois de plus dramatiquement absente du théâtre des opérations. Le peu d'attention qui a été portée, à Jérusalem, à l'ambassade de Dick Spring, ministre des affaires étrangères irlandais et président en exercice du conseil des Quinze, dont le principe, à Dublin, avait été arraché par Jacques Chirac à des partenaires réticents, n'a fait que mettre en relief cette impuissance.

Il n'est certes pas commode d'intervenir dans un débat dont deux des trois protagonistes entendent vous tenir à l'écart ! Pourtant, comme principal bailleur de fonds des Palestiniens (garantisant ainsi, pour le compte d'Israël, un minimum de calme social et d'ordre public), l'Europe aurait probablement les moyens de s'imposer. A condition de se montrer décidée.

Le volontarisme du président français ne suffit pas, surtout s'il n'est pas relayé, et tel fut le cas en l'occurrence, par le chancelier allemand. Les Quinze analysent de manière très voisine la situation, comme en témoigne la déclaration, sévère pour le gouvernement de Benyamîn Nétanyahou, adoptée par leurs ministères des affaires étrangères le 2 octobre à Luxembourg. Mais ils se divisent dès lors qu'il s'agit de passer à l'acte. A des degrés divers, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, refusent d'envisager une démarche susceptible de gêner les États-Unis. Peu importe l'injustice faite aux Palestiniens et les risques de déflagration, à court ou moyen terme, qui aggrave une telle décision !

PARALYSE

Celle-ci survient après la médiocre performance de l'Europe en Bosnie, où, faute de détermination et de moyens, elle a dû laisser la place aux Américains et souscrire à un scénario de retour à la paix (les accords de Dayton) d'autant moins satisfaisant qu'il est mal appliqué. De même, des incidents sérieux ont opposé il y a quelques mois la Grèce à la Turquie en mer Égée, sans que l'Union soit parvenue à imposer sa médiation. Sans oublier Chypre, toujours divisée et où, récemment, le sang a de nouveau coulé.

Ces échecs semblent donner raison à ceux qui considèrent que les Quinze ne sont pas mûrs pour concevoir et mettre en œuvre une politique étrangère commune. Leurs intérêts, leurs sensibilités, demeurent éloignés, notamment sur la manière de concevoir l'alliance avec les États-Unis, et cette situation les condamne souvent à la paralysie.

Le constat ne signifie pas qu'il faille renoncer. « La volonté politique peut s'émousser faute d'une structure opérationnelle », dit-on du côté français. Assurément,

Améliorer les procédures de concertation, les méthodes de travail, la représentation extérieure de l'Union, ainsi que ministères et diplomates s'efforcent actuellement de le faire dans le cadre de la CIG chargée de réviser le traité de Maastricht, ne peut qu'aider à rapprocher les points de vue et à dégager, peu à peu, une vision commune.

Nul doute, par exemple, que le remplacement de l'actuelle « troïka » européenne (les ministères des affaires étrangères des présidences actuelle, précédente et suivante, auxquels s'ajoute le commissaire compétent), dont les déplacements frisent parfois le ridicule, par une représentation au caractère plus permanent (on parle d'une « nouvelle troïka » composée du président en exercice du Conseil, du vice-président de la Commission chargée des relations extérieures et du secrétaire général du conseil des ministres) ne pourrait que donner un poids supplémentaire aux démarches de l'Union.

COOPÉRATIONS RENFORCÉES

Sur ce terrain, la CIG peut produire des résultats, mais ils resteront modestes. En vérité, ce qu'on attend surtout d'elle, ce sont des aménagements institutionnels permettant à l'Union de fonctionner d'une façon satisfaisante après son futur élargissement aux pays d'Europe centrale, ainsi que des progrès dans des domaines sensibles pour la vie quotidienne du citoyen : sécurité intérieure, immigration, visas, lutte contre la criminalité. Ce qu'on appelle le « troisième pilier ».

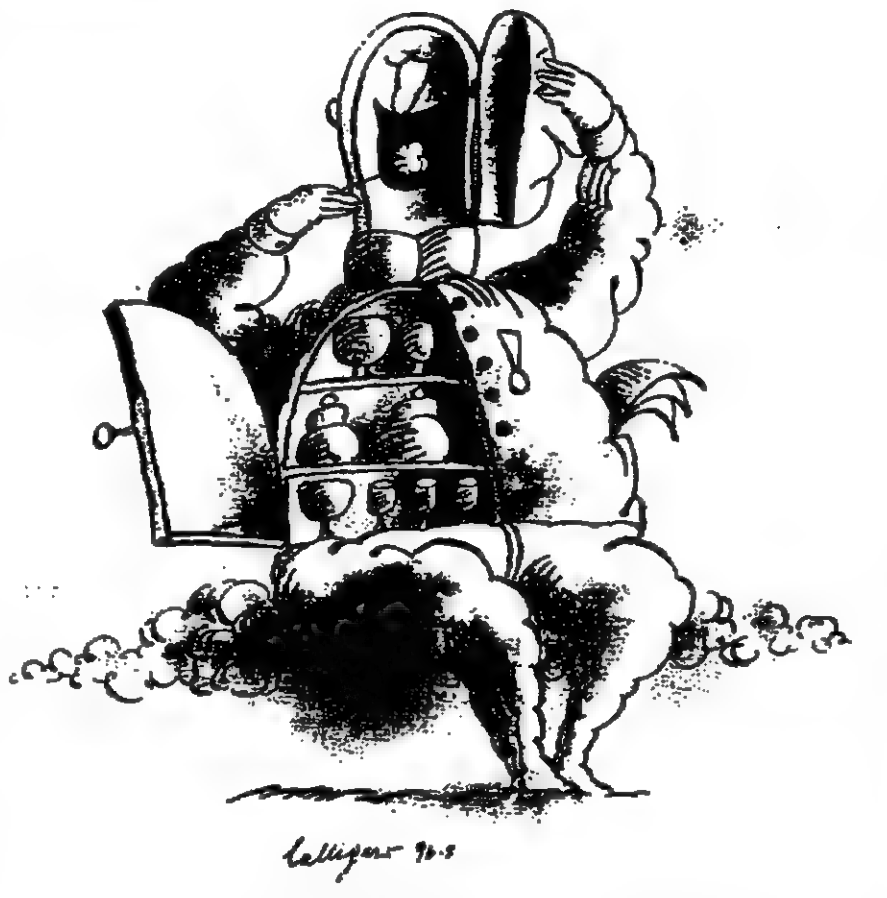
Cependant, en matière de PESC, pourra-t-on se contenter longtemps de petits pas ? Le 1^{er} janvier 1999, dans à peine plus de deux ans, l'Union, ou du moins, pour commencer, une bonne moitié de ses membres, disposera d'une monnaie unique. Ce sera là un changement d'une portée stratégique. Peut-on imaginer qu'il s'accomplisse sans un minimum d'accompagnement politique ? Sans une sorte de légitimation politique ? A cette question, ministères et diplomates répondent volontiers qu'« il faudra du temps, une génération peut-être, pour aboutir à une vraie politique étrangère commune ». Ils plaident pour le réalisme : améliorer les instruments sans doute, mais sans aller trop vite, si l'on veut que la réforme soit utile.

L'Europe, à ce stade d'intégration économique, ne pourra pas se contenter d'être patiente. Il est au moins un domaine, celui de la gestion politique des prochains élargissements, où les intérêts sont suffisamment proches pour qu'on puisse imaginer, à condition de s'y préparer, qu'elle conduise avec efficacité une action commune. L'exercice se situerait à plusieurs niveaux : relations, aux différentes étapes du processus, avec la douzaine de pays candidats, mais aussi avec la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, les Républiques balkaniques, sans oublier la Turquie.

Pour le reste, sans que l'Union demeure forcément inactive (notamment en Méditerranée et en Afrique), le projet de stratégie commune pourrait longtemps relever de l'illusion. Aussi faudra-t-il envisager, chaque fois que possible, des « coopérations renforcées », des initiatives mises en œuvre par un groupe de tête, si possible dans le cadre communautaire, s'il le faut en dehors. Ce qui serait insupportable, ce serait que l'Union et ses habitudes pusillanimes deviennent un handicap.

Philippe Lemaître

Prévoyance par Calligaro



Les contradictions de l'Etat face aux préretraites

ARRIÈRE TOUTE ! Le 15 novembre 1995, en présentant à l'Assemblée nationale son plan de réforme de la protection sociale, le premier ministre annonçait « quatre réformes majeures » : l'instauration d'un service universel d'assurance-maladie, la réforme du financement de la protection sociale, la soumission des allocations familiales à l'impôt sur le revenu, et, « au nom de la justice », la progression de l'égalité devant la retraite, en réformant les régimes spéciaux. « Il s'agit de préciser les mesures nécessaires à l'équilibre de ces régimes et, notamment, les modalités d'allongement de trente-sept ans et demi à quarante ans de la durée de cotisation requise pour bénéficier d'une retraite à taux plein », avait-il affirmé. On sait ce qu'il advint de ce dernier point : devant l'ampleur des grèves dans le secteur public, le premier ministre renoua en décembre à aligner la durée de cotisations des fonctionnaires et des agents des services publics sur celles des salariés du secteur privé.

EMBAUCHES COMPENSATOIRES

Depuis, le gouvernement ne s'est pas contenté de geler le dossier. Dans la fonction publique et dans les principales entreprises publiques, les agents se voient de plus en plus souvent proposer de partir en retraite plus tôt que prévu. La RATP fut la première à signer, fin avril, avec tous les syndicats sauf une partie de la CGT, un accord permettant aux agents âgés de cinquante ans et ayant 25 années de service, de travailler à mi-temps payés 70 %. Deux départs à mi-temps devaient donner lieu à une embauche à plein temps. 3000 personnes sont potentiellement concernées.

France Télécom signa à son tour, le 2 juillet, un accord avec Force ouvrière et la CFE-CGC sur le congé de fin de carrière. Tout fonctionnaire ou contractuel de droit public âgé d'au moins 55 ans et ayant 25 années de services effectifs peut cesser ses activités tout en percevant 70 % de son traitement indiciaire brut, d'une partie de la prime de résultat d'exploitation, de l'indemnité de résidence et d'une indemnité de départ pouvant atteindre douze mensualités pour les « plus jeunes ».

Moyennant une légère surcotisation, les droits à pension acquis durant le congé sont identiques à ce qu'ils auraient été si les agents avaient continué à travailler. L'accord, extrêmement ambitieux, a été conclu pour dix ans. 40 000 personnes sont potentiellement concernées. Si France Télécom n'a pas chiffré les embauches compensatoires qui seront effectuées d'ici 2006, la direction indique que les remplacements s'effectueront « quasiment un pour un ». Mais parmi les nouveaux embauchés, il y aura peu de fonctionnaires. Le cas échéant, Michel Bon, président de France Télécom, n'aurait pas signé le 6 septembre un accord avec le directeur général de l'ANPE pour organiser le recrutement de 6 000 jeunes sous contrat de droit privé d'ici fin 1997.

A la SNCF, le dossier est moins avancé mais il est en bonne voie. Alors que les cheminots peuvent partir en retraite dès 55 ans (50 ans pour les roulants) s'ils ont travaillé 25 ans (en moyenne, un cheminot travaille 32 ans), le projet d'accord qui doit être soumis aux syndicats le 3 octobre leur permettrait de bénéficier d'un « congé de disponibilité de fin de carrière » dès 53 ans pour

peu qu'ils aient quinze années de services dans l'entreprise. Durant cette période de deux ans maximum, l'agent recevrait une indemnité égale au niveau de la pension qui serait acquise à 55 ans. Son avancement ne serait même pas affecté par ce congé.

Initialement prévu pour les salariés du siège dont le poste va être supprimé, ce dispositif pourrait concerner l'ensemble des agents de plus de 53 ans, soit potentiellement 5 000 personnes. A la demande des syndicats, la direction a fait quelques concessions sur les embauches compensatoires : 200 jeunes seront recrutés sous contrat d'apprentissage ou de qualification et d'autres pourraient bénéficier d'un contrat d'initiative-emploi ou d'un contrat d'adaptation. Mais les syndicats semblent estimer ces mesures insuffisantes pour signer un tel accord.

REMISES EN QUESTION

A EDF-GDF, la situation n'est pas très différente. Le projet d'« accord de solidarité entre générations » permettrait aux agents ayant travaillé 37,5 ans, dont au moins quinze ans à EDF-GDF, de bénéficier de « la jouissance immédiate de leur pension de retraite » dès 53 ans alors que l'âge de la retraite à EDF-GDF est fixé à 60 ans ou à 55 ans pour ceux qui ont quinze ans de « service actif ». Valable deux ans, l'accord pourrait concerner 6 500 personnes. Mais les syndicats ne se satisfont pas de la proposition de la direction de ne compenser les départs anticipés qu'à hauteur de 75 % minimum. Les négociations sur ce thème et sur la réduction du temps de travail devraient reprendre fin octobre.

Parmi les grandes entreprises pu-

bliques, seule La Poste n'a pas encore ouvert de négociations sur ce thème mais la direction reconnaît y réfléchir.

Ces accords – auxquels on peut ajouter celui de la fonction publique, survenu le 6 juillet, qui permet aux fonctionnaires de partir en retraite dès 58 ans s'ils ont cotisé 37,5 ans – montrent qu'entre l'emploi et l'équilibre à venir des régimes de retraite du secteur public, le gouvernement a désormais choisi le premier. Paradoxalement, l'Etat-employeur s'accorde des facilités au moment même où il se montre moins généreux envers les entreprises. Présentant son projet de budget pour 1997, le ministre du travail vient d'annoncer que les préretraites progressives (PRP) accordées par l'Etat ne seront accordées qu'aux entreprises en restructuration. Jusqu'à présent, des entreprises en parfaite santé bénéficiaient d'aides mais elles devaient s'engager à ce que deux préretraites à mi-temps soit compensées par l'embauche d'un jeune. Ce ne sera bientôt plus possible.

Plus largement, les préretraites, qui faisaient quasiment l'unanimité au début des années 80 et qui continuaient d'être appréciées par les entreprises françaises, sont aujourd'hui remises en question dans la plupart des pays européens qui jugent ce système trop onéreux et incompatible avec l'allongement de l'espérance de vie.

Mais Alain Juppé s'est sans doute rangé à un autre argument : ces départs anticipés constituent le seul moyen d'alléger la masse salariale sans aggraver son impopularité auprès des agents des services publics.

Frédéric Lemaître

DANS LA PRESSE

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Il y a (en Corse) un mélange de banditisme traditionnel et de formes modernes de criminalité organisée. C'est pourquoi les tentatives de Paris de mettre fin à la terreur par le compromis et la négociation ont échoué. Si le gouvernement était prêt, pour la Corse, à relativiser le principe d'une « nation française une et indivisible », la sympathie, par ailleurs très faible, pour les « indépendantistes » disparaîtrait rapidement. Alors la plus grande majorité des Corses pourrait sans état d'âme reconnaître ce qu'ils veulent vraiment : que l'Etat débarrasse enfin l'île du banditisme.

EUROPE 1

En adjoignant à Reims les chefs d'entreprise d'embaucher 300 000 jeunes dans les six prochains mois, Alain Juppé s'en prend à la plus chère des exceptions françaises. Le taux de chômage des moins de vingt-cinq ans est le plus insupportable des maux français (...). Le facteur déclenchant ne peut venir que de la croissance et de l'augmentation du pouvoir d'achat. Si la première accélère progressivement, comme on peut l'espérer (dans des limites néanmoins modestes), les chefs d'entreprise investiront plus. Si le second, stagnant cette année, s'améliorait dès le début de l'année prochaine, il y aurait là un signal fort.

RECTIFICATIF

GARDANNE

Dans notre article sur l'élection législative partielle de Gardanne, c'est par erreur que nous avons indiqué que le Parti écologiste soutiendrait la candidature du maire communiste Roger Mel (Le Monde du 11 octobre). Le Parti écologiste nous prie de préciser qu'il soutient Bernard Kouchner, candidat du Parti radical socialiste et du Parti socialiste.

ÉNERGIE Les cinq syndicats de Framatome (CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC) ont été reçus jeudi 10 octobre dans la soirée au ministère de l'Industrie pour exprimer leurs in-

quiétudes sur le projet de fusion de leur entreprise avec le groupe franco-britannique GEC-Alsthom. ● LE SILENCE des actionnaires à l'origine du projet, Alcatel (44 %) et

CEA-Industrie (36 %), bras séculier de l'Etat, conduit l'intersyndicale à réagir. ● LES DÉLÉGUÉS ont décliné le droit d'alerte lors du comité central d'entreprises réuni le 4 oc-

tobre, espérant par ce biais avoir de plus amples détails. ● A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, François-Michel Gonnnot (UDF, Oise), président de la commission de la production

et des échanges, a confié une mission d'information à Claude Birraux (UDF, Haute-Savoie). Celle-ci, d'une durée d'un mois, commencera le 15 octobre.

La restructuration du nucléaire suspendue à la privatisation de Thomson

Framatome et GEC-Alsthom doivent fusionner. Alcatel, principal actionnaire et candidat au rachat du groupe Thomson attend la décision gouvernementale sur ce dernier dossier pour entamer les négociations en vue de la fusion des deux sociétés.

LES CINQ syndicats de Framatome (CGT, CFDT, CGC, FO, CFTC) ont été reçus jeudi 10 octobre dans la soirée au ministère de l'Industrie pour exprimer leurs inquiétudes concernant la fusion de leur entreprise avec GEC-Alsthom, filiale à 50/50 du français Alcatel et du britannique Gec. « Nous avons l'impression que les jeux sont faits, même si les représentants du ministre nous ont affirmé qu'il s'agissait encore d'un projet et qu'ils demanderaient de nombreuses garanties », estime Jean-François Verrant, délégué CFDT, en évoquant cette réunion d'une heure et demie. Cette rencontre intervient à quelques jours du démarrage officiel des négociations entre les pouvoirs publics, qui détiennent 51 % du capital de Framatome, Alcatel Alsthom, qui en détient 44 %, et Gec.

Il y a plus d'un mois (Le Monde des 1^{er}-2 septembre) que ce rappro-

chement a été annoncé. Il vise à intégrer le fabricant français de chaudières nucléaires au groupe GEC-Alsthom (équipements pour la production d'énergie et le transport). L'idée est de constituer le deuxième groupe mondial de la construction électrique, offrant comme ses grands concurrents Siemens ou ABB une gamme complète de centrales. Sachant que le nucléaire, et donc Framatome, va connaître une dizaine d'années de creux dans son activité.

Ce projet a fait l'objet depuis du silence le plus total depuis son annonce. Tant de la part des principaux actionnaires - Alcatel Alsthom et CEA-Industrie - que de celle de la direction. Écartée de toute information, l'intersyndicale s'est décidée à actionner les pouvoirs publics et le parlement. Outre ses craintes sur la pérennité de l'entreprise et l'emploi, elle

s'inquiète des « véritables objectifs » de l'opération : « Y a-t-il un lien entre la décision d'apporter Framatome à Alcatel Alsthom et GEC et la privatisation de Thomson ? » s'est interrogé le comité central d'entreprise. « S'agit-il de leur apporter la trésorerie de notre entreprise, ou de mettre en œuvre un véritable projet industriel ? ».

DROIT D'ALERTE

Le 4 octobre, lors du dernier comité central d'entreprise, les délégués syndicaux de Framatome ont déclenché le droit d'alerte, une procédure qui permet la nomination d'experts. Simultanément, une pétition a été distribuée dans les différents sites, et plus de la moitié du personnel à ce jour y a répondu. Destinée au Président de l'Assemblée nationale, Philippe Seguin, cette pétition s'inscrit de « la menace de la disparition de l'avance technologique nucléaire française et la difficulté de faire face à des problèmes de sûreté des centrales, après la dilution des équipes compétentes à l'intérieur d'un groupe dont ce n'est pas la vocation ». Soutenu de « la mise en minorité des actionnaires publics CEA-1 et EDF, nous vous demandons de prendre toute initiative afin qu'un débat s'instaure sur la politique énergétique en France ».

Ce dossier suscite également des interrogations chez les parlementaires. François-Michel Gonnnot, député UDF de l'Oise, président de la commission de la production et des échanges à l'Assemblée, a décidé de créer une mission d'information. « On ne



peut pas envisager la privatisation de Framatome avec des capitaux étrangers dans le groupe sans que le gouvernement et le parlement aient un certain nombre de garanties », explique ce député. Contrairement au Parti communiste, qui souhaite un débat public, ou aux socialistes qui souhaitent des auditions, M. Gonnnot préfère la mission d'information. « Elle permet d'aller plus au fond des dossiers ». Claude Birraux, député UDF de Haute Savoie, sera chargé de cette étude qui débutera le 15 octobre. Bon connaisseur de ce secteur, il a été nommé, en 1993, au Comité de direction de l'Institut de protec-

tion et de sûreté nucléaire (IPSN). « Il devra aller assez vite, et rendre son étude au plus tard mi-novembre ». Le 8 octobre, le ministre de l'Industrie Franck Borotra a été entendu par la Commission de la production et des échanges. Il a défini les quatre conditions nécessaires pour donner son accord au rapprochement : « maintenir la maîtrise française sur la filière nucléaire, respecter les engagements pris avec Siemens sur le réacteur du futur, préserver la structure et les choix de stratégie industrielle de Framatome, assurer le maintien des réserves de l'entreprise ». Ces

quatre points seront garantis par le maintien d'une forte présence d'actionnaires publics dans le futur capital de GEC-Alsthom-Framatome. Après le choix de l'Union des Banques Suisses (UBS) comme banque conseil des actionnaires publiques (EDF, CEA, Consortium de réalisation) en début de semaine, les véritables négociations devraient maintenant pouvoir débuter. « Jusqu'à présent, il n'y a eu que des prises de contact informelles. Les véritables discussions ne pourront vraiment débuter que lorsque le choix sur Thomson sera tranché », explique un des proches du dossier.

ADHÉSION DE L'ÉLYSÉE

Ce calendrier donne des arguments à ceux qui voient un lien entre les deux affaires, toujours démenté par la direction d'Alcatel Alsthom. Ils sont confortés par le choix du négociateur, Philippe Rouvillots. Patron de CEA Industrie, et principal actionnaire public de Framatome, ce camarade de promotion du président de la République à l'ENA a été l'un des ardens défenseurs du projet de fusion de Framatome.

Par une note du 5 juillet intitulée « Éventualité d'une fusion GEC-Alsthom-Framatome à l'occasion de la privatisation de Thomson », il a emporté l'adhésion de l'Élysée à ce projet. « M. Rouvillots ne travaille plus sur la base de cette lettre » se sont empressés de préciser aux syndicalistes les représentants du ministre de l'Industrie.

Domitille Galliot

Un actionariat en partie commun

● Framatome : le groupe emploie 19 000 salariés et réalise 17,9 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 67 % dans le nucléaire, 24,5 % dans la connectique et 8,5 % dans les équipements industriels. Son bénéfice était de 663 millions de francs en 1995. L'actionariat est réparti majoritairement dans le secteur public : 36 % pour CEA Industrie (filiale du CEA), 15 % pour EDF, 5 % pour le Consortium de réalisation (structure chargée de vendre les actifs du Crédit lyonnais).

Le personnel détient 5 % des parts. Le reste (44 %) est détenu par Alcatel, seul partenaire privé. ● GEC-Alsthom : le groupe franco-britannique emploie 73 683 salariés et réalise 59,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 43,5 % dans la production d'énergie et le reste dans la construction navale et ferroviaire. Son bénéfice pour l'exercice 1995/1996 (clos le 31 mars) est de 2 milliards de francs. L'actionariat se répartit à parts égales entre le français Alcatel et le britannique GEC.

JVC fermera fin janvier son usine de Lorraine

MANCY

de notre correspondante

Jeudi 10 octobre, Jean Bessis, administrateur général de JVC France, a annoncé que l'usine de Villers-la-Montagne (Meurthe-et-Moselle) cesserait de fonctionner à partir de la fin du mois de janvier 1997. La production sera transférée en Espagne, en raison du moindre coût de la main-d'œuvre locale, inférieur de 30 % à celui de la main-d'œuvre française. Mais aussi, ajoutent les syndicats, « parce que JVC touchera pour son installation une prime européenne de 2,5 millions de francs ». Un plan social sera présenté dans le courant du mois, a précisé Jean Bessis.

Construite fin 1988 dans le bassin de Villers-la-Montagne, l'usine de Villers-la-Montagne fabrique actuellement des chaînes hi-fi haut de gamme. JVC avait déjà mis en place un premier plan social, à la fin de 1995, réduisant le nombre des salariés

de l'établissement de 300 à 243. L'industriel japonais avait alors transféré la fabrication de chaînes bas de gamme, soit 40 % de la production, en Espagne, où le groupe possédait déjà une usine de téléviseurs. Depuis, la direction avait mis le personnel au chômage technique en raison de la conjoncture.

« CHASSEUR DE PRIMES »

A l'annonce de la fermeture prochaine de l'usine, quelque 300 personnes, salariés et élus locaux notamment, ont manifesté leur réprobation. Le conseiller général communiste de Villers-la-Montagne, Alain Casoni, a rappelé que JVC avait bénéficié en 1988 de subventions, d'une mise à disposition du bâtiment, et de primes à l'embauche. L'affaire vire alors les élus du Pays haut ou, hier, certains estimaient que JVC se conduisait « comme un chasseur de primes ».

L'administrateur, qui fait des navettes entre la

France et le Japon, a tenté jeudi de convaincre le personnel qu'il s'attacherait à mettre sur pied, avec l'intersyndicale, « un plan social digne de ce nom et à préparer avec JVC et les pouvoirs publics l'arrivée d'un repreneur fiable ». Lors d'une conférence de presse le même jour, le président du conseil régional de Lorraine, Gérard Longuet, s'est élevé contre les plans de délocalisation. Reconnaissant que le coût de la main-d'œuvre est moins élevé en Grande-Bretagne, il a estimé toutefois que les sociétés qui s'y installent pour ce motif commettent une erreur. Car, selon lui, cette situation ne va pas durer... en raison de « l'arrivée prochaine des travailleurs du pouvoir en Grande-Bretagne », qui selon lui fera « augmenter le coût de la main-d'œuvre ».

Monique Raux

Lire aussi notre éditorial page 15

Bouygues s'allie à la STET pour concurrencer France Télécom

FIN 1995, France Télécom s'était allié à Olivetti avec l'ambition de devenir, à partir de 1998, l'alternative à Telecom Italia sur le marché italien des services téléphoniques. Aujourd'hui c'est la STET, maison mère de l'exploitant italien, qui prend ses marques en France en apportant son appui à Bouygues, détenteur de devenir un opérateur généraliste, concurrent direct de France Télécom.

Les deux groupes vont créer une société commune, a annoncé, le 10 octobre, Bouygues, qui en détient 51 %, contre 49 % pour le groupe transalpin. L'une des premières actions du tandem va être, en association avec l'allemand Veba, de postuler à l'appel d'offres lancé par la SNCF, qui cherche un partenaire pour exploiter son réseau de télécommunications.

Bouygues a-t-il les moyens de jouer ce rôle de généraliste du téléphone, capable d'offrir une « gamme étendue de services destinés aussi bien aux entreprises qu'aux particuliers » ? L'appui de la STET va se traduire par un apport d'argent frais pour le groupe de BT, qui s'est déjà engagé à investir 13 milliards de francs d'ici à l'an 2000 dans le téléphone mobile en France. La STET va prendre, à la faveur d'une augmentation de capital réservée en 1996 et 1997, 19,6 % de Bouygues Telecom (BDT), holding qui détient 51 % de Bouygues Telecom, la filiale mise en place pour développer la téléphonie mobile. L'apport de la STET sera de 1,71 milliard de francs.

Le pari de Bouygues se révèle d'autant plus difficile que le cœur de ses activités, le BDT, est en crise. Après avoir enregistré 2,9 milliards de francs de déficit en 1995, suite à d'importantes provisions sur l'immobilier, Bouygues a accusé une perte de 146 millions au premier semestre 1996. Une partie de cette chute est liée à l'activité saisonnière des filiales routières et devrait être compensée d'ici à la fin de l'exercice. Mais une autre s'explique par l'effondrement de l'activité bâti-

ment en France, qui s'annonce durable. Les seules sociétés capables d'assurer un bénéfice récurrent sont la Saur (services aux collectivités) et TFI. Mais elles ne peuvent offrir à Bouygues les moyens de financer le développement du téléphone. Pour retrouver une marge de manœuvre, le groupe multiplie les désengagements : 3 milliards de francs de cessions d'actifs doivent intervenir d'ici à fin juin 1997, certaines opérations ayant déjà été effectuées (vente de la société américaine HDR à ses cadres, rachat de Scrag par Colas), d'autres étant programmées (mise en Bourse de 40 % de Bouygues Offshore, vente des Grands Moulins de Paris).

INVESTISSEMENTS LOURDS

L'autre question qui se pose est de savoir s'il y a place en France pour trois opérateurs téléphoniques généralistes. Car Bouygues n'est pas le seul prétendant au rôle de grand concurrent de France Télécom : la Générale des eaux, allié au britannique BT et à l'allemand Mannesmann, affiche la même ambition. Sur le strict plan du marché et du consommateur, tous les experts considèrent que l'existence de trois acteurs est plus bénéfique que celle d'un duopole.

Cependant, les investissements nécessaires pour assurer la mise en place d'une offre la plus large possible seront lourds. « C'est pourquoi, en première lecture, on est tenté d'opter pour le chiffre de deux généralistes », souligne-t-on chez ATT. Les dirigeants européens du groupe allemand, qui indiquent être à la recherche d'un partenaire en France, estiment cependant que rien n'est acquis. Ils chient notamment le réservoir de croissance existant dans l'Hexagone, dans la mesure où « les Français consomment peu de téléphone ». Ils évoquent aussi le possible développement de techniques d'accès aux abonnés, via les satellites ou via le réseau Internet, qui pourrait modifier la donne.

Philippe Le Cour et Martine Orange

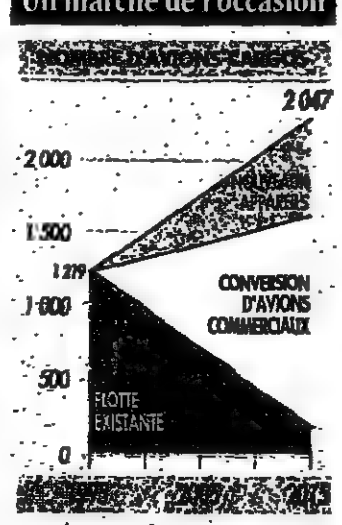
Boeing prévoit un doublement du nombre d'avions-cargos en vingt ans

LE CONSTRUCTEUR aéronautique américain Boeing estime, dans ses prévisions de marché dévolées jeudi 10 octobre, que la flotte mondiale des avions-cargos devrait doubler au cours des vingt prochaines années : elle passerait de 1 219 à 2 261 appareils à l'horizon 2015. Compte tenu du millier d'avions qui seront « mis à la retraite » pendant la même période, plus de 2 000 avions-cargos supplémentaires seront nécessaires pour faire face à l'expansion du trafic, ce qui représente un marché de 65 milliards de dollars (environ 325 milliards de francs).

Ce marché restera largement dominé par le matériel d'occasion, puisque plus des deux tiers de ces 2 000 avions proviendront de la conversion d'appareils de transport de passagers, arrivés en fin de vie, en avions-cargos. Le marché du neuf (soit 600 avions) restera donc une « niche » pour les constructeurs qui tablent sur un marché aéronautique total de plus de 15 000 appareils et un chiffre d'affaires de 5 500 milliards de francs sur vingt ans (Le Monde du 8 mars 1996).

Bruce Dennis, vice-président de la branche aéronautique commerciale de Boeing, explique au Monde : « Le transport express in-

Un marché de l'occasion



Plus des deux tiers de la flotte d'avions-cargos en 2015 seront constitués d'anciens avions commerciaux reconvertis pour le fret.

ternational devrait modifier considérablement la physionomie du marché du fret au cours des vingt prochaines années. » Il pronostique « la diffusion au reste du

monde du modèle américain, où le transport express représente 60 % du marché ».

Selon lui, le transport express représentera 40 % du marché mondial d'ici à l'an 2015 contre 5 % aujourd'hui. Boeing estime que les deux principales compagnies américaines dans ce domaine, Federal Express et UPS, sont les mieux placées pour tirer parti de cette évolution.

LE FRET DES NUANCES

Boeing reconnaît que les préoccupations en matière de bruit et de pollution pourraient freiner le développement de ce marché dans certaines zones. L'exemple de l'opposition à l'implantation de DHL à Strasbourg en est l'illustration. « Boeing espère que l'Union européenne sera capable d'uniformiser les règles sur l'ensemble du territoire européen pour que la stratégie des transporteurs ne soit pas contrariée par des règles régionales ou locales », explique Bruce Dennis.

Dans vingt ans, le fret continuera à être majoritairement transporté dans les soutes des avions de transport de passagers (à 54 % contre 59 % aujourd'hui). Selon Boeing, l'activité fret représente en moyenne 16 % du chiffre d'affaires des compagnies aériennes.

faites des compagnies aériennes, mais elle apporte souvent une contribution substantielle (jusqu'à 25 % ou 30 %) à leurs bénéfices.

La demande se concentrera sur les très gros avions-cargos, qui représenteront 38 % de la flotte en 2015 et 76 % de la capacité de transport. Le marché asiatique bénéficiera de la plus forte croissance, avec un rythme annuel de 9 %. Le trafic à destination et en provenance de l'Asie concentrera 53 % du marché mondial en 2015, contre 42 % aujourd'hui. Boeing compte, bien évidemment, se tailler la part du lion sur ces marchés en forte croissance. Fort de son monopole sur le segment des gros porteurs, avec le Boeing 747, il détient aujourd'hui 70 % du marché (45 % pour le seul 747) avec 221 appareils commandés depuis l'avènement de « l'ère du jet », contre 27 pour McDonnell Douglas et 2 % pour l'européen Airbus. Le constructeur aéronautique américain reconnaît que la conversion en avions cargo d'Airbus A 300 et A 310 en fin de vie pourrait faire progresser la part du consortium européen.

Christophe Jakubyszyn

مكاتب التحرير

Le « Bill Gates japonais » continue d'investir aux Etats-Unis

Fondateur de Softbank, Masayoshi Son incarne le nouveau capitalisme nippon

Softbank, le premier distributeur de logiciels au Japon, continue de se développer dans l'informatique et le multimédia. Il prend une participa-

tion dans Asymetrix, une société américaine de logiciels sur Internet. Cet été, le groupe avait investi 7,5 milliards de francs pour prendre le

contrôle de Kingston Technology. Masayoshi Son est l'un des rares entrepreneurs nippons à avoir connu un parcours aussi fulgurant.

TOKYO

correspondance
Surnommé le « Bill Gates japonais », Masayoshi Son poursuit son avancée dans l'informatique et le multimédia. Fondateur de Softbank - un distributeur de logiciels, qui affiche 12,5 milliards de francs de chiffre d'affaires et 1,1 milliard de profits -, il vient de prendre une participation minoritaire dans la société américaine Asymetrix. Créée en 1985 par Paul Allen, le cofondateur de Microsoft, Asymetrix développe des logiciels sur Internet.

L'été dernier, Masayoshi Son avait procédé à une acquisition bien plus importante aux Etats-Unis, en rachetant 80 % de Kingston Technology Corporation, un des premiers fournisseurs mondiaux de cartes d'extension mémoire. Softbank a déboursé 7,5 milliards de francs pour cette acquisition, la deuxième par ordre d'importance après celle de l'éditeur de presse informatique Ziff Davis en 1995, qui lui avait coûté 10,5 milliards de francs.

Leader de la distribution de logiciels au Japon, Softbank a multiplié ces deux dernières années les prises de participation dans les domaines liés aux technologies de l'information et du numérique. Essentiellement aux Etats-Unis, où Softbank avait déjà investi plus de 3 milliards de dollars (15 milliards de francs) avant de jeter son dévolu sur Kingston.

Numéro un mondial des Salons informatiques, suite au rachat de la division expositions de Ziff-Davis et de Comdex, Softbank devient en 1995 le premier éditeur

mondial de presse informatique. De plus, selon l'hédomadaire BusinessWeek, la société a investi outre-Pacifique quelque 200 millions de dollars (1 milliard de francs) dans une trentaine de nouvelles sociétés de service du cyberspace, telles Yahoo! et US Web. Softbank Interactive, filiale de Softbank qui fournit de la publicité sur le Web, détient 40 % du marché américain. Cyber Communications, établie avec Dentsu, le géant de la publicité au Japon, est l'équivalent pour l'Asie de Softbank Interactive.

UNE CROISSANCE SPECTACULAIRE

Autre diversification, Masayoshi Son a déclenché en juin dernier un séisme dans le paysage audiovisuel nippon, en annonçant son alliance avec Rupert Murdoch pour prendre 21,4 % de TV Asahi, une grosse chaîne nationale privée. Du jamais vu dans un pays où l'imprimé est habituellement banni. Avec l'opérateur de téléphone NTT, Softbank est en train de créer Mediabank, un réseau de films et de logiciels à la demande.

Masayoshi Son a aussi des visées en Chine : en décembre, Softbank était retenu, avec l'américain Unitech Telecom, dont il a racheté 30 %, pour fournir à la Chine un service Internet en coopération avec une structure étatique chinoise, Ji Tong Communications.

L'émergence d'un acteur japonais incontournable dans un secteur dominé par les Américains peut étonner. Mais le Japon, parti avec retard dans la course à l'informatisation, connaît depuis 1994 une croissance spectaculaire de la

micro-informatique (+70 % en 1995) et les Japonais se passionnent en masse pour Internet. Que Masayoshi Son ait créé Softbank entièrement seul et ne dépende d'aucun des grands groupes connus est dans ce sens révélateur. Certains voient en lui le représentant de cette nouvelle génération d'entrepreneurs tant attendue, comparable à celle qui après la guerre avait vu émerger un Akio Morita, cofondateur de Sony avec Norio Ohga, seuls capables de redonner de la flexibilité à la machine économique japonaise.

A ceux qui critiquent son expansion tous azimuts, Son démontre les multiples synergies que procurent ses positionnements stratégiques. A trente-neuf ans, ce japonais d'origine coréenne bouleverse les schémas traditionnels de gestion et se targue, dans un pays soumis à de multiples conventions, de n'obéir qu'à sa propre loi. Son ascension fulgurante à l'américaine (il « pèse » près de 25 milliards de francs, la valeur des 56 % qu'il détient dans Softbank) en fait un cas à part dans ce Japon de la récession où les magnats de l'immobilier croulent sous les dettes.

Masayoshi Son représente l'antithèse d'un capitalisme nippon fondé sur les grands groupes, les réseaux d'entente, la hiérarchie et le consensus : contrairement à de nombreuses sociétés nipponnes, Softbank a davantage financé son expansion grâce au marché financier que par des prêts bancaires. Softbank est cotée sur le marché OTC (over the counter), l'équivalent du hors-cote.

La rapidité avec laquelle Masayoshi Son prend des décisions d'investissement surpasse même les Américains. Originaire du Kyushu, Masayoshi Son part, adolescent, séjourner aux Etats-Unis chez des amis de la famille. Il fait un premier « coup » en vendant pour 1 million de dollars un traducteur électronique au japonais Sharp, puis importe aux Etats-Unis des jeux d'arcade japonais. Diplômé de Berkeley, il revient au Japon et fonde Softbank en 1981. Il y trouve des banquiers très peu disposés à aider un entrepreneur individuel avec un nom coréen. A la fin des années 80, il est numéro un de la distribution de logiciels au Japon, avec 40 % du marché.

Masayoshi Son jette les bases d'un empire, mais d'aucuns font remarquer combien l'ensemble est fragile : le secteur est volatil et Son parie gros. La frénésie d'acquisitions de Softbank repose en grande partie sur des pronostics de forte croissance. Or certains analystes estiment que ses trophées de chasse ont coûté trop cher à Son, que la cotation de Softbank est surevaluée, que sa dette, qui s'élève à plus de 3 milliards de dollars (15 milliards de francs) depuis le rachat de Kingston, est trop importante.

Masayoshi Son n'a cure de ces critiques. De la télévision par satellite aux Salons d'informatique virtuels, il a l'ambition de jouer un rôle global dans ce qu'il appelle « l'infrastructure des technologies de l'information et du numérique ». Et cela, de la Chine aux Etats-Unis.

Brice Fekroletti

Ultimatum d'IG Metall sur les indemnités maladie

LE SYNDICAT IG METALL a donné jeudi 10 octobre, à Francfort, deux semaines au patronat de la métallurgie pour présenter une « solution envisageable » au conflit qui les oppose sur le paiement intégral des indemnités maladie. Cet ultimatum, qui échoue à la veille d'une journée d'action syndicale en Allemagne, a été lancé à l'issue d'un premier round de négociations infructueux entre les partenaires sociaux. IG Metall fait de cette affaire une question de principe. Le patronat souhaite en discuter dans le cadre d'une négociation globale sur la politique salariale, demandant notamment d'inclure dans le futur accord une clause qui permettrait aux entreprises de supprimer certaines prestations salariales « pour préserver l'emploi ». (APR)

DEPÊCHES

■ FORD : Alex Trotman, président du groupe automobile américain, a annoncé, jeudi 10 octobre, une réorganisation de son activité automobile, comprenant la création d'une division pour les composants automobiles. Ford, par ailleurs, a refondu son état-major.

■ OLIVETTI : le groupe italien a annoncé, le 10 octobre, qu'il demandera à ses actionnaires de procéder à une recapitalisation fin 1997 si son plan de restructuration porte ses fruits. Olivetti a également déclaré avoir trouvé un repreneur pour son activité micro-informatique, sans préciser l'identité de celui-ci.

■ HAVAS : le groupe publicitaire français, associé à la société belge LBO qui fait figure de favorite dans la reprise de la Société française de production (SFP), a annoncé, le 10 octobre, un résultat net par du groupe de 413 millions de francs (+1,7 %), pour un chiffre d'affaires de 23,7 milliards, en hausse de 8,6 %. Le groupe, qui affiche de bonnes performances dans la publicité et le tourisme, juge morose la situation de l'édition.

■ TIME WARNER : l'assemblée générale des actionnaires du premier groupe mondial de communication a approuvé à 98 % la fusion avec la société Turner Broadcasting System (TBS) de Ted Turner, jeudi 10 octobre, à New York. Présent dans la télévision, le cinéma, la presse, l'édition musicale et les sports, Time Warner dépasse 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires (environ 102 milliards de francs) mais est endetté à hauteur de 17,5 milliards.

■ METRO GOLDWYN MAYER : la vente du studio de cinéma Metro Goldwyn Mayer-United Artists (MGM-UA) est devenue définitive jeudi 10 octobre, à Los Angeles. La MGM-UA, mise en vente par le Consortium de réalisation (CDR), avait été rachetée le 16 juillet, pour 1,3 milliard de dollars - environ 6 milliards de francs -, par un groupe composé de l'actuel président de la MGM, Frank Mancuso, de Trachda (société d'investissement de Kirk Kerkorian) et du réseau télévisé australien Seven Networks (Le Monde du 18 juillet).

■ AIR AFRIQUE : le conseil d'administration de la compagnie aérienne a approuvé, jeudi 10 octobre, les comptes de la société pour 1995, qui laissent apparaître un déficit de près de 16 milliards de francs CFA (160 millions de francs français). Les dettes à long et moyen terme s'élevaient, fin 1995, à 199 milliards de francs CFA, soit quatre fois les fonds propres de la compagnie, estimés à 50 milliards de francs CFA.

■ GÉNÉRALE DE BELGIQUE : le conglomérat belge, filiale de Suez, a annoncé jeudi 10 octobre, la vente de sa participation dans Elf (2,8 millions d'actions) pour 7 milliards de francs belges (1,12 milliard de francs).

■ EIFFAGE : le conseil d'administration du groupe de STP a décidé, jeudi 10 octobre, de procéder à une émission de 1 milliard de francs d'obligations convertibles. Paribas, Total et les salariés, actionnaires dans le cadre d'un RES, participeront à l'opération pour 750 millions de francs. La Générale des eaux, actionnaire à hauteur de 32,7 %, a l'intention de souscrire pour 100 millions de francs.

■ GENERAL MOTORS : les six usines canadiennes, employant vingt-huit mille personnes, du constructeur américain sont en grève. Le mouvement, qui a commencé la semaine dernière, fait suite à la volonté de General Motors d'augmenter la sous-traitance dans ses usines et de supprimer des emplois.

■ BANQUES AFB : les négociations sur la réduction du temps de travail, qui ont commencé le 10 octobre, n'ont pas permis d'avancer significativement. Les syndicats jugent inadmissibles les propositions du patronat. Celui-ci a en effet confirmé son refus de toute réduction généralisée du temps de travail.

■ LAITIÈRE DE ROUBAIX : le plan social réservé aux salariés licenciés du groupe textile a déjà permis de ramener leur nombre de 314 à 288, grâce à 26 reclassements, ont annoncé les représentants de l'Etat à l'intersyndicale, jeudi 10 octobre. Une gamme de congés de conversion, permettant notamment la prise en charge des salariés de plus de cinquante-cinq ans jusqu'à leur départ en retraite, est aussi prévue. La veille, le personnel de la Laitière s'est affronté avec les forces de l'ordre lors d'une manifestation.

Danone veut profiter de la croissance du marché de la bière en Chine

DANONE, deuxième brasseur européen derrière le néerlandais Heineken, devient numéro quatre de la bière en Chine. Le groupe, qui possède les brasseries Kronenbourg, a pris une participation de 60 % dans le groupe Wuhan Dongxihu Beer, cinquième brasseur chinois, situé à Wuhan, dans le centre de la Chine. En janvier, Danone avait créé une société commune avec Haomen, dixième producteur de bière local, implanté dans la région de Pékin.

Alors que la consommation stagne en Europe, Danone compte profiter de l'expansion du marché chinois, le deuxième au monde derrière les Etats-Unis. « Avec une progression annuelle de 8 à 10 %, le marché chinois augmente chaque année de l'équivalent du marché français », explique Maurice de Kervenoael, directeur général de la branche bière de Danone. Le marché chinois, qui est de 160 millions d'hectolitres, reste très éclaté. Dongxihu n'a qu'une production de 2,9 millions d'hectolitres. Kronenbourg utilisera son savoir-faire pour améliorer la pro-

ductivité de sa brasserie chinoise. Cet enjeu est essentiel, la bière consommant beaucoup de capitaux : pour réaliser un franc de chiffre d'affaires, il est nécessaire de faire 1,10 franc d'investissement. « Nos partenaires chinois mettent quatre fois plus de temps que nous à fabriquer la bière », indique M. de Kervenoael. Danone apportera son savoir-faire marketing et publicitaire et mettra en place un réseau efficace de distribution. « Les Chinois réalisent une partie de leurs achats en Australie. Nous allons les aider à cultiver localement des orges brassicoles », ajoute M. de Kervenoael.

Le groupe ne peut pas jouer sur les effets de taille : le marché de la bière reste local. Il n'existe pas de « Coca-Cola » de la bière et Danone vendra sa bière sous marque chinoise. Historiquement, la bière est l'un des rares biens de consommation, sinon le seul, à avoir toujours été produit partout dans le monde. Les goûts locaux font que ce marché reste très atomisé. L'Allemagne, qui compte encore 1 200 brasseries, est imperméable aux bières étrangères. Les géants améri-

calois Anheuser Busch et Miller, tout comme le japonais Kirin, desservent avant tout leur marché national.

UN PRODUIT PONDÉREUX

Le danois Carlsberg, qui cherche à développer une marque mondiale, effectue encore la moitié de ses ventes dans son pays, tandis que Heineken, qui a la même stratégie, réalise les trois quarts de ses ventes en Europe.

Un autre facteur accentue l'atomisation du marché : la bière est un produit pondéreux, difficilement transportable au-delà de 500 kilomètres. Même si les petites brasseries se regroupent - La Lorraine, qui a compté près de 100 brasseries, n'en a plus qu'une -, il faut produire localement. Heineken ou Carlsberg vendent leurs bières en l'exportant partout dans le monde, mais très cher. Même si ces brasseries essaient de plus en plus de produire localement sous licence, ils ne visent pas le marché de masse. « Hormis l'Amérique du Nord et la Grande-Bretagne, Heineken est petit partout », explique M. de

Kervenoael. La bière est dévouée de capitaux et les acquisitions coûtent cher. Les brasseries, dont l'activité dégage beaucoup de liquidités, n'ont intérêt à faire des acquisitions que pour profiter de la croissance d'un marché, en Asie ou en Amérique latine.

En revanche, cette stratégie n'est pas financièrement judicieuse dans les marchés à maturité, où les brasseries sont restructurées et les gains escomptés faibles. Ce qui explique la relative stabilité des positions en Europe.

Arnaud Leparmentier

Pour Bruxelles, « le Crédit lyonnais n'a pas joué le jeu »

LE COMMISSAIRE européen à la concurrence, Karel Van Miert, juge « indispensable » qu'un nouveau plan de restructuration du Crédit lyonnais s'accompagne « au-delà des cessions d'actifs exécutées hors de France... d'efforts extrêmement considérables et similaires en France même ». Dans un entretien publié vendredi 10 octobre par Les Echos, il juge « clair que de nouvelles contreparties réelles et suffisantes devront accompagner le nouveau plan de restructuration » que le Crédit lyonnais doit élaborer d'ici à la fin de l'année.

Ces contreparties « devront être proportionnelles au montant des nouvelles aides. En outre, des engagements de l'accord de juillet 1995 [concernant le deuxième plan de sauvetage] n'ont pas été tenus », estime M. Van Miert. Le commissaire fait part de son « sentiment de déception et aussi de réprobation, car le Crédit lyonnais, lui, n'a

pas joué le jeu. En se prêtant à certaines pratiques que nous étions convenus de bannir, comme l'opération de la SDBO ». La SDBO (Société de banque occidentale), filiale du Crédit lyonnais et banque de Bernard Tapie, a été placée dans le Consortium de réalisation, puis sa partie saine rachetée par le Crédit lyonnais pour 50 millions de francs au début de l'année.

Le commissaire européen indique, par ailleurs, que l'aide d'urgence de 3,9 milliards de francs de l'Etat français, approuvée par Bruxelles fin septembre, ne signifie pas que la commission « va tirer un trait sur le passé ». « Si maintenant on prétend que pour privatiser il faut que nous acceptions n'importe quelle aide ou n'importe quelle recapitalisation que l'Etat prendrait à sa charge, c'est trop facile », poursuit-il. Sur les négociations avec l'Etat français et la banque, M. Van Miert estime

que « notre crédibilité [celle de la Commission] est en jeu ».

Karel Van Miert entend par ailleurs obtenir des explications sur le plan textile adopté par le gouvernement, soulignant que les politiques sectorielles justifiées « pour des raisons budgétaires » demandent examen. « Il existe toujours une forte présomption d'aides d'Etat », souligne-t-il. Il estime aussi « probable » que la commission se saisisse du dossier de la privatisation de Thomson.

Sur la libéralisation des services postaux, le commissaire européen regrette l'opposition de la France sur ce dossier. En l'absence de directive claire, les plaintes, selon lui, risquent de se multiplier. « Vouloir gérer la situation n'est pas une bonne politique pour rélever les défis de l'avenir. Pour le reste, la commission a démontré une grande compréhension pour la situation propre à la France. »



Dans le cadre d'une croissance externe longuement élaborée, la Chaîne thermale du Soleil, groupe familial privé, leader mondial du thermalisme, acquiert Promothermes, 5ème groupe du thermalisme français.

Le groupe Promothermes, qui accueille 25 000 curistes par an au sein de ses 6 stations - Bourbon-l'Archambault (03), Châteauneuf-les-Bains (63), Cransac (12), Le Mont-Dore (63), Préchac-les-Bains (40), Saint-Honoré-les-Bains (58) - et réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 45 millions de francs, vient d'être acquis par la Chaîne Thermale du Soleil (1).

Cette intégration renforce la position de la Chaîne Thermale du Soleil qui compte maintenant, en France, 22 sites thermaux, dont 20 opérationnels. Leur répartition harmonieuse sur l'ensemble du territoire français favorise ainsi une fréquentation de proximité en voie de développement.

La Chaîne Thermale du Soleil, c'est désormais :
- plus de 20% de parts de marché du thermalisme français générant plus de 2 500 000 journées de cure par an ;
- plus de 200 000 curistes et accompagnants générant plus de 4 millions de nuitées ;
- un chiffre d'affaires global de plus de 550 millions de francs ;
- 1 500 salariés ;
- des activités qui génèrent plus de 2,5 milliards de chiffre d'affaires divers et plus de 15 000 emplois directs, indirects et induits, permanents et saisonniers ;
- plus de 2 000 hectares de réserves foncières pour la protection de l'environnement et une expansion adaptée ;
- des équipes professionnelles, médicales, scientifiques et techniques uniques dans ce créneau économique.

L'intégration de ces six nouvelles stations dans la politique de qualité reconnue aujourd'hui à la Chaîne Thermale du Soleil devrait leur assurer, dans le cadre d'une harmonisation bénéfique, le meilleur devenir.

Une pérennité familiale fondée sur 3 générations qui assurent en toute harmonie le quotidien du groupe de la Chaîne Thermale du Soleil en préparant l'avenir et permettra à son Président-Fondateur, Monsieur Adrien BARTHELEMY, de fêter en toute sérénité, en 1997, le 50ème anniversaire de la création de son groupe.

(1) Le groupe de la Chaîne Thermale du Soleil, outre les six nouvelles stations qui viennent d'être citées, comprend Anlet-les-Bains (68), Bains-les-Bains (68), Barbours-les-Thermes (32), Le Buisson (68), Combe-les-Bains (64), Challes-les-Eaux (73), Eugénie-les-Bains (40), Grotoux-les-Bains (04), Jonzac (17), Lamoignon-les-Bains (34), Moutet-les-Bains (68), La Preste-les-Bains (68), Saint-Christau (64) et Saint-Laurent-les-Bains (07).

Les stations de la Chaîne Thermale du Soleil adhèrent au Syndicat Autonome du Thermalisme Français.

(*) Monsieur Adrien BARTHELEMY est également Président de l'Organisation Mondiale du Thermalisme (OMTH).

Chaîne Thermale du Soleil
32, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : 16 (11) 44.71.37.00 - Télécopie : 16 (11) 44.71.37.38

■ APRÈS DEUX SÉANCES DE BAISSSE et un jour de chômage, la Bourse de Tokyo a terminé en hausse vendredi 11 octobre. L'indice Nikkei a gagné 97,33 points à 20 968,16 points.

■ L'OR a ouvert en hausse vendredi 11 octobre à Hongkong. L'once de métal précieux s'échangeait à 382,10-382,40 dollars contre 381,50-381,80 dollars la veille en clôture.

■ LE DOLLAR s'échangeait à 111,29 yens vendredi en fin de journée à Tokyo, en hausse sur la valeur affichée jeudi en clôture sur le marché nippon (111,00 yens).

■ LES COURS DU PÉTROLE BRUT ont terminé en fort recul jeudi sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de brut de référence aux États-Unis a chuté de 81 cents à 24,26 dollars.

■ LES RÉSERVES DE CHANGES de la Banque de France ont diminué de 10 millions de francs dans la semaine du 26 septembre au 3 octobre à 121,74 milliards de francs, selon le Crédit lyonnais.

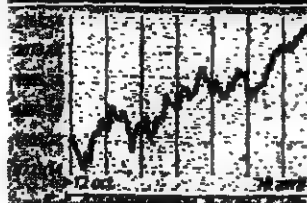
LES PLACES BOURSIÈRES

Reprise à la Bourse de Paris

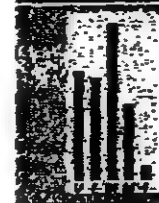
LA BOURSE DE PARIS, qui avait ouvert vendredi sur une note négative, s'est reprise au fil des échanges, profitant de la bonne tenue du dollar et du Matif. Selon les intervenants, cette légère hausse reflétait la prudence du marché avant la publication des chiffres américains qui devaient intervenir en début d'après-midi. Vers 11 h 25, l'indice CAC 40, qui perdait 0,1 % à l'ouverture, gagnait 0,33 %. Une heure plus tard, les valeurs françaises s'appréciaient de 0,28 %, à 2 141,59 points. La bonne orientation du marché, avec un contrat à terme sur indice sur le point de tester la résistance 2 147/2 148 points, devait limiter l'impact des statistiques américaines sur les prix à la production et les ventes au détail.

Du côté des valeurs, Bouygues (+3,18 %, à 503 francs) profitait de l'annonce d'un accord avec l'opérateur italien STET pour proposer une offre globale dans les télécommunications en France. Havas (-3,05 % à 346,90 francs) subissait

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40: 5 jours



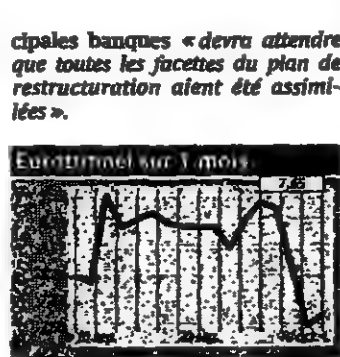
le recul de 12,1 % de son bénéfice d'exploitation à 443 millions de francs au premier semestre. Le résultat net après écarts des acquisitions montait de 1,7 %, à 413 millions.

Eurotunnel, valeur du jour

APRÈS avoir chuté de plus de 17 % en deux jours, mardi et mercredi, le titre Eurotunnel a regagné 2 % à 7,65 francs jeudi avec des échanges portant sur 6,1 millions de titres. Dans un entretien, à paraître samedi dans l'hebdomadaire *Investir*, Patrick Ponsolle, coprésident de la société concessionnaire du tunnel sous la Manche, estime que la « réaction raisonnée » du marché boursier au plan de restructuration financière négocié entre Eurotunnel et ses prin-

cipales banques « devra attendre que toutes les facettes du plan de restructuration aient été assimilées ».

Eurotunnel sur 1 mois



Hausse sans conviction à Tokyo

LA BOURSE DE Tokyo a terminé en hausse modérée vendredi 11 octobre. L'indice Nikkei a gagné 97,33 points à 20 968,16 points.

La veille, Wall Street avait marqué une pause, à l'issue d'une séance de consolidation avant la publication de deux indicateurs économiques importants pour les marchés financiers. Les opérateurs attendent en effet la publication de l'indice des prix à la production et des ventes au détail pour septembre aux États-Unis. Les analystes tablent sur une augmentation de 0,3 % du premier indicateur et de 0,2 % du deuxième. L'indice Dow Jones a perdu 8,95 points (-0,15 %) à 5 921,67 points. En

Europe, la Bourse de Londres a terminé en baisse dans le sillage de Wall Street. L'indice Footsie a perdu 14,6 points, soit 0,36 %, à 3 994,7 points. Le recul a été plus important à la Bourse de Francfort, où les valeurs allemandes ont abandonné 0,82 %, l'indice DAX retombant en dessous du seuil des 2 700 points à 2 680,75 points.

INDICES MONDIAUX

Cours au 10/10	Cours au 09/10	Var. en %
Paris CAC 40	2135,43	+0,33
New-York NYSE	5926,89	-0,15
Tokyo Nikkei	20970,50	+0,46
Londres FT100	3997,50	-0,36
Francfort DAX	2680,75	-0,82
Frankfurt Commerz	340,40	-0,44
Minneapolis DJI	2106,16	-0,26
Buenos Aires	1125,13	-0,26
Milan MIB 30	977	-0,27
Amsterdam AEX	399,50	-0,25
Madrid IBEX 35	370,26	-0,46
Stockholm OMX	1608,84	-0,44
Londres FTSE	2849,10	-0,64
Hong Kong Hang Seng	12242,50	-0,07
Singapore Straits	2110,57	-1,18

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	10/10	09/10
Alcoa	58	58
American Express	46,25	46,25
AT & T	64,87	64,87
Boeing Co.	72,75	72,75
Caterpillar Inc.	72	72
Chevron Corp.	65,25	65,25
Coca-Cola Co.	49	49
Dynasty	63,62	63,62
Eastman Kodak Co.	73,37	73,37
Exxon Corp.	65,87	65,87
Gen. Motors Corp.	49,87	49,87
Gen. Electric Co.	92	92
Goodyear Y & Rubber	44	44
IBM	122,75	122,75
Intl Paper	62,50	62,50
J.P. Morgan Co.	85,87	85,87
Mc Don Douglas	59,50	59,50
Merck & Co. Inc.	69,62	69,62
Minnesota Mining & Mfg.	70,75	70,75
Philips North	69,25	69,25
Procter & Gamble Co.	95,37	95,37
Sears Roebuck & Co.	48,25	48,25
Tesoro	96,75	96,75
Union Carb.	43,75	43,75
Unit Technol.	121,62	121,62
Westinghouse Electric	19	19
Woodward	20,87	20,87

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUEL

	Cours au 10/10	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
BA	730	+0,18	
Bois	100	+0,18	
Bouygues	503	+3,18	
Danone	430	+0,42	
Legros Indus.	156,40	+0,21	
Brasserie	730	+0,18	
Sanofi-Sintabo	307	+0,31	
Modor (N)	339	+0,28	
Gaumont	381	+0,25	
Calbent	865	+0,40	

	Cours au 10/10	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30			
De Dietrich	168,50	-0,59	
BIS	527	-0,37	
Havas	346	-3,05	
Metallurg	51,80	-0,38	
Dynatex	136,50	-0,73	
OLPAC	85,10	-0,19	
Crédit Lyonnais	136,70	-0,73	
SNM	1071	-0,27	
Velours	242	-0,82	
Bord Dreyer	10,75	-0,93	

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	10/10	09/10
SEANCE, 12h30		
Bouygues	503	503
Alcoa	58	58
Al Liquid	85,87	85,87
Unit Technol.	121,62	121,62
Alcan Alumin	99,00	99,00
Société Générale	74,04	74,04
Carrefour	12,05	12,05
Saint-Cobain	52,84	52,84
Havas	346	346

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 10/10	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
BA	730	+0,18	
Bois	100	+0,18	
Bouygues	503	+3,18	
Danone	430	+0,42	
Legros Indus.	156,40	+0,21	
Brasserie	730	+0,18	
Sanofi-Sintabo	307	+0,31	
Modor (N)	339	+0,28	
Gaumont	381	+0,25	
Calbent	865	+0,40	

	Cours au 10/10	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30			
De Dietrich	168,50	-0,59	
BIS	527	-0,37	
Havas	346	-3,05	
Metallurg	51,80	-0,38	
Dynatex	136,50	-0,73	
OLPAC	85,10	-0,19	
Crédit Lyonnais	136,70	-0,73	
SNM	1071	-0,27	
Velours	242	-0,82	
Bord Dreyer	10,75	-0,93	

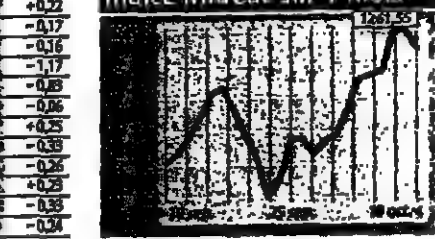
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	10/10	09/10
Allied Lyons	4,38	4,40
Barclays Bank	9,33	9,30
Bayer AG	4,32	4,39
British Aerospace	11,10	11,15
British Airways	5,16	5,16
British Gas	1,35	1,35
British Petroleum	6,86	6,95
British Telecom	3,48	3,48
B.T.R.	2,84	2,70
Claydon Schweppes	5,55	5,59
Deutsche Bank	2,39	2,45
Glaxo	9,88	9,88
Grand Metropolitan	4,78	4,83
Guinness	4,45	4,49
Hanson PLC	0,82	0,84
Great L	6,33	6,35
H.S.B.C.	12,18	12,22
Imperial Chemical	8,34	8,34
Legal	8,29	8,29
Marlboro	5,04	5,04
National Westminster	7	7,08
Perimeter	6,34	6,36
Pine-Sol	307,370	307,370
Roche	1,10	1,11
Sandwich	1,10	1,11
Shell Transport	10,21	10,27
Tate and Lyle	4,70	4,70
Unilever Ltd	13,66	13,83
Zanica	16,13	16,24

FRANCKFORT

Les valeurs du DAX 30

	10/10	09/10
Allianz Holding N	2670	2720
Baf AG	48,75	48,95
Bayer AG	57,47	58,09
Boysen/Wertheim	49,35	49,40
Boysen/Wertheim	55,25	55,25
BVM	677	684
Commerzbank	34,66	34,48
Daimler-Benz AG	82,83	84,06
Deutsche Bank	389	392,00
Deutsche Bank AG FR	71,30	72,13
Dresdner Bank AG	36,25	36,25
Hendel VZ	65,10	66,30
Hoechst AG	57,60	58,52
Karstadt AG	325,50	336
Linde AG	983	992
LIH Finance AG	21,45	22,60
Mannesmann AG	399,30	399,30
Mannesmann AG	180,50	182,00
Metallgesellschaft	29,36	29,36
Preussag AG	371,20	372,50
Rohr	61,47	60,60
Schering AG	120,70	128
Siemens AG	80,22	80,20
Thyssen	280,50	276,20
Veba AG	82,39	81,35
Vipac	374,20	381

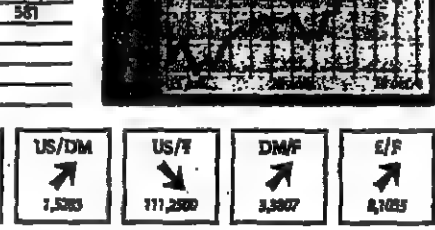
New York: Dow Jones sur 3 mois



Londres: FT100 sur 3 mois



Francfort: Dax 30 sur 3 mois

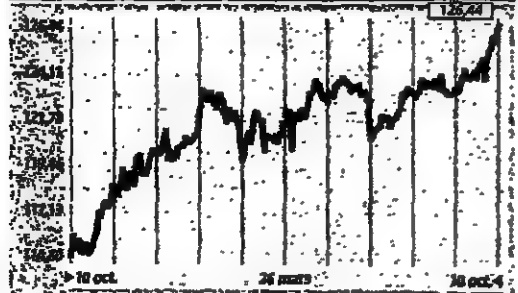


LES TAUX

Repli du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'État français, a ouvert en baisse, vendredi 11 octobre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre cédait 16 centimes, à 126,26 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,95 %, soit 0,08 % au-dessous du rendement de l'emprunt d'État allemand de même échéance.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux au 10/10	Taux au 09/10	Indice
France	5,31	5,93	6,77
Allemagne	5,81	5,97	6,80
Grande-Bretagne	5,81	5,98	7,81
Italie	6,50	6,36	8,78
Japon	0,44	0,75	-
États-Unis	5	6,54	6,79

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux au 10/10	Taux au 09/10	Indice
Fonds d'État 3 à 5 ans	4,65	4,76	101,94
Fonds d'État 5 à 7 ans	5,36	5,38	103,28
Fonds d'État 7 à 10 ans	5,76	5,81	104,70
Fonds d'État 10 à 15 ans	6,06	6,09	105,13
Fonds d'État 20 à 30 ans	6,67	6,68	107,21
Obligations françaises	6,10	6,15	104,97
Fonds d'État à TME	-2,05	-2,04	101,41
Fonds d'État à TRE	-1,73	-1,66	101,48
Obligat. franc. à TME	-1,68	-1,67	101,73
Obligat. franc. à TRE	+0,11	+0,10	100,45

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
10/10			09/10	
Jour le jour	3,3750	3,3750	3,3750	3,3750
1 mois	3,36	3,48	3,48	3,48
3 mois	3,38	3,50	3,50	3,50
6 mois	3,43	3,60	3,60	3,60
1 an	3,52	3,68	3,68	3,68
PIBOR FRANCE	3,3000	3,3000	3,3000	3,3000
PIBOR France 1 mois	3,3000	3,3000	3,3000	3,3000
PIBOR France 3 mois	3,3000	3,3000	3,3000	3,3000
PIBOR France 6 mois	3,3000	3,3000	3,3000	3,3000
PIBOR France 12 mois	3,3000	3,3000	3,3000	3,3000
PIBOR ECU	4,1775	4,1775	4,1775	4,1775
PIBOR Ecu 3 mois	4,1775	4,1775	4,1775	4,1775
PIBOR Ecu 6 mois	4,1775	4,1775	4,1775	4,1775
PIBOR Ecu 12 mois	4,1775	4,1775	4,1775	4,1775

MATIF

Échéances 10/10	volume	devenir	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Déc 96	18284	126,44	126,60	126,44	126,42
Mars 97	356	126,50	126,60	126,44	126,44
juin 97	996	126,50	126,60	126,44	126,54
Sept 97	—	—	—	—	—
FIBOX 3 MOIS					
Déc 96	2032	96,41	96,42	96,37	96,38
Mars 97	14232	96,42	96,42	96,38	96,38
juin 97	10489	96,40	96,41	96,34	96,34
Sept 97	2345	96,40	96,40	96,29	96,29
BCU LONG TERME					
Déc 96	1815	94,94	94,94	94,88	94,92
Mars 97	—	—	—	—	94,94

+0,14%
CAC 40 :
2138,55

% Nominal

[illegible]

0.15	Pachley
+0.08	Pernot-Ricard
-2.47	Pengost
+0.05	Perrin-Richard
-0.69	Plastic Omnibus
+0.17	Primarag
+0.66	Protonides
+0.25	Proxys
-0.01	Remy Coiretoux
-0.19	Renaux
-0.37	Rosel
+0.02	Rosier-Paulier A
-1.66	Rochette (L)
+0.19	Rossini Uclaf
+5.26	Rue Imperiale(Ly)
-0.01	Sade (Nv)
+0.02	Sageat 2A
-0.50	Saint-Gobain
+0.21	Saint-Louis
+0.54	Salmon (Ly)
-0.01	Salvesen (Nv)
+0.64	Sanofi
+0.40	Sart
+2.69	Schneider (Nv)
-0.10	Schneider SA
-0.19	SCIP
-0.96	Serffing
-0.86	SETA
-0.68	Select-Parquet
+2.41	SELM
+0.58	SGE
-0.87	Sidex
-0.03	Silmo
+0.26	S.I.T.A.
-0.77	Sis Rostgard
+0.65	Sidos
+0.03	Société Générale
+1.10	Sommer-Albani
-0.46	Sophia
+0.86	Spur Communication
-0.01	Straker Fiacom
-0.69	Stz
-0.01	Synbio
-0.01	Technique
-0.74	Thomson-CSF
+3.91	UAP
-0.29	UFG Localnet
-0.01	UFG DM (M)
+0.26	UFG

[illegible]

	Costs credited	Debitors coupons	% +	Normal (1)	
292.50	292	-	-0.17	4	Sage
1472	1472	-	-0.57	10	Non
493.60	499	+1.09	5	Phil	
240	241.50	+0.79	2	Phil	
328	333	+1.52	1	Phil	
441	438.50	-0.54	1	Phil	
13.60	13.15	-0.73	1	Phil	
201.50	200.90	-0.49	1	T.D.	
269.10	269	-0.08	750	J.E.	
138	138.50	+0.36	5	Unk	
165.90	165.90	0.00	1	Unk	
194	195.60	+0.82	5	Unk	
38.90	39.15	+0.25	1	Yael	
9	8.68	-2.32	1	Yael	
243	243.50	+0.20	1	Yael	
240	239.50	-0.20	41	Yael	
276.70	287.20	+0.89	5	Yam	
166.90	167.20	+0.17	8	Yam	
342.50	345.50	+0.88	1	Zam	
194.70	195	+0.32	5	Zam	
61.60	62.40	+1.29	1	Zam	
476.30	490.58	+2.93	2	Zam	
367.20	367	-0.28	1	Zam	
194.70	195	+0.26	5	Zam	
45.15	45.70	+0.12	1	Zam	
295	-	-	-	25	AB
133.50	133.50	-	-	2	B
444	444	-	-	2	B
162.80	162.80	-	-	1	BY
49.50	49	-0.61	1	57	SY
18.75	18.75	-	-	2	DE
476.10	477	+0.10	1	DE	
240	240	-	-	1	DE
38.8	38.5	-0.77	1	DE	
38.10	38.60	+1.31	1	DE	
36.15	36.15	-	-	1	DE
6.60	6.60	-	-	1	DE
42.30	42.3	-	-	1	DE

... Packets #	20	70	-62	50
... #	231,50	229,90	-0,69	5
... #	243,80	240,20	-1,39	20
... #	157,10	152,20	-0,65	10
... #	479,10	460,30	-0,40	1
... #	193	194,30	0,60	10
... #	126,50	128,10	1,26	—
... #	309	308	-0,91	—
... #	309	308	-0,91	—
... #	32,30	31,50	-2,17	—
... #	368	363,70	-0,76	—
... #	82	83	0,12	5
... #	78,20	77,50	-1,64	—
... #	219	—	—	50
... #	32,30	32,05	-0,77	1
... #	457,40	454,90	-0,91	—
... #	320,30	321,40	0,13	13
... #	85,70	86,30	0,72	—
... #	271,40	271,80	0,14	5
... #	304	303,30	-0,30	30
... #	90,60	90,30	-1,63	30
... #	113,40	114	0,19	50
... #	99,40	99,50	-0,50	500
... #	34,53	34,53	—	90
... #	828	827	-0,13	5
... #	628	627	-0,15	5
... #	657	658	0,17	90
... #	197,90	196,9	-1,37	90
... #	122	121,50	-0,57	5
... #	107,80	108,20	0,67	20
... #	540	523	-2,77	—

EVOLUTIONS
 Nordjyda; N = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 ... = ... ; ... = ... ; ... = ...

ROLES
 ... = ... ; ... = ... ; ... = ...

LIÈRE COLONNE (1):
 ... = ... ; ... = ... ; ... = ...

ÉVIATIONS
Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Nancy; N = Nîmes.

BOLES
= catégories de cotation - sans indication catégorie B;
point détaché; ● droit détaché.

NIÈRE COLONNE (1):
daté mardi : % variation 31/12
daté mercredi : montant du coupon
pédi daté jeudi : paiement dernier coupon
daté vendredi : compensation
daté samedi : nominal

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 11 OCTOBRE		
OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BPCE 95-91-02	...	103,30
BPCE 95-98-09-CA	...	112,30-30
CEP 95-91-02	...	112,30-30
CEPMIE 95-96-06-TSR	...	119,75
CPD 95-93-03-CH	...	122,25
CPD 95-92-05-CH	...	134,05
CPI 95-95-04-CA	...	116,92
CPI 95-95-07-CA	...	118,95
CPI 10-25-90-01-CH	...	118,96
CLF 95-98-00-CA	...	116,86
CLF-99-98-09-29-CA	...	106,49
CMH 95-99-02-07	...	116,92
CMH 95-99-09-09-CA	...	116,93
CRH 95-93-10-87-89	...	109,95
EDF 95-98-06-09-CA	...	112,34
EDF 95-98-02-04-CH	...	117,27
Em. S&P 95-97-97-CA	...	101,72
Em. S&P 95-97-97-CA	...	101,72

ACTIONS		RAISÉES		DÉVALUÉS	
		Cours	précéd.	Cours	précéd.
AT 5985-98 TRA		101,50			
AT 5.50085-98 CAA		109,25			
AT 7345-92 CAA		97,79			
AT 1.2575-95-99 P		112,86			
AT 5.5075080 CAA		106,70			
AT 8500-01 CAA		110,05			
AT 105585-98 CAA		104,75			
AT 8500-01 CAA		117			
AT 8.575-87-85 CAA		122,36			
AT 8.50090-25 CAA		123,44			
CF 8.575-87-85 CAA		109,65			
CF 8.575-87-85 CAA		99,75			
ACTIONS RAISÉES					
		146,58			
Imv. Calivoxe		529			
N.P. Intercont		485			
Démarcel Ind.	♦	110			
T.P. (C. de)	♦	7,45			
Imv. Calivoxe	♦	593			

1-10-1951

Diderot (Roth)	8661	3950
Dumas, Alexandre Victor	5050	3500
Eng. Mag. Paris	1180	1300
Finances	32	32
F.L.P.P.	190,50	379
France (Cie)	305	305
Fondation Eclair	225	225
Fondation S	421	421
France I.A.R.D.	1056	1287
France S.A.	1268	1268
Fr. Paul-Romand	2000	2000
Geraffini	128	128
Gervais	995	995
G.T.J. (Transport)	270	280
Immob.	105	105
Immobilieng.	580	580
Luchs	55,50	55,50
Monoprix	168,60	75,5
Mozel (Deputy)	345,50	365
Nice S	71	71
Navigations (Nio)	71,80	22

Pramodes (CU)	914	914
PSB Industries Ly	317,90	308
Roujeur #	365	348
Saga	90	90
Safins du Midi	438	426
Silic	688	688
S.J.P.H.	212	202
Sofa	47,30	47,30
Sofragi	3900	3880
Soubail	230,60	229,68
Tackinzer	1900	1900
Tour Eiffel	270	265
Vicat	401	408,10

Une sélection Cours relevés à 12h30
VENDREDI 11 OCTOBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Actel (Ns) #	50	
AFE #	310	
Alge #	130,10	
Albers S.A (Ns)	504	
Altran Techco. #	1324	
Montaignes P. Cast.	730	
Angeston #	730	
Boue Plonco (L)	504	
Boue Tarmouet (N)	291	
Boue Verres	160	
Brenabou #	145	
B I M P #	54	
Bolcon (L) #	377	
Bolcon (L) #	252,90	
Buc S.A.	526	
Cavifit S.A.	704	
C.E.F.	212	

[illegible][illegible][illegible]

Cours relevés à 12h30

[illegible]



Une sélection. Cours relevés à 12h30
MARDI 11 OCTOBRE


VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eristalis-Brighton CI	700	700
Crédit Gén.Ind.	29	29
Général Occidentale	67	66,15
Mumm	1360	1360
Suez Canal, SA	750	748
Ses lecteurs du Monde	131	131

ABBREVIATIONS
 B = Bordeaux; LI = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; N = Nancy; Ni = Nîmes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ cours
 détaché; ♦ arroi détaché; ♦ cours offert;
 ♦ demandé; ♦ offre réduite; 3 demande
 réduite; ♦ contrat d'animation.

Une sélection
Cours de culture le 10 octobre

Cours de clôture le 10 octobre		
VALEURS	Emission Frais Incl.	Rachat net
AGIP1		
Agip1 Arbitrage (Ann.)	122,25	
 BANQUES POPULAIRES		
Valéry	246,57	
BANQUE TRANSATLANTIQUE		
Arbitr. Court Terme	954,33	
Arbitr. PrimeRate	940,72	
Arbitr. Sécurité	1970,44	
 DNP		
Antigonis Trésorerie	864,97	
Natio Court Terme	138,85	
Natio Court Terme2	377,93	
Natio Esp. Capital C/D	240,21	
Natio Esp. Croissance	162,58	
Natio Esp. Obligations	240,21	
Natio Esp. Rentrées	133,13	
Natio Esp. Trésorerie	106,23	
Natio Esp. Valeur	569,06	
Natio France Index	1157,31	
Natio Immobilier	1201,33	
Natio Inter	597,07	
Natio Mondialisa C/D	131,37	

to Perspectives	125,22
to Placements C/O	77234,62
to Revenus	1117,51
to Sécurité	1770,92
to Valeurs	1073,65
GRÉZ BANQUE POPULAIRE	
à Comptes	9846,36
à g. des c&ts	245,11
MC GESTION	
et de Bourse Inv. D	665,61
et Livret. Portefeuille D	89,37
MC MULTIPROTECHES	
et de Sud Develop. C/O	2250,49
et Prime. Retraite C	303,97
et Ass. Associations C	2383,45
	
et de C	1921,10
et Nat. Dép. Slaw C	18756,35
CAISSE D'ÉPARGNE	
et Actions Part D	217,82
et Capitaux C	226,46
et Capitalisation C	29,24
et Distributions C	1082,48
et Epargne C	8104,98
et Epargne C	293,51
et Investis D	179,36
et Montepremière	11083,96
et Montepremière CD	12807,85

Particulars	1995	1996
Paraport-Sicav D	175,96	175,96
Géopline C	121,85	121,85
Géopline D	118,62	118,62
Medias C	176,47	176,47
Privatization Exor C	101,79	101,79
Fonds communs de placements		
Exor Capilivre C	115,88	115,88
Exor Scarpaventre C	116,02	116,02
Exor, Scarpaventre C	124,87	124,87
CNCA		
Autres Actifs		
Abn-Amro Banque	111,791,27	111,791,27
Abn-Amro	141,67	141,67
Abn-Amro Afs	99,34	99,34
Abn-Rumar C	611,37	611,37
Abn-Rumar D	263,19	263,19
Cicris	198,91	198,91
Comis	339,18	339,18
Ediact	829,67	829,67
Equipe-Unie	17,00	17,00
Indicis	179,70	179,70
Indicis C	129,01	129,01
Indicis D	117,92	117,92
Indicis E	177,19	177,19
Obitaur	51,58	51,58
Oradion	172,73	172,73
Reynès-Ven	122,67	122,67
S&P	140,71	140,71
Synatel	16,99	16,99
Unit Foncier	122,15	122,15
Unit Foncier C	67,63	67,63
Unit Foncier D	175,14	175,14
Unit Garantie D	149,57	149,57
Unit-Régions	1532,34	1532,34
Univar C	305,92	305,92
Univar D	377,86	377,86
Univar Actions	185,99	185,99

CIC		CIC BANQUES	
Franc	372,23	554	
Francs Piers	117,08	113	
Francs Régions	1625,11	1577	
CIC		CIC PARIS	
Clemonde	1520,67	1282	
Comptoir	346,66	325	
Eclat	1465,54	1401	
Odéon Monnaie	1880	1880	
Odéon Régions	1778,18	1760	
Restaur	168,47	165	
CREDIT LYONNAIS			
Euro Solidarité	1360,20	1345	
Lyon Association	1869,92	1869	
Lyon 2000	11473,18	11473	
Lyon Tris	1479,31	1450	
Lyon Plus	2637,06	2412	
Odéon	1897,78	1878	
Sicly 2000	591,55	558	
Sikafrance	999,25		
Sikar	490,85		
Sikarone	235,44		
Sikarier	607,72	595	
Trillon	5285,16	5215	
Crédit Mutuel			
FINANCE			
Avenir Allice	2141,96	2096	
Crédit Mutuel France	127,36	124	
Crédit Mutuel Court-T.	887,47	887	
Crédit Mutuel Bnld.	117,94	117	

Credit Mut. Europ. Tang.	247,57	22
Credit Mut. Europ. Tang.	247,57	22
Credit Mut. Europe	1.258,37	129
Credit Mut. Europ. Quatre	1.797,61	179
Credit Mut. Europ. Quatre	1.110,16	108
LCF E DE ROTHSCHILD BANQUE		
Aide 2000	659,81	65
Salut-Honore Capital	1.874,07	182
St-Honore Marché	67,31	6
St-Honore Capital	749,34	74
LEGAL & GENERAL BANK		
Securisation	1.803,68	180
Strategie Actions	969,70	95
Strategie Rendement	1.852,43	185
LEONARDO		
Amplitude Europe	820,52	80
Amplitude Monde	799,33	77
Amplitude Europe CIO	1.159,14	114
Emicel	1.567,19	156
Emicel Europe Poste D	1.213,71	121
Geoblysis C	634,88	62
Geoblysis D	605,94	59
Intergays C	11,53	1
Intergays D	110,63	10
Latitude	145,68	14
Latitude D	137,19	13
Odyssey D	602,46	59
Odyssey Europe	138,16	13
Poste Gestion C	454,93	44
Reverus Trimestre D	534,22	52
Solistica D	239,38	23
Thésora D	943,19	93
Thésora D	824,53	81

[illegible]

Publicité Express Le Monde : 01 44 43 76 36

AUJOURD'HUI

SCIENCES

DÉCOUVERTES Pour la cinquième année consécutive, les portes de laboratoires vont s'ouvrir et les chercheurs vont descendre dans la rue au contact du public.

● **VENDREDI 11, samedi 12 et dimanche 13 octobre**, plus de deux mille manifestations scientifiques encouragées par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement

supérieur et de la recherche ont lieu dans toute la France. ● **EN 1995**, dix mille scientifiques ont accueilli quelque quatre millions d'individus. ● **POUR TOUT SAVOIR** sur ces

rencontres entre le public et les chercheurs, que les pouvoirs publics pressent de se mettre à l'écoute de la société — les scientifiques souhaitant que la réciprocité soit vraie —, on

peut consulter le Minitel, 3614, code Science en fête (0,37 F la minute) ou appeler les vingt-huit responsables des délégations régionales à la recherche et à la technologie.

Les chercheurs invitent le public à trois jours de « fête »

En complément de l'ouverture des laboratoires et de conférences, des scientifiques vont aller dans les établissements scolaires à la rencontre des enfants et des étudiants pour des leçons de choses, qu'ils estiment trop brèves et trop éphémères

ILS VEULENT « briser l'image du chercheur enfermé dans sa tour d'ivoire », « montrer que leurs travaux ont des applications dans la vie courante », « faire partager aux élèves leur enthousiasme » surtout... Un peu partout, à l'occasion de la cinquième édition de « La science en fête », des chercheurs vont retourner sur les bancs des écoles, des collèges et des lycées, à la rencontre des élèves. « Nous avons été submergés de demandes d'enseignants. Nous sommes obligés d'établir des roulements, et encore nous aurons du mal à répondre à toutes les sollicitations », assurent les animateurs de Centre-Sciences, l'organisme chargé de promouvoir la culture scientifique de la région Centre.

Catherine Bessada, trente-cinq ans, du Centre de recherche sur la physique des hautes températures d'Orléans (CNRS), s'est por-

tée volontaire, pour la troisième année de l'opération « La science à l'école ». « C'est une bonne façon de démythifier le "savant", de lever le voile de mystère qui l'entoure, mais aussi de faire comprendre que ses centres d'intérêt ne sont pas coupés de la vie quotidienne », dit-elle. L'exercice n'est pas toujours facile. « Les scientifiques ont l'habitude de discuter entre spécialistes. Devant des enfants, les équations ne sont d'aucun secours. Il faut s'exprimer avec les mains, se débrouiller avec les moyens du bord, parfois se remettre en question. »

OUVERTURE DES PERSPECTIVES

La jeune femme a pris goût à ces échanges. « La science en fête » est « prétexte à des contacts » qui se prolongeront par des visites de son laboratoire. Partisan fervent de « l'ouverture », Charles de Izarra, trente-

six ans, du Groupe de recherche sur l'énergie des milieux ionisés de Bourges (CNRS-Université), considère que « la vulgarisation scientifique fait partie du travail des enseignants-chercheurs ». « Nous avons besoin d'attirer et de former des étudiants, affirme-t-il. C'est une excellente publicité ». De ses précédentes interventions en classes de troisième, il garde l'image d'élève « ouvert, curieux, avide d'apprendre ». Il regrette que les enseignants « n'osent pas » davantage faire appel aux chercheurs. « L'an dernier, nous avons organisé une journée portes ouvertes. L'échec a été retentissant ! »

En Midi-Pyrénées, une centaine de chercheurs vont se répartir dans autant d'établissements scolaires, disséminés dans les huit départements de la région. Daniel Galarreta, quarante et un ans, de la division informatique du

CNRS, à Toulouse, a prévu de parler de l'intelligence artificielle et de ses applications au domaine spatial, devant des collégiens de Mirande (Gers). Il a longuement préparé son intervention : « Dans nos métiers, la diffusion des savoirs devrait être une mission naturelle. Mais le temps nous manque pour assurer cette transmission. »

UN MÉTIER ACCESSIBLE

Ce chercheur pense que la culture scientifique et technique peut « ouvrir des perspectives aux adolescents », les aider à « donner un sens à la complexité du monde qui les entoure et qui leur paraît souvent incompréhensible ». Dans son cartable, l'informaticien emportera des diapositives et des maquettes, pour « rendre les choses plus vivables ». Il s'attend à être assailli de questions sur la conquête spatiale, mais aussi sur son propre parcours de cher-

cheur. « Les élèves veulent savoir comment on entre au CNRS, le cursus à suivre, combien on gagne... »

Philippe Vervier, trente-cinq ans, du Centre d'écologie des systèmes aquatiques continentaux de Toulouse (CNRS-Université) a discuté avec le professeur de sciences naturelles de son intervention dans une classe de quatrième. Photos à l'appui, en bon pédagogue, il décrit la circulation des eaux dans les systèmes karstiques (formations calcaires, trouées comme un gruyère), les conséquences des fluctuations du débit, les effets des pollutions sur la faune. Il évoquera ses études sur la balsa de la capacité d'auto-épuration de la Garonne, liée, selon lui, aux extractions de granulats effectuées dans le lit du fleuve.

« Je voudrais faire prendre conscience de la complexité des

milieux naturels, où chaque intervention entraîne des réactions en chaîne. » L'environnementaliste a un autre message à faire passer. « Même si les scientifiques ne forment qu'une très petite minorité dans un pays aussi développé que la France, ils ne font pas un métier inaccessible. »

A l'heure où les pouvoirs publics pressent les chercheurs de se mettre à l'écoute de la société — les scientifiques souhaitant que la réciprocité soit vraie —, les brèves et éphémères leçons de choses de « La science en fête » ne sauraient suffire à établir un dialogue durable. Dans certaines régions, comme le Centre, pourtant moins favorisées que d'autres en matière de recherche, les scientifiques ont accepté de reprendre, pendant plusieurs semaines, le chemin de l'école.

Pierre Le Hir

A Odeillo, sur les traces du Nobel

POUR fabriquer les fullerènes, ces molécules dont les découvreurs viennent de recevoir le prix Nobel de chimie (Le Monde du 11 octobre), il faut vaporiser du carbone, ce qui exige des températures de plusieurs milliers de degrés. Les chercheurs y parviennent difficilement en utilisant des lasers pulsés. Un seul instrument pourrait permettre un véritable progrès : le four solaire d'Odeillo, près de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales).

« Quinze mille images du Soleil » y sont superposées au foyer de la grande parabole aux 9 500 facettes vers laquelle 63 miroirs de 45 mètres renvoient les rayons solaires. Cela représente une puissance de 10 mégawatts, capable de porter la température à plus de 3 000 degrés sur un volume d'environ 1 000 centimètres cubes. Les chercheurs y élaborent des matériaux et testent leur résistance thermique. C'est ainsi que les tuiles qui recouvrent la navette spatiale américaine ont subi le feu

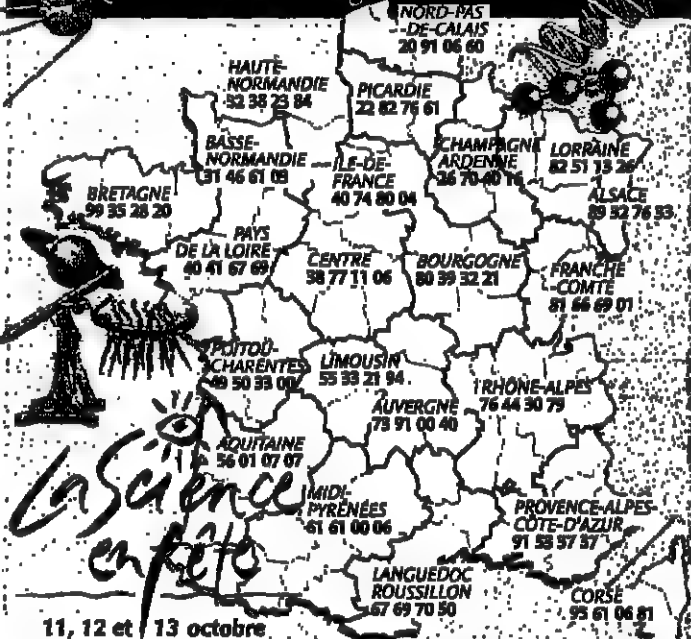
du soleil pyréenien dans les années 1970.

Car, en dépit de son âge, le four solaire d'Odeillo — « pôle de recherche européen sur les hautes températures » — n'a qu'un seul équivalent au monde, une installation située en Azerbaïdjan. C'est pourquoi l'Américain Richard Smalley, l'un des codécouvreurs des fullerènes, s'intéresse de très près aux recherches menées à Odeillo par des chercheurs du CNRS et de l'université de Montpellier pour mettre au point une méthode pré-industrielle de fabrication de fullerènes.

Sur les traces du nouveau Nobel, qui a visité le four solaire en octobre 1995, tous les visiteurs seront les bienvenus à la Journée « portes ouvertes » organisée vendredi 11 octobre. L'exposition « Plus fort que 10 000 Soleils » sera, en outre, ouverte sur le site samedi et dimanche.

★ Four solaire d'Odeillo, IMP/CNRS. Tél. : 68-30-77-00.

Qui contacter en région ?



11, 12 et 13 octobre. Pour annuler les journées de La Science en fête, deux mille manifestations sont organisées en France. Afin de connaître les programmes détaillés il suffit de contacter les responsables des régions aux numéros de téléphone indiqués ou par Minitel (36-14 Science en fête).

Voir l'éclipse en Sologne

L'ÉCLIPSE de Soleil, même partielle, est un spectacle rare, toujours à la merci de nuages imprévisibles. Celle qui doit plonger partiellement le nord de la France dans l'ombre, samedi 12 octobre, entre 15 h 6 et 17 h 37, ne fait pas exception. Il existe pourtant un moyen d'échapper aux caprices de la météo, en se rendant au cœur de la Sologne, à la station de radioastronomie de Nancy (Cher).

Là se dresse une série d'antennes et de télescopes qui sondent les profondeurs de l'univers. Et ce par tous les temps, les ondes radio captées à Nancy n'ayant aucun mal à traverser l'atmosphère et ses couches nuageuses. Un parcours pédestre de 4 kilomètres permettra aux visiteurs de découvrir des équipements monumentaux dispersés au milieu de 160 hectares de forêt. Le grand radiotélescope, composé de deux surfaces réfléchissantes de 8 000 et 10 500 m², traque les galaxies lointaines et les pulsars, véritable radio-phare de l'espace, en rotation

rapide. Le radio-bélographe observe l'activité de la couronne solaire grâce à un réseau de 43 antennes disposées sur deux lignes Est-Ouest et Nord-Sud de plusieurs kilomètres. Le grand réseau décamétrique, avec ses 144 antennes plantées sur un carré de 100 mètres de côté, capte pour sa part les ondes de grande longueur en provenance du Soleil et de Jupiter.

Les « images » obtenues, « formes essentiellement de courbes », sont bien sûr moins parlantes que celles recueillies par les télescopes optiques, reconnaît Bernard Darchy, ingénieur de recherche à la station. Mais à l'occasion des manifestations « La science en fête » des scientifiques seront sur place pour les décrypter et les rendre plus accessibles au profane.

★ Station de radioastronomie, route de Soummeville, 18330 Nancy. Tél. : 48-51-82-41. Samedi 12 octobre à partir de 14 h. Dimanche 13 octobre, de 14 à 18 heures.

Pratique

● **Mondes souterrains.** A ceux qui ont peur du noir, les chercheurs du CNRS proposent à Moulis (Ariège) un voyage dans les cavernes et dans l'une des grottes les plus riches d'Europe en faune souterraine. Là vivent et se reproduisent des espèces sans pigmentation et à métabolisme bas. D'où sont-elles originaires ? Vraisemblablement de la surface, comme si chaque faune, à chaque époque, avait donné naissance à sa propre faune cavernicole. ★ Centre de recherches souterraines et édaphiques de Moulis (Ariège). Tél. : 61-96-08-51

● **Papilles et narines.** A Dijon, où vient d'être créé un centre européen de recherche sur le goût, les équipes de l'INRA et du CNRS invitent à tester les odeurs, à reconnaître les arômes et à comparer les aliments d'aujourd'hui et de demain. L'association des chimistes de l'université de Bourgogne présente ces mêmes molécules responsables des odeurs et des goûts, et en donne l'origine. On peut ensuite faire un plein d'épices, auquel invite l'université de Bourgogne à la Maison régionale des arts de la table d'Arny-le-Duc (Côte-d'Or). ★ INRA, Dijon. Tél. : 80-63-32-08.

● **100 milliards d'hommes.** La plus conquérante des espèces a vu, selon l'INED, passer depuis son origine quelque 100 milliards d'individus. Aujourd'hui, la population, qui s'accroît chaque année de 90 millions d'individus, frise les 6 milliards de personnes. Combien serons-nous demain ? Samedi 12 et dimanche 13 octobre, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, les experts de l'INED s'interrogeront sur ces estimations, sur l'homme de Neandertal, et sur l'allongement de la vie. ★ INED, Paris. Tél. : 42-18-20-00 ou 42-18-21-45. Serveur Internet : http://www.ined.fr

● **An pied des mégalithes.** A Pleumeur-Bodou (Côte-d'Armor), le parc scientifique Cosmopolis propose un parcours initiatique, « du mégalithe au satellite ». A Monteneuf (Morbihan), l'association Pierres et Landes donne rendez-vous sur le champ des « pierres droites ». Pendant ce temps, Lannion (Côte-d'Armor) accueille l'exposition « L'Exploratoire », et l'Idremer ouvre ses portes à Brest (Finistère). ★ Village gaulois de Pleumeur-Bodou. Tél. : 96-91-83-95. Association Pierres et Landes de Monteneuf. Tél. : 97-93-24-14.

● **Usines à vent.** Les objets appelés à voler voient leur dynamisme testé dans de grandes souffleries. L'Office national d'études et de recherches aéronautiques (Onera), qui fête cette année ses cinquante ans, dispose de nombreux équipements, dont certains se trouvent à Maunac (Haute-Garonne). Dans ce centre, on étudie le comportement au décollage et à l'atterrissage des avions, le profil d'ailes ou de pales d'hélicoptères. Les phénomènes de combustion des lanceurs Ariane 4 et 5 y ont aussi été disséminés. ★ Centre Onera de Maunac. Tél. : 61-56-63-00.

● **Latin-grec.** Le multimédia est capable de bouleverser l'enseignement du latin et du grec. François Charpin, professeur de langues anciennes à Jussieu, va présenter plusieurs outils informatiques sur ce thème. Le plus impressionnant vient des États-Unis. Publié sur CD-ROM par l'université Tufts de Boston, *Perseus* rassemble sur le même support l'ensemble des textes grecs classiques (3,6 millions de mots), des cartes, plans et vues aériennes de sites, 1 800 vases et une collection de monnaies. ★ Université Paris-VII, samedi 12 octobre de 15 h 30 à 17 h 30, amphithéâtre 24.

Le champignon refait son Salon au Jardin des plantes de Paris

EN CE DÉBUT de matinée d'octobre, à l'est de Paris, un petit groupe de promeneurs s'éparpille dans un coin de forêt. Malgré la fraîcheur qui règne sous le couvert, leurs pas sont lents, précautionneux. Et leur station plus souvent accroupie que debout. C'est que nos guides sont experts en champignons, et que le temps les presse de bien repérer les lieux. Comestible ou toxique, le champignon fait Salon, du 12 au 20 octobre, au Jardin des plantes de Paris. Les responsables du Muséum national d'histoire naturelle renouent ainsi avec une tradition très ancienne (1908), quelque peu négligée ces temps derniers : prévue à l'origine pour se tenir tous les deux ans, la dernière manifestation du genre remonte à 1988.

Car tenir ce Salon-là n'est pas

une mince affaire. La mission, menée en collaboration avec le laboratoire de cryptogamie du Muséum, consiste à initier tous ceux qui le désirent à un règne mystérieux, ni végétal ni animal — en un mot : fongique. Chaque jour, les spécialistes du lieu et de la Société mycologique de France (SMF) accueilleront auprès de leurs paniers le public, lui apprendront à reconnaître les espèces les plus communes, à en distinguer les principaux caractères.

Il faut pour cela présenter des champignons frais. Hélas ! l'automne est plutôt sec cette année, et ils sont plutôt rares. « Il y a quelques années, on a trouvé ici une centaine de bolets », se souvient le mycologue Baptiste Podetti, l'émerveillement encore dans la voix. Durant notre promenade, il

nous aura fallu beaucoup d'obstination pour en dénicher un seul représentant. Et nous eumes, paraît-il, de la chance.

La loi de la nature est en effet inflexible : moins l'environnement leur est favorable, plus les champignons se font rares et petits. Ce qui ne décourage nullement les vrais amateurs. Plus naturalistes que consommateurs, ceux-ci échantillonnent volontiers une bonne poignée de morilles contre une minuscule découverte.

Une fois dans le creux de leur main, le spécimen devient l'objet d'un rituel immuable : il est inspecté et humé de la tête au pied, brisé dans ses chairs, parfois même goûté du bout des dents. Bien souvent s'en ensuit une discussion incompréhensible au profane, truffée de noms étranges et d'obscur

références. Lorsque les mycologues parlent comme tout le monde, ils racontent des histoires fascinantes. Parfois, ils posent même des devinettes. Savez-vous, demandent-ils, pourquoi cette souche de bois est noire à l'extérieur et blanche à l'intérieur ? Silence dans l'assistance. « A cause des champignons concurrents qui se la disputent », explique Marc-André Selosse, jeune spécialiste de l'Ecole du génie rural des eaux et forêts.

1,5 MILLION D'ESPÈCES

Ces minuscules parasites, une fois leur souche investie, « bémontent » en effet leur territoire en sécrétant une substance noireâtre, sorte de mélasse carbonée qui imperméabilise le bois et bloque le passage aux représentants d'une espèce concurrente. Plus résis-

tantes au délèchement que le bois tendre, ces travées noires finissent par se rejoindre à la surface.

Sur notre chemin, nous rencontrerons aussi quelques « parasites de faiblesse », espèces sans pitié qui s'installent sur les arbres blessés et les achèvent. Et encore un « pied-bleu » au pied sale, qui continuerait de se goinfrir de lièvre forestière si la lame du couteau ne l'avait brutalement interrompu. Quelques vesses-de-loup, nombre de lactaires. Et même une coulemelle, toute jeune et parfaitement comestible.

Ronds ou pointus, puants ou délicieux, discrets ou arrogants, les champignons rapportés de Ramboillet, de Fontainebleau et de Sénart ne donneront qu'un petit aperçu de leur immense diversité (1,5 million d'espèces décrites dans le monde). Mais tout de même : certaines années, rappelle-t-on au Muséum, le Salon permet d'en présenter entre 300 et 600 espèces différentes. Durant le week-end, les visiteurs sont d'ailleurs invités à porter leur propre récolte aux experts, qui leur donneront toutes les explications voulues. Et qui seront ravis d'y découvrir, peut-être, l'espèce rare.

Catherine Vincent

★ Salon du champignon : du samedi 12 au dimanche 20 octobre au Jardin des plantes, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris. Sont prévues des animations pour les groupes scolaires, et des conférences-débats pour le public. Renseignements et réservations au 40-79-36-00.

Le duel s'achève

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

de cham

Le duel entre Damon Hill et Jacques Villeneuve s'achève sur le circuit de formule 1 de Suzuka

Le titre de champion du monde sera décerné, au Japon, à l'un des deux pilotes de Williams-Renault

Le championnat du monde de formule 1 prend fin dimanche 13 octobre sur le circuit de Suzuka au Japon. Le seizième Grand Prix

de la saison qui va y être disputé doit permettre de départager les deux pilotes de l'écurie Williams-Renault, le Britannique Da-

mon Hill et le Canadien Jacques Villeneuve. Après deux échecs face à l'Allemand Michael Schumacher, Damon Hill obtiendra-t-il une

première consécration mondiale ? Quant au pétrolier français Elf, il se retire de la compétition après 134 victoires en 435 courses.

LA SAISON DE FORMULE 1 devait s'achever, dimanche 13 octobre, comme elle a commencé : par une dernière représentation aux antipodes, sept mois après une ouverture en Australie. Et elle devait se conclure par le même face-à-face entre les deux coéquipiers de l'écurie Williams-Renault qu'à Melbourne. Le 10 mars, la formule 1 s'y était découverte une nouvelle vedette. Jacques Villeneuve, alors âgé de vingt-quatre ans, faisait un triomphe des son entrée en scène pour son premier Grand Prix. Après avoir décroché la pole position en lever de rideau, il ne voyait la victoire lui échapper qu'au dernier acte, à cinq tours de l'arrivée. Une fuite d'huile l'obligeait alors à abandonner son rôle de jeune premier, et à céder la première place à Damon Hill, déjà habitué au feu des projecteurs.

Dimanche, sur un circuit de Suzuka qu'il connaît bien pour y avoir piloté une formule 3 en 1992, Jacques Villeneuve tentera l'impossible : gagner le 16^e et dernier Grand Prix de l'année, tout en espérant la déroute de son coéquipier. Avec 9 points de retard sur Damon Hill, le Québécois ne peut devenir champion du monde que dans l'hypothèse où le pilote anglais raterait encore son rendez-vous avec l'histoire du sport automobile. Après deux échecs face à Michael Schumacher, le titre ne peut échapper à Damon Hill que si celui-ci termine au-delà de la sixième place, dans l'hypothèse d'une quatrième victoire de son camarade de stand.

Au terme d'une saison dominée par Williams-Renault, le duel entre les deux pilotes de la meilleure voiture du moment va encore être le principal intérêt du Grand Prix du Japon. Rares auront été les courses qui n'auront pas vu les deux pilotes s'affronter à distance. Jacques Villeneuve avait mis un terme à une série de trois victoires de Damon Hill, en Australie, au Brésil et en Argentine, dès le Grand Prix d'Europe, au Nurburgring. Il avait alors remporté une victoire significative, en résis-

son. Il renouvelait alors son ambition de se battre jusqu'à la fin de la saison pour un titre, seul susceptible à ses yeux de succéder sur son palmarès à celui de champion d'Indycar. La domination totale du Canadien à Budapest a ensuite montré que le nouveau venu voulait être pris au sérieux.

Le relâchement des deux hommes et celui de leur écurie, qui venait de remporter le titre mondial des constructeurs, laissent ensuite Michael Schumacher leur voler la

ambitions de son coéquipier. Une nouvelle fois, les autres pilotes risquent donc d'être réduits, dimanche au Japon, au rôle d'utilités. Michael Schumacher tentera un baroud d'honneur avant de céder son titre. Le double champion du monde a fait bien mieux que ce que son mirifique contrat avec Ferrari lui imposait. Avec trois victoires, d'abord à Barcelone, dans des circonstances qui devaient tout à son talent, puis à Spa-Francorchamps et à Monza, le pilote allemand a largement sauvé la saison de la Scuderia. Il a fait oublier une incroyable série de défaillances de sa voiture, au Canada, en France et en Angleterre. Il s'offre ainsi la possibilité de rêver à la reconquête de son titre dès l'an prochain.

AVENIR ASSURÉ

Le seul qui aura réussi, avec Michael Schumacher, à voler la vedette aux deux pilotes Williams-Renault est Olivier Panis. Profitant des défaillances des machines de Damon Hill et de Jean Alesi, le pilote français remportait le Grand Prix de Monaco sur sa Ligier-Honda. Cette brillante victoire permettait de surcroît à l'écurie franco-japonaise d'assurer son avenir. Honda s'engageait à fournir un moteur en 1997. Faute de suite au projet franco-français agité par le ministère de la jeunesse et des sports, Flavio Briatore rachetait toutes ses parts à Guy Ligier pour assurer la pérennité d'une écurie indispensable à l'intérêt des téléspectateurs français pour la F1.

Les autres équipes n'ont jamais réussi à se hisser au niveau des Williams-Renault. Le départ de Michael Schumacher a plongé Benetton-Renault dans une situation indigne de

son titre des constructeurs en 1995. D'abord mis en cause pour leur manque d'assiduité dans la préparation des courses, Jean Alesi et Gerhard Berger ont ensuite déployé toute leur expérience pour arracher des places d'honneur. Et les défaillances techniques d'une voiture manquant de mise au point les ont privés à plusieurs reprises de succès à la mesure du moteur Renault.

L'écurie McLaren-Mercedes n'a pas été à la hauteur non plus des moyens mis en œuvre autour du Finlandais Mika Hakkinen et de l'Écossais David Coulthard, en dépit des conseils d'Alain Prost, visibles dans certaines stratégies de course audacieuses. Même problèmes pour Jordan-Peugeot, où l'incapacité de Rubens Barrichello et de Martin Brundle à monter sur le podium jette un doute sur l'engagement du motoriste français en F1, après 1997.

Il y aura pourtant une place à prendre en 1998. Renault a décidé de se retirer à la fin de la saison prochaine. Le passage d'Heinz-Harald Frentzen chez Williams-Renault, à la place de Damon Hill, puis le recrutement de Ralf Schumacher chez Jordan-Peugeot, risquent de faire de la F1 un spectacle privilégié pour les seuls spectateurs allemands en 1997, faute de rebondissements et de coups de théâtre sur la piste. La Fédération Internationale de l'Automobile, qui n'a pas réussi à supprimer des essais du vendredi devenus sans enjeu, risque d'accélérer l'évolution de la réglementation. Elle devrait imposer une réduction de l'adhérence, pour permettre ces dépassements qui manquent tant à l'intérêt des Grands Prix.

Christophe de Chenay

Paris se met à l'heure du rugby à sept

LE JEU À SEPT n'est pas la moitié dénaturée du rugby à quinze. Des fins fonds du Sud-Ouest à la région parisienne, le petit monde de l'Ovale a mis du temps à s'en persuader, comme si les deux disciplines n'avaient en commun que les dimensions du terrain. Il n'est sans doute pas encore tout à fait convalscu des bienfaits d'une formule dont les instances internationales du rugby et le CIO se disent prêts à étudier l'avenir olympique.

Familier des joueurs de l'hémisphère sud, très prisé dans les îles du Pacifique (Fidji et Samoa occidentales), ce rugby de courses et de passes reste dans l'Hexagone un vague cousin, dont on ne recherche que rarement la compagnie. Les clubs en ignorent les attraits, les joueurs sont peu nombreux à le pratiquer. Tout le monde en vante pourtant le caractère spectaculaire et la simplicité, résumés en deux mi-temps de sept ou dix minutes séparées par à peine quelques secondes de repos, beaucoup d'essais, pour des matches à rebondissements qui laissent rarement le temps de s'ennuyer. « On peut courir, jouer au ballon, faire tout ce que l'on n'ose pas faire à quinze », dit le Catalan Thomas Lièvre, membre de l'équipe de France de sept. « Il développe toutes les qualités de vitesse, et le sens de l'anticipation », ajoute Michel Marfaing, un de ses coéquipiers toulousains.

VERTUS FORMATRICES

Les Néo-Zélandais y ont décelé des vertus formatrices pour les futurs All Blacks. L'équipe de sept est souvent un passage obligé pour les aspirants au maillot noir. Elle explique, en partie, leur adresse balle en main ou leur facilité à prendre des risques dans les rencontres à quinze. Elle joue là-bas le rôle de détecteur attribué ici aux équipes de France A ou B. Le calendrier du rugby des antipodes est bâti en conséquence. La saison de quinze ne dure que six à sept mois. Le sept lui sert avantagieusement de préparation.

En France, le quinze accapare dix mois de l'année sportive. Il ne laisse au sept que de rares miettes, qui peuvent de surcroît susciter des réserves. Les risques de blessures musculaires, liées à l'intensité de l'effort, inquiètent. A quelques jours du coup d'envoi des premiers matches de Coupe d'Europe, Guy Novès et Serge Larrieu, les entraîneurs du Stade toulousain, étaient d'abord réticents à l'idée de laisser Michel Marfaing participer au tournoi du stad Charléty de Paris, vendredi 11 et samedi 12 octobre.

Les organisateurs ne veulent pas s'arrêter à ces considérations. Ils ont l'ambition d'enraciner le tournoi dans le paysage du rugby français, en faire une sorte de rendez-vous d'automne en prologue de la saison internationale. Avec leurs sponsors, ils se sont engagés pour trois ans. Ils ont fait venir à Paris vingt-quatre équipes du monde. En cas de réussite, ils espèrent devenir l'épreuve-phare du rugby à sept. Hongkong en était jusqu'à présent la capitale. La deuxième édition des championnats du monde aura lieu en mars 1997. Mais le retour du territoire britannique à la Chine populaire, prévu pour le 30 juin 1997, menace l'existence du tournoi annuel, qui était la compétition majeure du rugby à sept.

P. Ce.

Des milliers de chercheurs vous invitent dans toute la France à découvrir, expérimenter, comprendre la science

Villages des sciences, portes ouvertes, parcours scientifiques, ateliers, cyber-cafés, films, conférences, rencontres, spectacles...

Tout le programme sur 36 14 Science en fête (0,37 F la minute)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE D'ÉTAT À LA RECHERCHE

La Science en fête

Les 11, 12 et 13 octobre 1996

Trois jours exceptionnels pour dialoguer avec la Science

Alex Zülle fait enfin valoir sa classe

LUGANO

de notre envoyé spécial
Alex Zülle vit un bel automne. Le Suisse, qui passait naguère pour manquer d'assurance, a profité de l'arrière-saison, quand la concurrence est peut-être moins rude qu'au cœur de l'été, pour ajouter deux mentions appréciables à son curriculum : un premier grand tour, celui d'Espagne ; un premier maillot arc-en-ciel, celui du contre-la-montre. Le voilà donc en position de terminer la saison au premier rang mondial selon le classement de l'Union cycliste internationale (il n'avait, avant les championnats du monde, qu'un point de retard sur son coéquipier Laurent Jalabert). Ce qui ne sera pas pour surprendre son directeur sportif au sein de l'équipe Once.

Jeu 10 octobre, lors du contre-la-montre disputé à Lugano sous la pluie, la voiture qui suivait Alex Zülle et prodiguait au concurrent temps de passage et encouragements n'était pas conduite par un représentant de l'encadrement helvétique. Manolo Saiz, le patron des Once, était au volant. « Ce sont les Suisses qui me l'ont demandé, raconte l'Espagnol. Selon eux, il était préférable de ne pas perturber Alex qui a l'habitude que je sois avec lui dans ce genre d'exercice. » Comme pour Laurent Jalabert, ce personnage aussi discret que déterminé, parfois contesté dans ces méthodes, est plus qu'un simple

directeur sportif pour Alex Zülle. Il est le mentor, le fil conducteur de la carrière.

En 1991, Manolo Saiz a fait signer au coureur, alors âgé de vingt-deux ans, son premier contrat professionnel. L'amateur plein de promesses avait déjà pris langue avec un autre Suisse, Paul Koechli. L'Espagnol a usé de tout son pouvoir de persuasion pour convaincre Alex Zülle de le rejoindre dans la péninsule. Cet ascendant moral ne se démentira plus. Le directeur sportif va patiemment construire la carrière de son protégé.

FRAGILITÉ

Affublé d'énormes lunettes à double foyer en raison de sa myopie prononcée, doté d'une voix nasillarde et plaintive même lorsqu'il manie les rudes intonations flamandes (sa mère est néerlandaise) ou allemandes (son père est suisse alémanique), Alex Zülle est longtemps passé pour un premier de la classe trop fragile pour jamais vraiment réussir. Maillot jaune après la première étape de son premier Tour de France, en 1992, des victoires viennent sporadiquement rappeler sa valeur intrinsèque. Mais ses bonnes performances sont trop souvent gommées par de formidables défaillances, comme lors du dernier Tour de France qu'il termina à 56 minutes de Biarne Riis, le vainqueur. Bref, en cet automne, le champion a enfin trouvé de légitimes raisons de croire qu'il est le meilleur.

Benoît Hopquin

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Quatrième journée de l'Euroleague :

« Groupe A »
Stefanel Milan (Ita.)-CSKA Moscou (Rus.) 87-74
Panathinaïkos Athènes (Gr.)-Maccabi Tel-Aviv (Isr.) 69-74

« Groupe B »
Lionsgros (Fra.)-Ulker Istanbul (Tur.) 84-80
Classement : 1. Maccabi Tel-Aviv, Stefanel Milan 7 pts ; 2. Ulker Istanbul, Panathinaïkos Athènes, 6 pts ; 3. CSKA Moscou, Lionsgros, 5 pts.

« Groupe C »
Olympiakos La Piree (Gr.)-Olimpia Zografos (Cec.) 82-61
Schalke 04 (Esp.)-Charleroi (Bel.) 84-72
Toussaints Bologne (Ita.)-Alba Berlin (All.) 83-72

Classement : 1. Olimpia Zografos, Olympiakos La Piree, Toussaints Bologne, 7 pts ; 4. Schalke 04, 6 pts ; 5. Alba Berlin, 5 pts ; 6. Charleroi, 4 pts.

« Groupe D »
FC Barcelona (Esp.)-Leverkusen (All.) 89-71
Panathinaïkos Athènes (Gr.)-Spil (Cec.) 72-50
ASVEL (Fra.)-Olimpia Ljubljana (Slo.) 70-68

Classement : 1. FC Barcelona, ASVEL, 7 pts ; 2. Olimpia Ljubljana, Panathinaïkos Athènes, 5 pts ; 3. Leverkusen, 4 pts.

« Groupe E »
Pau-Orthez (Fra.)-Efes Pilsen Istanbul (Tur.) 80-78
Virtus Bologne (Ita.)-Belgrade (You.) 100-83
Séville (Esp.)-Dynamo Moscou (Rus.) 91-61

Classement : 1. Virtus Bologne, 7 pts ; 2. Efes Pilsen Istanbul, Séville, Pau-Orthez, Belgrade, 6 pts ; 5. Dynamo Moscou, 5 pts.

■ Les entraîneurs pourront, à partir du 4 novembre, procéder à jusqu'à six remplacements de joueurs au lieu de quatre, sans devoir justifier d'une blessure. L'International Board, qui régit les règles du rugby, a annoncé cette réforme le 10 octobre. Les remplacements pourront s'effectuer à tout moment de la partie, et seuls deux d'entre eux concerneront la première ligne. Cette règle officialise les changements tactiques de joueurs, et met fin aux subterfuges utilisés pour remplacer un joueur prétendu blessé. Par ailleurs, les mêlées seront désormais limitées à huit joueurs.

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

• SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapes SOS (2,23 Fmin).

MOTS CROISÉS

N° 937

HORIZONTALEMENT

1. Son auteur, lui, dut affronter la réalité en même temps que la mort. - 2. Imiter leurs déplacements fut longtemps un rêve. En tête chez les imprimeurs. - 3. Le pédagogue l'est obligatoirement. - 4. Hodge de campagne. - 5. Passage naturel. Sentinelle sur le golfe. Comme Vautrin ? - 6. Pour les stars. Elle a des charges. - 7. Précis. Fonctionne par ultrasons. Ont rugi dans les campagnes. - 8. Déglinguent les colonnes. - 9. Encore parlé au sud. Dans les transports. Le bon compte sur le green. - 10. On s'en débarrasse et besoin est. Ne ferme pas. Ça c'est du sport ! - 11. On les mangera.

VERTICALEMENT

1. Frère latin d'un bleu de chez nous. - 2. Montre la bon naturel. Apprécié de Noël. - 3. Appellent déjà un jugement. Dans les départements. - 4. Bienvenue parmi nous.

Vit comme un moine. - 5. Travaille pour tout le pays. Pronom. - 6. Tonneau. Donne un nécessaire emploi du temps. - 7. Il leur faut des grandes surfaces. - 8. Neutres pour un sens. - 9. Fut majoritaire. Apprendre à connaître. - 10. Avec ou sans accusé. Travers. Indispensable lieu de travail. - 11. S'accompagnent parfois de voyages. Projecteur. - 12. Bandes sacrées. Tous les chemins y ramènent. - 13. Leur enfer inspira Sartre.

SOLUTION DU N° 936

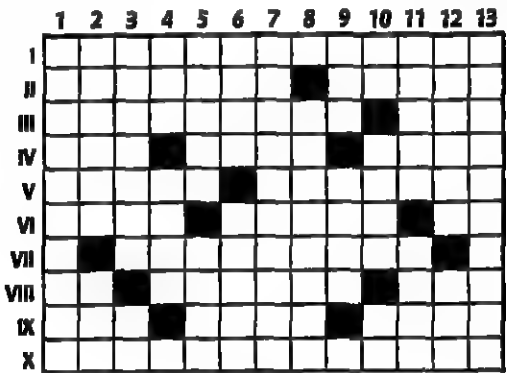
Horizontalement

1. Hagiographie. - 2. Evénement. - 3. Gitan. Camp. - 4. Inégales. En. - 5. Ocre. Az. Vru. - 6. Géométrie. - 7. Admiration. - 8. All. Emprise. - 9. Pater. Téter. - 10. Hg. Ter. Sète. - 11. Jota. - 12. Environant.

Verticalement

1. Hémoglobine. - 2. Avare. Sérén. - 3. Gitan. Camp. - 4. Inégales. En. - 5. Ocre. Az. Vru. - 6. Géométrie. - 7. Admiration. - 8. All. Emprise. - 9. Pater. Téter. - 10. Hg. Ter. Sète. - 11. Jota. - 12. Environant.

François Dorier



SCRABBLE (R)

N° 508

PAS DE SALADES !

En 1974, dans un tournoi joué au PLM, une joueuse faisait un solo fort applaudi avec NIÇOISE ; à l'époque, le maintien de la cédille posait des problèmes aux scrabbleurs. A l'entracte, un concurrent allait discrètement faire constater que, même sous forme de salade, le mot était absent du Petit Larousse illustré, à l'époque dictionnaire de référence. Evidemment, la solution n'allait pas tarder à se reconstruire au bûche. Les choses ont bien changé. Des dizaines de gentilles en -OISE se sont introduites tant dans le PLI que dans l'ODS. Les plus difficiles sont ceux qui comportent un N, l'attention du joueur se focalisant sur la flexion -IONS plutôt que sur la désinence -OIS. Ainsi vous avez ALMIONS en main, impeccable. Vous cherchez en vain une consonne libre sur la grille pour jouer par exemple ABIMIONS, IMAGIONS, ANIMIONS, MARIIONS. Seul un E peut vous sauver grâce à AMIÉNOIS. A vous de trouver d'autres gentilles en -OIS ou -OISE : 1. LAIONS + O ; 2. BINIONS + E ; 3. TIRIONS + U ; 4. FIIONS + N ; 5. HORIONS + G. Autres exemples où le tirage à compléter n'est pas en -IONS : 6. INDIGOS + E ; 7. ICONES + I ;

8. SONGEAI + E ; 9. ENJOINS + A ; 10. IONIENS + S. Tous les gentils ci-dessus sont des « solitaires », c'est-à-dire qu'ils n'ont pas d'accompagnements. D'autres sont « accompagnés », et nous vous demanderons de les retrouver à partir de leur anagramme. Exemple : GROUPEAIS ; solution : PRAGUOIS. 11. Le DOUSSE, bon favori des _____, est pourtant absent d'Ikea ; 12. Les québécois furent DÉMOUS par Roosevelt le _____ ; 13. Autrefois, les _____ étaient DOMINÉS par la plus grosse cloche de la chrétienté ; 14. Si tu te DÉVOUAS pour la _____, tu GODERAIS pour la _____ ; mais tous deux, nous BÉERIONS devant cette _____ ; 15. Les ARGIOPEES terrifient la _____ ; 16. La _____ s'EGOSILLA au match de rugby ; 17. Les HOUILLES réchauffent la _____ ; 18. Je me LOGUAIS à l'ordinateur du _____ ; 19. Les ÉMOTIONS sient à la _____ ; 20. Ce gitaniste qui se prétend SÉGOVINE est en fait _____.

Michel Charlemagne

Solution des anagrammes : 1. LAIONS ; 2. BÉNIIONS ; 3. TURINOIS ; 4. FINNOIS ; 5. HONGROIS ; 6. DICTIONOISE ; 7. NIÇOISE ; 8. AGÉNOISE ; 9. JEANNOIS, du lac Saint-Jean (Québec) ; 10. SIENNOIS ; 11. SUÉDOIS ; 12. MELDOIS, de Meaux ; 13. MENDOIS (Lorraine) ; 14. VAUDOISE, GARDOISE, BERNOISE ; 15. PRAGOISE ; 16. CALOULOISE ; 17. HULLOISE (Québec) ; 18. GAULOIS ; 19. MONTOISE ; 20. GÉNEVOIS.

LTSN, 68, avenue des Minimes, Saint-Mandé, 17 septembre 1996. Tournoi le mardi à 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à Q ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	CEOAUBY	MOGEY	H 8	54
2	AU+BESEDE	DAUBES (a)	H 8	90
3	LCUHL	HIC	L 7	26
4	LNUL+ARO	LOURDA	B 9	18
5	NLEHAP	PHALENE	C 3	61
6	ROEGNIT	TRIGONE (b)	L 8	85
7	NMUTNOE	NOUEMENT	L 11	86
8	QERUZF	TIREZ	L 11	48
9	OUF+TFET	QUETE	L 11	56
10	FF+ERAE	AFRETE	O 8	105
11	X7ILLUST	US	L 15	50
12	X7ILT+EN	EXILANT	A 5	101
13	ASWMONJ	JAS	L 6	36
14	WMON+ITS	WON	L 10	34
15	MITS+DAD	MIKES	L 10	31
16	DAD+EPJA	PAIE	D 1	32
17	DDA+VLAR	VA	L 9	27
18	DDLAR+OE	ELDORADO	F 4	68
19	SEMUCRS	PERCUS	I 10	30
20	MS+IVKLA	SAKI	L 2	30
21	MVL+IT	MI	L 12	17

1112

(a) ADOUBES, 9 F, 65. (b) ERGOTINE, F 6, 68 ; PIGERONT, 3 C, 63.
1. Bailly Gérard, 1100 ; 2. Mouglin Augusta, 1092 ; 3. Paillot Clotilde, 1057.

ANACROISÉS (R)

N° 938

HORIZONTALEMENT

1. IKKLOS. - 2. ABEES. - 3. ABEIKN. - 4. AILNORU (+1). - 5. ACENSUU. - 6. AABRTTU. - 7. EIMMNT. - 8. AEGIMN (+1). - 9. EIIQSSU. - 10. EESSTU. - 11. AAEGR (+1). - 12. CILNOOS. - 13. ABEILNU. - 14. CEILSV. - 15. AEEGRSU (+5). - 16. BEELRTT. - 17. AABEGRRR. - 18. EEEIRST (+1). - 19. CEEENNOS. - 20. AACNRST (+1). - 21. EESSST (+1). - 22. ENOSTT (+2).

VERTICALEMENT

23. EIKNOS. - 24. AABBEIRU. - 25. EKMOOSU. - 26. AEEGNRS. - 27. BEIIRU. - 28. CBEIINNR. - 29. BEENOS. - 30. EELRRSU. - 31. ABELOSSU. - 32. ADEIIT. - 33. AABCSUU. - 34. AACINOR. - 35. ADEIINU (+1). - 36. AABEINNR. - 37. AENOTTV. - 38. AEEGNT (+1). - 39. ABEELT (+1). - 40. EEEGLUU. - 41. AEEINSS (+1). - 42. ENOSTT (+2).

SOLUTION DU N° 937

1. BELETTE. - 2. ANOPSIE, privation de la vue. - 3. SIONISTE. - 4. STRONGLE, parasite des mammifères. - 5. SONORES (OSERONS). - 6. ASEPTISA (APETISSA). - 7. CARLIN (LARCIN). - 8. SOROTÉ. - 9. EMERISSE. - 10. Tourné. - 11. PANURES. - 12. RAINÉE (AERIEN).

ÉCHECS

N° 1710

OLYMPIADES 1996 (Erevan)

Blancs : Sturua.
Noirs : Kufrov.
Défense Caro-Kann.
Attaque Panov.

1. f4. 2. f5. 3. f6. 4. f7. 5. f8. 6. f9. 7. f10. 8. f11. 9. f12. 10. f13. 11. f14. 12. f15. 13. f16. 14. f17. 15. f18. 16. f19. 17. f20. 18. f21. 19. f22. 20. f23. 21. f24. 22. f25. 23. f26. 24. f27. 25. f28. 26. f29. 27. f30. 28. f31. 29. f32. 30. f33. 31. f34. 32. f35. 33. f36. 34. f37. 35. f38. 36. f39. 37. f40. 38. f41. 39. f42. 40. f43. 41. f44. 42. f45. 43. f46. 44. f47. 45. f48. 46. f49. 47. f50. 48. f51. 49. f52. 50. f53. 51. f54. 52. f55. 53. f56. 54. f57. 55. f58. 56. f59. 57. f60. 58. f61. 59. f62. 60. f63. 61. f64. 62. f65. 63. f66. 64. f67. 65. f68. 66. f69. 67. f70. 68. f71. 69. f72. 70. f73. 71. f74. 72. f75. 73. f76. 74. f77. 75. f78. 76. f79. 77. f80. 78. f81. 79. f82. 80. f83. 81. f84. 82. f85. 83. f86. 84. f87. 85. f88. 86. f89. 87. f90. 88. f91. 89. f92. 90. f93. 91. f94. 92. f95. 93. f96. 94. f97. 95. f98. 96. f99. 97. f100. 98. f101. 99. f102. 100. f103. 101. f104. 102. f105. 103. f106. 104. f107. 105. f108. 106. f109. 107. f110. 108. f111. 109. f112. 110. f113. 111. f114. 112. f115. 113. f116. 114. f117. 115. f118. 116. f119. 117. f120. 118. f121. 119. f122. 120. f123. 121. f124. 122. f125. 123. f126. 124. f127. 125. f128. 126. f129. 127. f130. 128. f131. 129. f132. 130. f133. 131. f134. 132. f135. 133. f136. 134. f137. 135. f138. 136. f139. 137. f140. 138. f141. 139. f142. 140. f143. 141. f144. 142. f145. 143. f146. 144. f147. 145. f148. 146. f149. 147. f150. 148. f151. 149. f152. 150. f153. 151. f154. 152. f155. 153. f156. 154. f157. 155. f158. 156. f159. 157. f160. 158. f161. 159. f162. 160. f163. 161. f164. 162. f165. 163. f166. 164. f167. 165. f168. 166. f169. 167. f170. 168. f171. 169. f172. 170. f173. 171. f174. 172. f175. 173. f176. 174. f177. 175. f178. 176. f179. 177. f180. 178. f181. 179. f182. 180. f183. 181. f184. 182. f185. 183. f186. 184. f187. 185. f188. 186. f189. 187. f190. 188. f191. 189. f192. 190. f193. 191. f194. 192. f195. 193. f196. 194. f197. 195. f198. 196. f199. 197. f200. 198. f201. 199. f202. 200. f203. 201. f204. 202. f205. 203. f206. 204. f207. 205. f208. 206. f209. 207. f210. 208. f211. 209. f212. 210. f213. 211. f214. 212. f215. 213. f216. 214. f217. 215. f218. 216. f219. 217. f220. 218. f221. 219. f222. 220. f223. 221. f224. 222. f225. 223. f226. 224. f227. 225. f228. 226. f229. 227. f230. 228. f231. 229. f232. 230. f233. 231. f234. 232. f235. 233. f236. 234. f237. 235. f238. 236. f239. 237. f240. 238. f241. 239. f242. 240. f243. 241. f244. 242. f245. 243. f246. 244. f247. 245. f248. 246. f249. 247. f250. 248. f251. 249. f252. 250. f253. 251. f254. 252. f255. 253. f256. 254. f257. 255. f258. 256. f259. 257. f260. 258. f261. 259. f262. 260. f263. 261. f264. 262. f265. 263. f266. 264. f267. 265. f268. 266. f269. 267. f270. 268. f271. 269. f272. 270. f273. 271. f274. 272. f275. 273. f276. 274. f277. 275. f278. 276. f279. 277. f280. 278. f281. 279. f282. 280. f283. 281. f284. 282. f285. 283. f286. 284. f287. 285. f288. 286. f289. 287. f290. 288. f291. 289. f292. 290. f293. 291. f294. 292. f295. 293. f296. 294. f297. 295. f298. 296. f299. 297. f300. 298. f301. 299. f302. 300. f303. 301. f304. 302. f305. 303. f306. 304. f307. 305. f308. 306. f309. 307. f310. 308. f311. 309. f312. 310. f313. 311. f314. 312. f315. 313. f316. 314. f317. 315. f318. 316. f319. 317. f320. 318. f321. 319. f322. 320. f323. 321. f324. 322. f325. 323. f326. 324. f327. 325. f328. 326. f329. 327. f330. 328. f331. 329. f332. 330. f333. 331. f334. 332. f335. 333. f336. 334. f337. 335. f338. 336. f339. 337. f340. 338. f341. 339. f342. 340. f343. 341. f344. 342. f345. 343. f346. 344. f347. 345. f348. 346. f349. 347. f350. 348. f351. 349. f352. 350. f353. 351. f354. 352. f355. 353. f356. 354. f357. 355. f358. 356. f359. 357. f360. 358. f361. 359. f362. 360. f363. 361. f364. 362. f365. 363. f366. 364. f367. 365. f368. 366. f369. 367. f370. 368. f371. 369. f372. 370. f373. 371. f374. 372. f375. 373. f376. 374. f377. 375. f378. 376. f379. 377. f380. 378. f381. 379. f382. 380. f383. 381. f384. 382. f385. 383. f386. 384. f387. 385. f388. 386. f389. 387. f390. 388. f391. 389. f392. 390. f393. 391. f394. 392. f395. 393. f396. 394. f397. 395. f398. 396. f399. 397. f400. 398. f401. 399. f402. 400. f403. 401. f404. 402. f405. 403. f406. 404. f407. 405. f408. 406. f409. 407. f410. 408. f411. 409. f412. 410. f413. 411. f414. 412. f415. 413. f416. 414. f417. 415. f418. 416. f419. 417. f420. 418. f421. 419. f422. 420. f423. 421. f424. 422. f425. 423. f426. 424. f427. 425. f428. 426. f429. 427. f430. 428. f431. 429. f432. 430. f433. 431. f434. 432. f435. 433. f436. 434. f437. 435. f438. 436. f439. 437. f440. 438. f441. 439. f442. 440. f443. 441. f444. 442. f445. 443. f446. 444. f447. 445. f448. 446. f449. 447. f450. 448. f451. 449. f452. 450. f453. 451. f454. 452. f455. 453. f456. 454. f457. 455. f458. 456. f459. 457. f460. 458. f461. 459. f462. 460. f463. 461. f464. 462. f465. 463. f466. 464. f467. 465. f468. 466. f469. 467. f470. 468. f471. 469. f472. 470. f473. 471. f474. 472. f475. 473. f476. 474. f477. 475. f478. 476. f479. 477. f480. 478. f481. 479. f482. 480. f483. 481. f484. 482. f485. 483. f486. 484. f487. 485. f488. 486. f489. 487. f490. 488. f491. 489. f492. 490. f493. 491. f494. 492. f495. 493. f496. 494. f497. 495. f498. 496. f499. 497. f500. 498. f501. 499. f502. 500. f503. 501. f504. 502. f505. 503. f506. 504. f507. 505. f508. 506. f509. 507. f510. 508. f511. 509. f512. 510. f513. 511. f514. 512. f515. 513. f516. 514. f517. 515. f518. 516. f519. 517. f520. 518. f521. 519. f522. 520. f523. 521. f524. 522. f525. 523. f526. 524. f527. 525. f528. 526. f529. 527. f530. 528. f531. 529. f532. 530. f533. 531. f534. 532. f535. 533. f536. 534. f537. 535. f538. 536. f539. 537. f540. 538. f541. 539. f542. 540. f543. 541. f544. 542. f545. 543. f546. 544. f547. 545. f548. 546. f549. 547. f550. 548. f551. 549. f552. 550. f553. 551. f554. 552. f555. 553. f556. 554. f557. 555. f558. 556. f559. 557. f560. 558. f561. 559. f562. 560. f563. 561. f564. 562. f565. 563. f566. 564. f567. 565. f568. 566. f569. 567. f570. 568. f571. 569. f572. 570. f573. 571. f574. 572. f575. 573. f576. 574. f577. 575. f578. 576. f579. 577. f580. 578. f581. 579. f582. 580. f583. 581. f584. 582. f585. 583. f586. 584. f587. 585. f588. 586. f589. 587. f590. 588. f591. 589. f592. 590. f593. 591. f594. 592. f595. 593. f596. 594. f597. 595. f598. 596. f599. 597. f600. 598. f601. 599. f602. 600. f603. 601. f604. 602. f605. 603. f606. 604. f607. 605. f608. 606. f609. 607. f610. 608. f611. 609. f612. 610. f613. 611. f614. 612. f615. 613. f616. 614. f617. 615. f618. 616. f619. 617. f620. 618. f621. 619. f622. 620. f623. 621. f624. 622. f625. 623. f626. 624. f627. 625. f628. 626. f629. 627. f630. 628. f631. 629. f632. 630. f633. 631. f634. 632. f635. 633. f636. 634. f637. 635. f638. 636. f639. 637. f640. 638. f641. 639. f642. 640. f643. 641. f644. 642. f645. 643. f646. 644. f647. 645. f648. 646. f649. 647. f650. 648. f651. 649. f652. 650. f653. 651. f654. 652. f655. 653. f656. 654. f657. 655. f658. 656. f659. 657. f660. 658. f661. 659. f662. 660. f663. 661. f664. 662. f665. 663. f666

On appréciera le retour d'une certaine douceur dans l'ensemble du pays. L'après-midi, les thermomètres afficheront généralement des valeurs de l'ordre de 18 à 20 degrés sur une large moitié nord. Dans le Sud, il oscillera entre 20 et 22 degrés avec des pointes à 24 degrés au pied des Pyrénées et en Corse.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France).



Au Canada, la pluie de météores fut également dense et les savants des observatoires d'Ottawa ont pu l'enregistrer avec leurs caméras.

tions unies. Depuis, plusieurs centaines ont été éditées par les administrations postales du monde entier. Le timbre, d'une valeur de 4,50 F, au format horizontal 36,83 x 26 mm, est imprimé en héliogravure sur feuilles de quarante.

P. J.

★ Vente anticipée à Paris, le samedi 21 et dimanche 22 octobre, au bureau de poste temporaire « premier jour » à l'hôtel de ville, salle des Prévôts. Le 19 octobre, de 11 heures à 13 heures, Marc Taraszkoff y sera présent pour une séance de dédicaces.

Une brochure en couleurs de 68 pages, réalisée à partir des collections d'André Legay, retrace l'histoire de l'Unioncié à travers les timbres-poste du monde entier (50 F port compris auprès de l'Unioncié, 3, rue Duguy-Trouin, 75008 Paris. Tél. : 01 44-39-71-77).

.....

TEL: (01) 44-43-76-00; fax: (01) 44-43-

allers et retours quotidiens entre les deux villes. - (AFP)

36 15 LEMONDE

OPÉRA Le Metropolitan Opera de New York est le rendez-vous privilégié des plus célèbres chanteurs du moment. La même semaine, Luciano Pavarotti, Plácido Domingo et Roberto Alagna peuvent s'y succéder dans des mises en scène réputées académiques. ● **DIRECTEUR** de l'institution depuis 1990, Joseph Volpe a décidé de rééquilibrer les produc-

tions. Des metteurs en scène tels que Robert Carsen et Robert Wilson vont y faire leurs débuts. Il a également passé commande à des compositeurs contemporains et

cherche une annexe pour représenter le répertoire baroque de façon philologique. ● **POUR** Mirella Freni, le patron du Met a remis au répertoire le quatrième opéra d'Umberto

Giordano, *Fedora*, qui a permis à la soprano italienne de montrer que, à l'âge de soixante et un ans, elle était toujours l'une des reines incontestées de la salle new-yorkaise.

Le pas décidé du Metropolitan Opera de New York vers le XXI^e siècle

Depuis 1990, la grande scène new-yorkaise s'est lancée dans une « révolution de velours ». Réputé pour ses distributions, le Met, prétendu temple de l'académisme, renouvelle son répertoire et ses productions

NEW YORK

de notre envoyé spécial

A force de paraphraser les « on-dit » sans y être jamais allés, les auteurs de commentaires sur le Metropolitan Opera de New York finissent par perdre le sens de l'apropos. Il s'est dit et écrit beaucoup de choses sur le conservatisme d'une maison qui ne se dédierait qu'aux monstres sacrés et vieillissants de l'art lyrique, on a beaucoup jérémié à propos de la malinisme du chef d'orchestre James Levine depuis vingt-cinq ans sur la direction musicale de la maison. Mais il semble que la tendance d'opinion s'inverse, coïncidant avec les premiers résultats de la politique de Joseph Volpe, directeur général du Met depuis 1990.

Certes, il n'est pas rare de tomber, dans la programmation annuelle du Met, sur des productions d'un autre âge, chrono en diable, pour ne pas dire revêches à l'œil d'un observateur européen moyennement raffiné. En revanche, on s'y trouve rarement déçu par les gossiers, rassemblés en des distributions pour la plupart exceptionnelles. Ainsi, le mélomane pouvait-il y entendre, il y a peu, Plácido Domingo, Luciano Pavarotti et Roberto Alagna chantant pendant la même semaine.

En fait la problématique posée par le type de fonctionnement du Met peut être formulée en des termes simples. En tenant de côté les masses financières et la particularité du budget du Met (l'argent public n'y représente qu'une part infime), il s'agit de mettre en regard, d'une part, une programmation fondée sur la reprise de productions maison, leur

alternance mêlée à un sage renouvellement du répertoire, et, d'autre part, une programmation de spectacles nouveaux, donnés sur une période de quelques semaines et presque jamais repris. Les deux camps sont, emblématiquement, représentés par le Met, d'une part, et le Théâtre du Châtelet, de l'autre. L'Opéra de Paris offre une solution mixte, mêlant les reprises de quelques œuvres d'une année sur l'autre et la production, parfois extrêmement coûteuse, d'un spectacle nouveau exceptionnel (le récent *Hippolyte et Aricie* de Rameau, au Palais Garnier, avec l'invitation de forces musicales et chorégraphiques extérieures à la maison).

L'argument opposé aux défenseurs du « système Met » est l'impossibilité d'y travailler calmement, notamment sur le plan scénique, l'alternance et la reprise des spectacles amenant à une planification serrée et à la simplification des éléments fixés lors de la

création. Le ténor français Michel Sénéchal, Placide de légende au Festival d'Aix, il y a quarante ans, et récent bandit en chef impayable dans *Les Brigands*, d'Offenbach, à la Bastille, est présent pendant plus de neuf mois par an au Met et à l'Opéra de San Francisco.

« CONNAISSANCE PARFAITE »

Il dénonce cette réputation : « Les conditions de reprise du Met sont extrêmement sérieuses. Alors que la création de l'André Chénier monté par Nicolas Joël a seulement eu lieu en avril, le metteur en scène a supervisé la reprise du spectacle ce mois-ci. Quand il s'agit de metteurs en scène associés, qui remontent des productions anciennes, le travail n'est pas pour autant bécoté. Mais il est vrai que la connaissance parfaite de ces productions permet à un remplaçant de s'intégrer facilement. »

Evidemment, cette pratique est inverse à celle de metteurs en scène venus du théâtre, comme

Patrice Chéreau ou Peter Sellars. Leur travail s'effectue en profondeur, avec des interprètes choisis aussi par eux. Toute annulation peut ruiner l'ordonnancement d'un travail collectif soigné. Ainsi, quand Gérard Mortier, directeur du Festival de Salzbourg, souhaitait remplacer Lella Cubertli, fatiguée vocalement, Chéreau refusa-t-il de reprendre le travail scénique de zéro avec une nouvelle interprète.

Mais, contrairement à l'idée reçue, le cas du Met, à ce jour – et ce en ayant pris connaissance des projets de cette saison et de ceux à venir –, est cependant moins malicieusement opposé à celui des théâtres européens. Joseph Volpe affirme sa volonté, prudente mais ferme, d'ouvrir le répertoire : sont annoncées des productions nouvelles d'œuvres modernes (Arnold Schoenberg, Alban Berg, Leoš Janáček, Benjamin Britten) et contemporaines (Philip Glass, John Corigliano, John Harbison : une création tous les trois ans) qui

se mêlent au fonds de répertoire de la maison qui draine les foules. Les metteurs en scène les plus inattendus acceptent désormais de travailler dans le prétendu temple de l'académisme : Robert Carsen et Bob Wilson, plutôt acquis aux usages européens, viendront pourtant affronter leur travail radical à celui, beaucoup plus « ronflant », de Franco Zeffirelli, accouru à la rescousse du Met pour une *Carmen* annulée in extremis par Liliana Cavani, en désaccord esthétique avec Joseph Volpe, ou à celui de John Dexter, qui fut longtemps le metteur en scène maison.

FRONDS BAROQUES

Le Met annonce même qu'il recherche une seconde salle pour y donner des ouvrages baroques. Cecilia Bertoli, applaudie dans *Co-si fan tutte*, de Mozart, la saison passée et qui revient au Met cette année, voudrait y donner le répertoire qu'elle souhaite aborder au

cours des prochaines années (Le Monde du 22 mai) : Haendel, Vivaldi et, de manière générale, les compositeurs baroques.

Mais parviendra-t-elle à faire inviter au Met, en sa succursale du moins, une formation idoine, concurrentielle à l'Orchestre du Met ? James Levine acceptera-t-il de voir son terrain envahi par une fronde baroque qui, pour être encore peu puissante aux États-Unis et à New York en particulier, remet posément en question les acquis académiques en ce domaine ? C'est probablement l'un des objectifs de Joseph Volpe, pour ce passage du siècle, pour un nouveau Met où ne chanteront ni Pavarotti, ni Domingo, ni Freni. Ce passage des générations renforcera assurément la nécessité d'une nouvelle image, d'un nouveau public, d'un nouveau Met. La « révolution de velours » de Joseph Volpe semble bien engagée.

R. Ma.

Joseph Volpe, directeur général du Metropolitan Opera

« J'use de ma position de patron et j'assume mes actes »



JOSEPH VOLPE

Le public vient entendre ces grandes voix qu'il aime. Pourtant, nous allons beaucoup plus loin que ce que l'on dit couramment. La production du *Midsummer Night's Dream*, de Benjamin Britten, sera très contemporaine visuellement et, dans quelques mois, Robert Carsen dirigera *Eugène Onéguine*, de Tchaïkovski, son premier spectacle au Met. Je suis en pourparlers très avancés avec Robert Wilson. Cela ne m'empêche pas, s'il le faut, de refuser des projets scénographiques. Je suis toujours prêt à discuter, mais lorsqu'il me faut prendre une décision, j'use naturellement de ma position de patron et j'assume mes actes.

— On dit que, lorsque vous avez renvoyé Kathleen Battle, en

1994, vous avez conforté votre statut, en tenant de surcroît tête à Ronald Wilford, tout-puissant « manager » de l'agence Columbia, représentante de Kathleen Battle et de... James Levine, votre directeur musical.

— Je n'ai pas voulu faire d'autisme : moi, je dois dire que Kathleen Battle est digne d'être. Après une longue liste de comportements peu confortables, je lui ai signifié un ultimatum. Elle ne s'y est pas conformée. Je l'ai mise à la porte, voilà tout. Quant à Ronald Wilford, il n'est pas le grand manipulateur que l'on dit, je ne suis pas sa marionnette, en tout cas. James Levine a compris qu'il ne pouvait défendre Kathleen Battle dans cette situation. S'il l'a engagée, c'est pour des motifs musicaux.

— Vous tandem avec James Levine est-il sans nuages, en dépit de ce qu'en dit Norman Lebrecht dans son dernier livre, *When the Music Stops* ?

— Il s'agit de savoir qui fait quoi, voilà tout. Je ne me permets pas de donner des conseils musicaux à Jimmy. Il sait que je connais mon métier et que j'exerce ma fonction de patron. Nous nous consultons, nous échangeons nos vues.

— Vous êtes un enfant de la

maison, puisque vous y avez d'abord travaillé comme membre du personnel technique. Ceci vous aide-t-il lors des conflits avec vos employés ?

— Ils connaissent mon passé et savent que je suis au courant de leurs difficultés. Je suis ferme mais loyal dans mes discussions. J'ai été très étonné d'apprendre qu'en France les jours de grève étaient même souvent payés. Ici, cela paraît surréaliste ! Quand il s'agit de se séparer de quelqu'un qui ne fait pas l'affaire, nous le faisons. S'il s'agit d'un arrêt de travail inacceptable, les personnels techniques peuvent être remplacés. Evidemment, cela ne se produit pas, car il régit dans cette maison une excellente atmosphère de travail. Le dernier conflit en date, une grève de vingt-cinq semaines en 1970, a été terrible pour la maison. Chacun en a ressenti les conséquences. Aujourd'hui nous reconstruisons sans problème les conventions collectives.

— Il est notoire que le Met paye des cachets moins élevés qu'ailleurs, y compris dans le cas de Pavarotti. Comment parvenez-vous à attirer les plus grandes

— Ils se sentent choqués, aimés par le public. Ils savent cette salle et son infrastructure très professionnelle, notre directeur musical. Les distributions sont exceptionnelles, et l'émulation très forte. Pour ma part, je fais tout ce qui me faut pour que leurs conditions de travail soient parfaites. Si Mirella Freni a un problème avec son appartement, le jour de son arrivée, même un dimanche, je suis prêt à m'en occuper personnellement.

— On dit même que vous lui avez offert cette production de *Fedora*, qui ouvre la saison 1996-1997.

— Nous n'avons pas créé de nouvelle production à cette occasion, car il n'y a qu'elle pour chanter ce rôle aujourd'hui et remplir la salle avec un ouvrage qui y fut représenté pour la dernière fois il y a... soixante-dix ans. Nous avons donc loué la production préfabriquée de Mirella. Elle voulait chanter ce rôle fétiche au Met. Comment refuser cela à cette immense chanteuse qui fit et fait toujours les beaux soirs de cette salle ?

Propos recueillis par Renaud Machart

Mirella Freni en artiste d'exception dans « Fedora », d'Umberto Giordano

L'ouvrage avait été monté pour la première fois en 1926

FEDORA, d'Umberto Giordano. Avec Mirella Freni (Fedora Romazov), Plácido Domingo (Loris Ipanov), Amha Arteta (Olga Sukharev), Dwayne Croft (De Silvestro), Jean-Yves Thibaudet (Boris Laskin), Chœur et Orchestre du Metropolitan Opera de New York, Roberto Abbado (direction), Beppe De Tomasi (mise en scène).

METROPOLITAN OPERA, New York, le 5 octobre. Prochains spectacles : les 12, 17, 21 et 25 octobre. De 85 F à 600 F. Tél. : (212) 362-6000.

NEW YORK

de notre envoyé spécial

Toulouse l'a récemment monté, certes, mais il faut convenir que *Fedora* (1898), quatrième opéra représenté d'Umberto Giordano (1867-1948), n'encombre pas les scènes lyriques. En tout cas pas celle du Metropolitan Opera de New York, où la dernière apparition de l'ouvrage remonte à 1926. Mais *Fedora*, tout écrit sur mesure pour des monstres sacrés (Caruso sera l'Ipanov de la première mila-

naise), donne le change, pourvu qu'on respecte sa singularité tenue musicale, sa richesse orchestrale et dramaturgique.

On se moquera donc de savoir si Roberto Abbado, neveu de l'autre Abbado, dirige avec le feu qui convient, si sa mesure prudente ne tient pas l'ouvrage en deçà du « jusqu'où aller trop loin ». Il a préféré ne pas flirter avec cette limite du « goût » qui cède de l'œil à tous les coins d'œil.

Gianandrea Gavazzeni (1909-1996), dernier grand maestro du répertoire italien, dans un enregistrement en public de 1993 capté à la Scala de Milan, où il dirige Mirella Freni et Plácido Domingo (1 CD Legato LCD 213-2), montre assez bien qu'il est possible d'aller au-delà de cette réserve sans pour autant gâter l'ouvrage. Mais Gavazzeni était un orfèvre en la matière, « enveloppant » ses chanteurs sans les couvrir de miel.

Au Metropolitan Opera, Domingo n'abuse pas des sanglots, mais il donne de la voix avec une telle santé et une telle générosité

que les amateurs retrouvent sans nul doute les émois prodigés naguère par des chanteurs au style moins scrupuleux. Agée de soixante et un ans, aux derniers feux d'une carrière menée avec tact et prudence, Mirella Freni témoigne d'une tenue vocale étonnante. Son timbre, riche, rond, fruité, est inchangé. Le vibrato s'est certes élargi et l'intonation de son dernier air laisse à désirer. Mais peut-on rêver mort plus naturelle, plus infériorisée ? Peut-on rêver interlude plus touchant, habité de quelques simples gestes de détresse silencieuse ?

RÉALISME TRIANGLE

Tout du long du spectacle, Freni est là, sans surcharge de diva assidue, en simple artiste d'exception. Aux côtés des deux rôles principaux, on remarque deux excellents chanteurs : le soprano léger et acide de la Basque Amha Arteta, Olga pimpante à souhait dans un « air du champagne », qui avoue sa préférence marquée pour le Veuve-Cliquot. Dwayne Croft confirme qu'il est l'un des plus beaux barytons du

moment : voix splendide, ferme, puissante. Dans les froufrous de la scène de bal du deuxième acte on distingue un *guest* inattendu : le pianiste français installé à New York, Jean-Yves Thibaudet, incarne le rôle du pianiste polonais Laskin. La partition de Giordano lui offre d'ailleurs deux moments musicaux en forme de collage : censé régaler l'assistance du salon de Fedora d'un nocturne puis d'une étude virtuose *alla Chopin*, il accompagne en fait les répliques échangées en aparté par Fedora et Loris.

La mise en scène et les décors possèdent cette qualité essentielle de se faire oublier et de se rappeler régulièrement à notre bon souvenir sans choquer. On avouera qu'il part le chalet suisse sur fond de montagnes du troisième acte les atours du salon russe puis parisiens de Fedora convainquant parfaitement par leur réalisme tranquille et exact. Il est vrai qu'on n'y a d'eux que pour Freni – autrement dit, on n'y voit que du feu.

R. Ma.

MAIRIE DE PARIS

Kent
en concert
au Trianon
80 Bd Rochechouart 75018 Paris
du 23 au 26 octobre à 19h
1^{re} partie: Element of Crime

46 35 40 40 et 3615 M6

France Inter

thias Lang
de Ka

est une

Le gouver
Américain

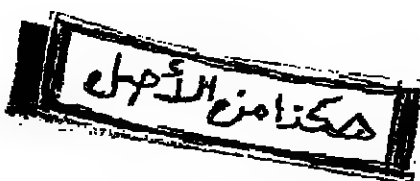
échanges inégaux

Le gouver
Américain

échanges inégaux

Le gouver
Américain

échanges inégaux



Matthias Langhoff se réapproprie les cauchemars de Kafka au Théâtre de la Ville

« Ile du salut » est une variation terrifiante à partir du « Rapport 55 sur la colonie pénitentiaire »

Première pièce de Matthias Langhoff, *Ile du Salut*, inspirée du Rapport 55 sur la colonie pénitentiaire de Franz Kafka, glace d'effroi. La ma-

chine à tuer qui est au centre de la nouvelle n'est jamais montrée, mais des bruits sinistres et des éclats de lumière la rendent oppressante. Servi-

par d'excellents comédiens, la pièce finit par s'affranchir du récit : les terreurs de Kafka cèdent alors le pas à celles de Matthias Langhoff.

ILE DU SALUT, de Matthias Langhoff, d'après « Rapport 55 sur la colonie pénitentiaire » de Franz Kafka. Mise en scène : Matthias Langhoff. Avec Jean-Marc Stehlé, Marcial Di Fonzo Bo, Amiran Amiranachvili, Jean Lambert-Wild, Gérard Morel, Claude Du-

THÉÂTRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, Paris-4. M^o Châtelet. Tél. : 42-74-22-77. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 20 octobre, à 15 heures. 95 F et 140 F. Jusqu'au 8 novembre.

Un rideau de fer marron, imposant, avec une inscription manuscrite : « Qui peut faire irruption dans le chaos ? » Une voix, un peu tremblée, qui raconte un cauchemar, dans le noir, bercé par le grincement d'un mat sur une mer clapotante. Les premières minutes d'*Ile du salut* ne sont pas rassurantes pour les spectateurs du Théâtre de la Ville. Vers quels rivages embarquent-ils ? Sous le soleil voilé des tropiques. Dans une vallée où les cocotiers sont si hauts que la terre ne respire plus. Une vallée de la mort, dont Jean-Marc Stehlé donne une vision marquante, cinématographique. Cette faible lumière qui irradie d'une chaleur moite ce sol sablonneux, l'absence de ciel et d'horizon, tout concourt à l'enfermement dans un lieu que ne renierait pas Dante : « Vous qui

entrez ici, ôtez toute espérance », semble dire cet endroit dont la désolation est accusée par des débris incertains, une casemate et un entrelacs de ponts suspendus et d'échelles de corde ceignant une bache en plastique : l'enveloppe de la machine de la Colonie pénitentiaire.

A quoi ressemble-t-elle, cette machine à tuer dont la description occupe une part essentielle du récit de Kafka ? Impossible à dire. Au Théâtre de la Ville, elle n'existe que par le roulement des poulies, les éclats de lumière et le bruit terrible qu'elle fait quand elle se met en marche. Mais on ne sait comment s'opère la punition, pourtant dépeçée jusque dans ses moindres détails par l'Officier (Marcial Di Fonzo Bo) au Voyageur (Jean-Marc Stehlé). Étrange scène que celle de ces deux hommes dans un endroit abandonné : l'un, le Voyageur, porte tous les attributs d'un Européen, short, casque, et il croise ses jambes. L'autre, l'Officier, est vêtu d'un uniforme dont la stricte rigueur contraste avec le climat. Comme il le dit, « il faut représenter la patrie ». Quelle patrie ? Cela n'est pas précisé, sinon dans l'insouciance à afficher un respect de l'ordre, lié à la punition et à la mort.

Grande galeté, donc : deux hommes qui transpirent, une ambiance à rester coi de peur, et les cris des oiseaux tropicaux. Insis-

tants comme un rappel à la nature sinon à la vie, que seul le Condamné (Amiran Amiranachvili) semble entendre. Avec ses tresses hirsutes, son corps à combattre les deux antiques, son bout de bois dans le nez, il se tient dans cette vallée comme s'il ne savait pas que la Terre est ronde. De lourdes chaînes l'emprisonnent, il creuse ce qui pourrait être une tombe. Il doit mourir parce qu'il est coupable d'une faute qu'il ignore, et il répond en sifflant aux oiseaux. A ses côtés, le Soldat chargé de sa garde (Jean Lambert-Wild) semble mûr dans un abaissement irrémédiable : un jeune corps blond armé d'un fusil, qui tente de rafler les chaînes en rotin, puis abandonne.

QUESTION IMPOSSIBLE

Long début pour une pièce sans fin : Matthias Langhoff porte en lui le cauchemar du *Rapport 55 sur la colonie pénitentiaire*, à qui il a voulu donner chair en écrivant son *Ile du salut*. Le récit de Kafka navigue dans cette zone de l'inconscient où niche une culpabilité sans fond parce que fondamentale : d'être juif, d'être né, de survivre. Avec, à la clef, le désir de genre, contre soi, le monde, ou l'autre - une vieille histoire de l'humanité, en somme. Une fois qu'il sera installé dans la machine, le Condamné sentira s'inscrire sur sa chair, parcourue par les pointes d'une herse, la sanction qui lui a été attribuée sans ju-

gement. Le sang ruissellera sur son corps lacéré qui, au bout de douze heures, ne sera plus qu'un cadavre.

Pendant un moment qui paraît si long que des spectateurs fuient, la pièce écrite et mise en scène par Matthias Langhoff reste au plus près du récit de Kafka. Sans tricher, avec des comédiens qui excellent. On sent que Marcial Di Fonzo Bo trait jusqu'au bout du monde (s'il n'y est pas) pour faire entendre l'Officier, à qui il donne des accents shakespeariens. Jamais il ne flanche dans son interprétation, aussi exemplaire que celle, plus silencieuse, de Jean-Marc Stehlé. Pourtant, l'entreprise bute sur une question impossible : comment entrer dans le cauchemar de l'autre ? Si, dans l'intimité de la lecture, le récit de Kafka le permet, la scène s'y refuse. Visiblement, Matthias Langhoff l'a senti. Peu à peu, il s'éloigne des terreurs de Kafka, ou plutôt il se les réapproprie. Alors apparaît ce qui l'obsède - cette guerre sans fin que se livrent les hommes du siècle, partout dans le monde, en brandissant l'étendard de l'ordre totalitaire pour masquer toute interrogation. Guerres irrationnelles : quand les combattants ont cessé de se battre au corps à corps pour introduire les machines, l'humanité a fait un pas en arrière, disait Hermann Hesse. C'est ce temps-là qui se dépile sur le plateau du théâtre, quand Matthias Langhoff en arrive à ses « post-humides » où se dessine peu à peu une apocalypse. Devenus singes, crocodiles ou animaux préhistoriques, les personnages investissent alors la vallée de la mort, pour ne plus la quitter.

Brigitte Salino

P. J. Harvey se met à nu sur le blues de John Parish

La chanteuse et le guitariste-producteur anglais défendent dans un pub de Bristol les titres de leur nouvel album cosigné

BRISTOL

de notre envoyé spécial
Pour fêter la sortie de leur disque commun, *Dance Hall at Louse Point*, John Parish et P. J. Harvey donnaient, du 9 au 12 octobre, quatre concerts exceptionnels au Fleece and Firkin, un pub spacieux de Bristol. Originaires de la région, le guitariste et la chanteuse ont choisi délibérément un cadre quasi familial, à l'image d'une relation qui les lie maintenant depuis une décennie. Musicien, producteur et homme de l'ombre, John Parish a participé à l'éclosion du talent singulier de Polly Jean Harvey. Elle n'avait que dix-sept ans quand il l'a croisée pour la première fois, adolescente timide et folk devenue rockeuse sous l'influence, entre autres, de cet amateur de blues primal et de rockabilly destructeur.

P. J. Harvey est l'une des personnalités les plus marquantes du rock anglais des années 90. En coulisse ou sur le devant de la scène, John a suivi son évolution, de *Dry*, premier album d'une petite paysanne écorchée vive, à *To Bring You My Love*, disque d'une femme venueuse. Il y a quelques mois, le guitariste s'était en solo à la composition d'un album instrumental censé illustrer une chorégraphie. Sa camarade a fini par le rejoindre, posant ses textes et sa voix sur cette musique rugueuse.

Sur la petite scène du Fleece and Firkin transformé en taverne, quatre rockers-artistes en veste sombre entourent la chanteuse en robe blanche. Le jeu de guitare de John Parish distille des ambiances funestes. Dépouillé à l'extrême, il se hérisse en un blues barbelé. Aux claviers ou à la basse, Eric Feldman - ancien de Père Ubu et de Captain

Beefheart -, dessine des ciels d'orage. Les silences ont le rythme d'une respiration angoissée. Les mots de P. J. Harvey s'épanouissent dans cet univers sous tension. Depuis longtemps, elle a fait de sa féminité une arme, se mettant à nu avec une cinglante impudeur. Ses incantations, d'abord murmurées, explosent en bouquets hystériques.

DEUX REPRISES DE GAINSBURG

Depuis son dernier album, on sait que la chanteuse revendique la dimension théâtrale de ses chansons. En écrivant cette fois des textes pour les musiques d'un autre, elle confirme ses talents de comédienne. Elle joue des personnages plus ludiques que viscéraux. Qu'elle soit sorcière (*Thou*), croquer romantique dans la reprise de *Is That All There Is*, un morceau de Leiber et Stoller interprété par Peggy Lee, ou préresse rock à la manière de Patti Smith (*Civil War* Correspondent).

Au rappel, rejoint sur scène par Mick Harvey, coproducteur (sans aucun lien familial) de certains titres de l'album, le groupe se lance avec un enthousiasme chaotique dans l'interprétation de deux chansons de Serge Gainsbourg. Il y a quelques mois, dans son album *intimated Man*, Mick Harvey a été le premier à traduire en anglais des morceaux du créateur de *Je t'aime, moi non plus*. Transformée soudain en B. B. du Dorset, P. J. Harvey fredonne à tue-tête une version (française) de *Harley-Davidson* avant d'entamer en duo *Bonnie & Clyde* devant un public local médusé et quelques Français qui ne l'évalent pas moins.

Stéphane Davet

Le gouvernement espagnol favorise l'accès des Américains à son marché cinématographique

MADRID

correspondance
Cet été, le cinéma espagnol semblait au bord de la crise de nerfs : Miguel Angel Cortés, secrétaire d'État à la culture, affirmait que les treize dernières années « avaient été les pires de l'histoire du cinéma espagnol », avait déploré une rébellion des cinéastes, pour une fois unanime (*Le Monde* du 7 août). La rentrée se place sous le signe de l'apaisement. José María Otero, directeur général de l'Institut du cinéma et des arts audiovisuels, a déclaré qu'« il n'y a jamais eu de doute sur la qualité du cinéma espagnol ni sur la reprise évidente de la croissance du nombre de spectateurs ». Le gouvernement de José María Aznar vient de débloquer enfin le décret destiné à modifier la loi sur le cinéma du 8 juin 1994.

L'activité cinématographique

sont annoncées par le gouvernement ne trahissent pas la rupture redoutée cet été. Le fonds d'aide au cinéma restera en 1997 au même niveau qu'en 1996, de l'ordre de 120 millions de francs. Ces mesures trahissent pourtant un fléchissement des défenses nationales - et par conséquent des protections des autres pays européens -, alors que les intérêts américains bénéficient particulièrement de la conjoncture. De surcroît, contrairement à ce qui se passe en France, où les principaux circuits (Gammont, UGC et Pathé) appartiennent à des capitaux français, le premier circuit national espagnol (plus de 100 salles) est détenu par la multinationale américaine UCI depuis 1992.

Le système de protection remis en cause par le nouveau décret s'articule autour d'un double mécanisme réglementaire concernant les

Les distributeurs indépendants espagnols étaient généralement d'avis de supprimer tout de suite ce système destiné à toutes façons à disparaître au plus tard en 1998 pour harmoniser les réglementations espagnole et européenne. Il sera d'abord assoupli, la distribution d'un film européen donnant désormais le droit de présenter deux films américains au lieu d'un. Transition dangereuse : les distributeurs espagnols n'auront pas un accès plus facile aux produits européens, et les majors pourront attirer plus de films américains en faisant moins d'efforts sur les films européens.

Les quotas d'écrans imposaient, dans les villes de plus de 125 000 habitants, que ne soient pas projetés plus de deux films de pays tiers pour un film européen. Ce rapport est porté à trois pour un. La principale justification de ce changement est que l'ancienne règle n'a jamais été respectée. Sans la création d'un mécanisme de contrôle fort, on peut douter de l'efficacité protectrice de ce changement. Mais une fois encore, le nouveau décret fragilise les conditions de sortie des films espagnols (et plus largement européens) et laisse augurer une domination encore plus forte des Américains sur la distribution et l'exploitation. La plus parfaite illustration en est l'annonce par le groupe Prisa de son entrée dans le secteur de l'exploitation avec l'objectif ambitieux d'ouvrir vingt multiplexes avant la fin du siècle. Pour ce faire, Prisa s'est associée à Warner, l'Américain.

Thomas Somsino

Des échanges inégaux avec la France

Les films espagnols sont rares en France, en salles comme à la télévision. Seul Pedro Almodovar (comme avant lui Luis Buñuel, puis Carlos Saura) tire vraiment son épingle du jeu, réalisant 77 % des entrées des films espagnols en France. Au contraire, le cinéma français marche assez bien en Espagne. Sur la quarantaine de films sortis en 1995, trois (*Un indien dans la ville*, *La Reine Margot*, *Léon*) ont dépassé les 400 000 entrées.

Depuis l'accord du 25 mars 1986, le cinéma français coproduit surtout les films des réalisateurs espagnols qui s'exportent le mieux : Almodovar a budgets de production (en 1995, le coût moyen d'un film français se situait à 28 millions de francs, contre 8 millions pour un film espagnol). Pour faciliter l'augmentation du nombre de coproductions, les représentants des deux pays ont signé à San Sebastian un accord qui doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier. L'abaissement de 20 % à 10 % (pour les films à budget élevé) de l'apport minimum du coproducteur minoritaire devrait augmenter les échanges.

s'est restreinte ces dernières années. Après une chute catastrophique de la production entre 1982 et 1994 (de 146 à 43 films), 59 films espagnols ont été produits en 1995. Une nouvelle génération de producteurs est apparue. Un important pôle audiovisuel s'est constitué à partir de l'alliance entre Canal Plus et le groupe de presse Prisa. Entre 1990 et 1995, la fréquentation en Espagne s'est accrue de 21 % et le rythme d'ouverture de salles ne se dément pas : en 1995, une nouvelle salle de cinéma était inaugurée tous les deux jours.

Même si Hollywood domine toujours le marché à 70 %, le cinéma hispanique reconquiert progressivement un public - une hausse de 60 % l'année dernière -. Dans ce contexte plutôt favorable, les me-

licences de doublage et les quotas en salles. Le système des licences de doublage imposait aux distributeurs de sortir un film européen pour avoir le droit de doubler et donc de présenter au public un film non européen (donc essentiellement américain). Dans *El País* cet été, José María Otero se proposait de modifier ce système « pour éviter l'importation de films européens sans relief qui occupent l'espace du cinéma espagnol », système qu'il n'estimait servir qu'à « obtenir des licences pour doubler des films américains en Espagne ». S'il est vrai que certains films européens sont distribués en Espagne uniquement dans ce but, les sociétés américaines installées dans le pays achètent aussi de nombreux films espagnols pour les mêmes raisons.

Qualité.
Avec l'esprit de l'art.

EUROPEAN
art
forum

Le meilleur d'art international
des galeries d'art contemporaines.
Pour tous renseignements contactez : +33 20 30 38 20 57

EUROPEAN GALLERIES. M. Meise Berlin

VISA DÉCOUVERTE

Opéra Comique

3 opéras à partir de 224 francs !

Georg Friedrich Haendel
Amadigi
18, 20, 22 ou 23 novembre 1996

Jacques Offenbach
Les Contes d'Hoffmann
3, 4, 5, 6, 9, 10 ou 11 décembre 1996

Benjamin Britten
Owen Wingrave
20, 22, 24 ou 25 février 1997

1180 804 579 372 224 francs

JE SOUSCRIS DÈS MAINTENANT AU "VISA DÉCOUVERTE"

nom _____ indique le nombre de "Visas"

prénom _____ indique la catégorie

adresse _____

montant total _____

Donc choisissez pour

Amadigi

Les Contes d'Hoffmann

Owen Wingrave

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Opéra Comique.
Coupon réponse et chèque à retourner à Opéra Comique, 5 rue Favart, 75003 Paris.

01 42 44 45 46

MUSIQUE
DU MONDESANDRA BESSIS
Paseando

Romancero, coplas, cancionero : trois formes musicales et poétiques qui définissent les chants judéo-espagnols et sont explorées par Sandra Bessis et ses trois musiciens (vielle de gambe, flûte de cristal, guimbarde, clarinette turque, bombarde, psaltérion, cromorne, tambourin, etc.). Ces romances puisées dans la culture de l'Andalousie méritent et de ses héritiers se promènent dans les chansons populaires de l'Espagne médiévale, les légendes et les rites quotidiens de la communauté juive de la Péninsule. Il y a là de l'amour tragique (*Ven kerida, ven amada*) ou ardent (*Por amar una donzela*), des intrigues coquines (*Dos amantes tengo la mi mima*) et de la gourmandise (*Komida de berendjena*, hymne à l'aubergine). Sandra Bessis prend un plaisir évident à chanter ces dix-sept morceaux choisis parmi un répertoire que le temps n'a pas su détruire. Les nuances de la voix, sa chaleur, l'élégance des accompagnements musicaux compensent les défauts de la prise de son (trop proche, la voix laisse souvent entendre la respiration) et une certaine linéarité mélodique. On retiendra une superbe romance interprétée à capella : *Durme, durme, mi alma donzela*. V. Mo.

* 1 CD ARN AT 1440.

CLASSIQUE

RICHARD STRAUSS

Quatre derniers Lieder - Cinq Lieder - Suite du Chevalier à la rose - Renée Fleming (soprano), Orchestre symphonique de Houston, Christoph Eschenbach (direction). Elisabeth Schwarzkopf a enregistré deux fois les *Quatre derniers Lieder* pour EMI. La première fois en mono avec l'orchestre Philharmonia, deux années après la créa-

tion mondiale de l'œuvre de Strauss par Kirsten Flagstad et Wilhelm Furtwängler en 1949, la seconde en stéréo avec l'Orchestre radio-symphonique de Berlin et George Szell (1966). Avec quelque injustice parfois toutes ses consœurs lui ont été confrontées et aucune n'a pu s'imposer durablement. Quel sera le sort de Renée Fleming ? A la tête de l'Orchestre de Houston, Christoph Eschenbach trouve immédiatement le ton juste - entre feuillets moites et soleil couchant - ; mieux, il enveloppe la soprano dans un chapelet protecteur qui lui permet de déployer une voix au souffle infini, flexible, au timbre somptueux. De cet entrelacs amoureux naît une interprétation moins hypnotique que celle de Schwarzkopf, mais finalement plus émouvante, parce que plus sensible. AL. La.

Arnold Schoenberg
Molte et Aaron David Pittman-Jennings (Moses), Chris Merrick (Aaron), Gabrielle Fontana (une jeune fille), etc. *Chœur de l'Opéra royal d'Amsterdam*, Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, Pierre Boulez (direction).

Enregistrée dans la grande salle du Concertgebouw d'Amsterdam en octobre 1995, cette interprétation de l'opéra inachevé d'Arnold Schoenberg a bénéficié des répétitions liées aux représentations données à l'Opéra d'Amsterdam pendant cette période dans la mise en scène de Peter Stein (*Le Monde du 14 octobre 1995*). Dirigée par Boulez, chantée par une distribution idéale, jouée par un orchestre assez stupéfiant de perfection, chantée par un chœur sans reproche, servie par une prise de son qui respecte les rapports d'intensité, la balance orchestrale et la disposition des dif-

* 1 CD RCA 09026 68539-2.

L'Asie centrale arrive en force

Ecouter l'élégance azérie, la puissance du chant du Khorezm ou la fougue kazakh

Ouzbékistan : tradition savante *Shash Maqom*, un album bien argumenté vient de paraître chez Buda Records/Adès, le livret est complet, n'y manquant que les dates et les lieux d'enregistrement, on opposera la puissance du chant venu du fin fond de l'Asie centrale, la région du Khorezm, dont la capitale, Khiva, a longtemps cultivé jardins et mosquées avec un art poussé à l'extrême.

DES LIVRETS COMPLETS

Ouzbékistan, musique du Khorezm est le résultat de voyages effectués à bas par Théodore Lévin et Otanazar Matyukubov pour le compte de l'Unesco. Avec un son parfait, ces onze pièces représentatives des traditions populaires, savantes et sacrées d'une branche mal connue des ethnies d'Asie centrale, présentent des curiosités tout à fait séduisantes, comme cette pièce classique instrumentale jouée sur une clarinette double (*Kashnaki*) aux accents enfants.

Enregistrées en 1994 à Almaty (anciennement Alma-Ata), trois ans après l'indépendance du pays, les vingt et une pièces de l'album *Kazakhstan, musique d'Almaty* sont un reflet assez fidèle de l'enseignement dans les conservatoires du patrimoine kazakh. On y notera la très belle voix de Berk Zosipov, jeune homme né en 1970 près de la mer d'Azov, qui s'accompagne au *dombra*, un luth à deux ou trois cordes, l'instrument national, permettant de trancher les accords avec la fougue de l'épopée ou de faire coo-

ler les notes comme un cheval au galop. Le Musée d'ethnographie de Genève, qui a réalisé ces enregistrements, prévient dans le livret que, « n'ayant été réalisés ni dans les journaux des bédouins ni dans les habitations des paysans, ils ne font qu'illustrer la pratique des professionnels ». Mais la musique est superbe.

Enfin, pour clore ce voyage, on plongera dans l'univers léger de Matubeh Dadabayeva - « la turquoise de Samarkand » -, chanteuse d'origine tadjik qui chante aussi en ouzbek et affectionne les robes et les coiffes brodées. D'une voix virgineale (avec parfois un peu trop d'algues nasillards), saisie au vol à Tachkent, elle interprète des airs de fête rythmés par le tambour circulaire *davud*, ou des mélodies confortantes d'une tristesse dévolée par le sensuel *ghichack* (viele). Tous ces albums contiennent des livrets complets.

Véronique Mortaigne

* *Anthologie des maqams d'Azerbaïdjan* : un coffret de 2 CD inédit W 260 069, Distribué par Auvidis.

* *Ouzbékistan, musique du Khorezm* : 1 CD Unesco/Auvidis D 8269.

* *Kazakhstan, musique d'Almaty* : 1 CD VDE/Gala VDEK 0590.

* *Matubeh Dadabayeva* : 1 CD Long Distance 122 039, Distribué par WMR.

férents intervenants d'une façon idéale, cette version règle la question pour longtemps, très longtemps.

* Un coffret de 2 CD Deutsche Grammophon 449 174-2. Livret en allemand, français, italien et anglais.

HECTOR BERLIOZ

Harold en Italie - La Corsaire - Le Carnaval romain - Benvenuto Cellini

Laurent Verney (alto), Orchestre de l'Opéra Bastille, Myung-Whun Chung (direction).

Berlioz est l'un des compositeurs les plus difficiles à interpréter. De nombreux interprètes (notamment français, excepté Paul Paray et Pierre Monteux) l'ont traité en grossissant parfois les traits d'une musique aux lignes sveltes, aux harmonies astringentes, et nourrie d'une multitude de détails instrumentaux. Avec un orchestre transparent, aux cordes fluides et virtuoses, des vents agiles, Chung donne une version flamboyante mais tenue, émouvante, ni polie ni trop démonstrative d'*Harold en Italie*. Laurent Verney, alto solo de l'Opéra, a la stature instrumentale d'un grand soliste, mais il sait se fondre dans l'orchestre, écouter ses collègues, qualité capitale dans cette œuvre magnifique et sans doute la plus difficile à bien interpréter de toutes les pièces instrumentales de Berlioz... si l'on en juge par une discographie pléthorique et souvent médiocre. AL. La.

* 1 CD Deutsche Grammophon 447-102-2.

JAZZ

LES MCCANN

EDDIE HARRIS

Swiss Movement

Ce concert enregistré le 22 juin 1969 au Festival de jazz de Montreux (Suisse) aurait pu ressembler à ces millions de soirées conçues à partir de la réunion d'un groupe de base et de quelques solistes sur l'air de « on est un tas de chouettes copains ». C'est une partie du quotidien du jazz. Les musiciens qui méritent ce nom s'en sortent à peu près, parfois des moments particuliers se sont retrouvés inscrits dans l'histoire. Dans ce « Swiss Movement », on est un peu au-dessus de la moyenne et pas vraiment dans l'histoire. Position presque idéale, il n'y est question que de musique. Les McCann, pianiste, et Eddie Harris, saxopho-

niste - électrique -, hommes figurants d'un jazz sans enfans, font à eux seuls dépasser Benny Bailey et à la trompette ; l'embarque son monde dès le premier thème. La forme est proche du hard bop, la rythmique swingue sur des accords funky, volés, ça joue, ça grogne, on se laisse prendre et séduire par ce jeu direct, par cet élan d'un soir au Casino. S. B.

* 1 CD Rhino-Atlantic 8122-72452-2. Distribué par WEA.

ROCK

CURTIS MAYFIELD

New World Order

On croyait Curtis Mayfield perdu pour la musique depuis que, en août 1990, un accident de scène l'avait laissé tétraplégique. Miracle de la volonté et des nouvelles technologies, l'ancien leader des Impressions (de 1957 à la fin des années 60) sort aujourd'hui un nouvel album. Surprise, *New World Order*, à quelques petites erreurs près, rivalise avec les meilleures productions solo (Curtis, Superfly, There's No Place Like America Today) de cette figure essentielle de la musique noire américaine, dépassant la plupart des disques qu'il enregistrera dans les années 80. Loin des arrangements clinquants et des conventions sirupeuses du rhythm 'n' blues actuel, Curtis murmure, de son falsetto doux et fragile, des psaumes douloureux, des mélodies d'une langueur inquisite. Comme à l'époque où *People Get Ready* et *If You Had a Choice* de Colour trouvaient la bande-son idéale du Mouvement des droits civiques, ces nouvelles chansons rayonnent d'une spiritualité qui fait de Curtis Mayfield l'égal de Marvin Gaye. S. B.

* 1 CD Warner 9362-45348-2.

BAADER MEINHOF

Un temps, on vit en Luke Haines l'avenir de la pop anglaise. Mais trop d'amertume et de bile n'ont jamais permis à son groupe, The Autentics, de jouer le rôle fédérateur que laissait entrevoir un élégant premier album (*New Wave*). Baader Meinhof, son nouveau groupuscule, trouve enfin l'adéquation entre intimité acariâtre et mélodies convulsives. Plutôt que se crispier sur sa guitare, le chanteur a choisi d'accompagner sa voix acide de violon et de violoncelle effilés comme une lame de percussions et d'un

clavier sculptant un funk étrangement spasmodique. Dix chansons courtes et superbement osseuses évoquent en filigrane les heures sombres du terrorisme européen et moyen-oriental des années 70. Avec les mots teigneux et l'humeur tordue d'un anti-héros. S. B.

* 1 CD Hut 8421782. Distribué par Delabel.

CHANSON

JEAN-JACQUES MILITEAU

Mardi d'été venu

Avec ou sans harmonica, tout change. Le Néerlandais Toos Thielemans avait tenté l'expérience avec la musique britannique. Jean-Jacques Militeau a embauché de fameux coéquipiers pour essayer de cerner le blues de la chanson française. C'est une jolie tentative, l'harmonica adoucit les monus, ou les exacerbe, comme dans la nouvelle version très animée de *Sarabande*, de et avec Francis Cabrel. Réunis Hovav Pagny, Charles Aznavour, Eddy Mitchell (*Lèche-botte blues*, hyper-décontracté), Michel Jonasz (*Les Fourmis rouges*) ou Claude Nougaro (*Les Don Juan*) est sa manière à lui, qui accompagne beaucoup les chanteurs, de fêter le centième anniversaire de l'harmonica - pour tout renseignement sur l'instrument, téléphoner à Jean-Jacques Militeau, au Souffle du blues, 01-40-44-92-22, comme indiqué sur la pochette. Pour le blues, le vrai, avec l'esprit et tout, Militeau a trouvé chanteurs à son pied : Richard Bohringer, cassé et plein d'espoir, noctambule, amoureux ébahi et infidèle (*Quand fremte le soir*) ou encore Didier Lockwood (*Lovely Crowd*). V. Mo.

* 1 CD Odéon Records 953432-2. Distribué par EMI.

LES COMÉDIEN

HARMONISTS

chantent en français

En 1931, les Comedian Harmonists pénètrent dans les foyers français avec *Les Gars de la marine*, l'humour et l'émotion au film *Le Capitaine Corcoran*, version française du film britannique *Bombes au Mont Carlo*. Ce quintette vocal avec piano est déjà célèbre en Allemagne, où il a été fondé en 1927 par un ténor sans emploi Harry Frommermann, auquel se sont joints les basses Robert Biberi, fils d'un ténor italien de l'Opéra de Berlin, un ténor hongrois, un baryton polonais, etc. Administrateur du groupe vocal allemand The Revels, Harry Frommermann organise des répétitions chez la grande actrice du cinéma muet Asta Nielsen, avant d'aborder les rigues de la comédie musicale, du cinéma (parlant) et de l'opéra. Les Comedian Harmonists sont polyglottes : ils chantent en allemand, en français, en anglais, passent du jazz (*Stormy Weather*, en français, *Quand il pleut*, en 1933) au classique (*Sandmännchen* sur une musique de Brahms, *Memoirs of Bach*), donnent des concerts de chanson Salle Gaveau (une première), et s'encanaillent avec Joséphine Baker ou sur des musiques du Cubain Ernesto Lecuona (*All Baba*). La diction parfaite, l'humour - un peu trop opérétique parfois -, les charmantes pointes d'accent, le travail d'ensemble vont assurer un succès européen à ce groupe que le nazisme forcera à la dissolution : la moitié de ses membres étaient juifs. V. Mo.

* 1 coffret de 2 CD EPM 963782.

L'ENIGME LOUIS XVII

Une pièce inédite avec preuves à l'appui par Valérie de FENFENTY

L'orphelin du temple

LA PENSÉE UNIVERSELLE

DEDICACE

A la Cour d'Appel du Palais de Justice de Paris le dimanche 13 octobre de 14h à 17h.

EDOUARD II

de Christopher Marlowe

Mise en scène Alain Françon

Création CDN de Savoie

Mardi 15 octobre à 19 h 30

Mercredi 16 et jeudi 17

octobre à 19 h 30

Espace Malraux Scène Nationale

de Chambéry et de la Savoie

Tél. : (01) 79.55.55.43

LES 12 ET 13 OCTOBRE
WEEK-END DE STAR
PATRICK BRUEL

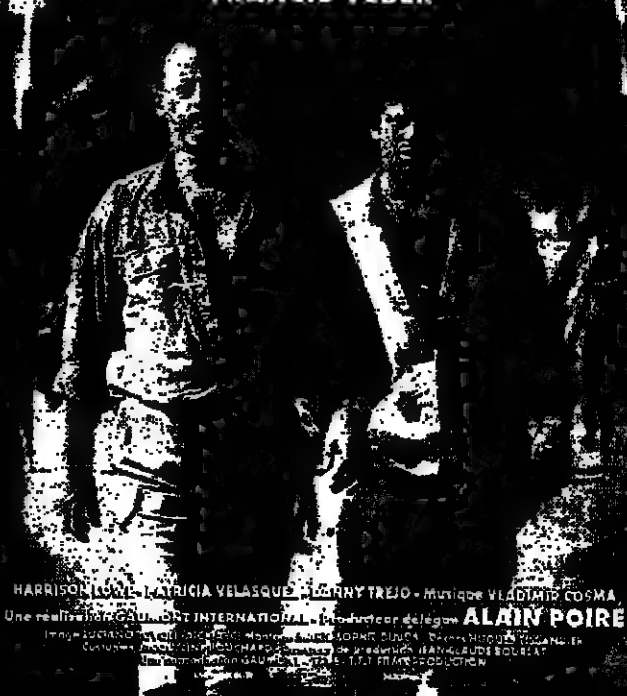
SUR



JEAN RENO

PATRICK BRUEL

LE JAGUAR

UN FILM ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR
FRANCIS VEBER

HARRISON LLOYD - PATRICIA VELASQUEZ - LORENZO TREJO - Musique VLAADIMIR CROSA

Une réalisation de l'INSTITUT INTERNATIONAL de l'Industrie du Cinéma ALAIN POIRE

SORTIE LE 9 OCTOBRE

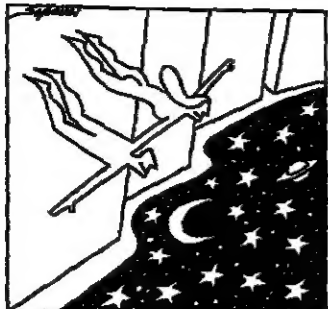
NOREN
DESARTHE
DEMONS
Basler
Bollmann
Gaston-Dreyfus
Malo
du 11 oct.
au 3 nov.
CRÉTEIL Maison des Arts 45 13 19 19 C

THEATRE
PARIS
DU 8 OCT. AU 8 NOV. 20H30
KAFKA-LANGHOFF création
ILE DU SALUT
RAPPORT 55 SUR LA COLONIE PÉNITENTIAIRE
mise en scène Mathias Langhoff
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

EDOUARD II
de Christopher Marlowe
Mise en scène Alain Françon
Création CDN de Savoie
Mardi 15 octobre à 19 h 30
Mercredi 16 et jeudi 17
octobre à 19 h 30
Espace Malraux Scène Nationale
de Chambéry et de la Savoie
Tél. : (01) 79.55.55.43

Cultures croisées à Marseille

La Fiesta des Suds s'installe à la Manufacture des tabacs



LA FIESTA DES SUDS, c'est tout : un lieu, des cultures croisées, une certaine idée des brassés du Sud européen, de l'Arabie et de l'Afrique, des fêtes de jumeaux, de la photographie (Sebastião Salgado), des arts plastiques. De quoi occuper l'ancienne Manufacture des tabacs, rebaptisée Dock 19 pour célébrer la mémoire des quatre éditions précédentes de ce festival qui s'était tenu sur le port de Marseille. La soirée d'ouverture (le 12) mêle les derviches tourneurs de Damas, le raï (Cheba Zhorra) et le flamenco (Los Parillas de Jerez). En soutien, la Fiesta a

appelé des Diables catalans (parade pyrotechnique). Le 17, l'Italie arrive avec ses régionalismes universaux : les Piémontais Mau Mau, rockers éclectiques, la Squadra de Gènes et les Corras de Cinqui So; le 18, le raï (Khaled) se marie à la culture de la jeune génération israélienne (Alabina). Beaux mariages à venir également, l'Afrique (Djeli Moussa Diawara, le Rail Band de Bamako) et le salsa (les Cubains de Kinox).

★ Dock 19, 19, rue Guibal, Marseille 3^e. Du 12 au 26 octobre. Tél. : (06) 91-41-45-50. De 80 F à 100 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Assassins, Kabal, Zebda, Saï Saï Déferlante sur le Val-de-Marne de rythmes et de mots affûtés par la rue. Doyen de la scène rap, Assassin reste à l'avant-garde des sons et de l'engagement. Saï Saï sont les tchatcheurs virtuoses du ragamuffin parisien. Zebda nous secoue avec ses idées neuves et ses danses sudatoures. Irvy-sur-Seine (94), Chapiteau, parc des Cormatilles, 20 heures, le 11. Tél. : 45-15-07-07.

Khalid Kaité
Laurent du concours Découvertes de RFI en 1993, Habib Kaité a gagné une bonne partie de l'Afrique de l'Ouest à sa cause musicale avec un titre au militantisme joyeux, *Cigarette à bano* (la cigarette, c'est fini). Quand il ne prodigue pas sa science aux élèves de l'Institut national des arts de Bamako, Habib Kaité, fils de griot, présente sur scène son album *Vif et malin*, *Muso Ko* (Missin/Night & Day).
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Château d'Eau, 21 heures, le 11. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Kheif Ahmed
Né en 1921 dans la région de Biskra, Kheif Ahmed est l'un des

chanteurs traditionnels les plus populaires en Algérie et au Proche-Orient. Sumommi « le palmier chantant », ce vieil homme est le maître incontesté du chant saharien - le style *ay* - dans les palmeraies, chaud et intemporel comme le désert. *Institut du monde arabe*, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^e Jussieu, 20 h 30, les 11 et 12. Tél. : 40-51-38-37. 100 F.

Chasse aux rats, de Peter Turrini
Chasse aux rats est la première pièce écrite par l'auteur autrichien d'origine italienne Peter Turrini. Michel Didym entend ce texte en 1995, à l'abbaye des Prémontrés de Pont-a-Mousson, lors de la première édition de La Mousson d'été, et décide aussitôt de le monter. « Nous sommes tous englués dans des habitudes, des modes, des processus de consommation nés en gros du boom économique de l'après-guerre... » De cette « modernité », Turrini dissèque la superficialité.
Théâtre 71 Malakoff, 3, place du 11-Novembre, 92 Malakoff. Du 11 au 27 octobre à 20 h 30 ; jeudi à 19 h 30 ; dimanche à 17 heures. Tél. : 46-53-43-45. 85 F et 115 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BREAKING THE WAVES (*)
Film danois de Lars von Trier, avec Emily Watson, Stellan Skarsgård, Katrin Cartlidge, Jean-Marc Barr, Adrian Rawlins, Jonathan Hackett (2 h 38).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Haute-feuille, dolby, 6^e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6^e ; UGC Danton, dolby, 9^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 9^e ; Max Linder Panorama, TTX, dolby, 9^e (48-24-88-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 1^{er} (43-57-90-81) ; Es-curia, dolby, 1^{er} (47-07-28-04 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Mollat, 17^e ; Pathe Wepler, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).

CAMELEON
Film français de Benoît Cohen, avec Chiara Mastroianni, Seymour Cassel, Jackie Berroyer, Antoine Chappet, Alban Guitteny, Eddie Bunker (1 h 32).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49) ; George-V, dolby, 8^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Sept Parmissiens, 14^e (20-32-20) ; UGC Convention, 15^e.
LES ENFANTS DE LA NATURE
Film islandais de Fridrik Thor Fridriksson, avec Gisli Halldorsson, Sigridur Hagallin, Bruno Ganz, Egill Olafsson (1 h 25).
VO : L'Entrepôt, 14^e (45-43-41-63).

LE JAGUAR
Film français de Francis Veber, avec Jean Reno, Patrick Bruel, Harrison Lowe, Patricia Velasquez (1 h 40).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (40-39-99-40 ; réservation : 40-30-20-10) ; Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08 ; réservation : 40-30-20-10) ; Publicis Champs-Élysées, dolby, 9^e (47-20-76-23 ; réservation : 40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 9^e (43-87-35-43 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (47-07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gau-

mont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont 17-10-00 ; Miramar, dolby, 14^e (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (48-28-42-27 ; réservation : 40-30-20-10) ; Majestic, Passy, dolby, 16^e (42-24-64-24 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Mollat, 17^e ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96 ; réservation : 40-30-20-10).

RONDE DE FLICS À PÉKIN
Film chinois de Ning Ying, avec Li Zhanhuo, Wang Liangui, Zhao Zhiming, Liu Yingshu (1 h 42).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ; Le Quartier Latin, 5^e (43-26-84-65) ; Le Balzac, 6^e (45-61-10-60).

UNE VIE NORMALE
Film britannique d'Angela Pope, avec Martin Donovan, Joely Richardson, Jason Fiemyn, Ian Hart, Sam Bould (1 h 40).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (43-25-59-83 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Rotonde, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-59-19-08 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (47-07-55-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; 14-Juillet sur-Seine, dolby, 19^e (réservation : 40-30-20-10).
VF : Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 9^e (43-87-35-43).

WALKING AND TALKING
Film américain de Nicole Holofcener, avec Catherine Keener, Anne Heche, Liev Schreiber, Todd Field, Randall Batinkoff, Kevin Corrigan (1 h 23).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er} ; Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77 ; réservation : 40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (43-59-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (45-80-77-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parmissiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LE MONDE
ou tél. : 36-68-03-78 (2,23 F/min)

RÉGIONS

Une sélection musicale classique, danse, jazz, théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

AUX-EN-PROVINCE
Vladimir Spivakov (violin), Sergueï Bezrodny (piano)
Haydn : *Sonate pour violon et piano*.
Brahms : *Sonate pour violon et piano* n° 3. Schubert : *Fantaisie*.
Théâtre du Jeu de Paume, rue de l'Opéra, 13 Aix-en-Provence, 17 heures, le 13. Tél. : 42-38-44-71.
Janos Starker (violoncelle), Alain Planas (piano)
Haydn : *Diverimento*. Chopin : *Sonate pour violoncelle et piano* op. 65.
Brahms : *Sonate pour violoncelle et piano* op. 38. Beethoven : *Variations sur « La Flûte enchantée »*.
Théâtre du Jeu de Paume, rue de l'Opéra, 13 Aix-en-Provence, 20 h 45, le 15. Tél. : 42-38-44-71.
Quatuor Vogler
Haydn : *Quatuor à cordes* op. 74 n° 2.
Beethoven : *Grande Fugue pour quatuor à cordes* op. 133. Smetana : *Quatuor à cordes* n° 1.
Théâtre du Jeu de Paume, rue de l'Opéra, 13 Aix-en-Provence, 20 h 45, le 16. Tél. : 42-38-44-71.

ANGoulême
Lazar Berman (piano), Orchestre national Bordeaux-Aquitaine
Beethoven : *Les Créations de Prométhée*. Mozart : *Concerto pour piano et orchestre* n° 13. Beethoven : *Concerto pour piano et orchestre* n° 4.
Logis de Luness, 16 Angoulême, 21 heures, le 12. Tél. : 45-94-74-00.
François-Tenès Dubach (piano)
Beethoven : *Sonate pour piano* n° 8 « Pathétique ». Chopin : *Polonaises*.
Nocturnes Liszt : *Sonate pour piano*.
Logis de Luness, 16 Angoulême, 17 heures, le 13. Tél. : 45-94-74-00.

BORDEAUX
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine
Bruch : *Fantaisie écossaise*. Berlioz : *Symphonie fantastique*. Gil Shahan (violin), John Nelson (direction).
Palais des sports, place Férme-de-Richemont, 33 Bordeaux, 20 h 30, les 16 et 17. Tél. : 56-48-58-54. De 40 F à 110 F.

COMPIÈGNE
Médée
de Cherubini. Francine Berge (Médée), Claude Giraud (Jason), Barbara Kelch (Circé), Jacques Dacquin (Créon).
Chœur du Théâtre français de la musique, Ensemble orchestral Harmonia Nova, Michel Swierczewski (direction), Pierre Jourdan (mise en scène).
Théâtre Impérial, rue Crémieux, 60 Compiègne, 20 h 30, le 18 ; 17 h 30, le 20. Tél. : 05-03-13-46. De 100 F à 550 F.

DOUAI et LILLE
Orchestre national de Lille
Mahler : *Symphonie* n° 3. Doris Soffel (mészo-soprano), Maitrise boréale, Chœur de Düsseldorf, Jean-Claude Casadesu (direction).
Hippodrome, place du Bartet, 59 Douai, 20 h 45, le 18. Tél. : 27-96-62-83.
Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille, 20 h 30, les 15 et 16. Tél. : 20-12-62-40. 160 F.

LYON
The Turn of the Screw
(la gouvernante), Pomone Epomé (Mrs Grose), Marion Harousseau, Julie Mathévet (Flora), Emmanuel Lanica, Roman Bignaux, Cyrille Dubois (Miles), Carole-Marie Livingstone (Miss Jessel), Gunar Gudjonsson (Peter Quint), Scott Emerson (le narrateur), Maitrise de Caen, Maitrise et orchestre de l'Opéra de Lyon, Dominique Debart (direction), Séphar Grögier (mise en scène).
Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon, 20 h 30, le 12 ; 19 h 30, le 15. Tél. : 72-00-45-45. De 75 F à 240 F.

MARSEILLE
L'Or du Rhin
de Wagner. James Johnson (Wotan), Robert Schunk (Loge), Hartmut Welker (Alberich), Yvan Mathiak (Mime), Wendy Hoffman (Pricla), Carmen Rippel (Freia), Adakly Volodov (Dornier), Peter Jeffrey (Froh), Carsten Stabell (Fasolt), Gudjon Oskarsson (Fafner), Patricia Spence (Erda), Sandrine Eyglar (Woglinde), Hélène Thily (Wellgunde), Sonia Nigoghossian (Flosshilde), Orchestre philharmonique de Marseille, Serge Baudo (direction), Charles Roubaud (mise en scène).
Opéra, 2, rue Molière, 13 Marseille, 14 h 30, le 13 ; 20 h 30, les 16 et 19. Tél. : 91-55-00-70. De 220 F à 300 F.

NICE
Boris Godounov
de Moussorgski. Ruggero Raimondi (Boris Godounov), Vitali Taraschenko (Dimitri), Kenneth Riegel (Schoulski), Jasha Rosenberg (Varissam), Jeanne Pélard (Marina), Vladimir Vanev (Fim), Yurii Vedeneyev (Rangoni), Chœur de l'Opéra de Nice, Chœur bulgare, Orchestre philharmonique de Nice, Vladimir Fedoseyev (direction), Vainko Kokos (mise en scène).
Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paul, 06 Nice, 19 heures, les 18, 23 et 26 ; 14 h 30, le 20. Tél. : 93-85-67-31. De 80 F à 320 F.

DANSE
ALÈS-EN-CÉVENNES
Olivier Grandville
Zig Zag.
Le Cratère, square Pablo-Neruda, 30 Alès-en-Cévennes, 20 h 30, le 18. Tél. : 86-52-52-64.

GRENOBLE et LYON
Takayo Ballet
Maurice Béjart : *Le Sacre du printemps*. L'Oséou de feu, Boléro.
Le Cargo, 8, avenue Paul-Claudel, 38 Grenoble, 19 h 30, le 15 ; 20 h 30, le 16. Tél. : 76-25-91-91. De 60 F à 170 F.

Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon, 15 heures et 20 h 30, le 12 ; 17 heures, le 13. Tél. : 78-75-88-88. De 220 F à 250 F.

LYON
Compagnie Es Sola
Sécheresse et pluie.
Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon, 20 h 30, les 18 et 19. Tél. : 78-75-88-88. De 110 F à 140 F.

MULHOUSE
Mathilde Monnier
Nuit.
La Filature, 20, allée Nathan-Katz, 68 Mulhouse, 20 h 30, le 16 ; 19 h 30, le 19. Tél. : 89-36-28-28. De 90 F à 130 F.

LA ROCHELLE
Hip hop-Dances urbaines
H. Käfig, MBDT.
La Course, 4, rue Saint-Jean-du-Perron, 17 La Rochelle, 17 h 30, le 12. Tél. : 46-51-54-02. 125 F.

STRASBOURG
Compagnie Josef Nadj
Le Cri du caméléon.
Théâtre national, place de la République, 67 Strasbourg, 20 heures, le 12. Tél. : 38-35-44-52. 125 F.

NANCY
20^e Nancy Jazz Pulsations
En première semaine : Little Freddie King (le 15 octobre), Liz McComb, Coco Robicheaux, Melvin Taylor, Laurent de Wilde, Giannina Testa, Sens Unik, (le 17) Oumou Sangaré, Manu Dibango, le 18) Romano Clavio/Textier, ONI Laurent Cugny, Mad in Paris (le 18), Armando Battistoni, Ninenna Freelon, Benny Golson Orchestra, Duke Ellington Orchestra, Arno (le 19).
Jusqu'au 26 octobre. NIP BP 771 54064 Nancy Cedex. Tél. : 83-35-40-86.

PERPIGNAN
8^e Perpignan Jazz Festival
Un premier week-end « Carrefour des Suds » avec Amala Zubiria et Inaki Salvador Octet, Pino Minafra Sud Ensemble, Michel Marre, Pascal Comédiant, Onzert, François Corneliou Quartet. A partir du 15 octobre : Steve Coleman Five Elements, la Compagnie La Canerarie, le trio de Denis Colin, Rabih Abou Khalil, Prysms.
Jusqu'au 19 octobre. Tél. : 68-35-37-46.

RIVE-DU-RODER
18^e Festival International
de Rive-du-Rodier et des pays du Gier
Le festival d'un rhinocéros est l'emblème arrive à sa dix-huitième édition avec un programme qui attire les superlatifs : Louis Clavin en solo et en trio, Noël Alckhout, Brunifred, Atlantide, « Alors » avec Michel Portal, Edouard Philippe, John Surman, Jean-Pierre Drouot et Pierre Favre, Benny Golson Orchestra, Marc Ducret, Steve Coleman, « Impro Soli » avec Jean-Pierre Drouot, Yochko et Debora Seffer, Gianni Gebbia, Miriam Palma et Sébastien Tournet, Ahmad Jamal, Hubert Du Mont, Altitissimo, Dave Burrell/Daniel Huck.
Jusqu'au 19 octobre. Festival de jazz, Hôtel de ville, 42800 Rive-du-Rodier. Tél. : 77-83-07-94.

THÉÂTRE
AMIENS
Le Dérive
de Jérôme Deschamps et Macha Makeloff.
Maison de la culture, place Léon-Gonitz, 80 Amiens, 20 h 30, le 17 au 19. Tél. : 22-97-79-77. Durée : 1 h 25. 160 F.

ANGERS
Castellets d'hiver
d'Emilie Valentini, mise en scène de l'auteur.
Beaugrenelle, 12, boulevard Gaston-Dumesnil, 49 Angers, 20 h 30, les 15 et 18. Tél. : 41-87-80-80. Durée : 1 h 20. 85 F et 110 F.

ANGoulême
Excusez 14
d'Adel Hakim, mise en scène de l'auteur.
Centre Saint-Martial, boulevard Berthelot, 16 Angoulême, 20 h 30, le 16. Tél. : 45-38-61-62. Durée : 1 h 25. De 45 F à 110 F.

BOYONNE et VILLENEUVE-SUR-LOT
Maitres anciens
d'après Thomas Bernhard, mise en scène de Denis Marleau.
Scène nationale de Boyonne et du Sud-Aquitain, place de la Liberté, 64 Boyonne, 21 heures, le 12. Tél. : 59-59-07-27. Durée : 1 h 30. De 70 F à 120 F.

BOURSAUD
Le Caricab
d'Antoine Tchekhov, mise en scène de Margarita Mladenova et Ivan Dobtchev.
Le Maillon-Théâtre Germain-Muller, 13, place André-Maurais, 67 Strasbourg, 20 heures, le 12. Tél. : 88-35-44-52. Durée : 1 h 30. De 50 F à 125 F.

TOULOUSE
L'Atelier d'Albano Giacometti
d'après Jean Genet, mise en scène d'Hervé Lelardou.
Théâtre Gironne, 1, avenue du Château-d'Eau, 31 Toulouse, 21 heures, le 12. Tél. : 61-42-33-99. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F. Dernière.

TOULOUSE
Lecture-spectacle de Robert Wilson
Théâtre Gironne, 1, avenue du Château-d'Eau, 31 Toulouse, 21 heures, le 13. Tél. : 61-42-33-99. Durée : 2 heures. De 50 F à 100 F.

VILLEURBANNE
Le Triomphe de l'amour
de Marivaux, mise en scène de Roger Planchon.
Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69 Villeurbanne, 20 h 30, les 12, 15, 18 ; 17 heures, le 13 ; 19 h 30, les 16 et 17. Tél. : 78-03-30-30. Durée : 2 h 30. 140 F et 175 F. Dernières.

ART
CAEN
Tom Drathos

d'après Franz Kafka, mise en scène de Dominique Pitois.
Théâtre du Parvis-Saint-Jean, rue Danton, 21 Dijon, 20 h 30, les 12, 15, 18, 19 ; 19 h 30, les 16 et 17. Tél. : 80-30-12-12. Durée : 2 h 30. De 35 F à 130 F.

GRENOBLE
Un riche, trois pauvres
de Louis Calaferte, mise en scène de Pascale Henry.
Le Cargo-Petite Salle, 4, rue Paul-Claudel, 38 Grenoble, 19 h 30, le 12. Tél. : 76-25-91-91. Durée : 1 h 30. De 60 F à 115 F. Dernière.

LILLE
Les Dramatistes
de Thomas Bernhard, mise en scène de Dominique Surmaïs.
Le Métaphysique-Petite Salle, Grand'Place, 59 Lille, 20 h 30, les 16, 18, 19, 23, 25, 26 ; 18 h 30, les 17 et 21 ; 11 heures, le 20 ; 22 heures, le 24. Tél. : 20-14-24-24. Durée : 1 h 30. De 50 F à 130 F. Jusqu'au 26 octobre.

LYON
L'Amant anglais
de Marguerite Duras, mise en scène de Michel Raskine.
Théâtre le Point-du-Jour, 7, rue des Aqueducs, 69 Lyon, 20 h 30, les 12, 15, 18, 22 ; 16 heures, le 13 ; 19 h 30, les 16 et 17 ; 17 heures et 20 h 30, le 19. Tél. : 78-36-67-67. Durée : 1 h 25. 80 F et 100 F. Jusqu'au 30 octobre.

MONTELUÇON
L'Homme de plein vent
de Pierre Meunier, mise en scène de l'auteur.
Les Fédérés-Théâtre des îlets, Espace Boris-Vian, 03 Montluçon, 20 h 30, le 17 au 19. Tél. : 70-03-86-18. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F.

ORLÈANS
Un cœur français
de Jean-Marie Besset, mise en scène de Patrice Kerbrat.
Le Carré Saint-Vincent, boulevard Aristide-Briand, 45 Orléans, 20 h 30, le 12 ; 15 heures, le 13. Tél. : 38-54-29-29. Durée : 1 h 30. De 100 F à 150 F. Dernières.

ORLÈANS
La Princesse de Clèves
d'après Madame de La Fayette, mise en scène de Marcel Bozonnet.
Le Carré Saint-Vincent, boulevard Aristide-Briand, 45 Orléans, 20 h 30, le 16 au 19. Tél. : 38-54-29-29. Durée : 1 h 35. De 80 F à 130 F.

OUILLINS et VALENCE
Être sans père (Platonov)
d'Anton Tchekhov, mise en scène de Claire Lasse.
Théâtre de la Renaissance, 7, rue Orsel, 69 Oullins, 19 h 30, le 17 au 19 ; 15 heures, le 20. Tél. : 72-39-74-91. Durée : 4 heures. De 60 F à 100 F.

REIMS
Le Bel Image, 36, boulevard du Général-de-Gaulle, 25 Valence, 20 heures, le 15. Tél. : 75-82-44-10. Durée : 4 heures. De 55 F à 125 F.

REIMS
Fille du ciel et de la terre
d'après Joseph Delteil, mise en scène de Christian Schiaretti.
Comédie, 3, chaussée Bocquaine, 51 Reims. A partir du 17 octobre, 19 heures, du 17 au 19, les 22, 23, 24, 25, 26, 29. Tél. : 26-48-49-00. Durée : 1 h 15. De 30 F à 120 F. Jusqu'au 9 novembre.

RENNES
Don Juan ou le Festin de pierre
de Molière, mise en scène de Didier-Georges Gaby et le groupe T'Chang.
Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, 35 Rennes, 20 h 30, les 17 et 22 ; 16 heures, les 19 et 26 ; 19 h 30, le 23. Tél. : 99-31-12-31. Durée : 3 heures. 130 F. Jusqu'au 26 octobre.

RENNES
Eugène Ieroy, peintures 1953-1964 et dessins
Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35 Rennes. Tél. : 99-28-55-85. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 novembre. 20 F.

SAINT-ÉTIENNE
Philippe Favre
Musée d'Art moderne, La Terrasse, 42 Saint-Étienne. Tél. : 77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures. Fermé tous les jours. Jusqu'au 11 décembre. 27 F.

SALMUR
Villégiature, rétrospective 1955-1992
Galerie Bouvet-Ladubay, rue de l'Abbaye, Saint-Milaire-Saint-Hilaire, 49 Salmur. Tél. : 41-50-19-68. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 11 janvier.

LA SAUVIE
Fauterie Rauchsbach : les tentations de La Sauvie-Majeure
Abbaye de La Sauvie-Majeure, 33 La Sauvie. Tél. : 56-23-01-55. De 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 30 octobre. 22 F.

FRAC de Basse-Normandie, 9, rue Vaubouard, 14 Caen. Tél. : 31-93-09-00. De 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre. Entrée libre.

CAMBRAI
Suzanne Valadon (1865-1938)
Musée municipal, 15, rue de l'Épée, 59 Cambrai. Tél. : 27-82-27-90. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi, mardi. Jusqu'au 1^{er} décembre. 20 F.

COLMAR
Otto Dix et les maîtres andans
Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68 Colmar. Tél. : 89-20-15-50. De 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre. 30 F.

ultrane,

www.elsevier.com/locate/jmb

maintes fois entamées et n'ont pu
maïs abouti, pour une seule raison :
le système est imparfait, mais tout
le monde redoute les conséquences
de sa remise en cause.

C'est pourtant une vraie réforme
des aides à la presse - adaptée à une
situation économique qui voit la di-
minution de l'audiovisuel, la prédo-
minance de la presse magazine en
France et la montée en puissance
des groupes de communication qui
n'ont pas besoin d'aides - qui de-
vrait accompagner une éventuelle
suppression d'une « niche » fiscale
qui restera toujours difficile
à justifier aux yeux de l'opinion pu-

■ UN COMMUNIQUÉ de la section des imprimeurs-rotativistes du CGT. La catégorie des imprimeurs-rotativistes, réunie en commission technique le jeudi 10 octobre 1996, rappelle son attachement aux avantages acquis relatifs au maintien de l'abattement de 30 % pour les journalistes et de la déductibilité de 5 % pour les travailleurs de nuit relevant de l'imprimerie, remis en cause aujourd'hui par le gouvernement. Considérant que le Syndicat de la presse parisienne ne peut rester neutre devant l'attaque portée aux ouvriers confédérés, les imprimeurs-rotativistes se tiendront jusqu'au mardi 15 octobre, date à laquelle nous souhaitons être reçus par le SPG élaborant des propositions qui seront soumises le jour de cette rencontre. »

LA SUPPRESSION de l'abattement de 30 % dont bénéficiaient les 28 471 journalistes professionnels s'inscrit dans le cadre d'une réforme fiscale qui est le gros morceau du projet de loi de finances pour 1997. Cette réforme, dont les grandes lignes ont été dévoilées par le premier ministre Alain Juppé, doit se matérialiser en 1998. Cette loi, depuis la mise en œuvre du choix politique, prévoit une baisse globale de 25 milliards de francs de l'impôt sur le revenu dès 1997 et de 75 milliards d'ici à cinq ans.

En contrepartie, elle programme la suppression, d'ici à cinq ans, d'un certain nombre de « niches fiscales », parmi lesquelles les fameuses déductions forfaitaires supplémentaires dont bénéficiaient auparavant certains journalistes non-

fessionnelles ou soixante professions, suivant la manière dont on les définit. Figurent notamment, à l'annexe 4, article 5 du Code général des Impôts, les journalistes, mais aussi les artistes dramatiques, les vendeurs-artistes-trouvailles-plais (VRP) et des catégories plus fourreuses comme les désormais célèbres polisseuses de pipes de Saint-Claude.

A PARTIR DE 1998

La remise en cause de ces déductions forfaitaires supplémentaires est une vieille histoire. L'an dernier, elle s'est accélérée. Un amendement déposé par le député UDF-FD de la Marne, Charles-Amédée de Courson, voté en commission des finances avec l'appui du *rapporteur général* Philippe

Auberger (RPR, Yonne), avait mis le sujet sur le tapis. Cet amendement avait été repoussé, mais Jean Arthus, ministre de l'économie, avait prévenu qu'il ne s'agissait que d'un sujet.

Selon les simulations fournies à la commission des finances de l'Assemblée nationale par le ministère de l'économie, les journalistes célibataires, disposant de salaires modestes ou moyens, seront les plus touchés. En revanche, les journalistes mariés disposant de 2,5 parts et d'un salaire moyen de 15 000 francs seront bénéficiaires — ils paieront 1 035 francs d'impôt en moins en 2001, soit 29,17 % de moins — ainsi que les journalistes mariés ayant trois parts et un salaire compris entre 15 000 francs et 50 000 francs.

Ainsi, un journaliste célibataire percevant 15 000 francs de salaire mensuel en 1996 paiera 8 263 francs d'impôt en plus (+60,89 %), en 2001, soit 21 834 francs en 2001 contre 13 571 francs actuellement.

Mais un journaliste célibataire gagnant 7 000 francs par mois en 1996 paiera 2 733 francs d'impôt en 2001, contre zéro franc aujourd'hui. Pour un célibataire, les effets cumulés de la baisse des taux d'imposition et de la suppression de l'abattement ne deviennent positifs qu'au-delà de 50 000 francs par mois : ainsi, pour un salaire de 70 000 francs, le célibataire paiera 15 236 francs d'impôt en moins en 2001.

Caroline Mammou

syndicats patronaux) de 600 millions à 1 milliard, pour l'ensemble de la presse. Pour la FNPF, cela « re-

l'équilibre économique de bon nombre d'entreprises. Cela aura pour voie de conséquence, une répercussion immédiate sur le niveau de l'emploi. Le maintien de l'abattement de 30% dans le calcul des charges sociales des entreprises de travail toutoufais est préservé.

L'amendement déposé par le député Olivier Darrason (UDF-FR-Bouches du Rhône) - auquel s'ajoutent des amendements déposés par un proche de Charles Pasqua, le député Thierry Mariani (RPR, Vaucluse) - l'explicite clairement : cette déduction « correspond non pas à un avantage sans fondement, mais à une aide indirecte au secteur de la presse ». Elle s'inscrit dans un système d'aides à la presse qui souffre d'un manque d'efficacité. Des remises à plat ont été

1. **FRANCE**
 2. **GERMANY**
 3. **ITALY**
 4. **NETHERLANDS**
 5. **SPAIN**
 6. **UNITED KINGDOM**
 7. **UNITED STATES**
 8. **OTHER**
 9. **UNKNOWN**
 10. **NO ANSWER**
 11. **OTHER**
 12. **UNKNOWN**
 13. **NO ANSWER**
 14. **OTHER**
 15. **UNKNOWN**
 16. **NO ANSWER**
 17. **OTHER**
 18. **UNKNOWN**
 19. **NO ANSWER**
 20. **OTHER**
 21. **UNKNOWN**
 22. **NO ANSWER**
 23. **OTHER**
 24. **UNKNOWN**
 25. **NO ANSWER**
 26. **OTHER**
 27. **UNKNOWN**
 28. **NO ANSWER**
 29. **OTHER**
 30. **UNKNOWN**
 31. **NO ANSWER**
 32. **OTHER**
 33. **UNKNOWN**
 34. **NO ANSWER**
 35. **OTHER**
 36. **UNKNOWN**
 37. **NO ANSWER**
 38. **OTHER**
 39. **UNKNOWN**
 40. **NO ANSWER**
 41. **OTHER**
 42. **UNKNOWN**
 43. **NO ANSWER**
 44. **OTHER**
 45. **UNKNOWN**
 46. **NO ANSWER**
 47. **OTHER**
 48. **UNKNOWN**
 49. **NO ANSWER**
 50. **OTHER**
 51. **UNKNOWN**
 52. **NO ANSWER**
 53. **OTHER**
 54. **UNKNOWN**
 55. **NO ANSWER**
 56. **OTHER**
 57. **UNKNOWN**
 58. **NO ANSWER**
 59. **OTHER**
 60. **UNKNOWN**
 61. **NO ANSWER**
 62. **OTHER**
 63. **UNKNOWN**
 64. **NO ANSWER**
 65. **OTHER**
 66. **UNKNOWN**
 67. **NO ANSWER**
 68. **OTHER**
 69. **UNKNOWN**
 70. **NO ANSWER**
 71. **OTHER**
 72. **UNKNOWN**
 73. **NO ANSWER**
 74. **OTHER**
 75. **UNKNOWN**
 76. **NO ANSWER**
 77. **OTHER**
 78. **UNKNOWN**
 79. **NO ANSWER**
 80. **OTHER**
 81. **UNKNOWN**
 82. **NO ANSWER**
 83. **OTHER**
 84. **UNKNOWN**
 85. **NO ANSWER**
 86. **OTHER**
 87. **UNKNOWN**
 88. **NO ANSWER**
 89. **OTHER**
 90. **UNKNOWN**
 91. **NO ANSWER**
 92. **OTHER**
 93. **UNKNOWN**
 94. **NO ANSWER**
 95. **OTHER**
 96. **UNKNOWN**
 97. **NO ANSWER**
 98. **OTHER**
 99. **UNKNOWN**
 100. **NO ANSWER**
 101. **OTHER**
 102. **UNKNOWN**
 103. **NO ANSWER**
 104. **OTHER**
 105. **UNKNOWN**
 106. **NO ANSWER**
 107. **OTHER**
 108. **UNKNOWN**
 109. **NO ANSWER**
 110. **OTHER**
 111. **UNKNOWN**
 112. **NO ANSWER**
 113. **OTHER**
 114. **UNKNOWN**
 115. **NO ANSWER**
 116. **OTHER**
 117. **UNKNOWN**
 118. **NO ANSWER**
 119. **OTHER**
 120. **UNKNOWN**
 121. **NO ANSWER**
 122. **OTHER**
 123. **UNKNOWN**
 124. **NO ANSWER**
 125. **OTHER**
 126. **UNKNOWN**
 127. **NO ANSWER**
 128. **OTHER**
 129. **UNKNOWN**
 130. **NO ANSWER**
 131. **OTHER**
 132. **UNKNOWN**
 133. **NO ANSWER**
 134. **OTHER**
 135. **UNKNOWN**
 136. **NO ANSWER**
 137. **OTHER**
 138. **UNKNOWN**
 139. **NO ANSWER**
 140. **OTHER**
 141. **UNKNOWN**
 142. **NO ANSWER**
 143. **OTHER**
 144. **UNKNOWN**
 145. **NO ANSWER**
 146. **OTHER**
 147. **UNKNOWN**
 148. **NO ANSWER**
 149. **OTHER**
 150. **UNKNOWN**
 151. **NO ANSWER**
 152. **OTHER**
 153. **UNKNOWN**
 154. **NO ANSWER**
 155. **OTHER**
 156. **UNKNOWN**
 157. **NO ANSWER**
 158. **OTHER**
 159. **UNKNOWN**
 160. **NO ANSWER**
 161. **OTHER**
 162. **UNKNOWN**
 163. **NO ANSWER**
 164. **OTHER**
 165. **UNKNOWN**
 166. **NO ANSWER**
 167. **OTHER**
 168. **UNKNOWN**
 169. **NO ANSWER**
 170. **OTHER**
 171. **UNKNOWN**
 172. **NO ANSWER**
 173. **OTHER**
 174. **UNKNOWN**
 175. **NO ANSWER**
 176. **OTHER**
 177. **UNKNOWN**
 178. **NO ANSWER**
 179. **OTHER**
 180. **UNKNOWN**
 181. **NO ANSWER**
 182. **OTHER**
 183. **UNKNOWN**
 184. **NO ANSWER**
 185. **OTHER**
 186. **UNKNOWN**
 187. **NO ANSWER**
 188. **OTHER**
 189. **UNKNOWN**
 190. **NO ANSWER**
 191. **OTHER**
 192. **UNKNOWN**
 193. **NO ANSWER**
 194. **OTHER**
 195. **UNKNOWN**
 196. **NO ANSWER**
 197. **OTHER**
 198. **UNKNOWN**
 199. **NO ANSWER**
 200. **OTHER**
 201. **UNKNOWN**
 202. **NO ANSWER**
 203. **OTHER**
 204. **UNKNOWN**
 205. **NO ANSWER**
 206. **OTHER**
 207. **UNKNOWN**
 208. **NO ANSWER**
 209. **OTHER**
 210. **UNKNOWN**
 211. **NO ANSWER**
 212. **OTHER**
 213. **UNKNOWN**
 214. **NO ANSWER**
 215. **OTHER**
 216. **UNKNOWN**
 217. **NO ANSWER**
 218. **OTHER**
 219. **UNKNOWN**
 220. **NO ANSWER**
 221. **OTHER**
 222. **UNKNOWN**
 223. **NO ANSWER**
 224. **OTHER**
 225. **UNKNOWN**
 226. **NO ANSWER**
 227. **OTHER**
 228. **UNKNOWN**
 229. **NO ANSWER**
 230. **OTHER**
 231. **UNKNOWN**
 232. **NO ANSWER**
 233. **OTHER**
 234. **UNKNOWN**
 235. **NO ANSWER**
 236. **OTHER**
 237. **UNKNOWN**
 238. **NO ANSWER**
 239. **OTHER**
 240. **UNKNOWN**
 241. **NO ANSWER**
 242. **OTHER**
 243. **UNKNOWN**
 244. **NO ANSWER**
 245. **OTHER**
 246. **UNKNOWN**
 247. **NO ANSWER**
 248. **OTHER**
 249. **UNKNOWN**
 250. **NO ANSWER**
 251. **OTHER**
 252. **UNKNOWN**

petit orchestre en ré, de R. Strauss, par le New Philharmonia Orchestra, dir. de Waart ; Le Chasseur maudit, poème symphonique, de Franck, par l'Orchestre de Paris, dir. Barenboim ; Les

de Wolf, Mozart.

22.20 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Mendelssohn, Weber, Schubert, Brahms, Kachin. 0.00 Les Noirs de Radio-Classique.

bert Frank (1982, 1983),
Simony (1965, N, solécisme),
André Barma (1958, 1960).

de Blake Edwards
Smiths. Comédie.
Walter Hill (1990, 1991),
de Polanski
140 min). Avec
sile.

► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

■ On peut voir.

■ ■ Ne pas manquer.

■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou
classique.

◆ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

► Signalé dans « Le Monde
Télévision-Radio-
Multimédia ».

- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou
classique.

◆ Sous-titrage spécial
pour les sourds et les
malentendants.

France
Supervisors

John Coltrane, la recherche d'un langage universel

Ce documentaire de Robert Palmer privilégie l'éthique plutôt que l'esthétique et offre quelques archives inédites qui sont de purs moments de bonheur

SOIT UN MUSICIEN de jazz, l'un des plus grands, l'un des plus importants de la période post-bop, l'un des derniers à avoir bouleversé le monde musical pendant une bonne dizaine d'années : John Coltrane. « Le » musicien phare, de 1955 à sa mort, en 1967. Face à l'immensité de l'homme et de son œuvre, il faut choisir un thème, ce que semble avoir fait le film proposé par Paris Première, au moins dans son titre français *L'Univers sonore de John Coltrane*. Car, cumeusement, ce numéro de la collection « Masters of Jazz Series », conçu en 1990 par Robert Palmer, critique au *New York Times*, porte un titre original, *The World According to John Coltrane*, nettement moins prometteur que sa « traduction » française. Musicalement parlant en tout cas.

Et l'espoir naît que ce documentaire va peut-être rompre avec une certaine tradition américaine, valable aussi pour les inépuisables portraits de comédiens, où archives et témoignages alternent tiennent lieu de point de vue et tentent de rehausser un commentaire trop souvent superficiel et anecdotique. On imagine ainsi qu'en abordant l'« univers sonore », c'est à une sorte d'étude « de l'intérieur » que se livre l'auteur. A une analyse qui permettrait aux amateurs de Coltrane, même fâchés avec le sifflet, de comprendre un peu mieux ce qu'ils écoutent.

Révois. Ne pourrait-on, à l'aide des images et des sons, déchiffrer



les influences qui, des musiques des services religieux à Miles Davis et Thelonious Monk, en passant par le rhythm and blues, Earl Bostic, Dexter Gordon et Charlie Parker, sans parler de l'Asie ou de l'Afrique, ont façonné Coltrane ? Ne pourrait-on aussi apprendre comment il a acquis son abstrait et son technique, obtenu cette sonorité si particulière, qui fait ressembler son saxophone ténor à un harbois des musiques traditionnelles très éloignées de l'Occident ? Ou déterminer les grandes étapes d'un style en évolution constante, du « détaché » des débuts jusqu'aux célèbres « nappes de son »

mais auxquelles ce documentaire, trop extérieur à la musique, ne répond pas. Mis à part une approche plus fouillée de ce qu'aurait été l'expérience intérieure de Coltrane et de sa recherche obsessionnelle et douloureuse d'un langage musical universel, les questions essentielles sont abordées trop rapidement. En convoquant témoins et complices (Rashied Ali, son dernier batteur, le pianiste Tommy Flanagan, qui a précédé McCoy Tyner, les saxophonistes Roscoe Mitchell, Jimmy Heath, Wayne Shorter, le compositeur minimaliste La Monte Young, et même la voix off d'Alice McLeod, la dernière femme et pianiste de Coltrane), Robert Palmer n'innove pas non plus beaucoup sur le plan formel par rapport au documentaire réalisé en 1985 par Burt Kline (*The Coltrane Legacy*) issu de la collection « History of Jazz ».

Restent les archives-films de studio et de concerts, dont certaines étaient encore inédites. Là, évidemment, toutes les frustrations disparaissent, même lorsque la qualité de l'image et du son laisse à désirer. Voir jouer Coltrane avec Miles ou Eric Dolphy, retrouver le quartette « historique » (McCoy Tyner, Jimmy Garrison, Elvin Jones) est un pur moment de bonheur.

Jean-Louis Mingalon

★ « L'Univers sonore de John Coltrane », Paris Première, dimanche 13 octobre à 22 h 25 ; rediffusion, mercredi 16 octobre à 0 h 05.

« X » par Agathe Logeart

LE CIEL EST BLEU, la mer est verte, laisse un peu la fenêtre ouverte : c'est idiot d'autoriser ainsi un petit bout d'un poème oublié, et qui n'était même pas particulièrement fameux, à venir vous trotter dans la tête. Mais c'est comme un tic, on n'y peut pas grand-chose. Ouvrir la fenêtre ? Il en a de bonnes, le poète ! Alors que depuis tant d'années, on se claquemure ici derrière ses secrets, on étouffe ses manigances dans l'ouate du silence, on se protège de la lumière des indiscretions mal venues. Bleu, si bleu, le ciel, si vert la mer, et si coupables ces secrets trop bien gardés.

Que nous dit d'ordinaire la télévision de la Corse ? Elle nous dit les femmes en noir qui marchent à pas lents, en détournant les yeux, dans les ruelles de villages en pierre sèche. Elle nous dit les murs défigurés de graffiti vengeurs, les maisons éventrées, le sang qui a éclaboussé les trottoirs. Elle nous montre les conférences de presse dans la nuit du maquis, trop courues pour être vraiment clandestines. Elle colle aux pas des ministres, qui viennent régulièrement dans l'île distribuer subventions et bonnes paroles. Elle ouvre ses micros à ceux qui, le jour, plastiquement dans leurs « vitrines légales » pour mieux, le soir venu, revêtus de leurs déguisements de clandestins, jouer avec leurs bombes et leurs fusils. Derrière le vide des mots, tant de fois répétés pour ne rien dire, la télévision bégaye, et nous note dans une incompréhension qui pousse au rejet. Alors, pour une

fois, avec une passion engagée qui peut prêter à discussion, elle a choisi d'ouvrir ces persiennes closes, de briser le ronron des paroles superflues et d'aller voir, derrière les clichés, quelles vérités se cachent. C'était le pari, plein de touchante bonne volonté et de vertueuse indignation, de cet « Envoyé spécial », spécial Corse, que diffusait France 2.

Devant la porte déchaquetée de la gendarmerie, on s'affaire à réparer les dégâts. « Qui a fait cela ? », demande le journaliste. « X », répond le passant en plissant les yeux avec malice. X a bon dos. Mais X a un nom, et le visage de celui qu'on croise en sachant qu'il est, ce qu'il fait, sans oser le dire. Que se passe-t-il pour que, pourtant, peu à peu, certains se mettent, enfin, à parler ? Nationalistes « historiques » dépassés par ces « cannibales » qu'ils ont engendrés et qui ont dévoyé leurs mythes. Femmes qui ont décidé de passer des larmes à la révolte. Racketteurs qui refusent de se coucher devant les intimidations. Eus ou chefs d'entreprise qui alimenteraient bien plutôt, plutôt que de laisser détruire. Lentement, une parole fragile fait son chemin. Et le journaliste, pour une fois, ose dire tout haut ce que la rumeur sait si bien murmurer. La dîme prélevée au bénéfice des clans sur l'argent public. La passivité de la justice, de la police, malgré leurs discours vertueux. Il y a des faits, des documents, des évidences, qui ne feront pas plaisir à tout le monde. La télévision dit que c'en est assez. On voit mal qui pourrait lui donner tort.

SAMEDI 12 OCTOBRE

TF 1

12.50 A vrai dire, Magazine.
12.52 Journal, Météo.
13.30 Reportages.
Le clan des Camarajals, de Jacques Pons et Jean Ruelle.
14.05 L'homme qui tombe à pic. Série.
Je vole pour vous.
15.00 Mac Gyver. Série.
16.00 Melrose Place. Série.
16.30 Hercule, Série.
17.45 Trente millions d'amis.
18.25 Vidéo gag.
19.00 Beverly Hills. Série.
19.35 Comme une intuition.
20.00 Journal, Spécial F1, Tercel, Météo.

20.45

LA FEMME DE LA FORÊT
Téléfilm (D) d'Arnaud Stéphan, avec Sophie Daz (105 min).
Une jeune ingénier qui veut acheter une exploitation de bois va s'opposer au maire, son cousin, qui souhaite y construire un hôtel.

22.30

COLUMBO
Série. Quand le vin est tiré, de Leo Penn, avec Peter Falk (105 min).
Pour éviter la vente de la distillerie familiale par son frère, un expert en vin va l'assassiner et déguiser son crime en noyade accidentelle.
0.15 Formule F1.
Spécial Grand Prix du Japon.
0.50 Journal, Météo.
1.25 Journal, Météo.
1.40 Les Randonnées de l'entrepreneuriat. 2.00 et 3.00, 3.40 TF1 info.
2.30 L'histoire Comptons en Autochtones. 3.10 et 3.50, 4.40 Histoire naturelle. 5.35 Musique.

France 2

12.15 et 3.50 Pyramide. Jeu.
12.50 Point route.
12.53 et 13.30 Météo.
12.59 Journal.
13.35 DNC. Magazine.
13.40 Confidences d'un artiste.
14.40 La Vie à tout prix.
15.30 Samedi sport.
15.35, Cyclisme : Championnat du monde féminin sur route ; 16.35, Rugby : Coupe d'Europe, Brive-Neuch (210 min).
19.00 JAG. Série.
La base fantôme.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.59 Journal, A cheval, Météo.

20.50

FORT BOYARD
Diversément présenté par Patrice Laforêt et Catherine Dominguez. Avec Pascal Obispo, Eric Carrière, Francis Bignard, Christophe Boppre, Sébastien Ferret, Sébastien Sarr, Au profit de l'association Equilibre (105 min). 180857

22.35

52 JUSTE POUR RIRE
Diversément présenté par Bruno Solo. Avec Pascal Legitimé, Jean-Marie Bignard, Anne Rotonde, Laurent Rouquier, Stéphane Guillot, Mimi Maitry, Dominique Fauriol, Raymond Forrester, Michel Muller et Ludo (55 min). 3885389
23.30 Journal, Météo.
23.40 La 25^e Heure.
Magazine.
Kakou Rimpoué, l'enfant luma (55 min). 572725
0.35 Bouillon de culture (rediff.). 1.40 Un pays, une musique. Pérou. 2.25 Opéra satyre. Une trilogie qui nous vient de Bali. 4.30 Tourné de Zent. 4.45 Tourné (rediff.).

France 3

12.52 Journal.
13.00 Keno.
14.18 Les Quatre Dromadaires.
Tuer pour vivre, comédie au fil de l'eau.
17.45 10 Montagne.
Benoît Charnoux, la montagne en partage.
18.15 Expression directe. UNESA.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.48 Un livre, un jour.
La réunion des romans. Pierre Vellieux.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08, Journal régional.
20.05 Fe si la chambre. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

L'ILE AUX SECRETS
Téléfilm de Bruno Harbulot, avec Marie Burel, Vincent Winterhalter (90 min). 358912
Une femme arrive dans une petite île de l'Atlantique pour y remplacer un pasteur mystérieusement disparu.

22.20

LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
Magazine. Les années 4 CV (60 min). 6298251
En 1946, au premier Salon de l'Automobile de l'après-guerre, Renault, jeune régie nationalisée par le général de Gaulle, présente aux visiteurs une voiture conçue en secret dans les usines occupées par les Allemands.
23.20 Journal, Météo.
23.45 Musique et compagnie. Deux heures pour demain. 0.45 Le Théâtre de Joël Arthou. Inédit : Patachou, pour le 50^e de Michèle Laurence au Théâtre Rive Gauche. 1.05 Capitaine Furillo. Série. La contre-attaque. 1.35 Musique Gratia (20 min).

La Cinquième

14.00 Spécial Soleil. 14.45 Louis Leprince-Ringuet, un physicien dans le siècle. 15.45 et 16.05, 16.15, 16.30 Spécial éclipse. 15.50 Daxone, cancer du ciel. 16.30 Saverre la Petite Balise. 16.30 A la mesure des océans. 16.40 Une nouvelle planète. 16.55 Les Grandes Aventures du XX^e siècle. Le rêve d'Arc. 17.20 En direct de la tour Eiffel. 17.35 Ecluse de la recherche aujourd'hui. 18.30 Le Statut de la recherche en France. Avec François Bayrou.
Arte
19.00 French & Saunders.
Série (67) de John Birkin (v.a., 30 min). 8811
19.30 Histoire parallèle.
Semaine du 12 octobre 1946 : le cinéma d'an va-eu guerre. Inédit : Freddy Buache (58 min). 58305
20.20 Le Dessous des cartes.
Chronique géopolitique.
(28) l'Algérie et la France.
20.30 6 1/2 Journal.

20.45

LES ALSACIENS OU LES DEUX MATHILDE
Téléfilm (D) 1994-1995, de Michel Feary, avec Aurélien Clement (90 min). 104285
22.25 Métropolis. Festival d'automne à Paris : Carmelo Bene ; rentrée littéraire : Marie Darrieussecq ; collée : Django Reinhardt ; l'abécédaire de Gilles Deleuze ; Q comique question (60 min). 4761986

23.25

MUSIC PLANET
Magazine. World Collection. Salfi Kelta, citoyen ambassadeur, de Jean-Pierre Limosin (50 min). 7867102
Des Extra-Unités en Turquie, d'Espagne en Scandinavie, Jean-Pierre Limosin a suivi la tournée de Salfi Kelta. Son film nous entraîne aux sources de l'inspiration de l'artiste albino africain.
0.15 Un été.
Téléfilm de Philip Gröning, avec Michael Schach (1085, v.a., 105 min). 1967042
Dans une station thermique des Alpes suisses, un père tente d'établir le contact avec son fils absent.
2.00 Family : John Paul
Téléfilm de Michael Winterbottom (1994, v.a., rediff., 45 min). 1589491

M 6

12.55 55 Pour Vaxco. Jeu.
13.25 Le Magicien. Série.
Les retrouvailles.
14.20 Raven.
Série. Le retour des dragons noirs.
15.15 Les Têtes brûlées. Série.
16.15 L'Aventurier. Série.
17.00 Chausson nelson et bottes de cuir. Série.
Cœur à cœur.
18.00 Le Saint. Série.
Le meilleur piège.
18.35 Turbo. Magazine.
19.35 Vintage. Magazine.
19.45 0.33 Mode 6.
Jean-Paul Gaultier.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Hot Forme.
20.35 Pits vite que la musique.

20.50

AUX FRONTIÈRES DU RÉEL
Série, avec David Duchovny.
Ames damnées. Dans une petite ville, la police attribue des morts insoupçonnées à des pratiques surnaturelles. Une urne funéraire contenant les cendres d'une femme chaman est enterrée d'un chantier de fouilles en Equateur et ramène aux Extra-Unités. Les morts mystérieux se succèdent.
Le visage de l'horreur. Un étudiant des Beaux-Arts, accusé de meurtres en série, est emprisonné. Mais les crimes continuent...
23.25 Annuaire sur commande.
Téléfilm de Richard T. Heffron, avec Daniel J. Travanti (81 min). 4192305
Un ancien du Vietnam, partiellement amnésique, retrouve peu à peu la mémoire...
1.00 Rock express. Magazine.
1.25 La Nuit des clips. Musique.

Canal +

► En clair jusqu'à 14.00
12.30 L'Hebdo de Michel Field.
13.30 A la rencontre de divers aspects du monde contemporain.
14.00 Basket-ball.
PSG - Levallois.
16.00 Rugby à sept.
► En clair jusqu'à 20.35
17.39 Intermezzo.
17.40 Décade par Benny.
18.25 Allen, l'univers des insectes. Documentaire.
La guerre des mondes (25 min). 3285164
18.50 Flash d'information.
19.00 TV plus. Magazine.
20.00 Les Muppets.
20.25 Pas si vite. Magazine.
20.35 Beauty Behaviour.

20.35

TIRS CROISÉS
Téléfilm de Chuck Bowman, avec Dennis Franz (86 min). 129857
Série, avec David Duchovny.
Ames damnées. Dans une petite ville, la police attribue des morts insoupçonnées à des pratiques surnaturelles. Une urne funéraire contenant les cendres d'une femme chaman est enterrée d'un chantier de fouilles en Equateur et ramène aux Extra-Unités. Les morts mystérieux se succèdent.
Le visage de l'horreur. Un étudiant des Beaux-Arts, accusé de meurtres en série, est emprisonné. Mais les crimes continuent...
23.25 Annuaire sur commande.
Téléfilm de Richard T. Heffron, avec Daniel J. Travanti (81 min). 4192305
Un ancien du Vietnam, partiellement amnésique, retrouve peu à peu la mémoire...
1.00 Rock express. Magazine.
1.25 La Nuit des clips. Musique.

23.00

EL MARIACHI
Film de Robert Rodriguez (1992, 12 min). 268980
Avec peu de moyens mais beaucoup de prouesse technique, une sorte de version clip d'un sujet de western Japon Sergio Leone.
0.25 Prêtre.
Film d'Antonio Bird (1995, v.a., 105 min). 8170638
2.30 Le Regard d'Ulysse.
Film de Theo Angelopoulos (1995, 170 min). 84343042
5.30 Maverick.
Film de Richard Donner (1994, v.a., 122 min). 1577382

Radio

France-Culture
20.30 Photo-portrait.
Paul Andrieu, architecte.
20.45 Le Nouveau Répertoire Dramatique.
Répertoire de Michel Faure.
22.35 Musique : Opéra.
Dernièr Opéra, une œuvre d'opéra.
0.05 Fiction : Tard dans la nuit.
Vingt-quatre heures de la vie d'une femme, de Stefan Zweig. 0.35 Chronique du bout des lèvres. 1.00 Les Nuits de France-Culture, rediff.
Pis L'histoire de Tard, de Monique Sallé (2) 2.02. Entretien avec Pierre Mac Orlan (2) ; 3.00. Une voix venue d'Amérique : J.S. René Sieffert ; 4.54. Le Temps vivant, d'Arthur Adamov ; 5.57. La Humaine à travers les âges (3).

France-Musique

20.00 Opéra.
Donné les 6, 8 et 10 juin, au Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre de Paris, dir. Louis Langrée : La Cendrillon de Tchaïkovski, de von Gluck (en deux actes), livret de Méhul ; Adrien (Tard), Elbista Smykova (Viviane), Sandrine Piau (Giselle), Audrey Michel (Suzanne), Laura Ponsard (Annette), Roberto Scuderi (Puck).
22.45 Extraits.
23.05 Le Bel Aujourd'hui.
Entretien avec Michel Levesque. Opéra donné par le Chœur de l'Opéra de Montpellier et l'Orchestre philharmonique de Montpellier.
Langues-Roussillon, dir. Pascal Rophé : GO-GO ! Le Marseillais : La perspective Nerval (critique), de Michel Levesque, Alain Zappella, Alain (hôte-contrôle), Philippe Pourcel, baryton, Rocco Sforzi, mezzo-soprano, Alain Aubin, haute-contre, Marie Haquard, baryton.

Radio-Classique

1.00 Les Nuits de France-Musique.
Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
Les musiciens et la Révolution française. La Prière de la Basilique de Bâle, par le Concerto Köln ; Tableau de la situation de Marie-Antoinette, de Dussek, Soler, piano ; Quatuor n° 6, de Saint-Georges, par le Quatuor Les Adieux ; Hymne à la statue de la liberté, de Gosses ; Hymne à la victoire, de Méhul, par la Chorale et l'Orchestre du Cyprien de Toulouse, dir. Plasson ; Musique funéraire sur la mort du général Hoche, de Cherubini, par l'Orchestre d'harmonie des gardiens de la paix.
22.45 Da Capo. Œuvres de Fauré, Chabouss, 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Julie Lescaut.
Recours en grâce.
21.30 TSGénie.
21.55 Média des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Que le meilleur gagne. (France 2 du 20/11/95).
0.30 Sol 3 (France 3).
Planète
20.35 Jacques Chirac, autoportrait.
21.30 La Fédération française de cops de combat prépare ses JO.
21.55 15 jours sur Planète.
22.20 Les Couleurs du poison.

23.10

Que nous réserve le trafic aérien ?
0.05 Le Café et l'Addition.
1.00 Hiroshima (75 min).
Paris Première
20.30 L'Ecole royale andalouse d'art équestre.
23.05 Concert : Juliette Gréco (55 min). 8557883
0.00 Concert : Rur (55 min). 1332110
France Supervision
20.30 Ballet : Roméo et Juliette.
En trois actes de Serge Prokofiev.

Ciné Cinéfil

20.45 Le Club.
Inédit : Jean-Charles Tacchella.
22.05 Gilles Grangier.
50 ans de cinéma.
De Maurice Delzer (14).
23.00 La Griffe du passé. ■
Film de Jacques Tourneur (1947, N.v.a., 95 min). 40405828
Ciné Cinémas
20.30 Martin Beck : L'Assassin de l'Agent de police.
Téléfilm de Peter Koslowski (95 min). 1048865
22.05 Ciné Ciné-courts.
23.10 Un assassin qui passe ■
Film de Michel Vianey (1981, 105 min). 84288473

Série Club

20.45 Collection aventures.
Aventures sur le bateau.
22.10 Jake Cutter.
Borogara ou rien.
23.00 Code Quantum.
L'amour aveugle.
23.50 Panique aux Caraïbes.
Le 9^e jour.
0.40 La Famille Addams.
L'arbre de la famille.
1.10 Ici Interpol.
Private View (25 min).

Eurosport

13.00 Cyclisme.
En direct de Lugano.
Championnats du monde sur route : course hommes (moins de 25 ans) (140 km) (50 min). 711270
17.55 Football.
En direct. Championnat de France D2, 14^e Journée : Toulouse-Saint-Etienne (120 min). 5980880
19.55 Basket-ball.
En direct. Championnat de France Pro A, 6^e Journée (125 min). 8941544
22.00 Sumo.
23.00 Golf.
0.00 Course de camions.
0.30 Formule 1.
1.30 Formule 1.
En direct de Suzuka, Grand Prix du Japon : Warrn up (30 min). 5983058

Les films sur les chaînes européennes

TSR
0.05 Fog. Film de John Carpenter (1979, 90 min). Avec Adrienne Barbeau, Hal Holbrook, Janet Leigh. Fantastique.
17.55 Football.
En direct. Championnat de France D2, 14^e Journée : Toulouse-Saint-Etienne (120 min). 5980880
19.55 Basket-ball.
En direct. Championnat de France Pro A, 6^e Journée (125 min). 8941544
22.00 Sumo.
23.00 Golf.
0.00 Course de camions.
0.30 Formule 1.
1.30 Formule 1.
En direct de Suzuka, Grand Prix du Japon : Warrn up (30 min). 5983058

La loi du toast

par Pierre Georges

IL FAUT BIEN que Nobel se passe. S'ennuyant un peu dans cette tragique malédiction qui consiste à toujours être pris au sérieux, n'ayant plus rien à attendre des prix puisqu'ils les ont eus, un groupe de joyeux farceurs nobélisés jusqu'au menton s'est réuni récemment à Harvard. Objet de leur symposium selon le Times: l'attribution de prix Nobel alternatifs, irréguliers et néanmoins scientifiques. A l'intention notamment des chercheurs obscurs et méritants « dont les travaux ne pourraient ni ne sauraient être reproduits ».

Premier lauréat à l'unanimité et par acclamations, même la bouche pleine, le célèbre docteur Robert Matthews, de l'université d'Aston, Grande-Bretagne. Le jury, proprement émerveillé par les innombrables recherches, matin après matin, de ce scientifique, lui a décerné un Nobel de physique bien mérité.

Le professeur Robert Matthews, en effet, s'est longuement penché sur un phénomène commun mais inexplicable: la fâcheuse propension qu'à le toast beurré à tomber obstinément du côté beurré. Aux prix de rudes recherches et de périlleuses expérimentations, ce chercheur émérite est arrivé à la conclusion suivante: le toast insulaire, tout comme sa cousine continentale la tartine de confiture, obéit dans sa translation verticale, du haut en bas, aux implacables lois de Murphy.

Autrement dit, selon des principes fondamentaux constants, le toast hors de contrôle effectué un demi-salto avant entre la table et le sol. Expérimentalement reproduit en laboratoire avec un toast agréablement d'une fine lamelle de bois, marquée B comme Butter,

car le professeur a sans doute bonneur de laver le carrelage, le phénomène a été scientifiquement établi: le toast fuyeur ne joue jamais à pile ou face.

Le jury ne pouvait s'arrêter en si bon chemin. Prix Nobel de chimie: le professeur George Goble de l'université de Purdue (Indiana). Au péril de son système pileux, ce brave a démontré la capacité scientifique indéniable à allumer un barbecue, dans le temps record de trois secondes. Avec un peu d'oxygène liquide, beaucoup de charbon de bois et une certaine témérité.

Le prix Nobel de biologie est allé à une vaillante équipe de chercheurs de l'université de Bergen en Norvège, qui s'est penchée longuement sur un autre phénomène inexplicable: « Les effets indéniables de la bière, de l'ail et de la crème aigre sur l'appétit de la sangsue ». Et, de fait, la brave bête, ainsi dopée, s'en offre une bonne pinte.

Vient toujours dans ce genre de farce, même entre Nobel, le moment gaillard, rigolade dans la chambrée et fine plaisanterie. Le jury a donc, cette année, décidé d'attribuer le Nobel de médecine à une autre équipe de chercheurs norvégiens, pays d'excellence. Dans une communication « prudente, circonspecte », usant de mille précautions fautes de données statistiques assez larges et d'un dépistage systématique sur un échantillon aléatoire, ces chercheurs ont établi un lien, selon eux évident, entre la « transmission des gonocoques et l'utilisation de poupée gonflable ».

On le voit, il était plus que temps que le jury cesse ses délires, lève un verre à la santé des lauréats et retourne à ses chères études.

Mgr Carlos Belo et Jose Ramos-Horta Nobel de la Paix 1996

Portrait d'un évêque médiateur du conflit de Timor-Oriental

BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

« Les Indonésiens me considéraient comme un adversaire irréconciliable, mais ils ont tort, avait déclaré en juillet 1994 Mgr Carlos Belo. En fait, je ne suis rien d'autre qu'un observateur concerné. Comment pourrait-il en être autrement quand la dénonciation de l'injustice fait partie du devoir d'un évêque ? ». Et il avait ajouté: « Les Timorais orientaux n'accepteront jamais l'intégration à l'Indonésie aussi longtemps que Djakarta continuera de traiter l'île comme un territoire occupé ».

Les événements ont donné raison à Mgr Carlos Felipe Ximenes Belo, administrateur apostolique du diocèse de Dili, capitale de Timor-Oriental. Ainsi qu'il l'avait prédit, dans un territoire où la grande majorité de la population est catholique — un héritage de plus de quatre siècles de domination portugaise — l'incapacité de Djakarta à faire face aux tensions ethniques et religieuses est une source constante de conflit: des dizaines de milliers d'Indonésiens, en majorité des Javanais musulmans, se sont installés dans le territoire depuis son occupation militaire en 1975 et son annexion, l'année suivante, par Djakarta.

Les Indonésiens se sont trompés: la nouvelle génération de Timorais nés après 1975 ne s'est pas ralliée à l'intégration. Depuis le massacre de Dili en 1991, Mgr Belo intervient régulièrement pour éviter que de jeunes Timorais excédés ne transforment les sor-

ties de messes dominicales en manifestations anti-indonésiennes. Cet homme d'Eglise au visage un peu rond et souriant passe également une partie de son temps à recevoir des fidèles sans nouvelles de leurs enfants, interpellés par la police ou, plus simplement, enlevés.

Né le 3 février 1943, à Bacan dans le diocèse de Dili, ce Timorais, qui multiplie les offices religieux « à la paix », a fait ses études au Portugal avant d'être, le 26 juillet 1980, ordonné prêtre, puis nommé évêque et administrateur apostolique de Dili.

Homme de paix et de dialogue, Mgr Belo ne transige pas sur les principes: il a de nouveau proposé, en 1994, que les Timorais se prononcent par référendum sur leur avenir, une initiative dénoncée par Djakarta, qui s'en tient à l'intégration et refuse même — officiellement du moins — tout « statut particulier » pour un territoire dont l'annexion par l'Indonésie n'a été reconnue ni par le Vatican ni par l'ONU. Mais, entre-temps, l'évêque de Dili s'est révélé un intermédiaire décisif. En juin 1995, quand les premières rencontres timoraises ont été organisées par l'ONU à Schiedam (Autriche), par les Nations unies, Mgr Belo était, bien évidemment, présent.

Il en a profité pour publier un document en seize points faisant de l'Eglise catholique le passage obligé entre les partisans de l'intégration et ceux de l'indépendance. Surtout, la déclaration finale de cette conférence, qui

avait reçu l'aval de Djakarta sous condition que le statut indonésien de Timor-Oriental ne soit pas abordé, a salué « la précieuse contribution de l'administrateur apostolique du diocèse de Dili au débat ».

L'autorité spirituelle de l'évêque et sa popularité sont aujourd'hui assez fortes pour que Djakarta se garde de couper les ponts avec lui. Un ministre indonésien avait d'ailleurs, l'année dernière, exprimé son « respect infini » pour « la mission et la fonction pastorale de l'évêque Belo » tout en estimant que sa proposition de référendum sur le statut du territoire « ne relève ni de sa mission ni de son autorité ». Celui qui est devenu le médiateur du conflit timorais n'a jamais pour autant renoncé à cette mission.

José Ramos Horta, qui vient de recevoir conjointement le prix avec l'évêque de Dili, est le dirigeant du CNRM, le Conseil national de la résistance maubesse (nom du peuple de Timor-Est). Il est aussi le représentant à l'extérieur de la résistance au régime de Djakarta. Ces dernières années, il a participé aux négociations concernant l'avenir du Timor oriental. Cet éminent leader quinquagénaire des indépendantistes timorais, qui porte toujours un nouet papillon, séjourne souvent au Portugal et réside le plus souvent à Sydney. Les deux lauréats ont été récompensés pour leur contribution au « règlement juste et pacifique » du conflit.

Jean-Claude Pomonti

Les chaînes de télévision refusent de diffuser la campagne publicitaire de l'ARC

LES CHAÎNES de télévision ont décidé de refuser la diffusion de messages publicitaires incitant à donner de l'argent à l'ARC, association de lutte contre le cancer. Ces messages devaient être diffusés ce week-end sur l'ensemble des chaînes télévisées. La production de ces messages a coûté 600 000 francs et l'achat des espaces publicitaires aurait coûté 2,5 millions de francs. « Les services juridiques des chaînes nous ont fait valoir qu'un passage du film portait atteinte à la présomption d'innocence de Jacques Crozemarie [ancien président de l'ARC], fait-on valoir auprès de l'agence Euro RSCG institutionnel.

Dans un communiqué diffusé dans la soirée du 10 octobre, l'ARC a « profondément regretté » cette décision: « Au moment où, après six mois de silence et de travail intensif pour assainir profondément sa structure, l'ARC entendait s'adresser à l'opinion publique et aux donateurs pour réaffirmer l'utilité de son action

en faveur de la recherche, elle se voit contrainte d'annuler son message de vérité. » Selon l'ARC, le patient que l'on entend dans le film « exprimait simplement la nécessité de la recherche et celle de la présence de l'ARC dans la lutte contre le cancer; et s'indignait publiquement — sans citer de noms — de l'affaire Crozemarie » qui a secoué l'association depuis novembre dernier.

« Alors que cette affaire est notoirement connue, que les éléments cités sont exacts, confirmés bien au-delà de tout soupçon dans différentes publications et rappelés encore aujourd'hui par tous les médias qui commentent des extraits d'un rapport de la brigade financière, l'ARC se voit interdire d'antenne à la télévision pour deux phrases. » Ces phrases sont: « On parle de villos sur la Côte, de chasses en Sologne... Comment ces types ont-ils pu à ce point oublier leur mission ? » A la direction de la communication de France 3, on précise que le film de l'ARC n'est parvenu à la chaîne que le 9 octobre et qu'il a été immédiatement soumis aux services juridiques. Ces derniers ont estimé que son contenu était « complètement diffamatoire » et qu'il ne pouvait, en conséquence, être diffusé. On précise que cette décision a été prise en accord avec les services juridiques de France 2.

Dans un entretien accordé à France-Soir, Michel Lucas, le président de l'ARC, réagissant aux articles parus dans les éditions du Monde du 11 octobre, a déclaré: « Si les montants des détournements sont effectivement proches de ceux avancés par Le Monde, tout n'est pas allé uniquement dans la poche de Crozemarie, Sarda et Simon. On pourrait découvrir des destinataires autres que ces individus, notamment des structures ou des groupements tels que, peut-être, des partis politiques. » Michel Lucas était injoignable vendredi matin. Pour sa part, le juge d'instruction Jean-Pierre Zanotto devait entendre, vendredi 11 octobre, pour la troisième fois, Jacques Crozemarie, actuellement hospitalisé à l'hôpital Cochin.

Les avocats de M. Simon attaquent la Cour des comptes

Les avocats des sociétés Disribien et International Development Communication (IDC), créées par Michel Simon, ont décidé d'attaquer les magistrats de la Cour des comptes chargés du dossier de l'ARC devant le Conseil d'Etat. Les avocats de M. Simon, qui a été mis en examen par le juge Zanotto dans l'affaire de l'ARC, réclament 15 millions de francs. Ils font valoir que l'enquête concernant l'ARC a constitué un « abus de pouvoir » et un « préjudice moral ».

Selon la brigade financière de Paris, M. Simon s'est octroyé, au minimum, 17 017 056 francs de rémunérations entre la fin de 1989 et le début de 1996. Ce sont les enquêtes de la Cour des comptes qui avaient permis, fin 1995, de faire éclater le scandale de l'ARC.

Le « fichier juif » sera déposé au Centre de documentation juive

LE FICHIER des juifs de la préfecture de police de Paris, constitué entre 1940 et 1944 et retrouvé par Serge Klarsfeld, avocat et historien, en 1991 dans les archives du ministère des anciens combattants, sera finalement conservé au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), à Paris. Les chercheurs pourront le consulter dans une salle placée sous la responsabilité des Archives nationales. La décision a été prise par le président de la République. L'historien René Rémond, qui a présidé une commission sur ce sujet de 1992 à 1996, avait remis son rapport au premier ministre en juillet. Le rapport préconisait fermement la conservation du fichier des juifs aux Archives nationales. Seul Jean Kahn, membre de cette commission et ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), avait demandé expressément que le fichier soit déposé dans une « enclave des Archives nationales des locaux du Centre de documentation juive » (Le Monde du 5 juillet).

Alexander McQueen remplace John Galliano chez Givenchy

ALEXANDER McQUEEN présentera sa première collection de haute couture chez Givenchy en janvier 1997. « L'annonce officielle aura lieu lundi. Dites que c'est moi qui vous l'ai dit... », a-t-il confié au Monde. Le couturier va donc succéder à John Galliano, en route pour la maison Dior. Le contrat signé pour deux ans avec LVMH, porte également sur le prêt-à-porter de luxe, « Couture ». Autodidacte, il a fait ses débuts dans la vie à l'âge de seize ans, travaillant à Londres, comme coupeur chez Anderson and Shepherd. Son maître: Balenciaga. A propos de Hubert de Givenchy, il affirme: « Il a été très intelligent, pour ce qu'il a fait, et qui correspondait à l'esprit de son temps. Je partage avec lui l'amour des tissus et des lignes, mais nous appartenons à deux époques différentes. »

■ IVG: dix-huit députés de la majorité ont déposé une proposition de loi qui entend supprimer le remboursement des IVG non thérapeutiques. Parmi les signataires, figurent deux proches d'Alain Juppé: Frédéric de Saint-Sernin (RPR, Dordogne) et Yves Nicolin (UDF, Loire). Ce texte vise à abroger la loi du 31 décembre 1982.

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 11 octobre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	-5,33	Cours au 10/10	Var. en % Var. en %
Hong Kong Index	12242,90	1000	0910
Tokyo Nikkei sur 3 mois	-22,44	Paris CAC 40	2135,63 -0,52 +14,09
		Londres FT 100	-5,91
		Zurich	-17,95
		Milan MIB 30	-14,60
		Frankfurt Dax 30	2683,83 -0,71 +19,07
		Bruxelles	-12,42
		Suisse SMI	-1,43
		Madrid Iboex 35	-16,20
		Amsterdam CBS	-25,44

Tirage du Monde dans vendredi 11 octobre 1996: 518 929 exemplaires.

EDF instaure un dépistage de la drogue chez les salariés du nucléaire

UN DOCUMENT interne de la direction d'EDF définit la nouvelle politique de l'entreprise face au problème de la consommation de drogues chez les travailleurs de l'industrie nucléaire. Ce document a été rédigé après la découverte, « il y a quelques semaines », de sérologies contenant des traces d'héroïne au sein de la centrale nucléaire de Belleville, dans le Cher. « Cette découverte pose le problème du dépistage de la drogue chez les personnes qui entrent dans la partie nucléaire des installations, peut-on lire dans ce document signé par Pierre Carlier, directeur de la production et du transport à EDF. La drogue, chez des personnes travaillant sur des installations sensibles (nucléaire ou système électrique) entraîne des risques inacceptables pour la société ».

La direction d'EDF estime donc que « pour les personnes qui travaillent dans des installations sensibles, les contrôles médicaux de dépistage de la drogue doivent être portés systématiquement, afin « aptitude médicale » mise en place ». « Il nous faut évaluer vite et partout », ajoute M. Carlier dans ce document interne. On souligne auprès de la direction d'EDF que les travaux sur ce thème sont conduits en étroite relation avec la médecine du travail.

An total, trente mille personnes sont concernées. En toute hypothèse les règles habituelles du secret médical continueront d'être observées, l'employeur ne pouvant avoir connaissance du résultat d'un examen médical sans l'autorisation de l'aptitude ou de l'insuffisance d'un salarié à occuper tel ou tel poste dans l'entreprise.

« Le document de Pierre Carlier avait pour but de créer un choc à l'intérieur de l'entreprise. Les nouvelles mesures seront prises dans quelques semaines », a expliqué au Monde Bernard Dupraz, directeur de l'exploitation nucléaire. Jusqu'à présent, les dépistages de ce type n'étaient pratiqués qu'au cas par cas lorsque des éléments particuliers avaient attiré l'attention du médecin du travail. On précise à la direction d'EDF que des dépistages systématiques de la consommation de drogues existent dans l'industrie nucléaire de plusieurs pays étrangers et, en France, dans l'industrie aéronautique.

J.-Y. N. et F. N.

Jean-Yves Nau

L'édition de référence 96/97

Code général des impôts

1500 pages

101 nouveaux textes codifiés 505 dispositions nouvelles

L'ÉDITION NATIONALE Éditions

L.G.D.J.

Renseignements (01) 44 41 47 47

Pour ne plus être seul(e) 3615 ETRE 2